



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS

SESSION D'ORGANISATION POUR 1976

13-15 janvier 1976

SOIXANTIÈME SESSION

13 avril-14 mai 1976

Comptes rendus analytiques des séances plénières

NATIONS UNIES



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS

SESSION D'ORGANISATION POUR 1976

13-15 janvier 1976

SOIXANTIÈME SESSION

13 avril-14 mai 1976

Comptes rendus analytiques des séances plénières

NATIONS UNIES

New York, 1976

AVERTISSEMENT

Les *Documents officiels du Conseil économique et social* comprennent les comptes rendus analytiques des séances plénières — avec les corrections apportées à la demande des délégations et toutes autres modifications qu'exigent les travaux d'édition — , les suppléments et les listes des délégations.

*
* *

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages		Pages
Sigles	vi	POINT 6 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Ordre du jour de la session d'organisation pour 1976	vii	Ordre du jour provisoire de la soixantième session	15
Ordre du jour de la soixantième session	viii	POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Répertoire des documents	ix	Election de membres des organes subsidiaires du Conseil et des organismes qui lui sont rattachés et confirmation de la nomination de représentants aux commissions techniques (<i>fin</i>)	15
SESSION D'ORGANISATION POUR 1976		CLÔTURE DE LA SESSION	16
Comptes rendus analytiques des 1982^e à 1984^e séances plénières		SOIXANTIÈME SESSION	
1982^e séance		Comptes rendus analytiques des 1985^e à 2005^e séances plénières	
<i>Mardi 13 janvier 1976, à 11 h 5</i>		1985^e séance	
OUVERTURE DE LA SESSION	1	<i>Mardi 13 avril 1976, à 11 heures</i>	
HOMMAGE À LA MÉMOIRE DE CHOU EN-LAI, PREMIER MINISTRE DU CONSEIL D'ÉTAT DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE .	1	OUVERTURE DE LA SESSION	17
DÉCLARATION DU PRÉSIDENT PROVISOIRE ...	1	POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR :	
POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR :		Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation	18
Election des membres du Bureau	2	1986^e séance	
DÉCLARATION DU PRÉSIDENT	2	<i>Lundi 19 avril 1976, à 10 h 55</i>	
POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR :		POINT 13 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Adoption de l'ordre du jour	4	Ressources naturelles	20
ORGANISATION DES TRAVAUX	4	ORGANISATION DES TRAVAUX	22
POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR :		1987^e séance	
Suite à donner aux décisions prises par l'Assemblée générale à sa trentième session. . .	4	<i>Mardi 20 avril 1976, à 15 h 35</i>	
POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR :		POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Programme de travail de base du Conseil pour 1976	4	Mesures concernant la mise en application du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels	23
1983^e séance		ORGANISATION DES TRAVAUX	25
<i>Jeudi 15 janvier 1976, à 11 h 10</i>		1988^e séance	
HOMMAGE À LA MÉMOIRE DE TUN HAJI ABDUL RAZAK BIN DATO HUSSEIN, PREMIER MINISTRE DE LA MALAISIE	8	<i>Mercredi 21 avril 1976, à 15 h 35</i>	
POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR :		POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Election des membres du Bureau (<i>fin</i>)	8	Mesures concernant la mise en application du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (<i>suite</i>)	26
POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR :		1989^e séance	
Election de membres des organes subsidiaires du Conseil et des organismes qui lui sont rattachés et confirmation de la nomination de représentants aux commissions techniques	8	<i>Jeudi 22 avril 1976, à 15 h 35</i>	
1984^e séance		POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR :	
<i>Jeudi 15 janvier 1976, à 15 h 45</i>		Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale	27
POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR :		1990^e séance	
Programme de travail de base du Conseil pour 1976 (<i>fin</i>)	12	<i>Vendredi 23 avril 1976, à 11 heures</i>	
POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR :		POINT 13 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Suite à donner aux décisions prises par l'Assemblée générale à sa trentième session (<i>fin</i>)	12	Ressources naturelles (<i>fin</i>)	31

	Pages		Pages
POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR : Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (<i>suite</i>)	32	1997^e séance	
1991^e séance		<i>Lundi 10 mai 1976, à 11 h 15</i>	
<i>Mardi 27 avril 1976, à 15 h 35</i>		POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR : Assistance au Mozambique (<i>suite</i>)	76
POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR : Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (<i>suite</i>)	36	ORGANISATION DES TRAVAUX	76
1992^e séance		1998^e séance	
<i>Mercredi 28 avril 1976, à 15 h 40</i>		<i>Lundi 10 mai 1976, à 15 h 35</i>	
POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR : Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (<i>suite</i>)	45	POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR : Assistance au Mozambique (<i>suite</i>)	77
1993^e séance		1999^e séance	
<i>Jeudi 29 avril 1976, à 11 h 10</i>		<i>Mardi 11 mai 1976, à 11 heures</i>	
POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR : Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (<i>suite</i>)	51	POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR : Assistance au Mozambique (<i>fin</i>)	82
1994^e séance		POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR : Mesures concernant la mise en application du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (<i>fin</i>)	83
<i>Mercredi 5 mai 1976, à 11 h 5</i>		POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR : Restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies	84
POINT 10 DE L'ORDRE DU JOUR : Examen de la situation au Guatemala à la suite du tremblement de terre du 4 février 1976 .	57	DÉCLARATION DE LA REPRÉSENTANTE DE LA BOLIVIE	85
POINT 11 DE L'ORDRE DU JOUR : Mesures à prendre à la suite des cyclones ayant affecté Madagascar		2000^e séance	
POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR : Assistance aux régions d'Ethiopie victimes de la sécheresse		<i>Mardi 11 mai 1976, à 17 heures</i>	
1995^e séance		POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR : Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (<i>suite</i>)	85
<i>Jeudi 6 mai 1976, à 16 heures</i>		2001^e séance	
POINT 10 DE L'ORDRE DU JOUR : Examen de la situation au Guatemala à la suite du tremblement de terre du 4 février 1976 (<i>fin</i>)	63	<i>Mercredi 12 mai 1976, à 11 h 15</i>	
POINT 11 DE L'ORDRE DU JOUR : Mesures à prendre à la suite des cyclones ayant affecté Madagascar (<i>fin</i>)		POINT 14 DE L'ORDRE DU JOUR : Elections	90
POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR : Assistance aux régions d'Ethiopie victimes de la sécheresse (<i>fin</i>)		DISPOSITIONS À PRENDRE EN VUE DE LA NÉGOCIATION D'UN ACCORD ENTRE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET LE FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE	94
DÉCLARATION DU PRÉSIDENT	69	2002^e séance	
1996^e séance		<i>Mercredi 12 mai 1976, à 15 h 35</i>	
<i>Vendredi 7 mai 1976, à 11 h 15</i>		POINT 7 DE L'ORDRE DU JOUR : Questions relatives aux droits de l'homme ...	95
EXPRESSION DE SENTIMENTS DE SYMPATHIE À L'OCCASION DU TREMBLEMENT DE TERRE SURVENU EN ITALIE DU NORD	69	POINT 6 DE L'ORDRE DU JOUR : Habitation, construction et planification	96
POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR : Assistance au Mozambique	69	POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR : Décennie des Nations Unies pour la femme, 1976-1985	96
		POINT 8 DE L'ORDRE DU JOUR : Stupéfiants	96
		POINT 14 DE L'ORDRE DU JOUR : Elections (<i>suite</i>)	96
		2003^e séance	
		<i>Jeudi 13 mai 1976, à 11 h 5</i>	
		POINT 14 DE L'ORDRE DU JOUR : Elections (<i>fin</i>)	98

	<i>Pages</i>		<i>Pages</i>
DISPOSITIONS À PRENDRE EN VUE DE LA NÉGO- CIATION D'UN ACCORD ENTRE L'ORGANISA- TION DES NATIONS UNIES ET LE FONDS IN- TERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE (<i>fin</i>)	99	2005^e séance	
RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX DU GROUPE D'EXPERTS DES CONVENTIONS FIS- CALES ENTRE PAYS DÉVELOPPÉS ET PAYS EN DÉVELOPPEMENT À SES CINQUIÈME ET SIXIÈME RÉUNIONS	99	<i>Vendredi 14 mai 1976, à 11 h 15</i>	
2004^e séance		POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR : Restructuration des secteurs économique et so- cial du système des Nations Unies (<i>fin</i>) ...	107
<i>Jeudi 13 mai 1976, à 15 h 40</i>		POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR : Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation (<i>fin</i>)	110
POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR : Restructuration des secteurs économique et so- cial du système des Nations Unies (<i>suite</i>) .	101	POINT 15 DE L'ORDRE DU JOUR : Examen de l'ordre du jour provisoire de la soixante et unième session	111
		POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR : Décennie de la lutte contre le racisme et la dis- crimination raciale (<i>fin</i>)	111
		CLÔTURE DE LA SESSION	112

SIGLES

AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique.
BIT	Bureau international du Travail.
CAC	Comité administratif de coordination.
CEAO	Commission économique pour l'Asie occidentale.
CEE	Communauté économique européenne.
CEPAL	Commission économique pour l'Amérique latine.
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique.
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.
CPC	Comité du programme et de la coordination.
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.
FISE	Fonds des Nations Unies pour l'enfance.
FMI	Fonds monétaire international.
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population.
OIT	Organisation internationale du Travail.
OMM	Organisation météorologique mondiale.
OMS	Organisation mondiale de la santé.
ONU	Organisation des Nations Unies.
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole.
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique nord.
OUA	Organisation de l'unité africaine.
PAM	Programme alimentaire mondial.
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement.
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

**ORDRE DU JOUR
DE LA SESSION D'ORGANISATION POUR 1976**

adopté par le Conseil à sa 1982^e séance, le 13 janvier 1976

1. Election des membres du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour.
3. Suite à donner aux décisions prises par l'Assemblée générale à sa trentième session.
4. Programme de travail de base du Conseil pour 1976.
5. Election de membres des organes subsidiaires du Conseil et des organismes qui lui sont rattachés et confirmation de la nomination de représentants aux commissions techniques.
6. Ordre du jour provisoire de la soixantième session.

ORDRE DU JOUR DE LA SOIXANTIÈME SESSION

adopté et révisé par le Conseil à sa 1985^e séance, le 13 avril 1976

1. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
2. Assistance aux régions d'Ethiopie victimes de la sécheresse*.
3. Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale*.
4. Mesures concernant la mise en application du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels*.
5. Restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies*.
6. Habitation, construction et planification**.
7. Questions relatives aux droits de l'homme**.
8. Stupéfiants**.
9. Décennie des Nations Unies pour la femme, 1976-1985**.
10. Examen de la situation au Guatemala à la suite du tremblement de terre du 4 février 1976*.
11. Mesures à prendre à la suite des cyclones ayant affecté Madagascar*.
12. Assistance au Mozambique*.
13. Ressources naturelles*.
14. Elections*.
15. Examen de l'ordre du jour provisoire de la soixante et unième session*.

* Question examinée sans renvoi à un comité de session.

** Question examinée par le Comité social.

RÉPERTOIRE DES DOCUMENTS

NOTE. — On trouvera énumérés ci-dessous les documents dont le Conseil était saisi à la session d'organisation pour 1976 et à la soixantième session. Tous les documents ont été publiés sous forme miméographiée sauf indication contraire.

<i>Cote des documents</i>	<i>Titre ou description</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Observations et références</i>
Session d'organisation pour 1976			
E/5594/Add.9	Rapport du Corps commun d'inspection sur la nécessité d'une conception révisée des programmes de formation du PNUD dans les pays en développement les moins avancés. — Le cas de l'Afrique orientale : observations du Directeur général du BIT et mesures prises par le Conseil d'administration de l'OIT		
E/5752 et Add.1 à 4	Confirmation de la nomination de représentants aux commissions techniques du Conseil : note du Secrétaire général	5	
E/5753	Note du Secrétariat	4	
E/5754	Confirmation de la nomination d'un membre de la Sous-Commission du trafic illicite des stupéfiants et des problèmes apparentés pour le Proche et le Moyen-Orient et d'un membre du Groupe de travail de la Sous-Commission : note du Secrétaire général	5	
E/5755 et Add.1/Rev.1	Ordre du jour provisoire annoté de la session d'organisation pour 1976	2	
E/5756	Election des membres de l'Organe international de contrôle des stupéfiants : note du Secrétaire général	5	
E/5757	Questions relatives au commerce mondial de l'alimentation : note du Secrétariat		
E/DEC/137-143 (ORG-76) et Corr.1	Décisions adoptées par le Conseil lors de sa session d'organisation pour 1976		Pour le texte définitif, voir E/5850, décisions 137 (ORG-76) à 143 (ORG-76).
E/L.1678	Election de dix membres du Conseil d'administration du FISE : note du Secrétaire général	5	
E/L.1683	Election de quatre membres du Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire : note du Secrétaire général	5	
E/L.1684	Note du Secrétariat	3	
E/L.1685	Note du Secrétariat	3 et 4	
E/L.1686	Président du Conseil : projet de décision	4	
E/L.1687	Note du Secrétariat	3	
E/L.1688	Président du Conseil : projet de décision	3	
E/L.1689	Président du Conseil : projet de décision	3	
E/L.1690	Président du Conseil : projet de décision	3	
E/L.1691	Projet d'ordre du jour provisoire de la soixantième session	6	
E/L.1692	Président du Conseil : projet de décision	3	
E/L.1700	Déclaration faite par le Président du Conseil à la 1982 ^e séance		
Soixantième session			
E/5453/Rev.1 et Add.1	Note du Secrétariat transmettant les renseignements pertinents et textes appropriés en vue de l'examen du mandat des organes subsidiaires du Conseil	5	
E/5758	Rapport du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification sur sa neuvième session	6	<i>Documents officiels du Conseil économique et social, soixantième session, Supplément n° 2.</i>

<i>Cote des documents</i>	<i>Titre ou description</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Observations et références</i>
E/5759 et Add.1	Rapport du Secrétaire général établi conformément à l'alinéa <i>e</i> du paragraphe 18 du Programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale	3	
E/5760 et Add.1	Rapport du Secrétaire général établi conformément à l'alinéa <i>f</i> du paragraphe 18 du Programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale	3	
E/5761	Rapport du Secrétaire général sur l'état d'avancement des travaux du Groupe d'experts des conventions fiscales entre pays développés et pays en développement à ses cinquième et sixième réunions		
E/5762 et Corr.1	Rapport du Secrétaire général	2	
E/5763	Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale : rapport du Secrétaire général établi conformément à la résolution 3378 (XXX) de l'Assemblée générale	3	
E/5764	Note du Secrétaire général	4	
E/5765	Plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux aux Bahamas : note du Secrétaire général	7	
E/5766	Plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux au Lesotho : note du Secrétaire général	7	
E/5767	Plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux en Afrique du Sud : rapport du Groupe spécial d'experts, préparé conformément à la décision 84 (LVIII) du Conseil	7	
E/5768	Rapport de la Commission des droits de l'homme sur sa trente-deuxième session	7	<i>Ibid.</i> , Supplément n° 3.
E/5769	Résumé du rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants pour 1975 (E/INCB/29)	8	
E/5770	Ordre du jour provisoire annoté de la soixantième session	1	
E/5771	Rapport de la Commission des stupéfiants sur sa quatrième session extraordinaire	8	<i>Ibid.</i> , Supplément n° 4.
E/5772	Création d'un institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme : rapport du Secrétaire général	9	
E/5773	Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme : rapport du Secrétaire général	9	
E/5774	Rapport du Comité des candidatures pour l'élection des membres de l'Organe international de contrôle des stupéfiants	14	
E/5775 et Corr.1 et 2 et Add.1 à 6	Election des membres de l'Organe international de contrôle des stupéfiants : note du Secrétaire général	14	
E/5776	Election des membres de l'Organe international de contrôle des stupéfiants : note du Secrétaire général	14	
E/5778	Rapport du Comité des ressources naturelles sur sa première session extraordinaire	13	<i>Ibid.</i> , Soixante et unième session, Supplément n° 4.
E/5778/Add.1	Incidences sur le budget-programme du projet de résolution II proposé par le Comité des ressources naturelles dans son rapport sur sa première session extraordinaire (E/5778) : état supplémentaire présenté par le Secrétaire général	13	
E/5787	Lettre, en date du 18 mars 1976, adressée au Président du Conseil économique et social par le Secrétaire général	1 et 12	
E/5788	Lettre, en date du 9 avril 1976, adressée au Président du Conseil économique et social par le représentant de Madagascar	1 et 11	
E/5789	Ordre du jour de la soixantième session tel qu'il a été adopté et révisé à la 1985 ^e séance du Conseil	1	
E/5792	Mandat du CPC : note du Secrétaire général	5	
E/5795	Demandes d'audition : rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales	1	

<i>Cote des documents</i>	<i>Titre ou description</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Observations et références</i>
E/5796 et Corr.1 et 2	Rapport du Secrétaire général	10	
E/5797	Rapport du Comité social	6	
E/5798	Demandes de statut consultatif et de reclassement : rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales	1	
E/5799	Lettre, en date du 19 avril 1976, adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie	3	
E/5812 et Add.1	Note du Secrétaire général transmettant le rapport de la Mission au Mozambique	12	
E/5813	Lettre, en date du 26 avril 1976, adressée au Secrétaire général par le représentant de Chypre	3	
E/5815	Lettre, en date du 30 avril 1976, adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie	3	
E/5819	Lettre, en date du 6 mai 1976, adressée au Secrétaire général par le représentant de Chypre	3	
E/5820	Rapport du Comité social	8	
E/5821	Rapport du Comité social	7	
E/5822	Rapport du Comité social	9	
E/5826	Lettre, en date du 7 mai 1976, adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie	14	
E/5829	Pouvoirs des représentants à la soixantième session : rapport du Président et des Vice-Présidents du Conseil		
E/5850	Résolutions et décisions adoptées par le Conseil lors de sa session d'organisation pour 1976 et de sa soixantième session		<i>Ibid., Soixantième session, Supplément n° 1.</i>
E/AC.7/L.687	France : projet de résolution	6	
E/AC.7/L.688	Allemagne (République fédérale d'), Autriche, Belgique, Colombie, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Italie, Japon, Mexique, Norvège, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Venezuela : projet de résolution	7	
E/AC.7/L.689	Grèce : amendement au document E/AC.7/L.688	7	
E/AC.7/L.690	Bangladesh, Belgique, Iran, Jamaïque, Mexique, Nigéria et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord : projet de résolution	9	
E/AC.7/L.691	Président du Comité : projet de décision	7	
E/AC.7/L.692	Président du Comité : projet de résolution	7	
E/AC.7/L.693	Président du Comité : projet de décision	7	
E/AC.7/L.694	Algérie, Egypte, Ethiopie, Kenya, Libéria, Nigéria et Zambie : projet de résolution	7	
E/AC.7/L.695	Afghanistan, Autriche, Bangladesh, Colombie, Côte d'Ivoire, Egypte, Iran, Jordanie, Mexique, Pakistan, Pérou, Tunisie, Yougoslavie et Zaïre : projet de résolution	9	
E/AC.7/L.696	Afghanistan, Autriche, Bangladesh, Côte d'Ivoire, Egypte, Iran, Jordanie, Mexique, Pakistan, Pérou, Tunisie et Zaïre : projet de résolution	9	
E/AC.7/L.696/Rev.1	_____ [mêmes auteurs], Jamaïque et Venezuela : projet de résolution révisé	9	
E/AC.7/L.697	Allemagne (République fédérale d'), Autriche, Bolivie, Etats-Unis d'Amérique, France, Italie, Mexique et Norvège : projet de résolution	7	
E/AC.7/L.697/Rev.1	_____ [mêmes auteurs] : projet de résolution révisé	7	
E/AC.7/L.698	Algérie, Autriche, Bulgarie, Cuba, Grèce, Mexique, Norvège, Portugal, République démocratique allemande, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yémen démocratique et Yougoslavie : projet de résolution	7	

<i>Cote des documents</i>	<i>Titre ou description</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Observations et références</i>
E/AC.7/L.698/Rev.1	—— [mêmes auteurs] : projet de résolution révisé	7	
E/AC.7/L.699	Nigéria : amendements au document E/AC.7/L.695	9	
E/AC.7/L.700	Afghanistan : projet de résolution	8	
E/AC.7/L.701	Etats-Unis d'Amérique : amendements au document E/AC.7/L.690	9	
E/AC.7/L.702	Allemagne (République fédérale d') et Belgique : amendement au document E/AC.7/L.698	7	
E/AC.7/L.703	Afghanistan : amendements au document E/AC.7/L.690	9	
E/AC.7/SR.771 à 787	Comptes rendus analytiques des séances du Comité social lors de la soixantième session du Conseil		
E/DEC/144-157 (LX)	Décisions adoptées par le Conseil lors de sa soixantième session		Pour le texte définitif, voir E/5850, décisions 144 (LX) à 157 (LX).
E/INCB/29	Rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants pour 1975		Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.76.XI.1.
E/INF/134/Rev.1/ Amend.1	Décisions du Conseil relatives au calendrier des conférences, à l'ordre du jour et à la documentation : note du Secrétariat		
E/INF/151 et Add.1 et 2	Avis concernant les réunions du CAC et de son comité préparatoire : note du Secrétaire général		
E/INF/152 et Corr.1	Calendrier des conférences et réunions pour 1976 et 1977 : note du Secrétariat		
E/INF/153 et Add.1	Liste trilingue des représentants à la session d'organisation pour 1976 et à la soixantième session		
E/L.1693	Election de membres des commissions techniques du Conseil : note du Secrétaire général	14	
E/L.1694 et Add.1 et 2	Election de neuf membres du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification : note du Secrétaire général	14	
E/L.1695	Election de vingt-huit membres du Comité des ressources naturelles : note du Secrétaire général	14	
E/L.1696	Election de vingt et un membres du Comité de la science et de la technique au service du développement : note du Secrétaire général	14	
E/L.1697	Election de seize membres de la Commission des sociétés transnationales : note du Secrétaire général	14	
E/L.1698	Election de seize membres du Conseil d'administration du PNUD : note du Secrétaire général	14	
E/L.1699	Election d'un membre et présentation de la candidature de sept membres du CPC : note du Secrétaire général	14	
E/L.1701	Election de six membres du Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire : note du Secrétaire général	14	
E/L.1702	Dispositions à prendre en vue de la négociation d'un accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Fonds international de développement agricole : note du Secrétariat		
E/L.1703	Question supplémentaire proposée par le Secrétaire général pour inscription à l'ordre du jour provisoire de la soixantième session	1	
E/L.1704 et Corr.1 et 2	Organisation des travaux de la session : note du Bureau	1	
E/L.1705	Liste supplémentaire de questions proposées pour inscription à l'ordre du jour provisoire de la soixantième session	1	
E/L.1706	Dates des réunions communes du CPC et du CAC : note du Président du Conseil	1	
E/L.1707	Organisation des travaux de la soixante et unième session : note du Secrétariat	15	

<i>Cote des documents</i>	<i>Titre ou description</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Observations et références</i>
E/L.1708	Note du Secrétariat transmettant un rapport de la CEPAL (CEPAL/MEX/76/Guat.1)	10	
E/L.1709	Projet d'ordre du jour provisoire de la soixante et unième session : note du Secrétariat	15	
E/L.1710	Président du Conseil : projet de résolution proposé à l'issue de consultations officielles	4	
E/L.1711	Afghanistan, Argentine, Autriche, Bangladesh, Bolivie, Brésil, Canada, Colombie, Côte d'Ivoire, Egypte, Equateur, Ethiopie, Iran, Italie, Jamaïque, Jordanie, Malaisie, Mexique, Nigéria, Norvège, Ouganda, Pakistan, Pérou, Roumanie, Venezuela et Yougoslavie : projet de résolution	10	
E/L.1712	Afghanistan, Algérie, Argentine, Autriche, Bangladesh, Bolivie, Brésil, Colombie, Côte d'Ivoire, Egypte, Ethiopie, Gabon, Jamaïque, Kenya, Libéria, Malaisie, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Roumanie, Togo, Tunisie, Yougoslavie et Zaïre : projet de résolution	11	
E/L.1713	Ethiopie, Ghana, Kenya, Nigéria, Ouganda, Togo, Zaïre et Zambie : projet de résolution	3	
E/L.1714	—— [mêmes auteurs] : projet de résolution	3	
E/L.1715	Afghanistan, Algérie, Argentine, Brésil, Colombie, Côte d'Ivoire, Cuba, Egypte, Kenya, Libéria, Malaisie, Ouganda, Togo, Yémen démocratique et Zambie : projet de résolution	2	
E/L.1716	Afghanistan, Algérie, Argentine, Autriche, Bangladesh, Brésil, Colombie, Congo, Côte d'Ivoire, Cuba, Egypte, Ethiopie, Grèce, Italie, Jamaïque, Kenya, Malaisie, Nigéria, Norvège, Ouganda, Pakistan, Pérou, Portugal, Togo, Tunisie, Venezuela, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre et Zambie : projet de résolution	12	
E/L.1717 et Add.1	Etat des incidences sur le budget-programme du projet de résolution E/L.1714 : note du Secrétaire général	3	
E/L.1718	Etat des incidences sur le budget-programme du projet de résolution E/L.1710 : note du Secrétaire général	4	
E/L.1719	Etat des incidences sur le budget-programme du projet de résolution E/L.1716 : note du Secrétaire général	12	
E/L.1720	Rapport du Secrétaire général sur l'état d'avancement des travaux du Groupe d'experts des conventions fiscales entre pays développés et pays en développement à ses cinquième et sixième réunions. — Autriche, Argentine, Côte d'Ivoire, Egypte, Etats-Unis d'Amérique, Inde, Japon, Pakistan, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Thaïlande, Tunisie et Venezuela : projet de résolution		
E/L.1723	Dispositions à prendre en vue de la négociation d'un accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Fonds international de développement agricole : projet de résolution établi par le Secrétariat		
E/L.1724	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord : projet de décision	5	
E/L.1725	Grèce et Pakistan : projet de résolution	5	
E/NGO/42	Déclaration présentée par l'Union mondiale chrétienne des femmes abstinentes, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif de la catégorie II	8	
E/NGO/43	Déclaration présentée par le Conseil international de l'action sociale, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif de la catégorie I	5	
E/NGO/44	Déclaration présentée par l'Alliance internationale des femmes — droits égaux, responsabilités égales, du Conseil international de l'action sociale, du Conseil international des femmes, de la Fédération internationale pour le planning familial et de la Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies, organisations dotées du statut consultatif de la catégorie I; de l'Alliance internationale Sainte-Jeanne d'Arc, de l'Association des femmes du Pacifique et de l'Asie du Sud-Est, de l'Association mondiale des guides et des éclaireuses, de l'As-	9	

Cote des documents	Titre ou description	Point de l'ordre du jour	Observations et références
	sociation soroptimiste internationale, de CARE (Cooperative for American Relief Everywhere, Inc.), de la Commission internationale catholique pour les migrations, de la Communauté internationale Baha'ie, du Conseil consultatif d'organisations juives, du Conseil international des femmes juives, du Conseil international des femmes social-démocrates, de la Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales, de la Ligue internationale de femmes pour la paix et la liberté, de la Ligue internationale des droits de l'homme, de l'Union internationale des organismes familiaux, de l'Union mondiale des femmes rurales, de l'Union mondiale des organisations féminines catholiques et de Zonta International, organisations dotées du statut consultatif de la catégorie II; de l'Association internationale des femmes médecins, de la Conférence chrétienne pour la paix, du Conseil mondial de la paix, d'International Educational Development, Inc., de l'Organisation nationale pour les femmes, de SERVAS International et de l'Union internationale humaniste et laïque, organisations inscrites sur la Liste		
E/NGO/45 et Add.1	Déclaration présentée par le Conseil international de l'action sociale, organisation dotée du statut consultatif de la catégorie I; l'Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines, Amnesty International, le Bureau international catholique de l'enfance, le Comité consultatif mondial de la Société des amis, la Commission des Eglises pour les affaires internationales, la Conférence mondiale de la religion pour la paix, le Congrès du monde islamique, le Conseil international des femmes juives, la Fédération internationale des femmes diplômées des universités, la Ligue du monde islamique, la Ligue internationale de femmes pour la paix et la liberté, la Ligue internationale des droits de l'homme, le Service social international et la Société internationale pour le développement, organisations dotées du statut consultatif de la catégorie II; et le Conseil mondial de la paix et le Sierra Club, organisations inscrites sur la Liste	5	
E/RES/1982 à 2008 (LX)	Résolutions adoptées par le Conseil lors de sa soixantième session		Pour le texte définitif, voir E/5850, résolutions 1982 (LX) à 2008 (LX).
E/SR.1982 à 2005	Comptes rendus analytiques des séances plénières tenues par le Conseil lors de sa session d'organisation pour 1976 et de sa soixantième session		<i>Documents officiels du Conseil économique et social, session d'organisation pour 1976 et soixantième session, 1982^e à 2005^e séance.</i>

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

SESSION D'ORGANISATION POUR 1976

**Comptes rendus analytiques des 1982^e à 1984^e séances plénières,
tenues au Siège, à New York, les 13 et 15 janvier 1976**

1982^e séance

Mardi 13 janvier 1976, à 11 h 5.

Président provisoire : M. Iqbal A. AKHUND (Pakistan).

Président : M. Siméon AKE (Côte d'Ivoire).

E/SR.1982

Ouverture de la session

1. Le PRÉSIDENT PROVISOIRE déclare ouverte la session d'organisation du Conseil économique et social pour l'année 1976 et souhaite la bienvenue aux nouveaux membres du Conseil.

Hommage à la mémoire de Chou En-lai, premier ministre du Conseil d'Etat de la République populaire de Chine

2. Le PRÉSIDENT PROVISOIRE déclare que la mort de Chou En-lai attriste l'humanité tout entière. Dans sa personne et dans sa vie, il a représenté ce que son pays et son antique culture ont de meilleur et de plus universel. Avec la force d'âme, la clarté d'esprit et le profond humanisme qui lui étaient propres, il a lutté sans défaillance pour sortir son pays du féodalisme et le libérer de la domination étrangère et il a pu voir de son vivant la Chine émerger de sa longue gestation et devenir un Etat moderne, prospère et puissant. S'associant au deuil du peuple chinois qui pleure la perte d'un grand leader et d'un grand homme d'Etat, le Président provisoire lui adresse au nom des membres du Conseil économique et social les plus sincères condoléances et l'expression de la plus profonde sympathie dans le deuil qui l'a frappé.

Sur proposition du Président, les membres du Conseil observent une minute de silence en hommage à la mémoire de Chou En-lai, premier ministre du Conseil d'Etat de la République populaire de Chine.

3. M. CHANG Hsien-wu (Chine) déclare que Chou En-lai, vice-président du Comité central du parti communiste chinois et premier ministre du Conseil d'Etat de la République populaire de Chine, fut un grand révolutionnaire prolétarien du peuple chinois,

un combattant révolutionnaire loyal et un éminent et indéfectible dirigeant du parti communiste et de l'Etat chinois. Sa disparition est une immense perte, tant pour la Révolution chinoise et l'édification de la Chine que pour le progrès de l'humanité. M. Chang Hsien-wu exprime, au nom de sa délégation, ses sincères remerciements au Président du Conseil et aux représentants des nombreux pays qui lui ont présenté leurs condoléances à l'occasion du décès du premier ministre Chou En-lai et déclare qu'il transmettra leur sympathie au Gouvernement et au peuple chinois, ainsi qu'à la famille du disparu.

Déclaration du Président provisoire

4. Le PRÉSIDENT PROVISOIRE, passant en revue les travaux du Conseil durant l'année écoulée, déclare que, alors que l'année 1975 a débuté dans la tourmente et l'incertitude, la situation économique mondiale s'est détendue durant l'année. Cela, toutefois, n'est pas le résultat d'un véritable effort pour déterminer la cause des difficultés et y porter remède, mais plutôt le résultat d'efforts sporadiques et de circonstances fortuites. Un effort pour comprendre l'origine des difficultés a été entrepris au cours de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale (1^{er}-16 septembre 1975), durant laquelle tout le monde s'est accordé à reconnaître le caractère fondamental du malaise de l'économie mondiale; si les opinions diffèrent quant aux moyens et aux fins, il y a entente suffisante pour que des problèmes bien déterminés puissent faire l'objet de négociations. Cette perception nouvelle est de bon augure pour l'avenir. Malgré les critiques que lui ont values ses insuffisances et bien qu'il soit parfaitement conscient de ces dernières, le Conseil économique et social a accompli un important travail préparatoire, essentiel

au succès de cette session extraordinaire de l'Assemblée générale.

5. La Conférence sur la coopération économique internationale, qui doit se tenir prochainement à Paris, entre dans les prolongements de ces travaux; en dépit des grandes difficultés auxquelles la Conférence va devoir faire face, il est encourageant que sa composition et les objectifs qu'elle se propose aient été élargis par rapport à ce qui avait été initialement proposé. Les recommandations soumises par le Conseil mondial de l'alimentation attendent aussi d'être mises en œuvre, et l'on s'est mis d'accord sur d'importantes réformes du système monétaire au cours de la cinquième réunion du Comité intérimaire du FMI, les 7 et 8 janvier 1976 à la Jamaïque. Mais, si ces développements sont les bienvenus et témoignent du fait qu'une partie du monde a entrepris de dominer ses problèmes, le fardeau a été dans une certaine mesure transféré à d'autres parties du monde. Bien que le déficit des pays plus pauvres se soit légèrement réduit durant l'année passée, il reste néanmoins supérieur de 350 p. 100 à ce qu'il était il y a trois ans et, dans les conditions actuelles, la situation a de fortes chances de continuer à se détériorer. Une action efficace est nécessaire pour redresser cette situation. La population mondiale s'accroît, au-delà peut-être des ressources potentielles. La différence entre le produit national brut des pays riches et celui des pays pauvres s'accroît, rendant difficiles les échanges commerciaux normaux, tandis que l'écart sur le plan culturel et technologique rend insurmontables les différences entre les peuples. Définir les objectifs et chercher les moyens de les réaliser est une tâche permanente. Le Conseil économique et social est une instance appropriée pour assurer le progrès dans cette direction et le débat économique doit conduire non pas à la discorde mais à la négociation.

6. Le Président provisoire exprime aux membres du Conseil à quel point il a apprécié l'esprit de coopération dont ils ont fait preuve à son égard durant son mandat de président et il remercie le Secrétariat du concours sans réserve qu'il lui a constamment apporté.

POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR

Election des membres du Bureau

7. M. LONGERSTAEY (Belgique) propose la candidature de M. Siméon Aké (Côte d'Ivoire) au poste de président.

M. Aké (Côte d'Ivoire) est élu président par acclamation.

M. Aké (Côte d'Ivoire) prend la présidence.

Déclaration du Président¹

8. Le PRÉSIDENT exprime sa reconnaissance aux membres du Conseil qui l'ont élu président et dit qu'il est conscient des lourdes responsabilités qui lui sont confiées à un moment où des mesures s'imposent pour mettre en œuvre le nouvel ordre économique international proclamé en mai 1974 par l'Assemblée générale dans sa résolution 3201 (S-VI). L'élection de M. Aké à

la présidence démontre que le développement économique et social de l'Afrique demeure au premier rang des préoccupations de la communauté internationale et elle constitue un hommage à la Côte d'Ivoire qui s'efforce de contribuer à l'édification d'un monde de paix, de progrès et de justice sociale. Le Président s'efforcera avec l'aide des membres du Conseil de s'acquitter de ses responsabilités de manière à mériter la confiance qui est placée en lui.

9. Evoquant la déclaration faite par son prédécesseur — auquel il rend hommage — après son élection en janvier 1975², le Président souligne que le rôle et les fonctions particulières que doit assumer le Conseil dans les affaires économiques de la communauté internationale ne sont pas encore définis et reconnus par tous, et que cela devrait l'encourager à poursuivre l'examen de l'importante question de la rationalisation de ses travaux et de la réforme des structures du système des Nations Unies dans les secteurs économique et social. Cette dernière réforme redonnerait au Conseil sa vocation initiale, celle d'un organe central de réflexion, de formulation, de coordination et de contrôle des politiques et des activités des Nations Unies dans le domaine économique et social, et l'amènerait à jouer un rôle beaucoup plus important que par le passé dans les relations économiques internationales et dans l'instauration de la justice sociale dans le monde.

10. L'Organisation des Nations Unies a souvent répondu aux préoccupations des Etats Membres en attirant l'attention sur des inégalités économiques et sociales criantes dans les relations économiques internationales et a pris des décisions dont l'objectif était noble mais qui n'ont pu remédier à la situation pour la raison bien simple qu'il manquait une volonté politique pour les appliquer. Dans la période troublée que traverse le monde, il ne suffit plus de faire face aux événements économiques à mesure qu'ils surviennent, il faut s'efforcer aussi d'en maîtriser le cours. La plupart des pays et surtout des pays en développement sont à la merci de crises graves qui peuvent constituer une menace sérieuse à la paix intérieure de ces pays et, partant, à la paix mondiale. Dans ces conditions, la confrontation stérile doit être remplacée par un dialogue franc et constructif, axé sur la recherche de solutions pratiques et réalistes et tenant compte des intérêts mutuels de toutes les parties en cause. Les résultats positifs de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale devraient inciter à redoubler d'efforts dans cette voie.

11. Le développement du tiers monde demeure au premier plan des préoccupations de l'Organisation des Nations Unies à qui la Charte fait obligation de créer des conditions favorables à la promotion du progrès et du développement économique et social. La communauté internationale a maintenant pris conscience de l'interdépendance des économies des pays et de la nécessité de rechercher une solution globale au grave problème posé par le déséquilibre économique ou la disparité du développement entre les pays nantis et les pays du tiers monde. Les décisions prises à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale [résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI)] et la

¹ Le texte *in extenso* de la déclaration a paru ultérieurement sous la cote E/L.1700.

² Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, session d'organisation pour 1975, Comptes rendus analytiques des séances plénières*, 1935^e séance.

Charte des droits et devoirs économiques des Etats [résolution 3281 (XXIX)] peuvent être considérées, en dépit des réserves de certains Etats Membres, comme une solution au problème, à condition qu'elles soient suivies de mesures pratiques dont la mise en œuvre suppose une volonté politique de tous les Etats Membres. Cette volonté politique s'est manifestée à l'occasion de la septième session extraordinaire par l'adoption à l'unanimité de la résolution 3362 (S-VII), qui préconise des mesures dans des domaines spécifiques visant à accélérer le développement des pays en développement et à réduire de ce fait l'écart entre pays développés et pays en développement. L'enseignement à tirer de la septième session extraordinaire est que, si l'on veut faire preuve d'imagination ainsi que de volonté et de courage politiques, il est possible de trouver des solutions pratiques à toutes les difficultés auxquelles la communauté internationale se trouve confrontée. Les négociations se poursuivront en 1976 dans le cadre de diverses conférences internationales telles que la Conférence sur la coopération économique internationale à Paris et la quatrième session de la CNUCED, qui doit se tenir en mai, à Nairobi.

12. Passant au programme de travail du Conseil économique et social pour l'année en cours, le Président attire l'attention sur les notes du Secrétariat (E/5753 et E/L.1684) relatives au programme de travail de base du Conseil pour 1976 et à la suite à donner aux décisions prises par l'Assemblée générale à sa trentième session. De l'avis du Président, le point le plus important du programme du Conseil demeure le point 9 de l'ordre du jour proposé pour la soixante et unième session (voir E/L.1684, deuxième partie, sect. A), intitulé "Développement et coopération économique internationale : programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international et révision de la Stratégie internationale du développement". L'examen de ce point permettrait entre autres choses d'évaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la résolution 3362 (S-VII) de l'Assemblée générale et les résultats de la quatrième session de la CNUCED et de la Conférence de Paris. Il serait peut-être indiqué, comme l'a suggéré le Secrétariat, de créer un comité de session *ad hoc* ou un groupe de travail plénier pour examiner ce point.

13. Pour donner suite à sa résolution 1768 (LIV), le Conseil devrait choisir le domaine ou le problème auquel il entend accorder une attention particulière au cours de l'année. La septième session extraordinaire a fourni les données de base, mais la quatrième session de la CNUCED et la Conférence de Paris limitent dans une certaine mesure les options du Conseil. Le Président estime néanmoins que le Conseil pourrait, outre le point 9, retenir l'un des sujets suivants : transfert des ressources, transfert des techniques, coopération entre les pays en développement, réforme et adaptation de l'aide au développement, garanties des recettes d'exportation pour les pays en développement, aide à l'industrialisation et accès des produits manufacturés en provenance des pays en développement aux marchés des pays industrialisés, et rôle du Conseil dans les relations économiques internationales. Il s'agit là simplement de quelques suggestions qui pourront être complétées au cours des consultations officielles que le Conseil tiendra pour

arrêter son programme de travail définitif pour l'année 1976.

14. Bien qu'il ne participe aux délibérations du Conseil que depuis trois ans seulement, le Président a été frappé par l'ambiance dans laquelle se déroulent ces travaux, par l'esprit de dialogue et de conciliation qui anime ses membres et par le fréquent recours aux consultations et négociations officielles pour réduire les divergences de vues et parvenir à des décisions acceptables pour tous. Le Président espère sincèrement que cette ambiance et cet esprit continueront à prévaloir; il entend pour sa part recourir à des consultations officielles soit individuellement, soit avec différents groupes régionaux — méthode qui a fait ses preuves et a permis de surmonter bien des difficultés —, et il invite instamment les présidents des comités de session à faire de même.

15. Le Président a constaté que très souvent, lors de l'examen par le Conseil de certains rapports émanant d'organismes délibérants du système des Nations Unies, les représentants des Etats à la fois membres du Conseil et de ces organismes ont tendance à refaire les mêmes discours. Etant donné que la position de leurs gouvernements est déjà connue et qu'elle est consignée dans d'autres documents, ces représentants pourraient peut-être réduire la longueur de leurs interventions. Les membres du Conseil qui n'auraient pas participé aux débats des organismes en question pourraient exposer la position de leurs gouvernements dans un temps raisonnable, ce qui enrichirait les informations du Conseil et faciliterait l'élaboration des résolutions. De même, en ce qui concerne la pratique des réserves, il suffirait sûrement, lorsqu'elles reflètent la position d'un ensemble d'Etats appartenant au même groupe géographique, économique ou politique, que le Président ou le porte-parole du groupe exprime ces réserves au nom du groupe, sans que chacun des Etats ait à les répéter.

16. Enfin, en ce qui concerne la procédure, le Président suggère d'éviter autant que possible les interventions qui s'écartent du sujet à l'étude et aboutissent à des échanges acrimonieux sur des sujets qui n'ont aucun rapport avec le point à l'ordre du jour; on éviterait ainsi au Conseil de perdre du temps alors que les problèmes vitaux de développement se posent à lui.

17. Le Président n'entend pas, en faisant ces suggestions relevant de la procédure, porter atteinte aux droits légitimes des membres du Conseil; il cherche simplement à permettre au Conseil de gagner du temps, pour le consacrer à la réflexion sur les problèmes qui se posent à lui et à la négociation pour parvenir à un consensus effectif sur les décisions qu'il sera amené à prendre au cours de l'année.

18. Passant à la question de la documentation, le Président signale que le retard apporté dans la publication de certains documents dans toutes les langues officielles ou de travail constitue très souvent un sérieux handicap pour certaines délégations ayant un effectif réduit. Toutes les délégations doivent disposer des documents en même temps pour pouvoir les faire parvenir à leurs gouvernements pour observations et instructions. Le Président compte que le secrétaire du Conseil fera son possible pour épargner à ces délégations les difficultés qu'il vient de mentionner. En tant que président du Conseil, il n'est pas disposé à

commencer l'examen d'un point quelconque tant que les documents nécessaires ne sont pas disponibles sinon dans toutes les langues officielles du moins dans les langues de travail du Conseil.

19. Le Président compte sur l'entière coopération de tous les membres du Conseil car le succès des travaux du Conseil dépend de tous.

20. Le Président invite le Conseil à procéder à l'élection des vice-présidents. Aux termes de l'article 18 du règlement intérieur, le Conseil doit élire quatre vice-présidents pour 1976; on a fait savoir au Président que, sur la base de consultations officieuses, les groupes régionaux se sont mis d'accord sur les trois candidatures suivantes : M. Ladislav Šmíd (Tchécoslovaquie); M. Rafael Rivas (Colombie) et M. Edouard Longerstaey (Belgique).

M. Šmíd (Tchécoslovaquie), M. Rivas (Colombie) et M. Longerstaey (Belgique) sont élus vice-présidents par acclamation.

21. Le PRÉSIDENT suggère que l'élection du quatrième vice-président soit renvoyée à une séance ultérieure.

Il en est ainsi décidé.

POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR

Adoption de l'ordre du jour (E/5755 et Add.1/Rev.1)

L'ordre du jour provisoire pour la session d'organisation (E/5755 et Add.1/Rev.1) est adopté.

Organisation des travaux

22. Le PRÉSIDENT propose que, conformément à la pratique établie, après que le secrétaire du Conseil aura présenté les documents dont le Conseil est saisi au titre des points 3 et 4 de l'ordre du jour, les membres du Conseil se réunissent sans attendre en séances officieuses de consultation sur les deux points en question, en vue de se mettre d'accord sur des textes que le Conseil puisse examiner et approuver au sujet du programme de travail pour 1976 et d'autres questions connexes. Si les séances officieuses de consultation prennent fin mercredi, le Conseil pourra aborder jeudi 15 au matin le point 5 de l'ordre du jour et revenir jeudi après-midi sur les points 3 et 4.

23. M. BADAWI (Egypte) dit que la délégation égyptienne a prévu de proposer, au cours d'une séance ultérieure, que la question de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale soit séparée des autres questions relatives aux droits de l'homme et qu'elle soit discutée en séance plénière.

24. M. BARCELO (Mexique) se montre surpris qu'un point intitulé "Charte des droits et devoirs économiques des Etats" n'apparaisse pas à l'ordre du jour du Conseil.

25. M. MAKEYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) et M. DRISS (Tunisie) demandent si le Président souhaite vraiment que le Conseil tienne une discussion au sujet du point 4 de l'ordre du jour.

26. Le PRÉSIDENT répond que l'usage veut que le Conseil discute d'abord officieusement de son pro-

gramme de travail de base et règle tous les problèmes de détail; un débat officiel permet ensuite d'entendre les déclarations relatives aux questions de fond. Néanmoins, si une délégation souhaite faire une déclaration à la séance en cours, elle le peut.

27. En l'absence d'objection, le Président considérera que le Conseil approuve la procédure proposée concernant les séances officieuses de consultation.

Il en est ainsi décidé.

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Suite à donner aux décisions prises par l'Assemblée générale à sa trentième session (E/L.1684, E/L.1687)

POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR

Programme de travail de base du Conseil pour 1976 (E/5753, E/L.1685)

28. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) dit que les documents E/5753 et E/L.1684 ont été établis par le Secrétariat conformément aux articles 8 et 9 du règlement intérieur.

29. Se référant au document E/5753, le secrétaire du Conseil rappelle que le Directeur exécutif du FNUAP a déclaré devant la Deuxième Commission de l'Assemblée générale³ qu'il se proposait de présenter au Conseil économique et social un rapport sur les priorités en ce qui concerne l'affectation des ressources du Fonds. Par la suite, le secrétariat du Fonds a dû répondre à plusieurs délégations qui doutaient de l'opportunité de soumettre au Conseil un tel rapport avant qu'il ait pu être examiné par le Conseil d'administration du PNUD. Des consultations avec le Service juridique ont permis d'établir que, du point de vue de la procédure légale, il conviendrait de soumettre le rapport d'abord au Conseil d'administration du PNUD et ensuite au Conseil économique et social. En conséquence, le Secrétaire général propose que la question 13 de la liste annotée des questions (E/5753, chap. I) soit intégrée au point 15 de l'ordre du jour de la soixante et unième session du Conseil (Activités opérationnelles pour le développement).

30. A propos de la question 4 de la liste annotée, le Conseil est prié d'élaborer les procédures relatives à l'application du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels [résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale], conformément aux articles 16 à 22 du Pacte. Selon le Secrétariat, le Conseil pourrait envisager, pendant la session en cours, de demander au Secrétaire général de lui présenter à sa soixantième session un document retraçant l'historique de la question et comprenant quelques recommandations relatives aux procédures que le Conseil souhaiterait voir adopter. A ce sujet, l'attention du Conseil est attirée sur l'article 17 du Pacte qui prévoit qu'un programme devra être établi par le Conseil économique et social dans un délai d'un an à compter de la date d'entrée en vigueur dudit pacte, après consultation des Etats parties et des institutions spécialisées intéressées. Tout en demandant une note

³ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, trentième session, Deuxième Commission, 1678^e séance, par. 47.

relative aux procédures, le Conseil pourrait envisager d'autoriser le Secrétaire général à engager, pour le compte du Conseil, les consultations prévues dans ledit article.

31. Le Secrétariat a reçu récemment de la CNUCED une communication l'informant que, en raison du volume de travail qu'implique la préparation de la quatrième session de la Conférence, la CNUCED n'est pas en mesure, au stade actuel, de soumettre le rapport demandé au titre de la question 44 de la liste annotée. Elle souhaite que la question soit reportée à l'année suivante, ce qui lui permettrait de tenir compte, entre autres choses, des conclusions auxquelles aurait abouti la quatrième session de la Conférence.

32. L'année 1976 étant l'une des années où, conformément à la résolution 1768 (LIV) du Conseil, il ne devrait pas être procédé, en principe, à un examen de la Stratégie internationale du développement, le Conseil pourrait concentrer son attention sur l'examen de problèmes et de domaines qui sont importants pour le développement et pour la coopération internationale, conformément au paragraphe 7 de ladite résolution. Cependant, comme l'Assemblée générale a décidé à sa trentième session que la Stratégie devrait être révisée, le Conseil souhaitera peut-être examiner s'il convient, dans ces conditions, de suivre la procédure normale prévue dans la résolution précitée du Conseil.

33. A propos des observations faites par le représentant de l'Egypte, M. Cordovez souligne que toutes les suggestions contenues dans le document E/5753 ont un caractère provisoire, encore qu'elles se fondent sur des décisions prises par les organes délibérants compétents ainsi que sur la pratique pertinente adoptée par le Conseil dans le passé. La question soulevée par le représentant de l'Egypte a fait l'objet, en 1975, d'une décision du Conseil à laquelle celui-ci pourrait souhaiter donner suite pendant l'année en cours; cependant, il est libre d'agir autrement s'il le désire.

34. La première partie du document E/5753 comprend une première esquisse de l'ordre du jour du Conseil pour 1976, établie sur la base de décisions pertinentes prises par les organes délibérants avant la trentième session de l'Assemblée générale. Conformément au règlement intérieur du Conseil, qui stipule que les points à l'ordre du jour doivent être classés de manière intégrée de façon que les questions analogues ou connexes puissent être examinées au cours d'un seul débat et sous une même rubrique, le Secrétariat a inscrit à l'ordre du jour de la soixantième session un point intitulé "Restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies", au titre duquel le Conseil, à sa soixantième session, étudiera exclusivement la question de la rationalisation de ses propres travaux. Cet arrangement est conforme aux dispositions de la section VII de la résolution 3362 (S-VII) de l'Assemblée générale, selon lesquelles les travaux du Comité spécial de la restructuration et ceux du Conseil relatifs à la rationalisation doivent se poursuivre parallèlement. Plus tard, à la reprise de sa soixante et unième session, le Conseil examinera au titre de ce point le rapport du Comité spécial.

35. L'annexe au document E/5753 a pour objet d'aider les membres du Conseil, et en particulier les

nouveaux membres, à comprendre le processus de rationalisation. A ce propos, le secrétaire du Conseil attire l'attention sur le paragraphe 3 de l'annexe, qui mentionne trois questions institutionnelles devant faire l'objet d'un examen à la soixantième session du Conseil. De façon plus générale, le Conseil souhaitera sans aucun doute discuter de l'orientation à suivre pour rester dans la ligne des travaux effectués par le Comité spécial.

36. Le document E/L.1684 contient les résultats des délibérations de l'Assemblée générale à sa trentième session, qui ont pour effet d'ajouter 34 questions au programme de travail du Conseil, portant ainsi à 88 le nombre total des questions à examiner en 1976. M. Cordovez signale une faute d'impression à la première phrase du paragraphe 2, où il faudrait remplacer "deuxième partie" par "première partie". Il y a lieu de noter que le document ne reprend pas les décisions de l'Assemblée générale qui donnaient des directives au Secrétariat et qui ont toutes été appliquées conformément aux procédures établies.

37. A propos du point 9 de la première partie de ce document, le secrétaire du Conseil fait remarquer que les procédures nécessaires à l'adoption des statuts d'une nouvelle institution spécialisée intitulée Fonds international de développement agricole sont en cours. A supposer que la Conférence de plénipotentiaires se réunisse au printemps 1976, qu'elle adopte des statuts et crée une commission préparatoire, le Conseil pourrait souhaiter, soit à la session en cours, soit à la soixantième session, nommer les membres du Comité du Conseil chargé des négociations avec les institutions intergouvernementales. Le nombre de membres de ce comité varie selon les tâches qui lui incombent; en 1973, lorsque ledit comité a été reconstitué pour négocier un accord relatif à l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, il se composait de neuf membres et le président du Comité de coordination en assurait la présidence. Dans le cas présent, on espère que l'accord avec le Fonds international de développement agricole pourra être conclu avant l'été et que la question pourra être examinée à la soixante et unième session du Conseil.

38. La question 11 de la même liste concerne les arrangements institutionnels dans le domaine du transfert des techniques. En raison de la portée de ces arrangements, le Secrétariat suggère que la question soit intégrée au point 3 de l'ordre du jour proposé pour la soixantième session (La science et la technique) et que ce point dans son ensemble soit renvoyé à la soixante et unième session.

39. Dans le cadre du point 12, le Secrétariat attire l'attention sur un certain nombre de décisions importantes prises par l'Assemblée générale. En premier lieu, le Conseil devra décider s'il est en mesure d'examiner les recommandations du Groupe de travail du mécanisme pour les programmes et budgets de l'Organisation des Nations Unies sur les travaux du CPC. S'il ne lui est pas possible d'examiner ces recommandations à ce stade, il pourra encore le faire à sa soixantième session, puisque le CPC ne se réunira pas avant le mois de mai. Le Groupe de travail avait recommandé, entre autres choses, que le CPC se réunisse durant six semaines au cours des "années du plan" et quatre semaines au cours des "années du budget". Si le Conseil approuve cette recommanda-

tion, le CPC devrait en principe se réunir durant six semaines à condition que les services nécessaires puissent lui être fournis. Le Secrétariat a proposé que la question soit renvoyée au Comité des conférences suffisamment tôt pour que l'on puisse faire le nécessaire afin de prolonger la session du CPC. Il ne faut pas oublier que la documentation est extrêmement complexe et doit s'inscrire dans le cadre d'un certain cycle. A cela s'ajoutent d'autres contraintes d'ordre matériel qui ne permettront pas au CPC d'ouvrir sa session avant le 10 mai, ou de la prolonger au-delà du 28 mai. Le Conseil voudra certainement étudier la question en vue d'y apporter des solutions pratiques et de formuler certaines directives à l'intention du Comité des conférences.

40. Le Secrétariat a proposé au Conseil un choix de mesures à prendre eu égard au neuvième critère indiqué au titre de la question 23, qui a trait aux comptes rendus des débats des organes de l'Organisation des Nations Unies. Il convient de rappeler que le Conseil a récemment décidé que la Commission des sociétés transnationales se réunira en dehors des centres de conférence reconnus de l'Organisation et que par conséquent le neuvième critère s'appliquera dans son cas.

41. En ce qui concerne les dates des propres sessions du Conseil en 1976, le Secrétariat a proposé deux formules possibles, compte tenu de la prochaine session de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, qui se tiendra à New York. Le Conseil pourrait tout d'abord changer les dates de sa session de printemps, comme il l'a envisagé dans sa décision 125 (LIX) du 31 juillet 1975. Toutefois, un certain nombre de membres ayant estimé à la reprise de la cinquante-neuvième session que les changements proposés, qui entraînent un chevauchement avec la quatrième session de la CNUCED, poseraient des problèmes à leurs délégations, le Secrétariat a proposé de maintenir les dates de la soixantième session (30 avril-14 mai). Dans ce cas, et en raison du volume de travail au Siège à cette époque, le nombre des séances serait réduit à deux par jour. Dans ces conditions, le Conseil voudra peut-être reporter à sa session d'été l'examen de tous les points portant sur des questions économiques et aborder à sa session de printemps les questions à examiner en séances plénières et les questions à examiner au Comité social, étant entendu que les séances plénières et les réunions du Comité social ne pourraient avoir lieu simultanément. Le Secrétariat a proposé en outre que le Conseil suspende son règlement intérieur et ouvre sa soixante et unième session deux jours à l'avance, soit le 5 juillet au lieu du 7. En raison du volume de travail à accomplir, le Conseil voudra peut-être constituer, à sa soixante et unième session, un comité de session spécial, dont le service pourrait être assuré sans dépenses supplémentaires, à condition que ses débats ne fassent pas l'objet de comptes rendus analytiques.

42. La deuxième partie du document E/L.1684 contient un ordre du jour provisoire remanié dans lequel il est tenu compte des décisions prises par l'Assemblée générale à sa trentième session. M. Cordovez attire l'attention du représentant du Mexique sur le fait que l'ordre du jour proposé pour la soixante et unième session comprend un point particulier consacré à la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, comme l'a prescrit l'Assemblée générale.

43. Comme le fait observer le Secrétaire général aux paragraphes 3 et 5 du document E/5756, dont le Conseil est saisi au titre du point 5 de l'ordre du jour, le Conseil est appelé à adopter deux mesures bien déterminées en vertu du Protocole de 1972 portant amendement de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 : premièrement, fixer la date à laquelle l'Organe international de contrôle des stupéfiants, tel qu'il sera constitué en vertu des amendements contenus dans le Protocole, entrera en fonctions et, deuxièmement, approuver la procédure des élections à l'Organe.

44. M. MAKEYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que le programme de travail de base du Conseil pour 1976 devrait avoir pour but l'application des principes de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats et des décisions de caractère progressiste adoptées par l'Assemblée générale en vue de l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Il convient de poursuivre les efforts déployés pour créer les conditions politiques nécessaires au développement économique et social de tous les pays, quel que soit leur niveau de développement économique ou la nature de leur système économique et social. Dans les résolutions qu'elle a adoptées à sa trentième session, l'Assemblée générale a mis l'accent sur le fait que la paix et la sécurité, la coexistence pacifique des Etats, le désarmement, le relâchement de la tension internationale et l'élimination du colonialisme, de l'agression et de l'occupation étrangères, sont le préalable de la coopération économique internationale. Il a été fait état, au cours de cette session, de l'inquiétude que suscite la poursuite d'une course aux armements de plus en plus coûteuse. Une diminution de la tension qui se manifeste sur la scène internationale permettrait de limiter la course aux armements et, par conséquent, de libérer d'importantes ressources aux fins du développement économique et social de tous les pays, y compris des pays en développement. A sa trentième session, l'Assemblée générale a également condamné fermement l'*apartheid* et toutes les formes de racisme, qui font sérieusement obstacle au développement. Ces décisions devraient constituer le fondement politique des activités du Conseil sur le plan social et économique en 1976.

45. Il reste encore une œuvre importante à accomplir pour éliminer toutes les formes de discrimination et d'inégalité dans les relations économiques internationales et le commerce mondial, pour abolir les conditions inéquitables qui régissent les échanges, garantir la souveraineté nationale sur les ressources naturelles et mettre un frein à la tyrannie qu'exercent les capitaux étrangers, en particulier par l'intermédiaire des sociétés transnationales. Le Conseil et ses organes subsidiaires doivent aider les pays en développement à se défendre contre les monopoles étrangers qui s'ingèrent dans leurs affaires intérieures. C'est du résultat qu'il obtiendra à cet égard que dépend en définitive son prestige au sein de l'Organisation des Nations Unies tout entière.

46. Plus que jamais, il importe d'appliquer l'article 32 de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats : "Aucun Etat ne peut recourir ni encourager le recours à des mesures économiques, politiques ou autres pour contraindre un autre Etat à lui subordonner l'exercice de ses droits souverains".

Il en va de même de l'article 17 de ladite charte, qui stipule que l'aide apportée aux pays en développement ne doit être assortie d'aucune condition qui porte atteinte à leur souveraineté.

47. Il importe de noter que la grave crise économique et financière que traversent actuellement les pays capitalistes entrave sérieusement la réalisation des objectifs économiques des pays en développement. Par conséquent, le programme de travail du Conseil doit, en particulier dans le contexte de la quatrième session de la CNUCED qui doit se tenir en mai 1976, être axé essentiellement sur des mesures progressistes visant à améliorer la situation économique mondiale.

48. Le Conseil est confronté à un autre problème qui se pose toujours de façon aussi urgente, celui de la violation des droits de l'homme, en particulier au Chili où ces droits sont bafoués en permanence du fait du régime de terreur politique imposé par la junte. La mise en œuvre du Programme de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale [résolution 3057 (XXVIII) de l'Assemblée générale, annexe] doit continuer à retenir toute l'attention du Conseil qui a également un rôle important à jouer dans l'application des résolutions et des décisions adoptées lors de la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme, en ce qui concerne en particulier la Déclaration de Mexico de 1975 sur l'égalité des femmes et leur contribution au développement et à la paix⁴.

49. D'autre part, il faut s'efforcer encore de renforcer le rôle du Conseil en matière de coordination des travaux des organes sociaux et économiques, afin d'accroître leur efficacité et d'éviter les chevauchements d'activités et les dépenses inutiles. C'est là l'optique dans laquelle il convient d'envisager la rationalisation des travaux du Conseil et les aspects pertinents de la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies, ainsi que l'examen du mécanisme des organes intergouvernementaux et des organes d'experts chargés de formuler et d'approuver les programmes et les budgets.

50. La délégation soviétique est disposée à appuyer les recommandations présentées, à la trentième session de l'Assemblée générale, dans le rapport du Secrétaire général relatif aux publications et à la documentation de l'Organisation des Nations Unies⁵ concernant la réduction ou la suppression éventuelle des comptes rendus de séance pour un certain nombre d'organes subsidiaires de l'Organisation. On pourrait économiser de la sorte plusieurs centaines de milliers de dollars.

51. Elle considère, pour ce qui est des incidences sur les programmes des arrangements concernant les secrétariats qui s'occupent du contrôle des stupéfiants (E/L.1684, première partie, sect. A, point 33), qu'il n'y a pas lieu de renvoyer la décision au CPC. Le Conseil pourrait accepter sans autre délai la proposition raisonnable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires visant à fusionner

les différents secrétariats qui s'occupent du contrôle des stupéfiants en un service unique.

52. La délégation soviétique souhaite appeler l'attention du Secrétariat sur le fait que la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, question d'une extrême importance, n'a pas été inscrite à l'ordre du jour provisoire de la soixantième session du Conseil, quoiqu'il ait été indiqué dans le document E/5753 que cette question pourrait être traitée lorsqu'on examinerait le point intitulé "Questions relatives aux droits de l'homme". On s'assurerait davantage encore que le Programme de la Décennie sera bien mis en œuvre en traitant cette question comme un point distinct de l'ordre du jour; cela serait également plus conforme à la résolution 3057 (XXVIII) de l'Assemblée générale, dans laquelle celle-ci a recommandé que le Conseil examine cette question en séance plénière.

53. La délégation soviétique juge essentiel d'appeler l'attention sur la partialité dont a fait preuve le Secrétariat lorsqu'il a défini le programme de travail du Conseil pour les questions touchant la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme. Sous le point 32 du document E/L.1684 (première partie, sect. A), il n'est fait mention que de deux résolutions de la Conférence, sur un total de 34. Le Secrétariat a donné une place prépondérante à certaines décisions de cette conférence aux dépens d'autres qui sont plus importantes et il conviendrait que le Conseil se joigne à l'Assemblée générale pour empêcher que l'on adopte une attitude aussi partielle.

54. L'Union soviétique continuera de favoriser les aspirations progressistes et de soutenir les intérêts légitimes des pays en développement. La délégation soviétique s'efforcera, comme par le passé, de promouvoir l'adoption de décisions visant à favoriser encore le développement de la coopération internationale, de façon à garantir le progrès économique et social de tous les pays.

55. La délégation soviétique est opposée à ce qu'on limite certaines discussions à des consultations officieuses. Chaque délégation a le droit d'exprimer son point de vue en séance plénière. L'examen en séance plénière est utile pour le déroulement des réunions officieuses qui ont lieu par la suite.

56. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) indique que la totalité du rapport et l'ensemble des résolutions adoptés à la Conférence de Mexico ont été examinés par le Conseil à sa cinquante-neuvième session et que, en mentionnant dans le document E/L.1684 les deux résolutions en question, on n'a fait que se conformer à la demande de l'Assemblée générale qui souhaitait voir prendre des mesures particulières.

57. Le PRÉSIDENT dit qu'il espère que le représentant de l'Union soviétique est rassuré quant à l'objectivité du Secrétariat.

58. M. MAKEYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que la délégation soviétique en serait tout à fait convaincue si elle voyait appliquer sans restriction l'ensemble des résolutions progressistes adoptées à la Conférence de Mexico.

⁴ E/CONF.66/34 (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.76.IV.1), chap. I.

⁵ A/C.5/1670.

1983^e séance

Judi 15 janvier 1976, à 11 h 10.

Président : M. Siméon AKE (Côte d'Ivoire).

E/SR.1983

Hommage à la mémoire de Tun Haji Abdul Razak bin Dato Hussein, premier ministre de la Malaisie

1. Le PRÉSIDENT adresse ses condoléances à la délégation malaisienne et au peuple malaisien à l'occasion du décès du Premier Ministre de la Malaisie.

Sur l'invitation du Président, les membres du Conseil observent une minute de silence en hommage à la mémoire de Tun Haji Abdul Razak bin Dato Hussein, premier ministre de la Malaisie.

2. M. AZZAT (Malaisie) remercie le Président et les membres du Conseil de leurs marques de sympathie.

POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR

Election des membres du Bureau (*fin*)

3. Le PRÉSIDENT dit qu'il a été informé qu'à l'issue de consultations officieuses le Groupe des Etats d'Asie a désigné M. Mehdi Ehsassi (Iran) pour le poste de vice-président pour 1976.

M. Ehsassi (Iran) est élu vice-président par acclamation.

4. Le PRÉSIDENT dit que, à l'issue des consultations qu'il a tenues conformément à l'article 18 du règlement intérieur, il a été décidé que M. Ladislav Šmíd (Tchécoslovaquie) serait président du Comité économique, M. Edouard Longerstaey (Belgique) président du Comité de la coordination des politiques et des programmes, M. Rafael Rivas (Colombie) président du Comité social et M. Mehdi Ehsassi (Iran) président du Comité économique spécial.

POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR

Election de membres des organes subsidiaires du Conseil et des organismes qui lui sont rattachés et confirmation de la nomination de représentants aux commissions techniques

5. Le PRÉSIDENT attire l'attention du Conseil sur les annotations au point 5 de l'ordre du jour qui figurent dans le document E/5755 et Add.1/Rev.1 et invite le Conseil à procéder à l'élection des membres des organes dont il est question.

ELECTIONS (E/5756, E/L.1678, E/L.1683)

Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (E/L.1678)

6. M. LONGERSTAEY (Belgique) demande, au nom du Groupe des Etats d'Europe occidentale et autres Etats, qu'on repousse l'élection des membres du Conseil d'administration du FISE jusqu'à la soixantième session, le Groupe n'ayant pas encore soumis

une liste complète de candidats. Il n'y a du reste pas d'urgence en la matière étant donné que le nouveau Conseil d'administration ne doit pas se réunir avant le début de l'année suivante et que le mandat des membres actuels ne vient à expiration qu'en juillet 1976.

7. M. DE MOURA (Brésil) propose que le Conseil se prononce immédiatement sur les trois candidats présentés par le Groupe des Etats d'Amérique latine et le Groupe des Etats d'Europe orientale et qu'on repousse jusqu'à la session du printemps l'élection des autres membres.

8. M. BARCELO (Mexique) et M. AMIRDJANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) appuient la proposition brésilienne.

9. M. SANDERS (Etats-Unis d'Amérique) fait observer que le Conseil d'administration du FISE n'est pas élu sur la base d'une stricte répartition géographique et que l'on n'a pas le droit de faire comme si c'était le cas.

10. M. MARSHALL (Royaume-Uni) et Mlle COURSON (France) s'associent à cette observation.

11. M. TUKAN (Jordanie) dit que, si l'on procède à des élections partielles, le Groupe des Etats d'Asie se trouvera dans la même situation que le Groupe des Etats d'Amérique latine et le Groupe des Etats d'Europe orientale, étant donné qu'il a lui aussi un candidat.

12. M. QADRUD-DIN (Pakistan) dit que, si la composition du Conseil d'administration ne doit pas en être affectée, rien ne devrait s'opposer à ce que l'on élise les candidats qui ont déjà été choisis. Les candidats rempliront les postes vacants correspondant à leurs groupes régionaux; ce ne serait pas la première fois que l'on procéderait à des élections partielles.

13. M. KOSSEV (Bulgarie) appuie la proposition brésilienne, étant donné que des élections partielles n'affecteront pas la composition future du Conseil d'administration du FISE.

14. M. YORK (République fédérale d'Allemagne) dit que, si c'est le Japon qui est le candidat du Groupe asiatique, la question se pose de savoir s'il faut le considérer comme pays donateur ou comme pays asiatique. En tant que pays donateur, il rentrerait dans le Groupe des Etats d'Europe occidentale.

15. M. AMIRDJANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que le Groupe asiatique a choisi le Japon comme candidat et estime qu'il n'y a pas de raison de repousser l'élection des candidats qui peuvent être élus sur-le-champ.

16. Le PRÉSIDENT suggère que, si les représentants des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de la France n'y voient pas d'objection, le Conseil procède à l'élection des candidats de l'Europe orientale et

de l'Amérique latine, étant entendu que cela n'aurait aucune incidence sur la composition du Conseil d'administration du FISE.

Il en est ainsi décidé.

17. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) dit que les seuls candidats dont le secrétariat du Conseil ait eu connaissance jusqu'à présent sont le Brésil et le Japon et ajoute qu'aucune communication n'a été reçue du Groupe des Etats d'Europe orientale.

18. M. KOSSEV (Bulgarie) dit que la Pologne et l'Union soviétique sont les candidats pour l'Europe orientale.

19. M. YORK (République fédérale d'Allemagne) demande si c'est bien le Brésil qui est le candidat de l'Amérique latine et, dans l'affirmative, si le Venezuela a retiré sa candidature.

20. M. VOLPE (Venezuela) confirme que le Venezuela a retiré sa candidature.

21. Le PRÉSIDENT dit que, en l'absence d'objection, il considérera que le Brésil, le Japon, la Pologne et l'Union des Républiques socialistes soviétiques sont élus pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} août 1976 et expirant le 31 juillet 1979, et que l'élection en vue de pourvoir les six autres sièges vacants du Conseil d'administration du FISE est reportée à la soixantième session.

Il en est ainsi décidé [voir décision 143 (ORG-76), par. 1].

*Comité des politiques et programmes
d'aide alimentaire (E/L.1683)*

22. Le PRÉSIDENT dit que l'élection des membres du Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire se fera en deux temps. D'abord, un membre du Groupe africain sera élu pour un mandat qui prendra effet immédiatement et viendra à expiration en 1978. Ensuite, trois membres supplémentaires seront élus, conformément à la résolution 3404 (XXX) de l'Assemblée générale, pour des mandats de un, deux et trois ans respectivement, ainsi qu'il en aura été décidé par tirage au sort.

23. Aux termes du paragraphe 4 de la résolution 3404 (XXX) de l'Assemblée générale, le Conseil est prié de tenir compte, en élisant les membres du Comité, de la nécessité d'assurer une représentation équilibrée des pays économiquement développés et des pays en développement ainsi que de divers autres facteurs pertinents, tels que la représentation de pays qui pourraient éventuellement participer au Programme à titre soit de donateurs, soit de bénéficiaires, la répartition géographique équitable et la représentation des pays développés ou en développement qui ont des intérêts commerciaux dans les échanges internationaux de produits alimentaires, notamment ceux qui sont fortement tributaires de ces échanges.

24. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) fait observer que le secrétariat n'a connaissance d'aucune candidature pour le siège attribué aux Etats d'Afrique. Les candidats pour les trois autres sièges à pourvoir sont l'Argentine, la Belgique — appuyée par le Groupe des Etats d'Europe occidentale et autres Etats — et les Philippines.

25. M. HACHANI (Tunisie) dit qu'il comprend que les trois nouveaux sièges doivent être attribués à des pays donateurs, mais il estime que la répartition géographique constitue également un critère et demande si les Etats d'Afrique ont droit à un de ces sièges ou non.

26. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) déclare qu'elle n'est pas en mesure de répondre à cette question. Cependant, elle fait observer que l'annexe au document E/L.1683 comprend une liste des membres élus par le Conseil de la FAO, dont les trois autres membres supplémentaires, et que les noms de trois pays d'Afrique figurent sur cette liste. La liste des membres élus par le Conseil économique et social aurait également inclus trois Etats d'Afrique s'il y avait eu une candidature proposée pour le siège à pourvoir. Néanmoins, tout comme pour le Conseil d'administration du FISE, il n'existe pas de répartition géographique fixe des sièges à pourvoir.

27. Le PRÉSIDENT déclare que, en l'absence d'objection, il considérera que l'Argentine, la Belgique et les Philippines sont élues et que l'élection d'un membre à choisir parmi les Etats d'Afrique pour un terme de trois ans est reportée à la soixantième session.

Il en est ainsi décidé [voir décision 143 (ORG-76), par. 1].

28. Le PRÉSIDENT annonce qu'un tirage au sort a été effectué pour déterminer la durée des mandats des trois nouveaux membres prenant effet immédiatement. La Belgique est élue pour trois ans, les Philippines pour deux ans et l'Argentine pour un an.

*Organe international de contrôle
des stupéfiants (E/5756)*

29. Le PRÉSIDENT appelle l'attention sur le paragraphe 3 du document E/5756. En l'absence d'objection, il considérera que le Conseil souhaite adopter une décision sous la forme suggérée par le Secrétaire général dans ce paragraphe.

Il en est ainsi décidé [décision 138 (ORG-76), par. 1].

30. Le PRÉSIDENT déclare que, en l'absence d'objection, il considérera que le Conseil désire également, conformément à la suggestion figurant au paragraphe 5 du document E/5756, créer un comité des candidatures pour l'élection des membres de l'Organe, qui se réunirait à Genève les 25 et 26 mars 1976 et ferait rapport au Conseil à sa soixantième session.

Il en est ainsi décidé [décision 138 (ORG-76), par. 2].

31. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) fait savoir que, pour les postes à pourvoir au Comité des candidatures, le Secrétaire général a été informé des candidatures suivantes : Etats-Unis d'Amérique, France, Grèce, Italie, Japon, République fédérale d'Allemagne, Royaume-Uni et Turquie. Le Secrétaire général croit comprendre que tous ces Etats, à l'exception du Japon, ont l'appui du Groupe des Etats d'Europe occidentale et autres Etats.

32. M. BARCELO (Mexique) déclare qu'il voudra peut-être présenter sa candidature à un siège du Comité des candidatures. Il souhaiterait connaître la position des membres actuels de l'Organe international de contrôle des stupéfiants, dont la liste figure dans l'annexe III au document E/5756.

33. M. OLIVERI LOPEZ (Argentine) fait observer que le précédent Comité des candidatures se composait de 13 membres, mais qu'il y a seulement huit candidats pour le nouveau Comité. A ce propos, il demande si le Comité ne doit se réunir qu'une seule fois, en mars 1976, ou s'il sera possible d'en élargir la composition ultérieurement.

34. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) précise que le nombre des membres du Comité des candidatures n'est pas fixe; le Comité précédent comprenait 13 membres, mais c'est au Conseil à voir si le Comité pourra fonctionner avec une composition plus restreinte. Comme le Comité doit se réunir une seule fois et faire rapport au Conseil à sa soixantième session, il faut que ses membres soient élus à la session en cours.

35. Le PRÉSIDENT invite les délégations des gouvernements qui souhaitent devenir membres du Comité des candidatures à en informer sans retard le secrétaire du Conseil. Il propose de remettre l'élection à la séance suivante.

Il en est ainsi décidé.

*Comité du programme et de la coordination
(E/5755, point 5)*

36. Le PRÉSIDENT fait observer qu'il reste à élire un membre parmi les Etats d'Asie pour un mandat qui prendra effet à la date de l'élection et viendra à expiration le 31 décembre 1977. Il appelle l'attention sur la résolution 3392 (XXX) de l'Assemblée générale, dans laquelle l'Assemblée a encouragé les Etats Membres à se faire représenter au Comité du Programme et de la coordination à un niveau adéquat pour améliorer la compétence technique de cet organe.

37. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) déclare que le Groupe des Etats d'Asie n'a pas communiqué de candidature.

38. M. EHSASSI (Iran) propose que, le Groupe des Etats d'Asie n'étant pas encore convenu d'un candidat, l'élection soit reportée à une session ultérieure.

Il en est ainsi décidé [voir décision 143 (ORG-76), par. 1].

*Comité de la science et de la technique
au service du développement (E/5755, point 5)*

39. Le PRÉSIDENT fait observer qu'il reste à élire trois membres parmi les Etats d'Asie, dont l'élection a été reportée lors d'une session antérieure; deux membres doivent être élus pour un mandat qui prendra effet à la date de l'élection et viendra à expiration le 31 décembre 1979 et un autre membre pour un mandat qui prendra effet à la date de l'élection et viendra à expiration le 31 décembre 1978.

40. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) signale qu'aucune candidature n'a été reçue.

41. Le PRÉSIDENT propose que l'élection soit également reportée à une session ultérieure.

Il en est ainsi décidé [voir décision 143 (ORG-76), par. 1].

*Comité des ressources naturelles
(E/5755, point 5)*

42. Le PRÉSIDENT fait observer qu'il reste à élire un membre parmi les Etats d'Asie pour un mandat qui

prendra effet à la date de l'élection et viendra à expiration le 31 décembre 1978.

43. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) signale qu'aucune candidature n'a été reçue.

44. M. HACHANI (Tunisie) croit savoir que les Etats d'Asie ont un candidat à présenter et propose qu'en conséquence l'élection soit reportée à la séance suivante.

Il en est ainsi décidé.

*Comité chargé des organisations
non gouvernementales (E/5755, point 5)*

45. Le PRÉSIDENT fait observer qu'il reste à élire un membre parmi les Etats d'Afrique et d'Asie et un autre parmi les Etats d'Amérique latine pour un mandat qui prendra effet à la date de l'élection et viendra à expiration le 31 décembre 1978.

46. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) déclare que les Etats d'Afrique et d'Asie n'ont pas communiqué de candidature. En ce qui concerne les Etats d'Amérique latine, Cuba a présenté sa candidature.

47. M. GUTIERREZ (Bolivie) fait observer que les Etats d'Amérique latine ne se sont pas réunis officiellement pour se consulter ou appuyer la candidature de Cuba. En tant que président du Groupe des Etats d'Amérique latine, il n'est pas opposé à la candidature de Cuba, à condition qu'elle ne soit pas considérée comme officielle.

48. M. BARCELO (Mexique) souligne qu'il n'est pas opposé à la candidature de Cuba pour le siège à pourvoir qui est attribué aux Etats d'Amérique latine, à condition qu'il n'y ait pas d'objection de la part des autres Etats.

49. Le PRÉSIDENT déclare que, en l'absence d'objection, il considérera que le Conseil élit Cuba et reporte à une session ultérieure l'élection d'un membre à choisir parmi les Etats d'Afrique et d'Asie.

Il en est ainsi décidé [voir décision 143 (ORG-76), par. 1].

*Conseil des gouverneurs du Fonds spécial
des Nations Unies (E/5755/Add.1/Rev.1)*

50. Le PRÉSIDENT déclare que, conformément à une décision prise par l'Assemblée générale à sa trentième session, un membre doit être élu parmi les Etats d'Europe occidentale et autres Etats pour un mandat qui prendra effet à la date de l'élection et viendra à expiration le 31 décembre 1978. Le candidat proposé par le Groupe des Etats d'Europe occidentale et autres Etats est le Japon; s'il n'y a pas d'objection, le Président considérera que le Conseil élit le Japon.

Il en est ainsi décidé [voir décision 143 (ORG-76), par. 1].

51. Le PRÉSIDENT fait observer qu'il reste encore un autre membre à élire parmi les Etats d'Europe occidentale et autres Etats, conformément à une décision prise par l'Assemblée générale à sa vingt-neuvième session. Comme il n'y a aucun candidat pour ce siège, l'élection est reportée à une session ultérieure.

*Comité chargé des négociations avec
les institutions intergouvernementales*

52. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à nommer les membres du Comité chargé des négociations avec les institutions intergouvernementales créé conformément à la résolution 11 (I) du Conseil.

53. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) dit que les candidats sont le Canada, la France, la Grèce, l'Italie et le Japon. Elle rappelle que le Comité a autrefois compté neuf membres.

54. M. SANDERS (Etats-Unis d'Amérique) dit que son gouvernement n'a pas l'intention de présenter sa candidature pour être membre du Comité, mais désire toutefois faire partie de l'équipe de négociateurs pour le Fonds international de développement agricole.

55. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) propose que le Conseil décide de renvoyer à sa session de printemps la question de la création officielle du Comité. Comme le représentant des Etats-Unis, certains membres du Conseil voudront peut-être devenir membres du Comité du Fonds et, à ce sujet, il propose que les membres prennent d'abord une décision sur ce point et fassent ensuite savoir au secrétariat du Conseil économique et social, avant la soixantième session, s'ils désirent devenir membres du Comité du Conseil.

56. M. Cordovez rappelle que le Président du Conseil a par le passé présidé aux consultations et ne peut donc faire partie ni de l'une ni de l'autre équipe de négociateurs. Les deux comités devraient être créés d'ici au printemps puisque les négociations devraient, en principe, se terminer avant la session d'été.

57. M. CARANICAS (Grèce) propose que la création officielle du Comité chargé des négociations avec les institutions intergouvernementales soit renvoyée à la soixantième session.

58. Parlant de la question des élections en général, M. Caranicas dit que la procédure suivie n'est pas très orthodoxe et qu'elle est une source de confusion, comme en atteste l'élection d'un membre du Comité chargé des organisations non gouvernementales. Il propose qu'à l'avenir les membres fassent savoir au Secrétaire général s'ils désirent poser leur candidature et que les présidents des groupes régionaux communiquent les noms des candidats afin que le Conseil puisse procéder de manière plus ordonnée.

59. M. SANDERS (Etats-Unis d'Amérique) souligne l'importance que son gouvernement attache à la question discutée et dit que celui-ci devra revoir sa position si l'ajournement de l'élection doit avoir pour effet de retarder les négociations.

60. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) dit que le calendrier des négociations ne serait pas affecté par un ajournement de l'élection jusqu'à la soixantième session, étant donné que les statuts du Fonds international de développement agricole ne seront pas approuvés avant le printemps. Il demande que le Conseil l'autorise à se renseigner auprès du secrétariat du Fonds au sujet de la constitution de l'équipe de négociateurs du Fonds avant la session de printemps.

61. M. SANDERS (Etats-Unis d'Amérique) approuve les observations formulées par le secrétaire du Conseil. Il espère que les membres décideront avant la session de printemps s'ils désirent faire partie du Comité du Conseil chargé des négociations avec les institutions intergouvernementales ou du Comité du Fonds international de développement agricole.

62. Le PRÉSIDENT dit que, s'il n'y a pas d'objection, il considérera que le Conseil renvoie à une session ultérieure l'élection des membres du Comité du Conseil chargé des négociations avec les institutions intergouvernementales et autorise le secrétaire du Conseil à obtenir les renseignements nécessaires au sujet de la constitution de l'équipe de négociateurs du Fonds.

Il en est ainsi décidé [voir décision 143 (ORG. 76), par. 1].

CONFIRMATIONS (E/5752 ET ADD.1 À 3, E/5754)

*Commissions techniques du Conseil
(E/5752 et Add.1 à 3)*

63. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à confirmer la nomination des représentants aux commissions techniques dont la liste figure dans le document E/5752 et Add.1 à 3. Il y a une erreur dans le document E/5752 : la note 4 devrait indiquer que M. Garment a remplacé M. Hoffman à la trente et unième session de la Commission des droits de l'homme.

64. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) attire l'attention sur une omission dans le document E/5752 : la liste de noms sous le titre "Commission de la population" devrait comprendre celui de M. Kauko M. Sipponen (Finlande), dont le curriculum vitae sera distribué dès que possible.

65. Le PRÉSIDENT dit que, s'il n'y a pas d'objection, il considérera que le Conseil confirme la nomination de toutes les personnes mentionnées dans le document E/5752 et Add.1 à 3, auxquelles doit être ajouté M. Sipponen.

Il en est ainsi décidé [voir décision 143 (ORG-76), par. 2].

*Sous-Commission du trafic illicite des stupéfiants et
des problèmes apparentés pour le Proche et le
Moyen-Orient et Groupe de travail de la Sous-
Commission (E/5754)*

66. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à confirmer la nomination d'un membre de la Sous-Commission et d'un membre du Groupe de travail de la Sous-Commission. S'il n'y a pas d'objection, il considérera que le Conseil confirme la nomination de ces membres, dont les noms figurent dans les paragraphes 2 et 3 du document E/5754.

Il en est ainsi décidé [voir décision 143 (ORG-76), par. 2].

La séance est levée à 12 h 25.

1984^e séance

Jeudi 15 janvier 1976, à 15 h 45.

Président : M. Siméon AKE (Côte d'Ivoire).

E/SR.1984

POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR

Programme de travail de base du Conseil pour 1976 (*fin**) [E/5753, E/L.1685, E/L.1686]

1. Le PRÉSIDENT déclare que, si aucun représentant n'élève d'objection, il considérera que le Conseil adopte le programme de travail tel qu'il est présenté au paragraphe 1 — sections A et B — du document E/L.1686.

Il en est ainsi décidé [décision 137 (ORG-76), par. 1].

2. M. MARSHALL (Royaume-Uni) estime que, étant donné l'importance des points inscrits à l'ordre du jour de la soixante et unième session, le Conseil devrait savoir quand et pendant combien de temps se tiendra la reprise de cette session.

3. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) répond qu'en principe la reprise d'une session ne comporte que des séances plénières et que les arrangements à prendre à ce sujet sont habituellement examinés vers la fin de la session d'été.

4. M. MARSHALL (Royaume-Uni) s'accommodera de la procédure normale. Toutefois, il rappelle au Conseil qu'il a pris l'année précédente la décision de principe de supprimer les reprises de sessions, qui ne lui sont généralement pas d'une grande utilité. En 1976, le Conseil aura beaucoup de travail, particulièrement en ce qui concerne le point 6 de l'ordre du jour de la soixante et unième session, et il devra étudier le rapport sur la rationalisation de ses travaux, qu'il doit présenter à l'Assemblée générale à sa trente et unième session.

5. Le PRÉSIDENT déclare que l'on tiendra compte des observations du représentant du Royaume-Uni.

6. M. NEUGEBAUER (République démocratique allemande) rappelle les résolutions 3409 (XXX), 3488 (XXX) et 3508 (XXX) de l'Assemblée générale qui, si elles étaient appliquées sans délai, détermineraient les activités politiques et économiques du Conseil pour 1976. La délégation de la République démocratique allemande est convaincue qu'il ne sera pas possible d'instaurer un nouvel ordre économique international ni de résoudre les problèmes qui se posent en matière de développement tant que les principes consacrés dans les décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa sixième session extraordinaire et dans la Charte des droits et devoirs économiques des Etats [résolution 3281 (XXIX) de l'Assemblée] ne seront pas pris en considération. C'est pourquoi la délégation de la République démocratique allemande espère que le Conseil accordera une attention prioritaire à ces documents lors de sa soixante et unième session. A cet égard, le Conseil ne devrait pas ménager ses efforts pour assurer l'application des principes d'égalité et de souveraineté dans les relations économiques internationales, compte tenu en particulier de l'hostilité des

sociétés transnationales à cette mesure. Le Conseil devrait accorder une grande attention aux travaux de la Commission des sociétés transnationales et appuyer tous les efforts tendant à la mise en application rapide de la résolution 3514 (XXX) de l'Assemblée générale sur les mesures visant à empêcher les sociétés transnationales et autres de se livrer à des pratiques de corruption. A ce propos, la délégation de la République démocratique allemande partage le point de vue des représentants du Pérou et du Mexique.

7. Rappelant que la prolongation de la crise du système économique et monétaire capitaliste a considérablement accru l'insécurité des relations économiques internationales, M. Neugebauer déclare que les revendications fondamentales des pays en développement, qui demandent la réforme du système monétaire capitaliste international, n'ont pas été satisfaites. Le Conseil, dans son programme de travail actuel, devrait s'attacher davantage à analyser les conséquences négatives de cette crise. Il se félicite de la décision qui a été prise d'étudier la question de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale comme point distinct de l'ordre du jour de la soixantième session, compte tenu de la situation alarmante qui découle de l'agression militaire ouvertement commise par l'Afrique du Sud contre la République populaire d'Angola, et dit combien il est important de favoriser la détente pour assurer le développement des relations économiques internationales, en ajoutant que la détente politique pourrait s'accompagner d'une détente militaire. Pour conclure, le représentant de la République démocratique allemande annonce qu'il soutient le programme de travail de base du Conseil et il émet l'espoir que le Conseil s'inspirera des observations qui précèdent pour exécuter ce programme.

8. Le PRÉSIDENT déclare que, s'il n'entend pas d'objection, il considérera que la décision proposée au paragraphe 2 du document E/L.1686 est adoptée.

Il en est ainsi décidé [décision 137 (ORG-76), par. 2].

Les décisions contenues aux paragraphes 3, 4, 5, 6 et 7 sont adoptées [voir décision 137 (ORG-76), par. 3 à 7].

9. M. PALMA (Pérou) appelle l'attention du Conseil sur une erreur typographique qui s'est glissée à l'alinéa d du paragraphe 5 du texte espagnol; c'est 1977 et non 1976 qu'il faut lire.

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Suite à donner aux décisions prises par l'Assemblée générale à sa trentième session (*fin**) [E/L.1684, E/L.1687 à 1690, E/L.1692]

PROJET DE DÉCISION PROPOSÉ PAR LE PRÉSIDENT (E/L.1692)

10. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) fait remarquer qu'il convient d'insérer la recommandation 3

* Reprise des débats de la 1982^e séance.

* Reprise des débats de la 1982^e séance.

parmi les autres recommandations mentionnées à la deuxième ligne de l'alinéa *a* et, en conséquence, de supprimer l'alinéa *e* du document E/L.1692.

11. M. STOFORPOULOS (Grèce) déclare que certaines des décisions mentionnées dans le document E/L.1692 ont une grande importance pour les futurs travaux de l'Organisation. La délégation grecque se réjouit tout particulièrement de ce que le Conseil, dans les domaines qui sont de sa compétence, approuve les recommandations du Groupe de travail du mécanisme pour les programmes et les budgets de l'Organisation des Nations Unies¹. Sauf en ce qui concerne la recommandation 4, le Conseil n'a pas besoin pour l'instant de prendre de nouvelles décisions pour appliquer les recommandations du Groupe de travail et la résolution 3392 (XXX) de l'Assemblée générale. Cependant, conformément à la recommandation 4, le Conseil devra recommander de temps à autre au CPC d'étudier et d'évaluer l'application de décisions importantes des organes délibérants pour déterminer l'ampleur de l'effort coordonné entrepris à l'échelle du système par les organismes des Nations Unies dans certains domaines prioritaires. Il faudra également renforcer les procédures de consultations entre le CPC et le CAC. Puisque, conformément à la résolution 3392 (XXX) de l'Assemblée générale, le Conseil devra appliquer la recommandation 4 en 1976 et présenter un rapport à l'Assemblée à sa trente et unième session, il conviendrait peut-être que le Conseil recommande au CPC de procéder à une étude pour déterminer l'ampleur de l'effort coordonné entrepris dans un domaine prioritaire comme la coopération économique entre pays en développement. En outre, la délégation grecque suggère que, conformément à la recommandation 4, le CPC et le CAC étudient, au cours de leurs réunions communes de juin 1976, les moyens de renforcer les procédures de consultations entre eux. Elle propose donc que soient ajoutés au projet de décision du Président les deux alinéas suivants :

“*e*) Il a prié le CPC, conformément à la recommandation 4 du Groupe de travail, d'étudier et d'évaluer, à sa seizième session, l'application de la résolution 3442 (XXX) de l'Assemblée générale, en date du 9 décembre 1975, intitulée “Coopération économique entre pays en développement”, pour déterminer l'ampleur de l'effort coordonné entrepris à l'échelle du système par les organismes des Nations Unies, et de faire rapport sur ce point au Conseil à sa soixante et unième session.

“*f*) Il a également recommandé qu'à leurs prochaines réunions communes le CPC et le CAC étudient les moyens de renforcer les procédures de consultations entre eux et fassent rapport sur ce point au Conseil à sa soixante et unième session.”

12. M. OLIVERI LOPEZ (Argentine) propose que la question de la coopération économique entre pays en développement soit examinée au titre du point intitulé “Développement et coopération économique internationale” à la soixante et unième session. M. Oliveri López espère que le Secrétariat tiendra compte de sa suggestion lorsqu'il établira les documents concernant ce point.

13. M. QUINTELA PAIXÃO (Portugal) et M. KOCH (République fédérale d'Allemagne) appuient la proposition grecque.

14. M. SANDERS (Etats-Unis d'Amérique), se référant à l'alinéa *c*, fait remarquer que, puisque le CPC risque de tenir une session relativement courte, le Conseil devrait veiller à ne pas surcharger son ordre du jour.

15. Le PRÉSIDENT dit que, en l'absence d'objection, il considérera que le Conseil souhaite adopter le projet de décision E/L.1692, tel qu'il a été amendé oralement.

Il en est ainsi décidé [décision 139 (ORG-76)].

PROJET DE DÉCISION PROPOSÉ PAR LE PRÉSIDENT (E/L.1688)

16. Le PRÉSIDENT dit que son pays, la Côte d'Ivoire, serait honoré si le Conseil tenait une partie de sa soixante et unième session — peut-être la première partie — à Abidjan.

17. M. QADRUD-DIN (Pakistan) accueille avec satisfaction cette invitation et propose en conséquence que l'alinéa *a* du projet de décision E/L.1688 soit modifié comme suit : “D'accepter avec une profonde reconnaissance l'invitation du Gouvernement ivoirien qui a offert que la première partie de la soixante et unième session du Conseil se tienne à Abidjan au niveau ministériel du 1^{er} au 9 juillet 1976”. M. Qadrud-Din propose de fixer la date d'ouverture de la session plus tôt parce que certaines délégations estiment que la session devrait se terminer plus tôt que prévu.

18. M. MWANGAGUHUNGA (Ouganda), M. HOSNY (Egypte), M. ACHACHE (Algérie), M. HACHANI (Tunisie), M. ROUGÉ (France), M. QUINTELA PAIXÃO (Portugal), M. NOTHOMB (Belgique), M. EHSASSI (Iran), M. KOCH (République fédérale d'Allemagne) et M. JANKOWITSCH (Autriche) appuient cette proposition.

19. M. VALDES (Bolivie), prenant la parole au nom des membres latino-américains du Conseil, exprime sa reconnaissance pour cette invitation.

20. M. ROSSI (Italie) remercie le représentant de la Côte d'Ivoire pour son invitation et précise que sa délégation approuve entièrement la date proposée et le niveau auquel se tiendrait la réunion.

21. M. STOFORPOULOS (Grèce) exprime sa gratitude à la Côte d'Ivoire pour son aimable invitation.

22. M. STURKEY (Australie) exprime sa satisfaction de cette invitation, qu'il transmettra à son gouvernement. Il suppose que les dispositions de la résolution 2609 (XXIV) de l'Assemblée générale, qui stipulent que tout organe de l'Organisation des Nations Unies pourra tenir ses sessions hors de son siège dans le cas où un gouvernement, en l'invitant à se réunir sur son territoire, aura accepté de prendre à sa charge les dépenses supplémentaires effectives qui en résulteront directement ou indirectement, peuvent s'appliquer dans ce cas.

23. Le PRÉSIDENT dit que le Gouvernement ivoirien est prêt à prendre à sa charge les dépenses

¹ A/10117, par. 77.

supplémentaires encourues si la première partie de la session se tient à Abidjan au lieu de se tenir à Genève.

24. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) dit que, après avoir procédé aux consultations et donné l'accord visé au paragraphe 10 de la résolution 2609 (XXIV) de l'Assemblée générale, le Gouvernement ivoirien prendrait à sa charge toutes les dépenses supplémentaires encourues. Il n'y aurait donc aucune dépense supplémentaire à prévoir dans le cadre du budget ordinaire.

25. M. MAKEYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que sa délégation comprend l'importance politique que revêt le fait de réunir la première partie de la soixante et unième session en Afrique et qu'elle est favorable en principe à cette invitation, mais elle craint, étant donné l'ordre du jour très chargé de la session d'été, que les travaux du Conseil ne soient affectés par la décision de tenir ses réunions hors de New York ou de Genève. C'est pourquoi la délégation de l'Union soviétique a proposé que ce soit la session de printemps qui se tienne à Abidjan et elle regrette que sa proposition n'ait pas été appuyée.

26. M. Makeyev appuie la proposition présentée par le représentant du Pakistan. Pour ce qui est de la proposition tendant à ce que les gouvernements soient représentés au niveau ministériel, M. Makeyev fait remarquer que les pays seront représentés au niveau qui sera décidé par leurs gouvernements respectifs.

27. La délégation soviétique est disposée à appuyer les propositions qui ont été présentées étant entendu que les dispositions du paragraphe 10 de la résolution 2609 (XXIV) de l'Assemblée générale seront observées.

28. M. SANDERS (Etats-Unis d'Amérique) dit que sa délégation aimerait s'associer au consensus, mais il tient à rappeler la position de son gouvernement selon laquelle, pour un certain nombre de raisons pratiques, les réunions des organes principaux doivent se tenir au Siège. M. Sanders présume que la première partie de la soixante et unième session serait consacrée à la discussion générale.

29. Il faudra que le Conseil décide si les dates des réunions communes visées à l'alinéa *b* du document E/L.1688 doivent être modifiées.

30. M. MARSHALL (Royaume-Uni) dit que sa délégation acceptera le consensus qui a été réalisé, mais qu'elle est d'accord avec les vues exprimées par le Gouvernement des Etats-Unis en ce qui concerne les réunions des organes principaux.

31. M. Marshall propose que, dans le nouveau libellé de la décision, il soit précisé que la première partie de la session serait consacrée à un débat de caractère général et que l'expression "niveau ministériel" soit remplacée par "au niveau ministériel ou à un autre niveau élevé". En ce qui concerne l'alinéa *b*, il faudra décider si les réunions communes pourront se tenir en même temps que la session du Conseil ou si elles devront le précéder.

32. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) propose que l'alinéa *a* se lise comme suit : "D'accepter avec une profonde reconnaissance l'invitation du Gouvernement ivoirien qui a offert que la première partie de la soixante et unième session se tienne à Abidjan du 1^{er} au 9 juillet 1976 en séance plénière au niveau

ministériel ou à un autre niveau élevé; de tenir la deuxième partie de la session à Genève du 12 juillet au 6 août 1976; et, en conséquence, de suspendre l'application de l'article 2 du règlement intérieur du Conseil relatif aux dates d'ouverture et de clôture des sessions".

33. M. CARANICAS (Grèce) aimerait savoir si certaines réunions de comités se tiendraient à Abidjan.

34. Le PRÉSIDENT dit que seules les séances plénières se tiendraient à Abidjan et que les comités commenceraient leurs travaux le 12 juillet.

35. En l'absence d'objection, il considérera que le Conseil souhaite adopter l'alinéa *a*, tel qu'il a été amendé.

L'alinéa a, tel qu'il a été amendé, est adopté [voir décision 140 (ORG-76)].

36. M. QADRUD-DIN (Pakistan) dit qu'il ne semble y avoir que deux possibilités en ce qui concerne l'alinéa *b* : modifier le calendrier des réunions communes ou les supprimer. Etant donné qu'il n'a pas participé personnellement aux travaux du CPC, il demande l'avis du Secrétariat.

37. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) explique que les réunions communes du CAC et du CPC sont en général tenues immédiatement avant la session du Conseil afin de faciliter la participation des membres des deux comités aux travaux du Conseil. Il suggère que le Conseil demande au Président du CPC et au Secrétaire général de l'informer à sa soixantième session de leurs vues sur le calendrier des réunions communes.

38. M. ROUGÉ (France) dit qu'un certain nombre de délégations, dont la sienne, attachent une grande importance aux réunions communes. Le Conseil ne devrait pas donner aux dirigeants des institutions spécialisées l'impression que cela ne l'intéresse pas de les rencontrer. De plus, du point de vue de la coordination, il est très important pour le Conseil que le CPC et le CAC se rencontrent avant la session du Conseil. M. Rougé suggère donc que le Conseil demande l'opinion des intéressés afin de trouver une solution.

39. Le PRÉSIDENT déclare que, lorsqu'il a invité le Conseil, son gouvernement n'avait pas l'intention d'exclure les chefs de secrétariat des institutions spécialisées et qu'il espérait qu'il leur serait également possible de se réunir à Abidjan.

40. Il suggère que la décision relative à l'alinéa *b* soit différée jusqu'à la soixantième session.

Il en est ainsi décidé [voir décision 140 (ORG-76)].

PROJET DE DÉCISION PROPOSÉ PAR LE PRÉSIDENT
(E/L.1689)

Le projet de décision est adopté [décision 141 (ORG-76)].

PROJET DE DÉCISION PROPOSÉ PAR LE PRÉSIDENT
(E/L.1690)

Le projet de décision est adopté [décision 142 (ORG-76)].

41. M. CHAVANAVIRAJ (Thaïlande) déclare que sa délégation est heureuse d'avoir appuyé le projet de décision E/L.1690 et qu'elle tient à remercier la

CNUCED d'avoir préparé le rapport intitulé "questions relatives au commerce mondial des produits alimentaires" (E/5757). Toutefois, sa délégation souhaite faire remarquer que le premier rapport de la CNUCED au Conseil mondial de l'alimentation ne traitait que de deux denrées principales, le blé et les céréales secondaires. Le représentant de la Thaïlande désire attirer l'attention du Conseil sur le fait que la résolution 3362 (S-VII) de l'Assemblée générale demande également à la communauté internationale de poursuivre des travaux intensifs à propos de l'Engagement international sur la sécurité alimentaire mondiale, en particulier dans le domaine des stocks mondiaux de blé et aussi de riz, ce dernier représentant une denrée de base importante pour des millions de personnes, particulièrement en Afrique et en Asie. Le représentant de la Thaïlande exprime l'espoir que le prochain rapport de la CNUCED traitera du riz.

POINT 6 DE L'ORDRE DU JOUR

Ordre du jour provisoire de la soixantième session (E/L.1691)

42. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) dit que le document E/L.1691 ne réclame pas d'explication et qu'il est fondé sur le programme de travail adopté par le Conseil. Il fait remarquer, toutefois, en ce qui concerne le point 4, que le Pacte international relatif aux droits civils et politiques a recueilli le nombre de ratifications nécessaires et qu'il entrera également en vigueur le 23 mars 1976. Bien qu'actuellement il ne semble pas que le Conseil ait besoin d'étudier des procédures détaillées pour l'application du Pacte, si des faits nouveaux venaient à indiquer le contraire, le Secrétaire général proposerait les révisions nécessaires à l'ordre du jour provisoire.

43. M. Cordovez fait également remarquer que le libellé du point 1 est légèrement différent de celui des années précédentes. La raison en est que le Comité doit généralement étudier un certain nombre de questions de procédure et d'organisation qu'il est difficile de placer sous d'autres points. On a donc estimé que la meilleure solution était de grouper à l'avenir ces questions sous le point 1.

44. En outre, la présentation des documents soumis au Conseil cette année sera quelque peu modifiée et la page de couverture de chaque document contiendra un résumé de son contenu. Il y aura donc des modifications dans les annotations à l'ordre du jour du Conseil.

45. M. Cordovez informe le Conseil que les rapports sur le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international et sur l'application des décisions de l'Assemblée générale à sa septième session extraordinaire que les institutions spécialisées ont été priées de fournir seront regroupés.

46. M. OLIVERI LOPEZ (Argentine) rappelle que le Conseil a décidé que seul le Comité social se réunirait au cours de la soixantième session et qu'il a donc remis à sa soixante et unième session quatre points de l'ordre du jour. Parmi ces points se trouve la question des ressources naturelles. Toutefois, le Conseil pourrait être obligé d'adopter des dispositions de nature urgente du fait de la proximité de la Conférence des

Nations Unies sur les ressources en eau. Si cela devait être le cas, le représentant de l'Argentine se réserve le droit de réintroduire le point pour examen en séance plénière.

47. Le PRÉSIDENT déclare que, s'il n'y a pas d'objection, il considérera que le Conseil décide d'adopter le projet d'ordre du jour provisoire publié sous la cote E/L.1691.

L'ordre du jour provisoire pour la soixantième session est adopté.

POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR

Election de membres des organes subsidiaires du Conseil et des organismes qui lui sont rattachés et confirmation de la nomination de représentants aux commissions techniques (fin)

ORGANE INTERNATIONAL DE CONTRÔLE DES STUPÉFIANTS (fin) [E/5756]

48. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) dit que la situation est inchangée et qu'il n'y a pas d'autre candidat pour les sièges à pourvoir au Comité des candidatures pour l'élection des membres de l'Organe international de contrôle des stupéfiants.

49. M. BARCELO (Mexique) demande au Conseil d'envisager la candidature de son pays. Il souhaite également connaître la position des membres actuels de l'Organe, dont la liste figure dans l'annexe III au document E/5756.

50. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) dit que les membres actuels de l'Organe resteront en fonctions jusqu'au 1^{er} mars 1977 et que leurs successeurs, qui seront élus à la soixantième session, prendront leurs fonctions le 2 mars 1977, conformément à la décision prise par le Conseil à la séance précédente.

51. Les pays qui ont désigné des candidats pour les sièges à pourvoir au Comité sont le Japon, la France, la République fédérale d'Allemagne, la Grèce, l'Italie, la Turquie, le Royaume-Uni, les États-Unis d'Amérique et le Mexique.

52. Le PRÉSIDENT suggère que, s'il n'y a pas d'autre candidat, le Conseil élise les membres qui ont été désignés au Comité des candidatures pour l'élection des membres de l'Organe.

Il en est ainsi décidé [voir décision 143 (ORG-76)].

53. M. DE MOURA (Brésil) déclare qu'il considère que l'élection qui vient d'avoir lieu ne porte nullement préjudice au principe d'une répartition géographique équitable.

COMITÉ DES RESSOURCES NATURELLES (fin)

54. Le PRÉSIDENT suggère, étant donné qu'il n'y a pas de candidat, que le Conseil reporte l'élection d'un membre à choisir parmi les États d'Asie à une session ultérieure dans l'espoir qu'un candidat sera désigné.

Il en est ainsi décidé [voir décision 143 (ORG-76)].

55. M. PALMA (Pérou) et M. BARCELO (Mexique) déclarent qu'ils partagent l'inquiétude du représentant

du Brésil en ce qui concerne l'absence d'une répartition géographique équitable.

56. Le PRÉSIDENT dit que le Conseil a simplement accepté les candidats qui ont été proposés. Si d'autres régions désiraient être représentées, elles auraient dû nommer des candidats.

Clôture de la session

57. Le PRÉSIDENT prononce la clôture de la session d'organisation pour 1976.

La séance est levée à 17 h 45.

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

SOIXANTIÈME SESSION

**Comptes rendus analytiques des 1985^e à 2005^e séances plénières,
tenues au Siège, à New York, du 13 avril au 14 mai 1976**

1985^e séance

Mardi 13 avril 1976, à 11 heures.

Président : M. Siméon AKE (Côte d'Ivoire).

E/SR.1985

Ouverture de la session

1. Le PRÉSIDENT déclare ouverte la soixantième session du Conseil économique et social.

2. Le Président dit que le programme de travail du Conseil pour 1976 est particulièrement chargé et que sa session se tient à un moment vraiment crucial des relations internationales. D'importantes initiatives sont en cours, tant au sein de l'Organisation des Nations Unies qu'en dehors de l'Organisation, et le Conseil, en tant qu'organe central de l'Organisation pour la coordination des politiques économiques et sociales, doit se tenir au courant des progrès réalisés à tous les niveaux. La quatrième session de la CNUCED doit se tenir prochainement à Nairobi, du 5 au 28 mai 1976, et le Conseil examinera les résultats de cette conférence à sa soixante et unième session, en été 1976. La session de la CNUCED donnera à l'ONU une nouvelle occasion d'encourager les gouvernements à prendre des mesures concrètes pour promouvoir le développement, dans le cadre de la coopération internationale.

3. La présente session du Conseil sera consacrée essentiellement aux questions sociales et aux questions relatives aux droits de l'homme, qui constituent deux des trois grands domaines de compétence attribués au Conseil. Celui-ci examinera, pour la première fois quant au fond, les progrès réalisés dans le cadre de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Il voudra certainement formuler les modalités d'application du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, et examiner le rapport de la Commission des droits de l'homme ainsi que les moyens de donner une application pratique aux objectifs de la Décennie des Nations Unies pour la femme.

4. En examinant les divers points de l'ordre du jour, il est essentiel de se pénétrer de l'idée que toutes les

tentatives visant à construire une société meilleure resteront vaines à moins qu'un effort concerté ne soit fait pour éliminer les inégalités et les injustices sociales, la famine et l'ignorance, ainsi que les violations des droits de l'homme, partout où ces fléaux existent. Il convient d'encourager les gouvernements à œuvrer vers cet objectif dans l'intérêt de la paix et du progrès social.

5. S'agissant de la question importante de la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies, le Président est d'avis que, bien qu'un comité spécial de l'Assemblée générale examine cette question avec la participation active de la plupart des membres du Conseil économique et social, il importe que le Conseil lui-même déploie des efforts parallèles pour simplifier son mécanisme et ses procédures. Le Conseil est, en fait, le seul organe qui soit à même d'examiner certaines questions et d'évaluer certains besoins.

6. Se référant au tremblement de terre qui a dévasté le Guatemala en février, le Président prend note des efforts déployés par la communauté internationale pour apporter des secours d'urgence à ce pays. Au nom du Conseil, il fait part de sa profonde sympathie au Gouvernement et au peuple guatémaltèques dans les épreuves qu'ils ont subies, et exprime ses remerciements aux gouvernements, organismes des Nations Unies, organisations intergouvernementales et non gouvernementales pour l'assistance qu'ils ont fournie au Guatemala. A la session en cours, le Conseil devrait, comme il y a été invité par le Secrétaire général (E/L.1703), inscrire une question supplémentaire à l'ordre du jour et prendre les mesures nécessaires afin que la communauté internationale continue de fournir au Guatemala l'assistance dont il a besoin dans ses efforts de reconstruction.

7. Le Président appelle l'attention sur une lettre, en date du 18 mars 1976 (E/5787) — dont le Conseil est

saisi au titre du point 1 de l'ordre du jour — , que le Secrétaire général lui a adressée à propos de la résolution 386 (1976) adoptée par le Conseil de sécurité à la suite d'une demande formulée par le Gouvernement mozambicain. La situation qui prévaut en Rhodésie du Sud en raison de l'entêtement et du refus de la minorité raciste blanche d'admettre le gouvernement par la majorité, et les actes de provocation perpétrés par le régime illégal de Rhodésie contre la souveraineté et l'intégrité territoriale du Mozambique ont conduit le Gouvernement mozambicain à rompre ses relations commerciales et toutes les communications avec la Rhodésie du Sud, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

8. Cette décision courageuse est lourde de conséquences pour l'économie du jeune Etat du Mozambique et, de l'avis du Président, le Conseil devrait prendre les mesures nécessaires pour inviter les gouvernements, les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales à fournir une assistance financière, technique et matérielle au Mozambique, afin de lui permettre de surmonter les difficultés qui résultent pour lui de l'application de sanctions économiques contre la Rhodésie du Sud.

9. Enfin, le Président appelle l'attention des membres du Conseil sur le document E/5788, dont le Conseil est également saisi au titre du point 1 et qui contient une lettre, en date du 9 avril 1976, émanant du représentant permanent de Madagascar, dans laquelle celui-ci demande l'inscription à l'ordre du jour du Conseil d'une question supplémentaire intitulée "Mesures à prendre à la suite des cyclones ayant affecté Madagascar". Le Président est convaincu que le Conseil acceptera d'inscrire cette question à son ordre du jour et examinera, en coopération avec la délégation malgache, les dispositions à prendre pour venir rapidement en aide à Madagascar.

POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR

Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation (E/5770, E/5787, E/5788, E/L.1703, E/L.1704 et Corr.1 et 2, E/L.1705)

10. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) dit que l'ordre du jour provisoire (E/5770) a été établi en suivant rigoureusement le programme de travail adopté à la session d'organisation pour 1976. Le Secrétaire général a proposé d'inscrire à l'ordre du jour du Conseil une question supplémentaire intitulée "Examen de la situation au Guatemala à la suite du tremblement de terre du 4 février 1976" (E/L.1703) à la suite des consultations qu'il a eues avec des représentants des pays d'Amérique latine. Il a été estimé que, comme le Conseil était sur le point de se réunir, il serait préférable que cette question soit examinée par le Conseil lui-même plutôt qu'à une session d'urgence de la CEPAL. La question supplémentaire proposée par le Secrétaire général et celle proposée par le représentant de Madagascar (E/5788) ont été groupées dans une liste supplémentaire de questions proposées pour inscription à l'ordre du jour (E/L.1705).

11. En ce qui concerne la lettre adressée par le Secrétaire général au Président (E/5787), c'est au Conseil de sécurité qu'il appartient de décider des mesures à prendre en application de sa résolution 386 (1976), dans laquelle il prie le Conseil économique et social

d'examiner périodiquement la question de l'assistance économique au Mozambique. M. Cordovez informe les membres du Conseil que le Secrétaire général a chargé une mission d'organiser l'assistance qui permettra au Mozambique de mener à bien son programme de développement économique et d'accroître sa capacité d'appliquer les sanctions. Cette mission doit achever ses travaux vers la fin du mois d'avril.

L'ordre du jour, tel qu'il figure dans le document E/5770, y compris les points supplémentaires faisant l'objet du document E/L.1705 et un point intitulé "Aide au Mozambique" (E/5787), est adopté.

12. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) dit que, lorsqu'il a adopté son programme de travail pour 1976, le Conseil avait initialement prévu d'examiner la question relative aux ressources naturelles à sa soixante et unième session. Toutefois, une délégation a fait observer que le Conseil devrait peut-être donner suite, lors de sa présente session, à certaines des recommandations que pourrait contenir le rapport du Comité des ressources naturelles sur sa première session extraordinaire (E/5778). Il apparaît maintenant que les recommandations du Comité devront effectivement être appliquées avant la soixante et unième session du Conseil. Le Secrétaire général propose donc que cette question soit inscrite à l'ordre du jour de la soixantième session.

13. M. DRISS (Tunisie) demande si le rapport du Comité des ressources naturelles et la question relative au Mozambique seront examinés en séance plénière ou si le Comité économique se réunira pour les examiner.

14. Le PRÉSIDENT dit que ces deux questions seront examinées en séance plénière.

*L'ordre du jour est révisé de façon à comprendre un point intitulé "Ressources naturelles"*¹.

15. Le PRÉSIDENT suggère, en ce qui concerne les questions supplémentaires approuvées par le Conseil, que les questions intitulées "Examen de la situation au Guatemala à la suite du tremblement de terre du 4 février 1976" et "Mesures à prendre à la suite des cyclones ayant affecté Madagascar" soient examinées durant la première semaine de mai, quand le Conseil procédera à l'examen de la question intitulée "Assistance aux régions d'Ethiopie victimes de la sécheresse"; il suggère que le rapport du Comité des ressources naturelles soit examiné le 19 avril et que le Conseil examine au moment opportun la question intitulée "Assistance au Mozambique".

16. M. SINGH (Malaisie) estime que l'ordre du jour adopté par le Conseil n'est pas assez chargé pour justifier la tenue d'une session de six semaines et propose donc de raccourcir la durée de la session afin d'encourager le Conseil à travailler à un rythme accéléré.

17. M. BRUCE (Canada) pense qu'il est important d'examiner le rapport du Comité des ressources naturelles le plus tôt possible, étant donné que des décisions devront être prises pour permettre au Secrétariat de mettre en route les préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur l'eau. Si ses travaux sont bien organisés, le Conseil devrait pouvoir

¹ L'ordre du jour révisé, tel qu'il a été adopté à cette séance, a paru sous la cote E/5789.

les mener à bien en quatre semaines; M. Bruce appuie donc la proposition formulée par le représentant de la Malaisie.

18. M. DRISS (Tunisie) dit que les délégations n'ont pas encore eu le temps d'examiner le rapport du Comité des ressources naturelles ou de le renvoyer à leurs gouvernements pour observations. Il semble donc que la date proposée du 19 avril soit trop rapprochée pour l'examen de la question relative aux ressources naturelles. De surcroît, les questions relatives au Guatemala et à Madagascar sont plus urgentes. Bien que la proposition du représentant de la Malaisie soit raisonnable, M. Driss estime qu'il est trop tôt pour que le Conseil décide de la date à laquelle il achèvera ses travaux quand il ne les a pas encore commencés.

19. M. OLIVERI LOPEZ (Argentine) dit que son pays, en tant qu'hôte de la Conférence des Nations Unies sur l'eau, espère que les décisions relatives à la Conférence seront prises le plus tôt possible, le 19 avril, d'autant plus qu'elles portent sur des questions d'organisation et non sur des problèmes de fond.

20. M. DRISS (Tunisie) dit qu'il se soumettra aux vœux du représentant de l'Argentine.

21. Le PRÉSIDENT dit que, si aucun représentant n'élève d'objection, il considérera que le Conseil décide d'examiner le rapport du Comité des ressources naturelles le 19 avril.

Il en est ainsi décidé.

22. Le PRÉSIDENT dit que le Conseil pourra se conformer à la proposition du représentant de la Malaisie s'il utilise le temps qui lui est imparti de la manière la plus efficace possible. S'il n'y a pas d'objection, le Président considérera que le Conseil approuve le calendrier proposé dans le document E/L.1704 et Corr.1 et 2, tel qu'il a été amendé.

L'organisation des travaux, telle qu'elle figure dans le document E/L.1704 et Corr.1 et 2, y compris les propositions formulées par le Président, est adoptée².

23. M. MOURAD (Conseil de l'unité économique arabe), prenant la parole sur l'invitation du Président, remercie le Conseil économique et social d'avoir décidé que le Conseil de l'unité économique arabe (CUEA) soit autorisé à participer à ses travaux en permanence [décision 109 (LIX) du 23 juillet 1975]. Il est à espérer que cette participation sera avantageuse pour les deux organismes.

24. Le but ultime du CUEA est de réaliser l'unité économique complète des Etats arabes, grâce à l'intégration économique et à l'expansion des échanges entre ces Etats, et d'accélérer leur développement économique et social.

25. Le CUEA a déjà pris un certain nombre de mesures en vue de la création d'une zone de libre-échange, de l'établissement d'une union douanière, de la coordination économique, et de la planification des politiques financières et monétaires, des questions sociales, et des questions relatives à la main-d'œuvre, des transports et des communications. En outre, le CUEA a créé le Marché commun arabe.

26. Le CUEA, qui comprend 13 Etats arabes, cherche à réaliser l'unité économique des pays arabes agissant en tant que bloc économique. Tous ses membres sont des pays en développement qui sont généralement le plus vulnérables en période de difficultés économiques. Pour résoudre certains des problèmes qui se posent aux pays arabes, le CUEA a recommandé qu'un fonds monétaire arabe soit créé avec un capital estimatif de 250 millions de dinars (unité de compte arabe), afin de rétablir l'équilibre de la balance des paiements des Etats membres, d'assurer la stabilité des taux de change des monnaies arabes et d'encourager la coopération entre pays arabes dans le domaine monétaire. Pour favoriser le développement des ressources et améliorer la production, le secrétaire général du CUEA a élaboré un programme prévoyant des mesures précises qui doivent conduire à la coordination des plans de développement des pays arabes à compter de 1981.

27. En même temps, le CUEA a préconisé la constitution de coentreprises arabes comme un moyen pratique et approprié d'assurer l'intégration économique des pays arabes. Trois sociétés ont déjà été créées en association : la Société minière arabe, qui a son siège à Amman, la Société arabe de développement des ressources animales, qui a son siège à Damas, et la Société arabe de fournitures médicales, qui a son siège à Bagdad. En outre, un certain nombre de fédérations spécialisées arabes ont été créées pour assurer la coordination entre les industries existantes.

28. Les pays arabes, en particulier ceux qui dépendent de l'agriculture plutôt que de l'industrie, sont sérieusement préoccupés par le problème alimentaire mondial et reconnaissent la nécessité de mettre davantage l'accent sur la productivité de leur secteur agricole. C'est pourquoi le CUEA prend des mesures pour constituer une société arabe pour l'agriculture et la production agricole.

29. Vu les difficultés auxquelles se heurtent les pays arabes les moins développés dans le processus de développement économique et social, le CUEA a créé une section d'assistance technique chargée d'étudier les moyens d'offrir une assistance à ces pays.

30. Les relations entre le CUEA et d'autres organismes régionaux et internationaux, comme le Conseil économique et social et la CEAQ, reposent sur la compréhension mutuelle et sont établies dans un esprit de coopération dans l'intérêt de toutes les parties.

31. Le CUEA prend note avec satisfaction des efforts déployés par les pays arabes par l'intermédiaire de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole pour aider les pays en développement à supporter le fardeau que leur impose la hausse des prix du pétrole. Le Fonds afro-arabe d'assistance pétrolière a été créé en janvier 1974 afin d'aider les pays africains en particulier à faire face à la hausse des prix du pétrole. En outre, l'OPEP a pris des mesures pour accroître son aide économique en créant récemment un nouveau fonds spécial, doté d'un capital de 5 milliards de dollars, pour financer le développement des pays du tiers monde. Les pays arabes ont également participé à la création de trois banques, qui

² L'organisation des travaux, telle qu'elle a été adoptée à cette séance, a également paru sous la cote E/5789.

fournissent toutes une assistance économique et technique aux pays africains et à d'autres pays en développement. En outre, les prêts consentis par certains pays arabes à la Banque mondiale ont aidé la Banque à élargir la portée de l'assistance qu'elle offre aux pays du tiers monde. De plus, les pays membres de l'OPEP ont accordé de nombreux prêts directs en tant qu'aide économique aux gouvernements de certains pays arabes et d'autres pays en développement.

32. M. Mourad espère que la coordination et la coopération entre le Conseil et le CUEA permettront de créer les conditions nécessaires à l'instauration d'un nouvel ordre économique, en donnant à tous les pays des possibilités égales d'assurer leur développement économique et social dans l'intérêt de leurs populations.

La séance est levée à 12 h 5.

1986^e séance

Lundi 19 avril 1976, à 10 h 55.

Président : M. Siméon AKE (Côte d'Ivoire).

E/SR.1986

POINT 13 DE L'ORDRE DU JOUR

Ressources naturelles (E/5778 et Add.1)

1. Le PRÉSIDENT suggère que le Conseil concentre ses délibérations sur la recommandation, les projets de résolution et les autres décisions adoptés par le Comité des ressources naturelles à sa première session extraordinaire (E/5778, chap. I). Il invite le Conseil à approuver la recommandation du Comité tendant à tenir une deuxième session extraordinaire afin de débattre des propositions à soumettre à la Conférence des Nations Unies sur l'eau.

La recommandation est adoptée.

2. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à prendre note des décisions du Comité des ressources naturelles reproduites aux alinéas a, b, c et d du paragraphe 1 de son rapport.

Il en est ainsi décidé.

3. M. ROSS (Etats-Unis d'Amérique) félicite le secrétariat de la Conférence des Nations Unies sur l'eau des résultats exceptionnels auxquels il est parvenu jusqu'ici avec un minimum de ressources financières et de personnel.

4. A sa cinquante-quatrième session, le Conseil a approuvé le principe d'une conférence internationale sur l'eau et il a appuyé, à sa cinquante-neuvième session, la recommandation du Comité des ressources naturelles tendant à ce que la Conférence se tienne en Argentine en 1977. Dans sa résolution 3513 (XXX), l'Assemblée générale a approuvé la tenue de cette conférence. Le rapport dont est saisi le Conseil contient un certain nombre de recommandations utiles et de projets de résolution soumis à son examen et à son approbation.

5. Le Gouvernement des Etats-Unis continue à s'intéresser vivement au succès de la Conférence des Nations Unies sur l'eau. Il l'a appuyée au stade des préparatifs et s'y prépare activement à l'échelon national. Le United States Water Resources Council, organe ministériel composé de représentants des principaux organismes fédéraux qui s'occupent d'activités relatives à l'eau, a été chargé de planifier, d'organiser et de coordonner à l'échelon national la participation des Etats-Unis. On prend des mesures pour informer le public et les institutions non gouvernementales,

notamment l'Universities' Council on Water Resources (Conseil des universités pour les ressources hydrauliques) et s'assurer leur participation, et on a prévu à leur intention des réunions d'information. M. Ross est certain que les organisations non gouvernementales des Etats-Unis participeront activement à la Conférence.

6. Les Etats-Unis ont participé aux travaux de la trente et unième session de la Commission économique pour l'Europe et de son comité des problèmes de l'eau et ont l'intention de participer au séminaire qui doit se tenir prochainement à Varna (Bulgarie) sur la planification à long terme de la gestion des ressources en eau, question directement liée aux préparatifs de la Conférence. Selon M. Ross, la Conférence offre une possibilité unique de faire davantage prendre conscience au monde entier de la nature et de la portée des problèmes de l'eau. Les Etats-Unis ont donc l'intention de rédiger des communications sur les grandes questions dont est saisie la Conférence, comme la pollution de l'eau, sa détection et son contrôle, le traitement des eaux et le recyclage des eaux usées au meilleur prix, et la possibilité d'une gestion régionale des ressources en eau, en insistant sur les politiques à suivre et sur l'expérience acquise par les Etats-Unis en la matière dans les pays en développement, au moyen de leurs programmes d'aide à l'étranger.

7. La délégation des Etats-Unis espère que le Conseil suivra les recommandations qui figurent dans le rapport du Comité préparatoire et cherchera à préserver l'esprit de coopération qui a prédominé au cours de la préparation de la Conférence. Elle appuie les projets de résolution dont est saisi le Conseil et maintient les positions qu'elle a adoptées devant le Comité des ressources naturelles.

8. M. MARSHALL (Royaume-Uni) félicite le représentant des Etats-Unis d'Amérique de sa déclaration.

9. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à adopter le projet de résolution I figurant à la section A du chapitre I du rapport, (E/5778). Il souligne qu'un crédit a déjà été ouvert au budget d'ensemble pour couvrir les incidences financières de ce projet de résolution.

Le projet de résolution I est adopté [résolution 1982 (LX)].

10. Le PRÉSIDENT signale qu'un état révisé des incidences financières du projet de résolution II figure dans le document E/5778/Add.1.

11. M. KAISER (Bangladesh) souligne que le Bangladesh, pays deltaïque où toute vie est liée au régime fluvial, attache naturellement la plus grande importance à la mise en valeur et à la gestion des ressources en eau. Bien qu'elle ne soit pas membre du Comité des ressources naturelles, la délégation du Bangladesh a participé à la première session extraordinaire en tant qu'observateur et attend avec impatience de participer à la prochaine Conférence des Nations Unies sur l'eau.

12. La délégation du Bangladesh, tout en n'ayant pas d'objection à l'adoption du projet de résolution II, relatif aux préparatifs de la Conférence, souhaite faire connaître son point de vue sur les questions traitées dans ce projet de résolution. Elle souscrit à la décision de convoquer une deuxième session extraordinaire du Comité des ressources naturelles en vue de parachever les préparatifs de la Conférence, d'examiner le document écapitulatif établi par le Secrétariat sur la base des recommandations des réunions préparatoires régionales, d'arrêter l'ordre du jour provisoire et l'organisation des travaux de la Conférence, et notamment de décider de sa structure. Lors de la première session extraordinaire, certaines modifications ont été apportées à l'ordre du jour provisoire de la Conférence mais, de l'avis de la délégation du Bangladesh, les questions qu'il est proposé d'examiner au titre des quatre principaux points de l'ordre du jour, sous sa forme actuelle, ne fournissent qu'un cadre indicatif et d'autres questions devront pouvoir être abordées. Vu que la préparation de l'ordre du jour joue un rôle déterminant dans le succès de toute conférence, la délégation du Bangladesh estime que, lors de la deuxième session extraordinaire du Comité, il faudra s'attacher, avec le plus grand soin, à établir un ordre du jour qui soit rigoureusement adapté aux objectifs de la Conférence.

13. La Conférence des Nations Unies sur l'eau fournira à la communauté internationale une occasion supplémentaire de coopérer à la solution de certains des problèmes auxquels doit faire face le monde en développement dans le domaine des ressources en eau, et la délégation du Bangladesh espère sincèrement que cette occasion sera mise à profit. La nécessité d'assurer un développement agricole rapide exige que le droit, l'usage et la coutume régissant l'utilisation des ressources en eau internationales soient constamment développés d'une manière équitable pour les utilisateurs et que des techniques modernes soient appliquées, tout en préservant l'écologie et les modes de vie traditionnels des peuples. Dans de nombreuses régions du monde, l'eau est une ressource d'une importance vitale et il faudrait établir des règles universellement acceptées afin d'éviter les pénuries et d'assurer l'utilisation économique et rationnelle des ressources en eau.

14. Dans les nombreux cas où les plans nationaux de mise en valeur des ressources doivent être établis en fonction de ceux de pays limitrophes partageant les mêmes bassins fluviaux, on ne saurait trop insister sur les avantages d'une coopération véritable. Il est donc essentiel que la Conférence des Nations Unies sur l'eau traite en profondeur de tous les problèmes re-

latifs aux ressources en eau partagées et arrête des normes pour l'utilisation des ressources internationales en eau. Elle devrait également déterminer les orientations à suivre aux niveaux national, régional et international, en tenant compte des caractéristiques régionales en matière d'utilisation des ressources en eau. Les cinq réunions régionales qui se tiendront en 1976 seront très utiles car elles permettront d'évaluer les problèmes et les besoins régionaux et de formuler des recommandations en vue d'y faire face; ces recommandations fourniront une base de travail précieuse à la Conférence. La délégation du Bangladesh exposera ses vues au cours de la réunion de Bangkok en juillet 1976. Elle aurait préféré que le Conseil fournisse des directives appropriées au Comité des ressources naturelles à ce sujet mais, afin de ne pas retarder les travaux du Conseil, elle présentera une proposition concernant la Conférence à une date ultérieure.

15. La délégation du Bangladesh souscrit à la demande formulée dans le projet de résolution II tendant à ce que soient distribués le plus tôt possible les documents dans toutes les langues de travail en vue de la deuxième session extraordinaire du Comité.

16. M. Kaiser exprime sa gratitude au Gouvernement argentin pour les efforts qu'il déploie en vue d'assurer le succès de la Conférence.

17. M. OLIVERI LOPEZ (Argentine) dit que son pays, en offrant d'accueillir la Conférence des Nations Unies sur l'eau, a voulu montrer toute l'importance qu'il attache à cette réunion.

18. La délégation argentine est particulièrement reconnaissante à la délégation des Etats-Unis et au Secrétaire exécutif de la Conférence de l'aide qu'ils lui ont fournie. Elle continuera de faire tout son possible pour assurer le succès de la Conférence et elle espère que, dans un esprit de coopération internationale, d'autres comités nationaux seront constitués, que des communications seront présentées et qu'une véritable coordination, aussi bien régionale qu'interdisciplinaire, sera établie. Une action coordonnée à tous les niveaux de la communauté internationale, en particulier lorsqu'il s'agira de nommer le secrétaire général de la Conférence, est essentielle.

19. La délégation argentine souscrit au projet de résolution II. Elle est préoccupée toutefois par l'état des incidences financières présenté par le Secrétaire général (E/5778/Add.1), lequel diffère de celui présenté au Comité des ressources naturelles (E/5778, annexe III). Le paragraphe 3 du document E/5778/Add.1 contient certains éléments nouveaux qui sont déconcertants et M. Oliveri López souhaiterait que le Secrétariat lui fournisse des éclaircissements à ce sujet. Il lui semble que par le passé les dépenses supplémentaires de cet ordre avaient été couvertes par les crédits prévus pour le personnel engagé sur place.

20. M. LINDENBERG SETTE (Brésil) dit que le Comité des ressources naturelles, en tant que Comité préparatoire de la Conférence, a reçu des directives concernant les derniers préparatifs en vue de la Conférence. La délégation brésilienne objecte à ce que l'on recommence à parler de ce sujet et tient à signaler que, si elle n'a pas pris la parole à la séance en cours, ce n'est pas nécessairement parce qu'elle approuve

toutes les observations qui ont été faites sur la question.

21. M. BARCELO (Mexique) appuie la déclaration du représentant de l'Argentine et espère que les préparatifs de la Conférence avanceront rapidement.

22. M. BAUM (Directeur du Centre pour les ressources naturelles, l'énergie et les transports), répondant au représentant de l'Argentine, dit que le Comité des ressources naturelles a préparé un budget qu'il estimait devoir couvrir tous les besoins de la Conférence. Toutefois, comme il est déclaré au paragraphe 4 du document E/5778/Add.1, un récent examen a fait apparaître qu'il serait impossible de financer certaines dépenses de la manière envisagée. D'autres crédits devront donc être ouverts au budget pour couvrir ces dépenses supplémentaires.

23. M. MARSHALL (Royaume-Uni) dit que, tout en acceptant l'explication du Secrétariat, il estime profondément regrettable que les incidences budgétaires aient pratiquement doublé en raison de facteurs dont il aurait fallu tenir compte plus tôt. Cette question mérite d'être étudiée plus à fond et M. Marshall demande s'il est indispensable que le Conseil prenne une décision immédiate en la matière ou s'il peut remettre sa décision sur la question à une autre séance.

24. M. OLIVERI LOPEZ (Argentine) dit qu'une décision de principe doit être prise immédiatement de façon à ne pas gêner l'application des dispositions déjà prises. Il demande instamment au représentant du Royaume-Uni de ne pas insister pour que le Conseil retarde sa décision. Le moment est mal choisi pour entamer une discussion de fond à ce sujet.

25. M. MARSHALL (Royaume-Uni) n'est pas convaincu qu'il soit important que le Conseil prenne une décision immédiatement. Il n'est pas judicieux, en tout cas, de prendre une décision de principe et de dire que les incidences financières seront examinées en temps voulu. Les projets de résolution I et II ont été préparés sur la base d'incidences financières qui semblaient correctes à ce moment-là. Or, il est dit dans le document E/5778/Add.1 que ces incidences financières ne sont plus correctes et qu'elles doivent être révisées en hausse. Il ressort du paragraphe 3 du document E/5778/Add.1, par exemple, que des arrangements plutôt compliqués seront requis pour la Conférence alors que le Conseil avait décidé précédemment que ces arrangements devraient rester aussi simples que possible. Si la situation est réellement urgente, elle

mérite d'être étudiée avec plus d'attention par le Conseil. Le Secrétariat doit fournir des explications complémentaires.

26. Le PRÉSIDENT propose que le Conseil renvoie à plus tard sa décision sur le projet de résolution II. Les délégations et le Secrétariat auront ainsi le temps d'étudier les incidences de cette révision sur le budget-programme.

Il en est ainsi décidé.

27. Le PRÉSIDENT propose que, étant donné que toutes les décisions concernant les autres parties du rapport (E/5778) seront affectées par la décision qui vient d'être prise, le Conseil ajourne sa discussion sur cette question jusqu'au début de la semaine suivante.

Il en est ainsi décidé.

Organisation des travaux

28. M. BADAWI (Egypte) croit comprendre que les documents prévus pour l'examen du point 3 de l'ordre du jour (Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale) ne sont pas encore tous disponibles. Il suggère qu'on reporte donc les débats sur le point 3 jusqu'à ce que tous les documents puissent être distribués et que le Conseil passe au point 4 (Mesures concernant la mise en application du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels), pour lequel tous les documents sont prêts.

29. M. KARIM (Bangladesh) appuie la suggestion de la délégation égyptienne.

30. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) signale que le rapport du Secrétaire général (E/5763), qui devait traiter de certains aspects logistiques de la prochaine Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, qui doit se tenir au Ghana, n'est pas encore disponible. La mission du Secrétariat revient juste du Ghana, munie des renseignements nécessaires à l'élaboration du rapport qui sera prêt dans deux jours.

31. Le PRÉSIDENT déclare que le Conseil commencera l'examen du point 4 à la prochaine séance, au cours de laquelle le Secrétariat rendra compte de l'état d'avancement des documents prévus pour le point 3 de l'ordre du jour.

La séance est levée à midi.

1987^e séance

Mardi 20 avril 1976, à 15 h 35.

Président : M. Siméon AKE (Côte d'Ivoire).

E/SR.1987

POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR

Mesures concernant la mise en application du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (E/5764)

1. M. SCHREIBER (Directeur de la Division des droits de l'homme) dit que l'entrée en vigueur, le 3 janvier 1976, des deux pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme est un événement historique et un succès marquant pour l'Organisation des Nations Unies. Cet événement est d'autant plus important que, pendant longtemps, il n'était nullement certain que les pactes soient adoptés et ce n'est que le 16 décembre 1966, dix-huit ans après le début des travaux sur ces deux documents, que ceux-ci ont été adoptés par l'Assemblée générale, dans sa résolution 2200 (XXI), par 105 voix pour, aucun vote négatif et aucune abstention. En ce jour historique, le Secrétaire général, U Thant, a rendu hommage aux esprits humanitaires et aux juristes les plus éminents qui, inlassablement, avaient cherché à formuler un document juridique exprimant la conscience du monde eu égard aux aspirations légitimes des hommes du monde entier. Le Président de l'Assemblée générale s'est félicité de l'adoption des pactes qui rapprochait l'humanité du monde nouveau que l'Organisation des Nations Unies s'était engagée à bâtir. Néanmoins, il y avait, même à cette époque, des sceptiques qui prédisaient que les pactes n'entreraient jamais en vigueur.

2. Leurs prédictions ne se sont pas réalisées et, du fait de l'entrée en vigueur des pactes, les Etats parties sont juridiquement tenus d'appliquer l'un des objectifs principaux de la Charte des Nations Unies : la promotion du respect des droits de l'homme. En outre, les pactes non seulement donnent à la Déclaration universelle des droits de l'homme [résolution 217 A (III) de l'Assemblée générale] une consécration juridique, mais encore ils étendent la portée de ses dispositions dans plusieurs domaines. Le Pacte à l'étude fournira au Conseil un instrument puissant lui permettant d'engager de nouvelles actions pour promouvoir le respect, sans discrimination, des droits économiques, sociaux et culturels, dans le cadre de ses objectifs primordiaux, à savoir le développement économique, le progrès social et l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Le Pacte permettra, d'autre part, au Conseil de suivre la façon dont les Etats parties vont progressivement assurer le plein exercice de ces droits, de déterminer les progrès comme les obstacles et de prendre les mesures internationales propres à contribuer sur le plan national à l'exercice de ces droits. Pour s'acquitter de cette tâche décisive, dont il porte au premier chef la responsabilité, le Conseil peut être assisté par la Commission des droits de l'homme, les institutions spécialisées et les organes d'assistance technique des Nations Unies.

3. Le dispositif d'application prévu dans la quatrième partie du Pacte international relatif aux droits

économiques, sociaux et culturels (E/5764, annexe I) est complexe et, en élaborant un projet de programme (E/5764, chap. II et III) soumis à l'adoption du Conseil à sa présente session afin que le dispositif commence à fonctionner, on a le plus possible tenu compte des décisions déjà prises et des idées nouvelles qui se font jour en ce qui concerne l'organisation des travaux du Conseil et ses tâches futures. Dans sa note (E/5764, par. 27), le Secrétaire général décrit les consultations qui ont eu lieu avec les Etats parties et les institutions spécialisées et offre des suggestions sur les mesures à prendre par le Conseil. Outre les consultations tenues avec l'OIT, l'UNESCO, l'OMS et la FAO, des entretiens ont été engagés avec la Banque mondiale, l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et le FISE, qui ont tous exprimé leur intérêt à participer à la mise en œuvre du Pacte. Pour que les rapports des Etats parties soient d'une haute qualité et puissent être suffisamment détaillés, ils devront être présentés par étapes, au cours d'une période de six ans, de façon à laisser aux Etats parties le temps de les préparer comme il convient et à permettre au Conseil et aux organes qui l'aideront d'examiner à fond ces rapports. C'est là le consensus qui s'est dégagé des consultations.

4. Le programme proposé par le Secrétaire général (E/5764, par. 24) est acceptable aux institutions spécialisées, à une exception près; l'UNESCO a en effet demandé que le rapport sur les droits énumérés à l'article 15 du Pacte fasse partie du programme de la sixième année plutôt que de celui de la troisième. Les institutions spécialisées ont dit qu'elles étaient prêtes à commenter les rapports des Etats parties que leur communiquerait le Secrétaire général et à fournir au Conseil les rapports prévus à l'article 18 du Pacte.

5. En ce qui concerne les incidences financières du système d'application du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le Comité préparatoire du CAC a souligné que la participation à ce processus d'application placerait sur les institutions spécialisées un fardeau supplémentaire considérable qui ne pourrait pas être absorbé dans le cadre des ressources existantes. Le Comité a estimé que le problème devait être examiné de front et si, comme il est probable, l'ONU n'était pas préparée à financer le coût de l'assistance fournie par les institutions spécialisées et s'il était admis que cette assistance constituait une contribution des institutions, dans le cadre de leurs responsabilités constitutionnelles, à l'effort commun de promotion des droits de l'homme, cette situation devait être clairement reconnue par tous les organes intergouvernementaux intéressés. Les 37 Etats parties au Pacte ont également été consultés (E/5764, par. 9). En outre, depuis la parution du document E/5764, les gouvernements de la République fédérale d'Allemagne et de la République démocratique de Madagascar ont

accepté le programme proposé et le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a répondu, proposant certaines modalités quelque peu différentes de celles du programme de six ans. M. Schreiber aimerait recevoir du représentant de l'URSS au Conseil des précisions sur ces modalités.

6. La question du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (article premier du Pacte) peut être laissée aux soins du Comité des droits de l'homme qui œuvrera dans le cadre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, lequel contient une disposition identique. Une autre solution serait que les rapports sur l'application de cet article ou d'une partie de celui-ci soient examinés pendant la deuxième année du cycle prévu pour la présentation des rapports (E/5764, par. 24).

7. En suggérant le calendrier de présentation des rapports et des commentaires qui seront soumis conformément aux articles 16 et 18 du Pacte, le Secrétaire général souhaitait avant tout ne pas perdre l'élan acquis pour appliquer les mesures de mise en œuvre du Pacte et veiller à ce que le système d'application fonctionne sans interruption majeure. Le Conseil devrait noter que les articles 16 et 18 impliquent un certain nombre d'étapes, qui constituent le cycle d'examen des rapports émanant des gouvernements et des institutions spécialisées : tout d'abord, un appel adressé aux gouvernements et aux institutions pour leur demander de soumettre leurs rapports avant une date donnée; deuxièmement, la préparation et la présentation des rapports; troisièmement, les commentaires des institutions spécialisées compétentes sur les rapports des gouvernements, mesure non prévue spécifiquement dans le Pacte, mais qui sera très utile étant donné les connaissances spécialisées et l'expérience des institutions; quatrièmement, l'examen des rapports émanant des gouvernements et des institutions spécialisées par la Commission des droits de l'homme, à laquelle il est probable que le Conseil aura largement recours, comme suggéré à l'article 19 du Pacte; cinquièmement, la soumission aux Etats parties et aux institutions spécialisées, pour observations, de toute recommandation faite au Conseil par la Commission, comme prévu à l'article 20; enfin, l'examen par le Conseil des rapports de la Commission et des observations des Etats parties et des institutions spécialisées, examen qui pourrait par la suite amener le Conseil à formuler des rapports contenant des recommandations générales d'action destinées à l'Assemblée générale. En conséquence, comme l'a fait observer le Secrétaire général dans sa note (E/5764, chap. III), les rapports reçus en 1976 ne seront devant le Conseil qu'en avril-mai 1979. Cet intervalle paraissant excessivement long dans un monde en évolution rapide dans lequel les renseignements sont vite dépassés, il a été suggéré (E/5764, par. 30), d'accélérer le processus en demandant aux institutions spécialisées d'accélérer leur part du travail, essentiellement de nature technique, en prévoyant que le Conseil tienne, à la fin du mois de juin ou au mois d'août, une série spéciale de réunions pour examiner les rapports de la Commission des droits de l'homme, et en prévoyant que la Commission tienne une brève session extraordinaire vers la fin du mois de mai. Les mesures que le Conseil pourrait prendre à sa présente session sont décrites au paragraphe 27 de la note du Secrétaire général.

8. A l'occasion de la remise de la trente-cinquième ratification du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, qui a fait entrer cet instrument en vigueur, le Secrétaire général a souligné que les Etats Membres avaient ainsi été dotés d'un instrument important pour la réalisation de l'objectif énoncé dans la Charte des Nations Unies — le respect des droits de l'homme sans discrimination — et il a demandé instamment aux Etats qui ne l'ont pas encore fait de signer et de ratifier les pactes. Le Conseil a un objectif double : assurer l'application effective du Pacte par les Etats parties et promouvoir la signature et la ratification d'un nombre de plus en plus grand d'Etats, de façon que les pactes deviennent des documents juridiques véritablement universels.

9. M. VON KYAW (République fédérale d'Allemagne) demande si, aux termes de la quatrième partie du Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, c'est le Conseil lui-même ou la Commission des droits de l'homme qui doit examiner les rapports des Etats parties. L'article 16 attribue nettement cette responsabilité au Conseil, mais l'article 19 autorise le Conseil à renvoyer à la Commission aussi bien les rapports émanant des gouvernements que ceux émanant des institutions spécialisées. Quel que soit l'organe qui accomplit cette tâche, il est impératif de créer un sous-groupe d'experts, originaires en majeure partie des pays qui ont ratifié le Pacte et capables d'examiner les rapports. Par ailleurs, M. von Kyaw se demande si le rôle envisagé pour les institutions spécialisées correspond bien aux fonctions que leur attribue l'alinéa b de l'article 16 et l'article 18 du Pacte. M. von Kyaw a déduit de ces articles qu'il faudrait demander soit au Conseil soit à la Commission des droits de l'homme, mais pas aux institutions spécialisées, d'examiner et de commenter les rapports des Etats parties. Les institutions spécialisées doivent uniquement rendre compte des progrès accomplis quant à l'observation des dispositions du Pacte qui sont de leur compétence.

10. Se référant au paragraphe 30 de la note du Secrétaire général (E/5764), M. von Kyaw souligne que la préoccupation essentielle de sa délégation réside dans le fait qu'on pourrait ne pas disposer de suffisamment de temps pour créer le cadre institutionnel nécessaire pour étudier comme il convient les rapports. Etant donné qu'il est déjà difficile au Conseil et à la Commission des droits de l'homme, en particulier à cette dernière, d'examiner leur ordre du jour très chargé, il est essentiel de créer le sous-groupe compétent que M. von Kyaw a suggéré.

11. M. ŠMÍD (Tchécoslovaquie) dit qu'il convient de se féliciter de l'entrée en vigueur des pactes qui traduit un accord entre Etats dotés de systèmes sociaux différents sur la réglementation de tous les aspects importants de la situation juridique des particuliers dans la société; cet événement est une contribution majeure à la paix et à la sécurité internationales.

12. La délégation tchécoslovaque accepte le programme de six ans suggéré dans la note du Secrétaire général et se félicite du fait que ce sont les rapports sur le droit au travail et le droit de jouir de conditions de travail justes et favorables qui seront présentés la première année du cycle. Ces droits sont expressément garantis dans la Constitution et dans la législation tchécoslovaques qui, en outre, créent les

conditions nécessaires à leur respect. La Tchécoslovaquie a déposé en décembre 1975 son instrument de ratification du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

13. M. S. SMIRNOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) souligne le rôle historique du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le premier instrument international important relatif aux droits de l'homme à avoir force obligatoire pour les Etats parties.

14. S'agissant des modalités d'application du Pacte, la délégation soviétique souscrit en principe au programme de présentation des rapports sur une période de six ans, proposé dans le document E/5764, mais elle considère que les rapports devraient être présentés tous les deux ans plutôt que tous les ans. Par exemple, on pourrait présenter les rapports relatifs aux questions sociales (art. 2, 6 et 7) pendant les deux premières années, aux questions de la famille (art. 10, 11 et 12) au cours de la deuxième période biennale, et à la culture (art. 13, 14 et 15) au cours de la troisième période biennale. Ce programme faciliterait l'application du Pacte sans que la formulation des rapports impose une charge excessive aux Etats parties, au Conseil ou à d'autres organes. Le programme proposé pour la présentation des rapports pourrait remplacer le système existant selon lequel les Etats Membres présentent des rapports périodiques sur les droits économiques, sociaux et culturels aux organes de l'Organisation des Nations Unies, dont la Commission des droits de l'homme. On pourrait adopter une procédure similaire pour le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

15. S'agissant de la proposition contenue à l'alinéa vi du paragraphe 27 du document E/5764, la délégation soviétique considère que, la Commission des droits de l'homme étant déjà surchargée de travail, la présentation de rapports à cet organe retarderait encore ses travaux et ne serait donc pas un moyen efficace de favoriser l'application du Pacte. Le mieux serait de présenter les rapports au Conseil économique et social, conformément aux dispositions des articles 16 et 19 et d'autres articles du Pacte.

16. M. Smirnov constate, comme le représentant de la République fédérale d'Allemagne, que le Pacte ne contient pas de dispositions particulières relatives au rôle des institutions spécialisées et souligne qu'il est important d'adhérer à l'esprit et à la lettre du Pacte à cet égard.

17. M. SCHREIBER (Directeur de la Division des droits de l'homme) convient que l'article 16 du Pacte établit nettement que c'est au Conseil économique et social qu'il incombe d'examiner les rapports. Ce n'est pas seulement une question de compétence; il s'agit

aussi de s'assurer que les rapports reçus soient examinés en détail et que des mesures appropriées soient recommandées pour assurer la réalisation des objectifs du Pacte. Etant donné que l'examen des rapports est essentiellement une tâche technique, il pourrait être opportun de créer à cette fin un groupe d'experts. Comme on l'a suggéré, cela pourrait être fait au niveau du Conseil ou à celui de la Commission.

18. La Commission des droits de l'homme a déclaré qu'elle était prête à aider le Conseil à cet égard et elle a examiné diverses possibilités. Compte tenu du programme chargé de la Commission, il pourrait être souhaitable par exemple de convoquer une courte session supplémentaire de la Commission, afin d'aider le Conseil conformément à l'article 16 du Pacte. Il reviendra aux membres du Conseil de décider de la procédure à adopter.

19. Quant à la deuxième question soulevée par le représentant de la République fédérale d'Allemagne, M. Schreiber convient qu'en effet l'article 16 ne définit pas en détail le rôle des institutions spécialisées à propos des rapports présentés par les Etats parties au Pacte qu'elles sont habilitées à recevoir. Néanmoins, on peut rappeler que les institutions spécialisées ont joué un rôle important dans la rédaction du Pacte et leur participation active à son application est toujours la bienvenue. Leur examen des rapports présentés par les gouvernements permettrait au Conseil de bénéficier de leurs connaissances dans leur spécialité.

20. M. BROAD (Royaume-Uni) dit que l'article 20 donne des précisions sur le rôle des institutions spécialisées. Il y est indiqué qu'elles doivent présenter leurs commentaires au Conseil économique et social après que les rapports ont été examinés par la Commission des droits de l'homme. En conséquence, toute suggestion tendant à ce qu'elles étudient les rapports et présentent leurs commentaires avant que la Commission des droits de l'homme n'ait délibéré donnerait à ces institutions un rôle plus important que celui qui est prévu dans le Pacte.

Organisation des travaux

21. M. BROAD (Royaume-Uni), appuyé par Mlle CAO-PINNA (Italie), propose qu'on crée un groupe de travail ouvert à tous, chargé d'établir un projet de résolution sur les dispositions à prendre pour l'application du Pacte.

22. Le PRÉSIDENT prie instamment les délégations de procéder à des consultations afin de présenter un projet de résolution relatif au point à l'examen dans les meilleurs délais.

La séance est levée à 16 h 45.

1988^e séance

Mercredi 21 avril 1976, à 15 h 35.

Président : M. Siméon AKE (Côte d'Ivoire).

E/SR.1988

POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR

Mesures concernant la mise en application du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (suite) [E/5764]

1. Le PRÉSIDENT déclare qu'un certain nombre de délégations ont insisté pour qu'il soit procédé à un échange de vues officieux sur le point à l'examen. Si les membres du Conseil sont d'accord, le Président lèvera la séance après que les orateurs inscrits sur sa liste auront fait leur déclaration afin que les discussions officielles puissent commencer immédiatement.

Il en est ainsi décidé.

2. M. BARCELO (Mexique) évoque l'intérêt que, depuis longtemps, son pays porte au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, et fait observer que les droits énoncés dans le nouveau Pacte sont reconnus depuis 50 ans dans la Constitution mexicaine. Les changements spectaculaires qui se sont produits dans la communauté internationale au cours des 10 dernières années ont amené le Gouvernement mexicain à procéder à un examen approfondi pour déterminer si le Pacte correspond bien à la situation internationale actuelle. A la lumière des conclusions auxquelles il aboutira à ce sujet, le Gouvernement mexicain pourrait proposer des amendements ou des additifs en vue de rendre le Pacte mieux adapté aux réalités économiques et sociales du monde contemporain.

3. Comme par le passé, la délégation mexicaine participera activement aux travaux du Conseil économique et social relatifs à la mise en application du Pacte, ainsi qu'aux efforts visant à le faire ratifier par le plus grand nombre possible de pays.

4. M. KANE (Bureau international du Travail) dit que pendant de nombreuses années le BIT a participé activement, à de nombreux niveaux, aux consultations relatives au Pacte et à la préparation du texte, en particulier des articles 6, 7 et 8. Le BIT attache beaucoup d'importance au Pacte et a l'intention de poursuivre sa coopération avec l'Organisation des Nations Unies et avec le Conseil économique et social en vue de son application. Le BIT approuve pleinement le rapport dont le Conseil est saisi (E/5764) et prendra toutes les mesures institutionnelles et financières nécessaires à l'accomplissement des tâches qui pourraient lui être confiées.

5. M. Kane a été surpris que, dans les déclarations qu'ils ont faites au Conseil, les représentants de la République fédérale d'Allemagne et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques aient mis en doute l'opportunité de demander aux institutions spécialisées de formuler des observations et des recommandations sur les rapports présentés par les Etats parties au Pacte, alors que les représentants de

ces mêmes pays au Conseil d'administration et à la Conférence annuelle du BIT avaient insisté pour que cette organisation participe à la mise en application du Pacte.

6. S'il est vrai que, dans l'article 16, il n'est pas fait mention de la possibilité pour les institutions spécialisées de formuler des observations, le représentant du BIT estime logique que cet article, en particulier l'alinéa b du paragraphe 2, soit lu en même temps que d'autres articles, notamment les articles 18, 19 et 20, qui prévoient la possibilité pour les institutions spécialisées de présenter des rapports et de formuler des recommandations et des observations. M. Kane appelle également l'attention sur le paragraphe 3 de l'article 17, dans lequel il est dit qu'il ne sera pas nécessaire de reproduire intégralement les renseignements pertinents déjà adressés à l'ONU ou à une institution spécialisée par un Etat partie au Pacte. Cette disposition signifie que le Conseil pourrait dans certains cas recevoir des rapports non pas directement des Etats, mais du BIT et d'autres institutions spécialisées.

7. Il importe de ne pas perdre de vue la nécessité d'une coopération entre les organismes des Nations Unies et les institutions spécialisées. M. Kane souligne la très haute compétence de l'UNESCO, de l'OMS et du BIT dans les domaines de l'enseignement, de la santé et du travail. Les institutions spécialisées sont, comme toujours, disposées à coopérer pleinement avec le Conseil.

8. M. WILDER (Canada) déclare que, après les nombreuses années d'efforts qui ont été nécessaires pour rédiger le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le Conseil économique et social devra maintenant, comme on l'en a chargé, mettre en application ledit pacte en créant un mécanisme efficace. Le représentant du Canada note que le principal moyen envisagé dans le Pacte pour évaluer sa mise en application est la présentation de rapports par les Etats parties. M. Wilder insiste pour que l'expérience du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale soit soigneusement étudiée; le Conseil pourrait très bien, comme l'a fait cet organe, avoir recours à un comité d'experts.

9. Le Gouvernement canadien est disposé à accepter la suggestion selon laquelle, en vertu de l'article 19 du Pacte, la Commission des droits de l'homme examinerait les rapports des Etats parties à condition que des ressources suffisantes soient mises à la disposition de la Commission car celle-ci est déjà surchargée de travail. Si elle est désignée, la Commission devrait être priée de créer un groupe spécial à cet effet. La délégation canadienne est disposée à appuyer une proposition tendant à ce que soit créé un groupe dont les membres appartiendraient soit au Conseil économique et social, soit à la Commission des droits

de l'homme, mais elle préférerait toutefois que le groupe en question relève de la Commission car ainsi sa compétence serait sans doute plus grande; en outre, il conviendrait de demander instamment aux gouvernements d'y envoyer des experts spécialisés dans les questions traitées.

10. La délégation canadienne se réserve le droit de formuler ultérieurement des observations à propos de la périodicité des rapports et de la participation des institutions spécialisées.

La séance est levée à 16 heures.

1989^e séance

Jeudi 22 avril 1976, à 15 h 35.

Président : M. Siméon AKE (Côte d'Ivoire).

E/SR.1989

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (E/5759 et Add.1, E/5760 et Add.1, E/5763, E/5799)

1. Le PRÉSIDENT demande aux délégations de coopérer afin que la discussion sur la question à l'étude se déroule dans l'atmosphère de calme qui a toujours caractérisé les délibérations du Conseil, et de tenir des consultations constructives en vue de résoudre les conflits d'opinions.

2. M. SCHREIBER (Directeur de la Division des droits de l'homme) rappelle que la lutte contre le racisme et la discrimination raciale est au centre des préoccupations de l'ONU depuis la création de l'Organisation. Celle-ci semble sincèrement résolue à lutter énergiquement contre ce fléau et à lui porter, si possible, un coup final. L'admission des États africains nouvellement indépendants à l'ONU a accéléré le mouvement et conduit à l'adoption par l'Assemblée générale d'abord de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale [résolution 1904 (XVIII)], puis de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale [résolution 2106 A (XX)], puis à la décision de lancer la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale [résolution 2919 (XXVII)]. Le Directeur de la Division des droits de l'homme souligne l'importance qu'a eue l'adoption de la Convention et la coopération fructueuse qui s'est instaurée entre le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et les 88 États parties à la Convention, qui a conduit à l'adoption d'un certain nombre de mesures institutionnelles, législatives et administratives. En réponse au questionnaire que leur a adressé le Secrétaire général (voir E/5759, annexe) en application de l'alinéa e du paragraphe 18 du Programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, davantage de gouvernements ont communiqué des rapports sur les progrès enregistrés dans la réalisation des objectifs de la Décennie et la qualité de ces rapports s'est améliorée. A ce jour, 43 réponses au questionnaire ont été reçues, soit le double du nombre de réponses reçues les années précédentes.

3. Dans la déclaration qu'il a faite à l'occasion de la célébration de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, le 19 mars

1976, devant le Comité spécial contre l'*apartheid*¹, le Secrétaire général a invité tous les gouvernements à appuyer sans réserve le Programme. Il se pourrait qu'il soit nécessaire de donner un nouvel élan aux efforts entrepris. La Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale qui doit se tenir en 1978 pourrait servir à cette fin en passant en revue les progrès réalisés, et elle donnera une impulsion nouvelle pour les dernières années de la Décennie. Le Conseil est saisi du rapport du Secrétaire général (E/5763) sur les consultations tenues avec le Gouvernement ghanéen au sujet, entre autres, de l'organisation de la Conférence et de ses incidences financières, compte tenu de la résolution 2609 (XXIV) de l'Assemblée générale. Les hypothèses contenues dans ce rapport, qui sont fondées sur l'expérience acquise à l'occasion d'autres conférences, en particulier de la Conférence internationale des droits de l'homme, qui s'est tenue à Téhéran en 1968 avec d'excellents résultats, doivent, bien entendu, être soumises à l'approbation du Conseil, qui remplit les fonctions d'organe préparatoire de la Conférence.

4. Les consultations avec les représentants du Gouvernement ghanéen se déroulent dans un esprit de coopération extrêmement constructif. Ainsi qu'il est indiqué aux paragraphes 13 et 14 du rapport (E/5763), des fonctionnaires des Nations Unies se sont récemment rendus à Accra où ils ont visité les installations disponibles. Le paragraphe 15 du rapport reproduit le texte d'une communication reçue récemment du Gouvernement ghanéen, dans laquelle celui-ci confirme sa décision d'inviter l'Organisation des Nations Unies à tenir la Conférence au Ghana, informe l'ONU qu'il a l'intention de construire un nouveau centre de conférence et des hôtels, et demande à l'Organisation des Nations Unies de prendre à sa charge une partie des dépenses imputables au fait que la Conférence ne sera pas tenue dans l'une des villes où l'ONU a ses principaux bureaux. Il s'agit là d'un problème délicat qui met en jeu l'application de résolutions de l'Assemblée générale et que l'Assemblée devra peut-être résoudre elle-même après l'avoir examiné plus à fond.

5. Des recommandations relatives aux questions d'organisation et les prévisions de dépenses concernant la Conférence font l'objet, respectivement, des annexes I et II du rapport.

¹ Voir A/AC.115/SR.320.

6. M. ABDEL MEGUID (Egypte) dit que l'introduction du Directeur de la Division des droits de l'homme, les rapports présentés par le Secrétaire général et la discussion sur le Programme pour la Décennie, au cours des séances plénières du Conseil économique et social, constitueront des contributions importantes à la réalisation des buts et objectifs de la Décennie.

7. Le représentant de l'Egypte approuve la déclaration faite par le Secrétaire général à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, dans laquelle celui-ci a invité tous les gouvernements à appuyer sans réserve le Programme pour la Décennie, qui est l'expression concrète de la conviction de la communauté internationale qu'il faut déployer des efforts constants aux niveaux national, régional et international pour éliminer le racisme, l'*apartheid* et la discrimination raciale.

8. Le Conseil passe en revue les activités entreprises dans le cadre du Programme pour la Décennie à un moment où des événements importants se déroulent en Afrique australe. L'accession de la République populaire d'Angola et de la République populaire du Mozambique à l'indépendance prouve bien qu'il est inévitable que les peuples triomphent du colonialisme, du racisme et de la domination étrangère et montre clairement que les jours du régime de Smith en Rhodésie du Sud et l'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud sont comptés. A cet égard, le représentant de l'Egypte se félicite de l'adoption par le Conseil de sécurité de sa résolution 385 (1976), condamnant l'occupation illégale continue du territoire de Namibie par l'Afrique du Sud, et de sa résolution 388 (1976), visant à renforcer les sanctions de l'ONU contre le régime minoritaire raciste de Smith en Rhodésie du Sud. La communauté internationale est en droit d'attendre de tous les Etats, en particulier de ceux qui entretiennent des relations avec ces régimes racistes, qu'ils se conforment entièrement aux dispositions des résolutions du Conseil de sécurité et d'autres résolutions pertinentes.

9. Le représentant de l'Egypte fait observer qu'au moment où la communauté internationale lance une campagne pour isoler le régime raciste sud-africain le Premier Ministre de ce pays s'est rendu en Israël sur l'invitation du Gouvernement israélien, preuve manifeste de l'amélioration et de l'expansion des relations entre ces deux pays. D'après le *Jerusalem Post* du 12 avril 1976, le premier ministre Rabin aurait dit que les deux pays ont en commun le problème de savoir comment instaurer un dialogue régional et assurer la coexistence et la stabilité, qu'Israël sympathise avec les efforts que déploie l'Afrique du Sud pour assurer la détente, et que les relations entre les deux pays n'ont jamais été meilleures. Le *Christian Science Monitor* du 14 avril a décrit le pacte conclu avec Israël comme un grand succès diplomatique obtenu par deux compagnons d'infortune qui coopèrent en vue de leur avantage mutuel. Selon le *Washington Post* du 8 avril, un haut fonctionnaire israélien aurait dit que l'Afrique du Sud a gagné l'amitié d'Israël et qu'il fallait lui témoigner les égards qui lui étaient dus, que cela plaise ou non aux Etats noirs africains. La délégation égyptienne s'associe à la condamnation d'Israël et avertit que les adversaires de l'*apartheid* n'ignoreront pas la collaboration d'Israël avec l'Afrique du Sud. Les ennemis du peuple africain, au sud ou au nord du continent, doi-

vent se rendre compte qu'une résistance leur sera opposée, par tous les moyens possibles.

10. Le représentant de l'Egypte note avec satisfaction que les membres de la CEE, y compris le Royaume-Uni, ont affirmé qu'ils adhéraient au principe du gouvernement par la majorité en Rhodésie du Sud, mais souligne que des mesures concrètes devront être prises pour faire appliquer les résolutions pertinentes de l'ONU et de l'OUA visant à mettre fin au gouvernement par la minorité raciste en Rhodésie du Sud et à l'occupation illégale de la Namibie, ainsi qu'au régime d'*apartheid* en Afrique du Sud.

11. Le représentant de l'Egypte félicite le Gouvernement mozambicain de sa décision d'imposer des sanctions contre le régime de Smith en Rhodésie du Sud, en application des décisions du Conseil de sécurité, et encourage les autres Etats à suivre cet exemple, conformément à l'engagement qu'ils ont pris de défendre les buts et principes de la Charte des Nations Unies. A cet égard, M. Abdel Meguid réitère la déclaration faite par sa délégation au Conseil de sécurité le 16 mars 1976².

12. Se référant à la contribution du Gouvernement et du peuple égyptiens à la lutte contre l'*apartheid*, le représentant de l'Egypte appelle l'attention du Conseil sur le rapport de la Mission du Comité spécial contre l'*apartheid* à Londres, Le Caire, Accra et Conakry³. L'Egypte est résolue à continuer à contribuer activement à la libération des peuples de l'Afrique australe du joug du colonialisme et du racisme. M. Abdel Meguid rend hommage aux mouvements de libération africains, au Zimbabwe, en Namibie et en Afrique du Sud, et demande que tout l'appui possible leur soit donné dans la lutte qu'ils mènent pour défendre la dignité humaine en Afrique et dans le monde entier.

13. Se référant au rapport du Secrétaire général (E/5763), le représentant de l'Egypte exprime les remerciements de sa délégation au Gouvernement et au peuple ghanéens qui ont offert d'accueillir la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. La tenue de cette conférence au Ghana soulignerait l'importance du rôle du peuple africain dans la lutte contre le colonialisme et le racisme et indiquerait la détermination de la communauté internationale d'éliminer toutes les formes de discrimination raciale, en particulier l'*apartheid*. La tenue de la Conférence en 1978 sera un événement marquant dans le cadre du Programme pour la Décennie et donnera l'occasion d'évaluer l'action contre le racisme et la discrimination raciale aux niveaux international, régional et national. Pour obtenir des résultats concrets et valables, la Conférence devra analyser les problèmes du racisme et de la discrimination raciale dans une optique générale et du point de vue de leurs aspects particuliers, et étudier les causes profondes du racisme et de la discrimination raciale dans le contexte de la structure internationale existante et de la nécessité d'instaurer un nouvel ordre économique et social qui soit juste, ainsi que dans le contexte de situations nationales où des populations sont soumises aux horreurs de l'*apartheid*, du colonialisme et de la domination ou de l'exploitation étrangères. Les travaux de l'UNESCO, du Comité

² Voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, trente et unième année, 1890^e séance.*

³ A/AC.115/SR.319.

spécial contre l'*apartheid*, du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, de la Commission des droits de l'homme et de sa sous-commission et de son groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe, entre autres, ont permis de rassembler quantité de données d'expérience et de renseignements, et leurs rapports contiennent quantité de recommandations sur la lutte contre l'*apartheid*, le racisme et la discrimination raciale, dont il faudra tenir compte lorsqu'on préparera le projet d'ordre du jour et les documents de fond à soumettre à la Conférence. En tant qu'organe préparatoire de la Conférence, le Conseil plénier ou, si cela est préférable, un groupe plus restreint de ses membres, devrait veiller à ce que les préparatifs de la Conférence soient aussi efficaces que possible et coordonner les ressources disponibles en coopération avec le Gouvernement ghanéen et le Secrétaire général.

14. La délégation égyptienne souscrit d'une façon générale aux propositions figurant dans le rapport du Secrétaire général (E/5763). Elle comprend cependant parfaitement la demande du Gouvernement ghanéen tendant à ce que l'Organisation des Nations Unies prenne à sa charge la moitié des dépenses qu'entraînera la tenue de la Conférence hors du Siège de l'ONU. Le fait que la Conférence se tiendra dans un pays africain devrait l'emporter sur de simples considérations financières. En conséquence, conformément à l'esprit de la résolution 3378 (XXX) de l'Assemblée générale, la délégation égyptienne lance un appel au Conseil pour qu'il recommande à l'Assemblée générale de considérer favorablement la demande du Gouvernement ghanéen. On peut espérer en outre que la révision de certains éléments des prévisions de dépenses figurant à l'annexe II au document E/5763 permettra de réduire le coût total de la Conférence. Le Conseil pourrait peut-être recommander que la différence entre la contribution du Gouvernement ghanéen et les prévisions de dépenses initiales soit couverte au moyen de contributions volontaires et, en attendant le versement de ces dernières, on pourrait solliciter des crédits budgétaires à titre exceptionnel.

15. L'Egypte envisage avec plaisir la perspective de participer pleinement à la Conférence mondiale qui attirera l'attention de l'opinion internationale sur les dangers et les maux que le racisme, l'*apartheid* et la discrimination raciale représentent pour la paix et la sécurité internationales et la structure même des sociétés nationales, et qui sensibilisera l'opinion publique mondiale à la lutte engagée pour éliminer ces maux.

16. Les rapports du Secrétaire général qui font l'objet des documents E/5759, E/5760 et E/5761 témoignent de la préoccupation particulière de la communauté internationale à l'égard des exemples les plus patents de discrimination, tels la brutalité du régime d'*apartheid* en Afrique du Sud, l'occupation illégale continue de la Namibie et le refus continu des droits du peuple du Zimbabwe et du peuple palestinien à l'autodétermination, et ils donnent un aperçu des résolutions adoptées par les divers organismes des Nations Unies en vue de réaliser les objectifs de la Décennie. M. Abdel Meguid se félicite en outre de l'entrée en vigueur des pactes relatifs aux droits de

l'homme et loue le Comité créé en application de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale pour la campagne qu'il mène contre toutes les formes de discrimination raciale et les efforts qu'il déploie pour accroître le nombre de ratifications et/ou d'adhésions à la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid*.

17. La délégation égyptienne tient également à féliciter les institutions spécialisées de leurs activités décrites dans les rapports du Secrétaire général et, notamment, de la coopération qui s'est instaurée entre l'UNESCO d'une part et le Comité spécial contre l'*apartheid* et l'OUA de l'autre (E/5760). Cette coopération mérite d'être encouragée si l'on veut assurer la réalisation effective des objectifs de la Décennie.

18. Les activités des organisations non gouvernementales mentionnées dans les rapports du Secrétaire général sont également un signe encourageant et démontrent l'importance du rôle joué par ces organisations dans la mobilisation de l'opinion publique mondiale.

19. L'opposition au racisme et à la discrimination raciale que le peuple égyptien a constamment manifestée repose sur la conviction que le racisme est la négation totale de la dignité de l'homme et de l'égalité entre les hommes. Fidèle à sa constitution et à ses traditions, et conformément aux obligations qui lui incombent en tant qu'Etat partie à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et Etat membre de l'OUA, de la Ligue des Etats arabes et de l'Organisation des Nations Unies, l'Egypte continuera à participer aux efforts déployés par la communauté internationale pour combattre le racisme, l'*apartheid* et la discrimination raciale.

20. M. DE FARIA (Portugal) dit que son pays attache la plus haute importance à la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Le peuple portugais peut à juste titre s'enorgueillir d'être parmi ceux chez qui le fléau de la discrimination raciale n'a jamais pris racine. Près de 50 ans d'un régime qui a opprimé aussi bien le peuple portugais que les peuples africains qu'il essayait de coloniser par la force ont inévitablement conduit parfois à oublier les principes traditionnels de non-discrimination, mais la lutte menée par les mouvements de libération nationale et le renversement par le peuple portugais du régime fasciste et colonialiste ont abouti à des progrès spectaculaires sur la voie de la réalisation des objectifs du Programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. L'indépendance récemment acquise des anciennes colonies portugaises apporte la certitude que la discrimination et l'exploitation auxquelles les peuples opprimés d'Afrique australe sont encore assujettis touchent à leur fin.

21. La discrimination raciale a malheureusement tendance à survivre aux régimes qui la consacrent. Discrimination raciale et domination de l'homme sur l'homme vont généralement de pair, et souvent l'une a servi de prétexte à l'autre. Le Programme pour la Décennie, reconnaissant les multiples formes de discrimination raciale qui existent et les circonstances variées où ces formes de discrimination peuvent se

manifester, demande des mesures tant au niveau national qu'aux niveaux régional et international dans le cadre des organismes des Nations Unies. Cela requiert une définition claire de l'effort que la communauté internationale attend des Etats Membres et l'adoption de moyens efficaces de coordination de ces efforts. A cette fin, le Gouvernement portugais apporte son appui total à la convocation de la Conférence mondiale et remercie le Gouvernement ghanéen d'avoir généreusement offert d'accueillir la Conférence.

22. Pour atteindre ses buts, la Conférence devra mener une étude approfondie de la situation politique, économique et sociale dans la région du monde où la discrimination raciale institutionnalisée présente une sérieuse menace internationale, dans la mesure où elle constitue la base même du régime politique au pouvoir. La Conférence devra d'autre part examiner en détail les situations où le racisme existe de façon non déclarée dans l'espoir d'éviter l'apparition de la discrimination grâce à une action préventive au niveau international. Il est évident que la Conférence doit être minutieusement préparée et doit être axée sur les formes de discrimination raciale qui menacent la communauté internationale tout entière, c'est-à-dire, de l'avis du Gouvernement portugais, l'*apartheid* institutionnalisé qui est pratiqué en Afrique australe et l'exploitation économique dont sont victimes les travailleurs migrants.

23. En ce qui concerne le premier problème, s'il est vrai que l'Organisation des Nations Unies s'occupe de la question de l'*apartheid* depuis près de 30 ans, il n'en reste pas moins indispensable d'analyser la situation à la lumière des changements survenus récemment sur le continent africain et de prévoir une action commune au niveau international pour mettre fin à la situation intolérable qui règne en Afrique australe.

24. L'exploitation économique des travailleurs migrants est une question qui préoccupe grandement le Gouvernement portugais. Même les sociétés les plus tolérantes peuvent se trouver dans une situation où elles exercent une forme de discrimination raciale, domination coloniale ou exploitation de la main-d'œuvre étrangère. Ce phénomène peut se produire dans toutes les parties du monde, aussi bien dans des sociétés qui luttent contre d'autres formes de discrimination raciale que dans celles qui ont éliminé cette forme de discrimination, voire dans celles qui en ont été victimes. La Conférence mondiale doit étudier en détail les mesures qui pourraient être prises au niveau international afin d'éviter que l'utilisation de la main-d'œuvre étrangère ne prenne bien souvent la forme du racisme.

25. M. STOFOROPOULOS (Grèce) dit que, bien que des progrès aient été faits sur la voie de l'élimination de toutes les formes de racisme et de discrimination raciale, il est extrêmement regrettable que les efforts continus déployés par l'Organisation des Nations Unies n'aient pas abouti à éliminer totalement ces maux. Si l'Assemblée générale a décidé de proclamer la Décennie, c'est parce qu'elle est convaincue que la lutte contre le racisme et la discrimination raciale doit être une campagne active. La délégation grecque a voté pour la résolution 3377 (XXX), relative à la mise en œuvre du Programme pour la Décennie, et elle s'efforce de coopérer avec d'autres Etats en vue de réaliser les objectifs de la Décennie.

M. Stoforopoulos convient avec le représentant du Portugal qu'il est important d'étudier la question de la discrimination dont font l'objet les travailleurs migrants, comme cela est envisagé à l'alinéa i du paragraphe 3 de cette résolution.

26. La délégation grecque a également appuyé la résolution 3378 (XXX), dans laquelle l'Assemblée générale a accepté l'offre du Gouvernement ghanéen d'accueillir la Conférence mondiale, laquelle, à son avis, devrait axer ses débats sur les problèmes pratiques et accorder une attention particulière aux domaines où la discrimination raciale est la plus flagrante. La situation scandaleuse qui règne en Afrique australe devrait occuper un rang de priorité élevé dans l'ordre du jour de la Conférence. M. Stoforopoulos est d'accord avec le représentant de l'Egypte lorsqu'il dit qu'il est essentiel de préparer la Conférence avec soin si l'on veut qu'elle soit couronnée de succès.

27. La discrimination raciale n'a pas de place dans la tradition grecque et elle est incompatible avec le régime juridique de la Grèce et avec sa nouvelle Constitution. La Grèce a signé et ratifié la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et elle en respecte fidèlement les dispositions.

28. M. NOTHOMB (Belgique) dit que son gouvernement est attaché au Programme de la Décennie, tel qu'il est énoncé dans la résolution 3057 (XXVIII) de l'Assemblée générale, et qu'il reste fidèle à la définition du racisme contenue dans la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, convention qu'il a ratifiée.

29. Il n'existe dans la législation belge aucune discrimination fondée sur la race, la couleur ou l'origine ethnique. Le Gouvernement belge a toujours veillé à ce que les écoles dispensent un enseignement propre à susciter chez les jeunes Belges des sentiments antiracistes car, à son avis, un bon système d'enseignement est le meilleur moyen de combattre le racisme et la plus sûre garantie de l'application rigoureuse des lois. A chaque niveau du système scolaire, on s'efforce de donner aux élèves et aux enseignants la formation appropriée pour combattre le racisme. En outre, la Belgique et d'autres pays avec lesquels elle a conclu des accords culturels ont entrepris un programme visant à supprimer des livres d'histoire toutes notions fondées sur des préjugés raciaux. Bien que la Belgique n'ait qu'une population de 9,5 millions d'habitants, elle accueille plus de 700 000 résidents étrangers et ses écoles attirent des étudiants venus du monde entier, en particulier de l'Afrique.

30. Une réforme du programme des établissements d'enseignement secondaire est en cours en vue de valoriser au maximum la personnalité de chacun et sa contribution potentielle à la société. En outre, il existe une liberté totale de choix du point de vue religieux, entre l'étude de la morale non confessionnelle ou d'une des principales religions.

31. Le Gouvernement belge tient à souligner une fois encore son opposition déterminée à la politique révoltante de l'*apartheid* et il considère que la lutte contre l'*apartheid* est un des éléments majeurs du Programme pour la Décennie. Il a été heureux d'accueillir une délégation du Comité spécial contre l'*apartheid* et

a donné à celle-ci l'assurance de l'appui continu de la Belgique.

32. M. ŠMÍD (Tchécoslovaquie) dit que le Programme pour la Décennie, que sa délégation a aidé à préparer, contient des recommandations et des mesures qui pourront réellement contribuer, si elles sont appliquées scrupuleusement par les Etats Membres, les organes de l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées, à l'élimination rapide du racisme et de la discrimination raciale sous toutes leurs formes. L'effort déployé collectivement pour réaliser cet objectif est d'autant plus justifié que l'accent a été mis sur l'importance de cette lutte dans la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international [résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI)], dans la Charte des droits et devoirs économiques des Etats [résolution 3281 (XXIX)] et dans la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale [résolution 2106 A (XX)], adoptés par l'Assemblée générale. Dans tous ces documents, on reconnaît que la discrimination raciale n'est pas un phénomène isolé, mais qu'elle a des racines économiques, sociales et coloniales; son élimination revêt une importance capitale pour le développement économique et social et pour le renforcement de la paix et de la sécurité.

33. Au mépris des décisions adoptées dans le cadre de l'ONU et en violation des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, les régimes racistes continuent de priver la majorité de la population en Afrique du Sud et en Rhodésie du Sud de leurs droits les plus élémentaires; ils ne pourraient continuer à le faire sans l'appui politique, économique et militaire de certains Etats membres de l'OTAN. Certains de ces pays vont jusqu'à entretenir des relations diplomatiques avec ces régimes et développent leurs relations commerciales avec eux alors que dans le même temps leurs monopoles supranationaux étendent leurs activités; ces pays violent les dispositions du Programme pour la Décennie qui demandent aux Etats Membres de cesser tout soutien aux régimes racistes. En outre, le Conseil de sécurité a étendu récemment les sanctions frappant les échanges commerciaux avec la Rhodésie du Sud aux opérations d'assurances et aux opérations bancaires liées à l'importation ou à l'exportation de matières premières ou de produits de base, et a

réaffirmé que la situation en Rhodésie du Sud faisait peser une menace sur la paix et la sécurité internationales.

34. Parmi les actions entreprises par les organes s'occupant de la question des droits de l'homme, la délégation tchécoslovaque se félicite particulièrement du rapport du Groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe dont il est question dans le rapport de la Commission des droits de l'homme sur sa trente-deuxième session et, notamment de l'appel lancé au paragraphe 3 du projet de résolution y relatif (E/5768, chap. I, projet de résolution I). La Tchécoslovaquie a été l'un des premiers pays à répondre à la demande formulée au paragraphe 4 de ce projet de résolution de ratifier la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid*.

35. Il ressort clairement des documents dont est saisi le Conseil que des résolutions ont été adoptées qui devraient permettre une intensification de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. La résolution 3379 (XXX) de l'Assemblée générale mérite une attention particulière car elle assimile le sionisme à une forme de racisme. Toutefois, il faudra que les gouvernements prennent d'autres mesures pour appliquer les dispositions de ces résolutions et incorporer dans leur système juridique des garanties contre la discrimination raciale.

36. Le racisme et la discrimination raciale ont été bannis par la Constitution de la République socialiste tchécoslovaque et les garanties juridiques contre ces pratiques, qui sont incorporées au Code légal, sont encore plus larges que celles qui ont été préconisées dans la série d'instruments juridiques adoptés par l'Organisation des Nations Unies en vue de la révision des législations. La Tchécoslovaquie n'entretient pas de relations diplomatiques ou d'autres contacts avec les régimes racistes d'Afrique australe; elle a toujours respecté les décisions prises par l'ONU dans ce domaine et fourni une assistance aux mouvements de libération nationale dans la lutte qu'ils mènent contre le colonialisme, l'exploitation et le racisme. Le Gouvernement tchécoslovaque se félicite de la décision de réunir une conférence mondiale sur la question au Ghana en 1978 et est prêt à participer aux préparatifs de la Conférence.

La séance est levée à 17 h 20.

1990^e séance

Vendredi 23 avril 1976, à 11 heures.

Président : M. Siméon AKE (Côte d'Ivoire).

E/SR.1990

POINT 13 DE L'ORDRE DU JOUR

Ressources naturelles (*fin**) [E/5778 et Add.1]

1. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil), se référant à l'état des incidences financières paru sous la cote

* Reprise des débats de la 1986^e séance.

E/5778/Add.1, dit qu'il avait été prévu à l'origine de fournir au secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur l'eau les services d'une secrétaire d'un niveau G-5 en utilisant un poste existant, mais que l'on a constaté qu'il n'y avait aucun poste de ce niveau disponible et qu'il n'y en aurait pas au cours des 12 mois à venir. Les autres dépenses supplémentaires s'élèvent à 41 700 dollars et peuvent être ventilées comme suit : location et entretien de bureaux, 18 500 dollars; cons-

truction et modification de bureaux, 9 000 dollars; mobilier et installations, 13 200 dollars; et services de communication, 1 000 dollars. Le Secrétariat a cherché à réduire ces dépenses mais il semble que cela ne soit pas possible.

2. M. EL-ASHRY (Egypte) dit que son pays attache une grande importance à la Conférence des Nations Unies sur l'eau et appuie sans réserve l'idée de nommer un secrétaire général pour cette conférence qui se tiendra dans un an seulement. A son avis, il convient de choisir une personne hautement qualifiée ayant déjà participé aux travaux de préparation de la Conférence. Les avantages qu'en retirerait la communauté internationale, en particulier les pays en développement, l'emporteraient sur les dépenses encourues.

3. M. NSUBUGA (Ouganda) rappelle que le problème de l'eau dans le monde est extrêmement important, comme le montre la fréquence des sécheresses, des inondations et des moussons. Il estime qu'il convient de nommer un secrétaire général de la Conférence et que la question du financement ne devrait pas empêcher le Conseil de ce faire.

4. M. MARSHALL (Royaume-Uni) dit que sa délégation attache elle aussi une grande importance à la Conférence et à la nomination d'un secrétaire général. Elle estime donc que le Conseil devrait adopter le projet de résolution II recommandé par le Comité des ressources naturelles dans son rapport sur sa première session extraordinaire (E/5778, chap. I). Toutefois, la question n'est pas tant le contenu du document E/5778 que les renseignements fournis dans le document E/5778/Add.1. A la suite de ce que vient de dire le secrétaire du Conseil, M. Marshall demande si le Secrétariat a l'intention de présenter ultérieurement d'autres prévisions de dépenses.

5. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) dit qu'il n'est pas possible pour l'instant d'envisager de réduire les prévisions de dépenses.

6. M. VOLOCHINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que sa délégation ne s'opposera pas à l'adoption du projet de résolution II, mais il souhaite rappeler la position habituelle de l'Union soviétique, à savoir qu'il convient d'utiliser au maximum le personnel existant du Secrétariat et d'éviter de créer de nouveaux postes. Il faut faire appel au maximum aux services disponibles dans les départements existants, par exemple le secrétariat du Comité des ressources naturelles.

7. M. MYERSON (Etats-Unis d'Amérique) réaffirme l'importance que son pays attache à la Conférence des Nations Unies sur l'eau, mais espère que le Secrétariat fera tout son possible pour réduire au maximum les dépenses sans nuire pour autant à l'efficacité des services fournis à la Conférence.

8. M. OLIVERI LOPEZ (Argentine) se félicite que le Conseil ait l'intention d'adopter le projet de résolution II et de désigner un secrétaire général, ce qui donnera un regain d'élan aux travaux préparatoires de la Conférence. Il annonce d'autre part qu'une exposition technique sera probablement organisée à Buenos Aires en même temps que la Conférence.

9. Le PRÉSIDENT dit que, en l'absence d'objection, il considérera que le Conseil souhaite adopter le projet de résolution II recommandé par le Comité des ressources naturelles (E/5778, chap. I).

Le projet de résolution est adopté [résolution 1983 (LX)]

10. Le PRÉSIDENT dit que, en l'absence d'objection, il considérera que le Conseil décide de prendre acte de la décision du Comité des ressources naturelles, figurant au paragraphe 2 de son rapport, ainsi que du rapport du Comité sur sa première session extraordinaire (E/5778 et Add.1).

Il en est ainsi décidé [décision 144 (LX)].

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (suite) [E/5759 et Add.1, E/5760 et Add.1, E/5763, E/5799]

11. M. COVACI (Roumanie) dit que le Gouvernement et le peuple roumains continuent de prêter tout leur appui aux actions internationales dirigées contre le racisme et la discrimination raciale, considérant que ces phénomènes représentent un anachronisme et sont incompatibles avec les exigences de l'établissement et du développement de relations d'amitié et de coopération entre les pays et les peuples. L'Organisation des Nations Unies a l'obligation d'entreprendre des actions résolues de nature à éliminer toute manifestation d'exploitation et de discrimination, de racisme et d'*apartheid* et à rejeter fermement toute tentative de rétablissement de ces maux. A cet effet, la délégation roumaine se prononce pour l'adoption de nouvelles actions pratiques et concrètes destinées à appuyer les mouvements de libération nationale, qui devraient avoir une représentation adéquate à l'ONU. Le peuple roumain se félicite en particulier de la victoire remportée par les peuples des anciennes colonies portugaises, considérant que c'est en même temps une victoire des forces progressistes du monde entier.

12. Pour soutenir les objectifs de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, le Gouvernement roumain a organisé, en 1975 et 1976, diverses activités tendant à appuyer la lutte des peuples se trouvant encore sous domination coloniale et raciste. Pour réaliser les objectifs de la Décennie, la communauté mondiale doit passer, avec plus de détermination, des déclarations de principe à des mesures pratiques. La lutte contre les politiques de domination, le colonialisme, le néo-colonialisme et le racisme serait plus efficace si la Charte des Nations Unies elle-même prévoyait expressément la nécessité d'abolir complètement et définitivement ces pratiques. Les Etats devraient être encouragés à devenir parties aux instruments juridiques internationaux dans ce domaine, en particulier à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale [résolution 2106 A (XX) de l'Assemblée générale].

13. Le maintien de l'inégalité entre les races dans certains territoires de l'Afrique australe constitue un obstacle à l'établissement de rapports de parfaite égalité entre les pays et les peuples du monde et menace par conséquent la paix et la sécurité internationales. A cet égard, la Roumanie soutient chaleureusement la proposition tendant à organiser une conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et a pris note avec satisfac-

tion des consultations organisées entre le Secrétaire général et le Gouvernement ghanéen concernant l'organisation de la Conférence au Ghana (E/5763).

14. M. BARCELO (Mexique) dit que son pays soutient la lutte contre les fléaux que sont la discrimination raciale et le colonialisme et qu'il joue en fait un rôle de premier plan dans cette lutte; celle-ci est particulièrement importante en raison des répercussions de ces maux sur la situation économique internationale, répercussions qui sont décrites dans la Charte des droits et devoirs économiques des Etats [résolution 3281 (XXIX) de l'Assemblée générale]. La délégation mexicaine remercie le Gouvernement et le peuple ghanéens de leur offre d'accueillir la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, qui sera certainement l'un des points culminants de la Décennie. En ce qui concerne l'ordre du jour de cette conférence, M. Barceló espère que l'on examinera certaines des formes nouvelles de discrimination raciale découlant de la discrimination économique. Le problème des travailleurs migrants, par exemple, revêt une importance croissante pour un certain nombre de pays.

15. M. SCHUPPUS (Togo) dit que, si les fléaux du racisme et de la discrimination raciale ne sont pas encore éliminés de la planète, on peut néanmoins dire que des progrès sont en cours. Tous les Etats doivent prendre conscience de l'iniquité et de l'injustice de ces maux et appliquer toutes les résolutions de l'Assemblée générale sur ce sujet. Le représentant du Togo rappelle que, aux termes de la Charte des Nations Unies, toutes les nations doivent développer entre elles des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, ce qui signifie implicitement le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales sans distinction de race, de couleur ou de religion. La communauté internationale doit se défier particulièrement des systèmes institutionnalisés d'oppression et de répression au service d'une politique rétrograde fondée sur la négation de l'égalité des hommes et de la dignité humaine.

16. La principale raison pour laquelle la communauté mondiale ne réussit pas à inciter les gouvernements de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie du Sud à renoncer à leur politique criminelle tient à ce que les Etats Membres qui sont en mesure de donner de l'efficacité aux résolutions de l'Assemblée générale donnent leur appui à ces régimes racistes en violation de ces résolutions. Devant le pharisaïsme et le cynisme de certaines grandes puissances et le mépris hautain que manifeste l'Afrique du Sud à l'égard de l'opinion mondiale et des résolutions de l'Organisation des Nations Unies, la communauté internationale doit être vigilante et prête à repousser les tactiques de diversion soigneusement orchestrées menées par certains pays, ceux-là même qui ont contribué dans une large mesure, par les valeurs de leur religion ou de leur humanisme, à l'évolution intervenue dans les rapports entre les hommes.

17. Il est essentiel que les mesures internationales contre le racisme soient intensifiées et fassent l'objet d'une large publicité de façon à sensibiliser l'opinion publique sur les fléaux du racisme, de la discrimination raciale et de l'*apartheid*. Cette action doit avoir une portée véritablement internationale et un

caractère humanitaire et doit bénéficier de l'appui de tous les Etats Membres de l'Organisation.

18. La délégation togolaise est profondément reconnaissante au Gouvernement et au peuple ghanéens de leur offre généreuse d'accueillir une conférence mondiale de lutte contre le racisme en 1978. Il importe de ne rien négliger pour assurer le succès de cette conférence et la délégation togolaise appuie la demande formulée par le Gouvernement ghanéen tendant à ce que l'Organisation des Nations Unies prenne à sa charge la moitié des dépenses entraînées par la tenue de la Conférence hors du Siège. Elle appuie également la proposition du représentant du Portugal tendant à inscrire à l'ordre du jour provisoire de la Conférence la question des travailleurs migrants.

19. M. MALIK (Pakistan) dit qu'on a accompli beaucoup depuis le début de la Décennie. Il a noté avec satisfaction la déclaration du Directeur de la Division des droits de l'homme, selon laquelle 43 gouvernements ont répondu au questionnaire établi par le Secrétaire général conformément à l'alinéa e du paragraphe 18 du Programme pour la Décennie [résolution 3057 (XXVIII) de l'Assemblée générale].

20. La position du Pakistan sur la question de la discrimination raciale est bien connue. Le Pakistan a été l'un des premiers Etats à ratifier la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et s'est conformé à toutes les résolutions et décisions de l'ONU en ce domaine. Il a accordé une assistance bilatérale et multilatérale aux victimes de la discrimination raciale, a versé des contributions au Fonds des Nations Unies pour la Namibie et au Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe et a participé aux travaux du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale. La discrimination raciale n'existe pas au Pakistan parce que les politiques et la législation nationales ainsi que la Constitution l'interdisent. Le Pakistan n'entretient pas de relations, de quelque ordre qu'elles soient, avec les régimes minoritaires racistes de Rhodésie du Sud et d'Afrique du Sud et continuera à faire tout son possible pour assurer l'élimination de la discrimination raciale dans le monde entier. A cet égard, M. Malik se réfère à la déclaration faite par le Premier Ministre de son pays à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale dont le représentant du Pakistan a donné lecture devant le Comité spécial contre l'*apartheid*¹.

21. M. Malik se félicite des efforts accomplis par les organes de l'ONU, les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales dans le cadre de la Décennie. La délégation pakistanaise s'intéresse vivement à l'issue du Séminaire international sur l'élimination de l'*apartheid* et le soutien de la lutte pour la libération de l'Afrique du Sud qui se tiendra à La Havane du 24 au 28 mai 1976. Elle attendra l'examen du rapport de la Commission des droits de l'homme au titre du point 7 de l'ordre du jour pour énoncer ses vues sur la recommandation de la Commission à sa trente-deuxième session concernant le rapport du Groupe spécial d'experts (E/5768, chap. I, projet de résolution I).

22. M. Malik remercie le Gouvernement ghanéen qui a offert d'accueillir la Conférence mondiale de la lutte

¹ Voir A/AC.115/SR.320.

contre le racisme et la discrimination raciale et appuie la demande du Ghana tendant à ce que l'Organisation des Nations Unies prenne à sa charge la moitié des dépenses supplémentaires qui en résulteront. Les avantages que présente la tenue de cette conférence dans un pays africain l'emporteront de loin sur les dépenses supplémentaires, qui pourront être couvertes en partie au moyen de contributions volontaires et en partie au moyen du budget ordinaire de l'ONU.

23. M. DIRAR (Organisation de l'unité africaine), prenant la parole sur l'invitation du Président, dit que l'OUA a toujours eu une position ferme et inflexible contre la discrimination raciale et l'*apartheid* et a employé diverses tactiques pour coordonner les activités des pays africains en vue d'isoler les régimes colonialistes et racistes et de faire en sorte que le public prenne davantage conscience des crimes qu'ils commettent.

24. L'OUA maintient une coopération étroite et fructueuse avec l'Organisation des Nations Unies, en particulier pour ce qui est d'aider les mouvements de libération et de faire campagne pour éliminer l'*apartheid* et la discrimination raciale. Les deux organisations ont tenu plusieurs conférences communes, dont la Conférence internationale d'experts pour le soutien des victimes du colonialisme et de l'*apartheid* en Afrique australe, tenue à Oslo du 9 au 14 avril 1973, et la Conférence internationale sur la Namibie et les droits de l'homme, tenue à Dakar du 5 au 8 janvier 1976, et l'OUA coopérera pleinement à l'organisation de la prochaine conférence mondiale de la lutte contre le racisme.

25. L'OUA fournit également un appui financier, matériel et moral aux mouvements de libération et aux victimes de l'*apartheid* en Afrique australe. L'appui financier est assuré par l'intermédiaire de plusieurs fonds. Il faut noter que, dans sa résolution 3412 (XXX), l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies a prié le Secrétaire général de coopérer avec l'OUA pour aider les victimes du colonialisme et de l'*apartheid* en Afrique australe. Le Bureau de l'OUA pour le placement et l'éducation des réfugiés africains coopère avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, l'UNESCO et les Etats membres de l'OUA en vue de trouver des possibilités d'enseignement et de travail pour les réfugiés africains. L'OUA publie des bulletins et des communiqués de presse sur la lutte contre l'*apartheid* et les crimes et atrocités commis par les régimes racistes et met actuellement au point des moyens radiophoniques et visuels de diffusion de l'information.

26. Le succès des mouvements de libération au Mozambique et en Angola accroît l'isolement des régimes d'*apartheid* et renforce la lutte contre ce fléau. C'est ce qu'a reconnu, à sa session de février 1976, le Conseil des ministres de l'OUA, qui a adopté une résolution dans laquelle il condamne de nouveau l'*apartheid*, rejette la prétendue indépendance des bantoustans et prie instamment les Etats membres de l'OUA de faire campagne contre la reconnaissance internationale des bantoustans. Dans cette résolution, l'OUA réaffirme également son appui à la lutte menée par la SWAPO (South West Africa People's Organization) en Namibie et à la résistance croissante des peuples de l'Afrique du Sud et du Zimbabwe, ainsi que sa ferme intention d'accroître

l'assistance financière et matérielle offerte aux mouvements de libération en Afrique du Sud.

27. M. Dirar annonce que l'OUA appuiera les efforts de l'ONU en vue d'organiser une conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Il faut maintenir l'impulsion de la lutte contre le racisme et faire tous les efforts possibles pour supprimer cette politique inhumaine dans le monde. A cette fin, il convient d'appliquer toutes les décisions et recommandations de l'ONU et des organismes des Nations Unies et M. Dirar adjure les Etats Membres qui ne l'ont pas encore fait de ratifier la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid*.

28. Mme MAIR (Jamaïque) dit que sa délégation a parrainé la résolution 3057 (XXVIII) de l'Assemblée générale qui a instauré le Programme de la Décennie, estimant qu'il faut maintenir pendant plusieurs années un effort soutenu pour lutter contre le racisme et la discrimination raciale. En 1975, la communauté internationale a accordé une haute priorité au thème de la Décennie et une étude des facteurs en jeu montre que l'action politique constitue la seule stratégie efficace pour lutter contre le racisme et la discrimination raciale. C'est d'ailleurs ce qui ressort de la majorité des résolutions adoptées sur ce sujet à la trentième session de l'Assemblée générale. Des décisions politiques particulières sont également demandées aux Etats Membres dans le cadre de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid* [résolution 3068 (XXVIII) de l'Assemblée générale] et de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Ces instruments permettraient d'assurer que les Etats Membres souscrivent autrement qu'en paroles aux objectifs de la Décennie. L'accent est mis sur l'exercice de la volonté politique aux échelons national et international et les organes de l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales ont oeuvré utilement à cet égard.

29. Ce sont les mouvements de libération nationale de pays d'Afrique comme la Guinée-Bissau, le Mozambique et l'Angola qui ont fourni l'exemple le meilleur et le plus encourageant pour la Décennie. Celle-ci peut permettre de réaliser sur le plan mondial et collectif ce que les mouvements de libération ont réalisé à l'échelon national. Les éléments essentiels sur lesquels fonder l'action à l'avenir sont contenus dans les résolutions de l'Organisation des Nations Unies, en particulier dans les résolutions 385 (1976) à 388 (1976) du Conseil de sécurité, qui exigent que les gouvernements racistes de Salisbury et de Pretoria relâchent leur mainmise sur le Zimbabwe et la Namibie. Les Etats membres du Conseil de sécurité se sont, dans leur très grande majorité, accordés à dire que l'ère de ces politiques racistes est terminée.

30. Bien que certains éléments hérités d'un passé raciste persistent encore, la politique intérieure et extérieure de la Jamaïque témoigne de sa volonté de ne jamais voir ce problème se produire de nouveau sur son territoire. Il en ressort également que la Jamaïque a le sentiment de devoir contribuer à mettre fin au racisme et à la discrimination raciale dans le monde entier. Au niveau international, la Jamaïque continue à œuvrer en vue d'un ordre économique international

juste et équitable, seule fondation solide d'un monde libéré de toutes inégalités entre les hommes, dont celles qu'imposent les préjugés raciaux, et elle se rend compte que la division économique du monde en pays privilégiés et pays moins privilégiés a des implications ethniques importantes. La Jamaïque respecte scrupuleusement les boycottages diplomatiques et économiques de la Rhodésie du Sud et de l'Afrique du Sud et fournit un appui diplomatique et matériel aux mouvements de libération africains. Il faut féliciter particulièrement le Mozambique de la politique qu'il a récemment adoptée contre la Rhodésie du Sud.

31. La délégation jamaïcaine exprime sa gratitude au Gouvernement et au peuple ghanéens pour leur offre généreuse d'accueillir la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale en 1978. Cette conférence devrait être orientée vers l'action et s'efforcer de déterminer le genre de programmes éducatifs nécessaires pour extirper les profondes déviations mentales qui continuent à produire des préjugés raciaux même après la disparition des situations coloniales à l'origine de la discrimination raciale. Le Ghana a été à l'avant-garde de la lutte contre le colonialisme et l'*apartheid* et le Gouvernement jamaïcain approuvera toute proposition du Conseil tendant à permettre au Ghana de recevoir les ressources nécessaires pour s'acquitter de ses responsabilités en tant que pays hôte.

32. M. GROS (France) dit que son pays n'a cessé d'apporter son approbation au Programme pour la Décennie, dont les buts rencontrent les principes qu'il a toujours défendus en matière des droits de l'homme. L'*apartheid* et la ségrégation raciale refusent à des millions d'êtres humains le libre exercice des droits de l'homme et, en appliquant une telle politique, l'Afrique du Sud méconnaît les Articles 55 et 56 de la Charte des Nations Unies. La France a toujours condamné ce genre de politique, dans la mesure où cette condamnation ne constitue pas une immixtion dans la politique intérieure des Etats. Elle a également versé depuis 1971 plus de 500 000 dollars aux divers fonds créés pour aider les victimes de l'*apartheid*.

33. Ce n'est pas cependant au seul titre de la lutte contre l'*apartheid* que la France a adhéré au Programme pour la Décennie, le problème du racisme s'étendant bien au-delà de l'extension géographique de l'*apartheid*. Tout en rejetant l'affirmation selon laquelle l'OTAN est indirectement impliquée dans le maintien des régimes racistes, la France a en général appuyé les textes relatifs au Programme, qu'ils émanent de l'Assemblée ou de la Commission des droits de l'homme. Par ailleurs, en application de ce programme et dans l'esprit de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, le Gouvernement français a, en 1972, adopté une loi spéciale contre le racisme, fondée sur les principes du droit national, lequel ne reconnaît aucune distinction entre les citoyens. Le faible nombre de condamnations pour infraction à cette loi montre que la discrimination raciale est étrangère à la mentalité française.

34. En ce qui concerne la situation des travailleurs migrants, M. Gros précise que le droit français, dans le domaine du travail et de la sécurité sociale, compte parmi les plus libéraux qui soient. Il est injuste

d'utiliser des faiblesses du système pour attaquer la politique française dans ce domaine.

35. La France partage, avec ceux qui souffrent directement de ce fléau, le souci profond d'extirper irrévocablement le racisme. Elle l'a montré à la trentième session de l'Assemblée générale, en s'efforçant de préserver, jusqu'à l'ultime moment, la possibilité du dialogue, et elle espère que cette attitude sera appréciée à sa juste valeur.

36. Mme LUNAMA LU NIMY (Zaïre) dit que son pays attache la plus haute importance à la Décennie et a voté en faveur de toutes les résolutions pertinentes adoptées par l'Assemblée générale. En tant que pays africain, membre de l'OUA, le Zaïre a participé aux travaux du Comité de coordination de l'OUA pour la libération de l'Afrique et a soutenu tous les mouvements de libération reconnus par l'OUA. Le 4 octobre 1973, à la vingt-huitième session de l'Assemblée générale², le Président de la République du Zaïre a condamné le racisme et la discrimination raciale dont souffrent les peuples du Zimbabwe, de la Namibie et de l'Afrique du Sud. Au Zaïre, tous les moyens d'information ont été mobilisés pour informer la population du danger que court le monde, et l'Afrique en particulier, si l'on ne met pas fin au régime d'*apartheid* de l'Afrique du Sud. Le racisme et toutes les formes de discrimination raciale — par exemple le tribalisme — sont sévèrement condamnés au Zaïre. Le Gouvernement zaïrois salue chaleureusement les mesures prises par le Mozambique contre la Rhodésie du Sud. Par ailleurs, le Zaïre vient de déposer les instruments d'adhésion à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

37. La délégation zaïroise tient à exprimer sa satisfaction de constater que l'Organisation des Nations Unies, ses organes d'experts et ses institutions spécialisées, ainsi que des organisations non gouvernementales et des gouvernements, œuvrent à la réalisation du Programme pour la Décennie. Il faut espérer que le racisme et la discrimination raciale seront bientôt bannis à jamais de la surface de la terre.

38. La délégation zaïroise appuie la demande du Gouvernement ghanéen (voir E/5763, chap. II) tendant à ce que l'Assemblée générale fasse exception à la règle établie au paragraphe 10 de sa résolution 2609 (XXIV) et accepte de prendre à sa charge la moitié des dépenses supplémentaires afférentes à l'organisation de la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, puisqu'il importe que cette conférence se tienne sur le continent africain où le problème du racisme et de la discrimination se pose avec le plus d'acuité.

39. M. VON KYAW (République fédérale d'Allemagne) dit que, dans sa réponse au questionnaire du Secrétaire général envoyé conformément à l'alinéa e du paragraphe 18 du Programme pour la Décennie, son pays a omis de mentionner qu'il continue à verser une contribution aux divers fonds des Nations Unies créés pour alléger les souffrances des victimes de la discrimination raciale en Afrique australe, en plus de la contribution de 100 000 dollars qu'il a annoncée en vue de la création de l'Institut des Nations Unies pour la Namibie.

² Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Séances plénières, 2140^e séance.

40. En application de l'article premier de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la République fédérale d'Allemagne maintient sa condamnation des politiques d'*apartheid*, de racisme et de discrimination raciale et le Gouvernement de l'Afrique du Sud est tenu pleinement informé de cette position. La République fédérale a récemment fait savoir qu'elle espérait que des mesures seraient prises d'urgence pour que soit pleinement appliqué le principe de l'autodétermination fondé sur le gouvernement par la majorité et la garantie des droits des minorités en Rhodésie du Sud et en Namibie. Ces problèmes doivent être réglés rapidement pour éviter, en Afrique et en particulier en Afrique australe, une intervention étrangère qui pourrait compromettre le droit souverain des peuples africains à déterminer leur propre destin dans la liberté et l'indépendance. Les mesures prises par la République fédérale, tant sur le plan bilatéral

qu'avec ses partenaires de la CEE, doivent être considérées dans ce contexte.

41. Un nouvel élément a été introduit dans le Programme pour la Décennie par l'adoption de la résolution 3379 (XXX) de l'Assemblée générale qui a forcé la République fédérale d'Allemagne à voter contre les résolutions concernant la Décennie adoptées à la trentième session. Elle a de même voté contre la résolution 9 (XXXII) de la Commission des droits de l'homme. Les décisions prises au sujet de la Décennie à la trentième session de l'Assemblée et par la suite vont en effet à l'encontre du but recherché et il conviendra de procéder à un réexamen général de la situation si l'on veut réparer les dommages causés au Programme pour la Décennie.

La séance est levée à 12 h 30.

1991^e séance

Mardi 27 avril 1976, à 15 h 35.

Président : M. Siméon AKE (Côte d'Ivoire).

E/SR.1991

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (*suite*) [E/5759 et Add.1, E/5760 et Add.1, E/5763, E/5799]

1. M. HELOU (Association internationale des parlementaires de langue française), prenant la parole sur l'invitation du Président, se félicite de l'occasion qui lui est offerte de prendre la parole au cours d'une réunion consacrée à la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et d'évoquer la contribution apportée à cette lutte par son organisation dont l'existence même, la structure, les statuts et les activités témoignent de son dévouement à la cause. Cette organisation représente plus de 200 millions d'êtres humains appartenant à des pays riches et pauvres, à des pays développés ou en développement, profondément attachés à leur propre identité mais parlant le même langage, des êtres unis non point en dépit de leurs différences mais en raison même de ces différences. De nombreux membres du Conseil économique et social appartiennent également à cette organisation, qui sert les mêmes objectifs que le Conseil et milite pour assurer leur triomphe.

2. En tant qu'association de parlementaires élus par le peuple de leurs pays respectifs, d'interprètes et de guides de l'opinion publique, l'Association constitue un intermédiaire naturel entre les hautes instances internationales et les populations, et aussi entre les assemblées internationales et les assemblées nationales qu'elle représente. Elle se sent donc parfaitement apte à aider le Conseil sur le plan de l'information et sur le plan de l'action, comme elle l'a déjà fait avec succès jusqu'ici.

3. Dans la défense des idéaux communs et notamment dans la lutte contre le racisme, l'Association

pense que le progrès consiste essentiellement dans une transformation du mode de penser et de vivre des sociétés humaines, ce qui signifie un changement fondamental de l'homme, sans quoi tout autre changement, si bienfaisant qu'il soit, risque d'être insuffisant ou fragile et précaire. L'Association est convaincue que le Conseil pense de même.

4. Il ne suffit pas de condamner le racisme en droit; il faut également le condamner en fait, dans toutes les régions et dans toutes les circonstances où il se manifeste; il faut le condamner en Afrique australe, certes, mais l'Afrique australe n'est pas seulement une région, c'est aussi un état d'esprit. Le rôle de l'Association n'est pas de reprendre constamment, sur chaque résolution adoptée, la position de ses pays membres; elle espère plutôt pouvoir contribuer à une œuvre de civilisation en répandant ce qui est l'esprit de toute civilisation : la culture, comprise dans le sens d'un épanouissement des facultés humaines, au service du vrai, du beau et du bien, pour permettre à l'humanité de dépasser ses ignorances et ses égoïsmes et de prendre conscience de l'unité de son origine et de son destin. La lutte pour la dignité humaine et l'égalité et pour l'élimination de la discrimination est plus qu'une affaire de législation, c'est une affaire de culture. La croissance culturelle, la justice sociale et la croissance économique se rejoignent; elles sont fondées sur la diversité des ressources et sur les échanges. Toutefois, à l'inverse des biens matériels, les biens spirituels et culturels se multiplient dès lors qu'ils sont partagés. L'Association s'est donnée pour tâche non seulement de mettre fin à la discrimination mais aussi de proclamer l'égalité des droits entre les individus et les groupes et de réaliser la symbiose de toutes les valeurs et de toutes les civilisations. Elle représente une culture ouverte à toutes les cultures; elle est la négation même du racisme et de toutes les discrimina-

tions. Elle transcende les antagonismes et les frontières, puisqu'elle rassemble ses membres non seulement par l'usage d'une même langue de communication mais aussi par le culte des mêmes valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité.

M. Longerstaey (Belgique) prend la présidence.

5. M. KAISER (Bangladesh) souligne que, si les Nations Unies ont remporté quelques succès dans leur lutte pour l'élimination du racisme et de la discrimination raciale, leur but n'est pas encore complètement atteint; la question doit donc être examinée en priorité.

6. La délégation du Bangladesh se félicite des rapports du Secrétaire général établis conformément aux alinéas *e* et *f* du paragraphe 18 du Programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (E/5759 et Add.1 et E/5760 et Add.1). Ces dispositions du Programme pour la Décennie [résolution 3057 (XXVIII)] dotent le Conseil et, à travers lui, l'Assemblée générale, de moyens puissants pour contrôler et évaluer les progrès réalisés dans l'atteinte des objectifs énoncés dans le Programme. Elles méritent donc un examen attentif. A cet égard, la délégation du Bangladesh souhaite particulièrement rappeler qu'il importe d'assurer au Programme pour la Décennie une diffusion aussi large que possible, étant donné que la mobilisation de l'opinion publique constitue l'un des éléments les plus décisifs de la lutte contre le racisme.

7. En ce qui concerne le rapport du Secrétaire général sur les consultations qu'il a eues avec le Gouvernement du Ghana au sujet des dispositions à prendre en vue de la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (E/5763), la délégation du Bangladesh estime à son tour que la Conférence ne doit pas être simplement l'occasion pour des spécialistes des relations raciales de tenir des discussions toutes théoriques sur les problèmes propres au racisme; elle doit constituer également une réunion politique de haut niveau, susceptible d'attirer l'attention mondiale sur le problème du racisme et de déclencher une action aussi bien dans chaque pays que sur le plan international. Pour atteindre cet objectif, la Conférence devra analyser le racisme dans toutes ses ramifications et notamment les facteurs politiques, économiques et sociaux qui y contribuent, et recommander des mesures pour l'éliminer. Il serait indiqué de tenir cette conférence dans un pays africain; ce serait appeler l'attention sur une région où le racisme est actuellement le plus répandu et se manifeste sous ses formes les plus violentes.

8. Le Bangladesh s'est engagé à fond dans la lutte contre le racisme et la discrimination raciale; sa sympathie et son aide vont aux victimes de l'*apartheid* et de la discrimination raciale en Afrique du Sud, au Zimbabwe, en Namibie et partout ailleurs.

9. Mlle CAO-PINNA (Italie) déclare que sa délégation continue à attacher une grande importance à la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et à la mise en œuvre efficace du Programme connexe tel qu'il est énoncé dans la résolution 3057 (XXVIII) de l'Assemblée générale. Pour cette délégation, la Décennie doit être marquée par l'intensification des efforts communs visant à l'élimination totale et inconditionnelle de toutes les

formes de discrimination raciale, telle qu'elle est définie à l'article premier de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale [résolution 2106 A (XX) de l'Assemblée générale], que son gouvernement a récemment ratifiée.

10. L'Italie figure parmi les Etats qui ont soumis au Secrétaire général un premier rapport biennal conformément à l'alinéa *e* du paragraphe 18 du Programme pour la Décennie. Les renseignements fournis ne figurent pas dans le document E/5759, le rapport de l'Italie n'étant pas parvenu à temps au Secrétariat. Mlle Cao-Pinna évoquera donc brièvement les initiatives prises par son pays en fait de mesures juridiques et de sanctions pénales, pour illustrer ce qui peut et doit être fait dans un pays où la discrimination raciale reste un concept étranger à la population et où, par conséquent, il s'agit surtout d'adopter des mesures préventives. Dans un pays tel que l'Italie, où la discrimination raciale n'a pas cours, la mise en œuvre du Programme pour la Décennie exige non seulement l'adoption d'une législation pénale préventive mais également une action continue dans le domaine de l'éducation et de l'information pour assurer la participation la plus large possible des populations du monde entier à la lutte contre le racisme et la discrimination raciale; l'action doit s'exercer également dans la recherche scientifique. La délégation italienne a fourni des renseignements détaillés à cet égard au Secrétaire général. Mlle Cao-Pinna suggère que la Division des droits de l'homme prépare un autre additif au document E/5759, pour le présenter au Conseil à sa soixante-deuxième session, de manière à couvrir les rapports des Etats Membres qui n'ont pas encore été envoyés.

11. Les activités poursuivies par l'Italie pendant les deux premières années de la Décennie traduisent son refus vigoureux de la discrimination raciale dans toutes les parties du monde et plus particulièrement en Afrique australe, ainsi que son appui au droit des populations de cette région à l'autodétermination. La délégation italienne pense toutefois que, pour assurer le succès de la Décennie, il faut absolument éviter d'introduire dans les délibérations du Conseil des éléments étrangers tant au Programme pour la Décennie qu'à la Convention, sur lesquels la position de la délégation italienne demeure inchangée.

12. M. WILSON (Libéria) constate que, malgré l'adoption, à l'unanimité, de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la discrimination persiste avec obstination dans le monde entier. C'est toutefois en Afrique du Sud, en Namibie et au Zimbabwe qu'elle se manifeste sous ses formes les plus odieuses.

13. M. Wilson rappelle qu'un membre du Congrès des Etats-Unis, M. Charles Diggs, a déclaré à son retour d'Afrique du Sud, il y a quelques années, qu'il était absolument impossible de rendre la mesure des souffrances infligées par le système d'*apartheid* à ses victimes, et souligné qu'il ne s'agissait pas seulement de souffrances physiques mais aussi de souffrances morales engendrées par la destruction du tissu même de la société africaine.

14. Le Programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale a été conçu essentiellement à l'intention des peuples noirs de

l'Afrique australe, qui représentent la vaste majorité des victimes de la discrimination raciale et de l'*apartheid*, bien que d'autres peuples puissent, il va sans dire, bénéficier des buts et objectifs de la Décennie. C'est pourquoi le Libéria invite instamment les membres du Conseil à ne pas introduire dans le projet de résolution d'éléments étrangers, qui risqueraient d'aller à l'encontre des buts et objectifs de la Décennie.

15. La délégation libérienne s'associe à celles qui ont appuyé la demande du Gouvernement ghanéen tendant à ce que l'Assemblée générale assume la moitié des frais afférents à la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale.

16. M. S. SMIRNOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que le racisme et la discrimination raciale, qui déshonorent l'humanité et constituent une violation flagrante de la Charte des Nations Unies, ont été résolument condamnés par l'ONU et l'opinion publique internationale. Mais on ne doit pas simplement se contenter de condamner le racisme; il faut déployer en permanence des efforts énergiques pour mettre en œuvre des mesures pratiques en vue d'éliminer la discrimination raciale et les derniers vestiges du colonialisme et du racisme. C'est à cet effet que l'Assemblée générale a proclamé la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et adopté un large programme de mesures destinées à être appliquées aux échelons international et national.

17. Le représentant de l'URSS tient à saisir cette occasion pour souhaiter la bienvenue aux Etats indépendants qui se sont libérés de l'oppression coloniale, et notamment au plus récent d'entre eux, la République populaire d'Angola.

18. La délégation soviétique pense que le Conseil devrait évaluer les progrès réalisés dans l'application du Programme pour la Décennie ainsi que des autres décisions connexes adoptées par l'ONU, et élaborer de nouvelles mesures visant à intensifier la lutte contre le racisme et la discrimination raciale.

19. La lutte victorieuse menée par les peuples pour se libérer montre que personne ne peut contrecarrer leur désir de liberté. La lutte que mènent les peuples pour leur libération nationale se déroule à un moment où des progrès sont enregistrés sur la scène internationale et où, par suite des efforts déployés par les Etats et les peuples épris de paix, la tendance est essentiellement à la détente. Les événements montrent que la réaffirmation du principe de la coexistence pacifique dans les relations entre Etats et le renforcement de la paix et de la sécurité internationales favorisent les mouvements de libération nationale des peuples ainsi que la victoire sur le colonialisme, le néo-colonialisme et le racisme. Dans la lutte qu'ils mènent, les peuples bénéficient, sur le plan international, du large appui et de la solidarité des forces progressistes et anti-impérialistes du monde entier, et en particulier du soutien constant des Etats socialistes.

20. En s'attaquant directement aux Etats africains indépendants de la République populaire d'Angola et de la République populaire du Mozambique, les régimes racistes de Pretoria et de Salisbury ont confirmé clairement qu'ils font peser une menace constante sur la paix et la sécurité internationales.

L'agressivité des régimes racistes et le fait qu'ils ne tiennent aucun compte des règles du droit international et de la morale humaine obligent les peuples de ces pays à être tout particulièrement unis et sur leurs gardes. Il est indispensable d'éliminer les derniers foyers de colonialisme et de racisme non seulement pour rétablir les droits élémentaires de la personne humaine mais également pour assurer la paix et la sécurité internationales.

21. Toutes les manifestations de racisme, où qu'elles se produisent et quelles que soient leurs formes, sont intolérables et totalement injustifiables. Il serait par conséquent utile que tous les Etats fassent figurer dans leurs constitutions des dispositions prévoyant l'interdiction de toutes les formes de discrimination raciale. L'expérience a toutefois montré que l'on ne peut éliminer complètement la discrimination raciale en prenant uniquement des mesures d'ordre législatif. Dans certains pays le racisme prend de nouvelles formes, comme le montrent les statistiques relatives à l'enseignement, aux salaires, à l'emploi, aux conditions de logement, etc. La délégation soviétique estime que, si le racisme persiste, c'est essentiellement parce que les membres des classes dirigeantes s'en servent pour promouvoir leurs propres intérêts et exploiter leurs semblables. La lutte contre le racisme est donc un élément important du mouvement visant à favoriser le progrès social.

22. Le Programme pour la Décennie doit être intégralement appliqué. Toute réserve émise à propos de dispositions particulières de ce programme ne pourrait être interprétée que comme une manœuvre visant à affaiblir la lutte contre les fléaux que sont le racisme et la discrimination raciale.

23. L'abcès que constitue le racisme en Afrique australe est un problème particulièrement préoccupant : les régimes de Pretoria et de Salisbury, en violation flagrante des droits élémentaires de la personne humaine, maintiennent des millions de personnes dans un état d'asservissement complet. Les racistes sud-africains, défiant ouvertement l'ensemble de la communauté internationale, s'entêtent à poursuivre leur politique inhumaine d'*apartheid* et continuent à occuper illégalement la Namibie, en soumettant des millions d'Africains à d'innombrables mesures de répression. Le régime minoritaire blanc illégal de Rhodésie du Sud continue à pratiquer une politique d'oppression cruelle à l'égard de la population autochtone. Les racistes de Pretoria et de Salisbury ont manifesté récemment une intransigeance et une agressivité croissantes, forts de l'appui de certains monopoles capitalistes transnationaux et des gouvernements qui les soutiennent, lesquels, afin de favoriser leurs propres intérêts mercenaires, fournissent constamment à ces régimes une aide de tous ordres sur les plans politique, économique, militaire et autres. La complicité de ces gouvernements avec le racisme sud-africain a été condamnée à maintes reprises par les organismes des Nations Unies, et notamment par la Commission des droits de l'homme et par le Conseil de sécurité, dont la résolution 387 (1976), qui a été adoptée à l'unanimité, constitue un avertissement grave pour les racistes d'Afrique australe et reflète l'opinion de la communauté internationale. Les puissances impérialistes, se moquant ouvertement de la volonté des peuples, essaient de maintenir les régimes racistes en Afrique australe pour

qu'ils jouent le rôle de têtes de pont; c'est sans doute la raison pour laquelle l'Afrique du Sud a déclaré publiquement qu'elle était l'un des bastions du prétendu "monde libre". Ceux qui protègent les régimes racistes trouvent des prétextes très originaux pour justifier le soutien qu'ils leur apportent; c'est ainsi, par exemple, qu'ils prétendent que les investissements étrangers en Afrique australe contribuent à améliorer la situation matérielle de la population autochtone.

24. Pour favoriser très sensiblement la réalisation des objectifs de la Décennie, il faudrait suspendre toutes les formes d'assistance aux régimes racistes, rompre tous les liens politiques, économiques, militaires et autres avec eux, les isoler totalement et les soumettre à un boycottage complet. Le moment est venu d'évaluer soigneusement la manière dont sont appliquées les nombreuses décisions et résolutions adoptées par l'ONU en vue d'éliminer le racisme et le colonialisme, et de déterminer les nouvelles mesures qui sont nécessaires pour veiller à ce qu'elles soient strictement respectées.

25. Il faudrait condamner universellement le sionisme car il s'agit d'une idéologie impérialiste militante qui pousse à la haine raciale et à la mésentente entre les peuples et qui a été condamnée par l'Assemblée générale comme étant une forme de racisme et de discrimination raciale. L'alliance impie de l'*apartheid* et du sionisme, qui a été condamnée par l'ONU, continue à se renforcer comme l'a montré l'accueil chaleureux que les sionistes israéliens ont réservé il y a quelques jours à M. Vorster.

26. L'URSS applique strictement toutes les décisions de l'ONU visant à éliminer le racisme, l'*apartheid* et la discrimination raciale et à favoriser la lutte que mènent les peuples pour leur libération nationale. L'attitude sans équivoque de l'Union soviétique en ce qui concerne la lutte contre le colonialisme et le racisme trouve son origine dans la nature même de l'Etat socialiste soviétique, puisque l'ordre socialiste ne saurait tolérer la pratique d'un type quelconque de discrimination. Il n'existe pas, en URSS, d'exploitation ou d'oppression, et l'égalité des droits dans tous les domaines est garantie à tous les habitants, quelle que soit leur nationalité ou leur race.

27. Pendant toute son histoire, l'URSS s'est constamment opposée à toutes les formes d'exploitation et d'oppression. Fidèle au principe de l'internationalisme socialiste, l'URSS aide, et continuera à aider, les peuples qui livrent un noble combat pour se libérer. Dans le programme concernant la poursuite de la lutte pour la paix et la coopération internationale et pour la liberté et l'indépendance des peuples qu'il a approuvé à son vingt-cinquième Congrès, le parti communiste de l'Union soviétique a déclaré que l'élimination complète de tous les vestiges du système d'oppression coloniale et de toutes les atteintes à l'égalité des droits et à l'indépendance des peuples ainsi que l'élimination des foyers de colonialisme et de racisme figuraient parmi les objectifs internationaux les plus importants et étaient essentielles à la paix et à la sécurité des peuples.

28. La délégation soviétique est convaincue que, durant la session en cours, le Conseil donnera un nouvel élan à l'application des objectifs de la Décennie. Ce qu'il faut, c'est l'adoption de mesures cohérentes et avisées, l'intensification des efforts des

Etats, des organismes des Nations Unies, des institutions spécialisées et des organisations internationales et nationales, ainsi qu'une large mobilisation de l'opinion publique en vue d'éliminer le racisme, l'*apartheid* et la discrimination raciale. Il importe que le plus grand nombre possible d'Etats adhèrent aux conventions internationales sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid*, de manière à montrer, de façon concrète, qu'ils sont sincères et qu'ils tiennent à ce que les droits des peuples soient véritablement respectés.

29. La délégation soviétique remercie le Gouvernement ghanéen d'avoir proposé d'accueillir la Conférence internationale sur la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, et elle est disposée à participer activement aux préparatifs de cette conférence, dont l'objectif principal devrait être l'adoption de mesures en vue de renforcer la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, l'*apartheid* et le colonialisme. La délégation soviétique est prête à appuyer activement toutes propositions visant à favoriser la réalisation rapide des objectifs de la Décennie.

30. M. AL-HUSSAMY (Observateur de la République arabe syrienne), prenant la parole sur l'invitation du Président, dit que le Gouvernement syrien attache une grande importance au succès de la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, félicite le Gouvernement ghanéen d'avoir offert d'accueillir la Conférence en dépit de ses incidences financières considérables, et appuie pleinement la demande du Gouvernement ghanéen tendant à ce que l'Organisation des Nations Unies prenne à sa charge la moitié des dépenses entraînées par la tenue de la Conférence hors du Siège.

31. Il est bien connu que la République arabe syrienne, Membre fondateur de l'Organisation des Nations Unies, a toujours appuyé la lutte contre le racisme et la discrimination raciale dans tous les organes des Nations Unies et a attiré l'attention sur les fléaux du racisme et de la discrimination raciale, en particulier en Afrique, où les régimes coloniaux et racistes en Afrique du Sud et en Rhodésie du Sud ont créé les formes les plus abominables de discrimination pour opprimer et exploiter la population indigène.

32. Le représentant de la République arabe syrienne note que la lutte contre le racisme et la discrimination raciale n'a pas commencé avec la proclamation, en 1973, de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale; en fait, cette lutte a commencé avec la création de l'Organisation des Nations Unies. Le Programme pour la Décennie est une réalisation de l'Organisation des Nations Unies dans son ensemble et n'appartient pas à un continent ou groupe de pays particuliers. Ses dispositions doivent être respectées toutes les fois où la communauté internationale se trouve face à un régime raciste ou à une forme de discrimination quelle qu'elle soit. La communauté internationale doit prêter davantage attention à la collaboration accélérée entre les régimes racistes de Pretoria et de Tel Aviv dans les domaines scientifique, militaire et économique, étant donné que cette collaboration compromet les efforts des Nations Unies et de la communauté internationale visant à éliminer l'*apartheid*.

33. M. Al-Hussamy se réfère à la visite récente de M. Vorster en Israël et à un nouvel accord conclu entre l'Afrique du Sud et Israël et portant sur divers domaines : intensification des relations scientifiques, expansion de l'assistance financière à la production d'armes en Israël, achat d'avions de chasse israéliens en échange d'uranium sud-africain, utilisation de matières premières sud-africaines et de main-d'œuvre israélienne dans le cadre de projets communs, expansion immédiate des échanges. Il appelle également l'attention sur la récente séance du Comité spécial contre l'*apartheid*¹ consacrée à la question de la collaboration entre Israël et l'Afrique du Sud, le 30 avril 1976, au cours de laquelle de graves craintes ont été exprimées devant l'accroissement de la collaboration entre Israël et l'Afrique du Sud, en violation flagrante des résolutions des Nations Unies. Le Président du Comité spécial a également exprimé l'espoir que tous les gouvernements et organisations condamneraient Israël pour avoir renforcé sa collaboration avec le régime de Pretoria et avertiraient le Gouvernement israélien que les gouvernements et les peuples opposés à l'*apartheid* et au racisme ne pourraient pas ignorer cette collaboration.

34. L'*apartheid* et le sionisme sont semblables de par leur idéologie, leur origine et leurs pratiques, étant donné que l'un et l'autre sont fondés sur la notion de suprématie raciale ou religieuse, la colonisation par des étrangers, la discrimination et l'oppression de la population indigène. Ce n'est pas sans raison que l'Assemblée générale a adopté la résolution 3379 (XXX), assimilant le sionisme au racisme.

35. La délégation syrienne attire l'attention sur le fait que les Etats qui cherchent à faire obstacle à la mise en œuvre du Programme pour la Décennie sous prétexte d'une résolution très récente de l'Assemblée générale sont et ont toujours été des partisans des régimes racistes en Afrique du Sud et en Palestine. En fait, presque tous les Etats Membres se sont joints à la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, à l'exception de quelques pays avec une tradition bien connue de colonisation des peuples d'Afrique et d'Asie, et des deux régimes racistes. Ces pays n'ont jamais donné suite aux résolutions marquant les divers stades de la lutte contre les régimes racistes, auxquels ils continuent de fournir une aide financière et militaire, au mépris des résolutions des Nations Unies.

36. Mlle ILIĆ (Yougoslavie) se déclare satisfaite du grand nombre de réponses reçues des gouvernements conformément à l'alinéa e du paragraphe 18 du Programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, au sujet des mesures prises ou envisagées à l'échelon national pour mettre en œuvre les objectifs de la Décennie. Elle fait l'éloge du rapport décrivant les activités des organes et organisations du système des Nations Unies (E/5760), en particulier la partie relative aux activités concernant directement les secteurs et les peuples les plus affectés par les politiques et les pratiques du racisme, de la discrimination raciale, de l'*apartheid* et de la domination coloniale et étrangère, comme l'assistance aux mouvements de libération, l'aide aux réfugiés des territoires sous gouvernement raciste en Afrique australe, et d'autres activités visant à éduquer le grand public et à l'informer des maux que représentent le racisme, la

discrimination raciale et l'*apartheid*. Les mesures visant à prévenir la discrimination et à protéger et promouvoir les droits des particuliers et de groupes comme les minorités nationales et ethniques et les travailleurs migrants revêtent une importance particulière.

37. La délégation yougoslave se félicite de l'adoption récente par le Conseil de sécurité des résolutions condamnant les activités illégales des régimes racistes en Afrique australe. La décision du Gouvernement mozambicain de cesser toutes relations économiques et commerciales avec le régime illégal de Rhodésie du Sud, conformément aux résolutions pertinentes des Nations Unies, est digne d'éloges. Il y a lieu d'espérer que la communauté internationale appuiera le noble effort du Gouvernement et du peuple mozambicains par une aide efficace. La délégation yougoslave estime que le racisme, la discrimination raciale, l'*apartheid* et la domination du peuple d'Afrique australe prendront bientôt fin et que les bastions du racisme et de l'*apartheid* en Rhodésie du Sud et en Afrique du Sud, ainsi que tout autre bastion du colonialisme et de la domination étrangère, seront éliminés par les peuples mêmes que ces régimes oppriment à l'heure actuelle.

38. La Yougoslavie continuera à offrir toute son assistance et son appui, sur le plan moral et matériel, aux peuples et aux mouvements de libération qui luttent pour leur indépendance. Elle estime que, n'étaient-ce les intérêts politiques, militaires, économiques et autres de certains Etats et sociétés transnationales, le racisme, la discrimination raciale et l'*apartheid* auraient été éliminés depuis longtemps. En entretenant des relations économiques et autres avec les régimes racistes, ces Etats et sociétés contribuent à la perpétuation des régimes racistes et de leur politique de discrimination et d'oppression, en violation directe des résolutions des Nations Unies, et ils mettent la paix en danger, non seulement en Afrique australe mais dans le monde entier.

39. Mlle Ilić note que la Constitution yougoslave garantit l'égalité de tous les citoyens, sans distinction de nationalité, de race, de sexe, de langue, de religion, de niveau d'éducation ou de condition sociale, et que tous les citoyens sont égaux devant la loi. Le principe de la non-discrimination et de l'égalité est pleinement intégré dans le système d'enseignement, et une attention particulière est donnée à l'enseignement d'une meilleure compréhension, de la tolérance et de l'amitié entre les nations et entre les groupes ethniques à l'intérieur des nations.

40. A titre de contribution à la mise en œuvre des objectifs de la Décennie, un séminaire international dans le domaine de l'enseignement sera organisé en Yougoslavie, où plusieurs études sur la discrimination raciale sont en cours. La Yougoslavie, qui est partie à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et à la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid*, n'entretient aucune relation avec les régimes racistes.

41. La délégation yougoslave prend note avec satisfaction de l'offre généreuse du Gouvernement ghanéen d'accueillir la Conférence qui constituera l'événement marquant de la Décennie et appuie la demande du Ghana tendant à ce que l'Organisation des Nations Unies prenne à sa charge la moitié des dépenses entraînées par la tenue de la Conférence hors du Siège.

¹ A/AC.115/SR.322.

La délégation yougoslave estime de surcroît qu'une analyse minutieuse des dépenses prévues permettrait peut-être de les réduire considérablement.

42. M. HSING Sung-yi (Chine) dit qu'au cours de l'année écoulée les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine ont remporté de nouvelles victoires dans leur lutte contre l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme, le racisme et l'hégémonisme. L'équilibre des forces en Afrique australe a changé radicalement au bénéfice des peuples indigènes. Dans les territoires dépendants, la lutte des peuples pour la libération nationale et leurs mouvements de masse se développent en profondeur.

43. La lutte armée du peuple du Zimbabwe continue à faire d'importants progrès. Des guérilleros ont lancé des offensives le long de la frontière entre le Mozambique et la Rhodésie du Sud, portant au double la zone qu'ils contrôlent et le peuple du Zimbabwe est certain de pouvoir remporter la victoire finale sans l'intervention de troupes étrangères. En Namibie, les combattants de la liberté continuent à porter des coups sérieux aux troupes coloniales sud-africaines dans de vastes régions du pays. La lutte du peuple d'Azanie contre la discrimination raciale et l'*apartheid* s'intensifie : une série de grèves parmi les ouvriers et les étudiants sème la panique chez les racistes sud-africains. Ces faits prouvent nettement le bel avenir de la lutte des peuples africains contre l'impérialisme, le colonialisme et l'hégémonisme.

44. Le régime raciste sud-africain, sentant sa fin imminente, multiplie ses tactiques contre-révolutionnaires de répression brutale et de fraude politique pour tenter vainement de prolonger sa domination chancelante. Le régime raciste de Rhodésie du Sud parle à nouveau de "conciliation", "d'entretiens sur la paix" et de la tenue d'une "conférence constitutionnelle", pour tenter d'affaiblir le mouvement de libération et de tromper l'opinion publique mondiale. En même temps, il continue à accroître ses propres troupes et ses attaques contre les forces armées du peuple du Zimbabwe. Il a même envahi le Mozambique sous prétexte de poursuivre les guérilleros, menaçant ainsi sérieusement la sécurité des Etats voisins. Cet acte d'agression s'est heurté à une contre-attaque énergique et opportune du Mozambique et a suscité en outre l'indignation et la condamnation de l'opinion publique africaine et mondiale. D'autre part, les racistes sud-africains ont proclamé de prétendues "réformes importantes", soutenant que les Africains noirs seraient autorisés à occuper des postes gouvernementaux, que certaines lois relatives à l'*apartheid* en Namibie seraient abrogées ou modifiées, qu'on prendrait des mesures pour améliorer la situation des Africains noirs, qu'une "conférence constitutionnelle" serait convoquée, etc. Toutefois, aucune de ces manœuvres trompeuses ne peut dissimuler la réalité des mesures répressives prises par le régime sud-africain contre les peuples d'Azanie et de Namibie. Ce régime accroît vigoureusement ses armements pour intensifier sa répression et a déclaré avec arrogance que ses politiques n'ont pas changé et qu'il "mettrait tout en œuvre pour venir à bout de la violence des guérilleros".

45. Le régime sud-africain renforce ses bases militaires et aériennes en Namibie afin d'établir des bastions stratégiques. Il a redéployé en Namibie les

troupes qu'il avait retirées de Rhodésie du Sud et a ouvertement envahi l'Angola. Il a récemment promulgué le prétendu "*Amended Defence Act*" (Loi modifiée relative à la défense) et a prétendu que ses forces armées avaient le droit de franchir les frontières de la vaste région d'Afrique située au sud de l'équateur pour prendre des mesures de rétorsion contre tout mouvement menaçant sa sécurité. C'est un acte de provocation gratuite contre les Etats voisins.

46. En Afrique australe, les peuples qui se trouvent dans les zones non encore libérées continueront à déjouer les plans des régimes racistes. Ils écraseront la répression brutale de l'ennemi par la lutte armée. Ils mettront également en échec les plans des superpuissances tendant à s'ingérer dans les mouvements de libération, dans leur lutte pour l'hégémonie. L'effondrement du système colonial portugais a aggravé la rivalité des superpuissances en Afrique australe.

47. Afin de préserver ses immenses intérêts économiques et stratégiques, une superpuissance appuie énergiquement les régimes racistes locaux. La superpuissance rivale, portant la bannière "d'alliée naturelle du mouvement de libération" et poussée par son désir d'hégémonie, infiltre l'Afrique australe par tous les moyens possibles, essayant de prendre la place des anciens colonialistes et d'y élargir sa sphère d'influence. Un exemple frappant réside dans la pratique du social-impérialisme soviétique qui, sous prétexte d'appuyer le mouvement de libération nationale et de remplir son devoir internationaliste, a recouru à des tactiques consistant à appuyer un groupe contre l'autre. Il a introduit de grandes quantités d'armements, de personnel militaire et de mercenaires en Angola et s'est livré à une intervention et à une agression sans motif contre ce pays. La grave situation dans laquelle se trouve l'Angola est sans précédent dans l'histoire des mouvements nationaux de libération d'après guerre en Afrique et aura de sérieuses conséquences pour l'Angola, l'Afrique australe et tout le continent. Si le social-impérialisme soviétique réussit en Angola, il n'y aura pas de garantie contre l'apparition d'un autre Angola et, à moins qu'on élimine cette ingérence, le calme ne pourra pas régner en Afrique.

48. Le Gouvernement et le peuple chinois condamnent énergiquement les autorités sud-africaines pour leur intervention criminelle en Angola et appuient fermement les peuples de l'Angola et d'autres parties d'Afrique dans leur juste lutte contre l'intervention sud-africaine. Le Gouvernement et le peuple chinois condamnent aussi énergiquement le social-impérialisme soviétique pour son intervention et son agression contre l'Angola et demandent instamment le retrait immédiat du personnel militaire et des mercenaires de l'Union soviétique. C'est aussi la juste demande de l'opinion publique mondiale et des gouvernements de nombreux pays.

49. L'impérialisme, le racisme, le colonialisme, le néo-colonialisme et le social-impérialisme sont condamnés; la lutte du peuple d'Afrique australe pour sa libération triomphera. Etant donné que le peuple africain a été capable d'expulser d'Afrique le loup de l'ancien colonialisme par la porte de devant, il fera sûrement déguerpir le tigre du social-impérialisme soviétique par la porte de derrière, renversant par

là même les régimes racistes et gagnant la libération de tout le continent africain.

50. M. NEUGEBAUER (République démocratique allemande) dit que sa délégation attache une grande importance à la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et s'intéresse particulièrement aux mesures, suggestions et propositions des Etats Membres en vue d'éliminer la discrimination raciale. La République démocratique allemande appuie la lutte menée à cette fin en accordant toute l'assistance matérielle, morale et politique qu'elle peut aux peuples opprimés. Cet appui est apparu aux membres du Comité spécial contre l'*apartheid* quand cet organe s'est réuni en 1974 à Berlin, capitale de la République démocratique allemande. La République démocratique allemande n'entretient pas de relations, de quelque ordre qu'elles soient, avec les régimes racistes et s'est toujours conformée aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. Elle a été l'un des premiers Etats à signer et ratifier la Convention sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid* et sa position en faveur des mouvements de libération nationale a été publiquement proclamée par son ministre des affaires étrangères à l'Assemblée générale² et par le Président de son conseil des ministres à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale³. Ce dernier a souligné, en particulier, qu'il est temps que le Conseil de sécurité décide de mesures efficaces au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies pour mettre un terme aux politiques et aux pratiques des régimes racistes d'Afrique du Sud et de Rhodésie du Sud ainsi qu'à l'occupation illégale de la Namibie. En outre, le Comité de la République démocratique allemande pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale a lancé un certain nombre de mesures afin d'appuyer la cause de la Décennie (voir E/5759) et, au nombre de ses projets, on trouve l'organisation d'une conférence scientifique sur le caractère impérialiste du racisme en Afrique australe.

51. Les débats du Conseil de sécurité relatifs à l'agression sud-africaine en Angola ont été particulièrement importants. La résolution adoptée par le Conseil de sécurité [387 (1976) du 31 mars 1976] a prouvé la détermination des Etats africains et non alignés ainsi que des Etats socialistes de réaffirmer l'appui continu qu'ils apportent à la réalisation des objectifs de la Décennie. Les débats du Conseil de sécurité ont également averti les complices des régimes racistes d'Afrique australe qu'il y a des limites précises à l'appui qu'ils peuvent apporter. Les politiques de racisme et de discrimination raciale sont les instruments de l'oppression impérialiste et colonialiste et les apologistes et avocats de ces politiques ne peuvent pas nier que le régime Vorster, dans son agression contre la République populaire d'Angola, s'est allié avec les forces de la réaction. La République démocratique allemande a résolument condamné cette agression et, avec l'aide des peuples pacifiques d'Afrique et du monde entier, la République populaire d'Angola a défendu son indépendance et préparé ainsi la voie en vue du plein exercice de son droit à l'autodétermination.

52. La République démocratique allemande appuie pleinement la résolution 9 (XXXII), relative à la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, que la Commission des droits de l'homme a adoptée à sa trente-deuxième session (voir E/5768, chap. XX) et, en particulier, la recommandation tendant à ce que les résolutions pertinentes adoptées par l'Assemblée générale à sa trentième session soient prises en considération lors de l'étude qui doit être effectuée par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités. Il convient de noter que l'Assemblée a appelé l'attention sur les dangers que représente pour la paix et la sécurité en Afrique australe l'accès du régime Vorster aux armes nucléaires [résolution 3411 G (XXX)]. Cette question devrait bénéficier d'une grande attention pendant la Décennie.

53. La République démocratique allemande se félicite aussi de ce que la Commission des droits de l'homme ait adopté des résolutions condamnant toutes les formes de coopération politique, militaire, économique et autres entre certains Etats et les régimes racistes de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie du Sud. Toutefois, les représentants de certains Etats à la Commission se sont désolidarisés des objectifs de la Décennie. Tout récemment, une réévaluation de ces objectifs a été demandée, en particulier par certains Etats qui ont été critiqués à maintes reprises pour l'appui qu'ils fournissent aux régimes racistes en Afrique australe. Il ne fait plus aucun doute que l'appui politique, économique et militaire fourni par les Etats membres de l'OTAN et par les monopoles transnationaux continue à permettre à ces régimes de poursuivre leur politique raciste. Ce n'est pas non plus un hasard si, à un moment où il se trouve le plus isolé par la communauté internationale, le régime Vorster a étendu sa coopération économique et militaire avec Tel Aviv. Dans ces conditions, ceux qui remettent en question les dispositions de la résolution 3379 (XXX) de l'Assemblée générale demandent en fait d'appuyer les régimes racistes.

54. La Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale dont le Gouvernement ghanéen sera l'hôte en 1978 devrait dresser un bilan à mi-parcours de la Décennie et élaborer de nouvelles mesures en vue d'éliminer le racisme. M. Neugebauer croit comprendre que la Conférence fondera ses travaux sur les résolutions pertinentes des Nations Unies relatives au droit à l'autodétermination et à l'indépendance des peuples de la Namibie, du Zimbabwe et de l'Afrique du Sud. Elle devrait s'attacher essentiellement à prendre des mesures pour fournir un plus grand soutien à la lutte de ces peuples, à rechercher les origines du racisme, à analyser le rôle des régimes racistes qui représentent une menace pour la paix, et à déterminer les principaux obstacles qui s'opposent à l'élimination du racisme. La lutte menée pour atteindre ces objectifs constitue une part importante du mouvement anti-impérialiste pour la paix, la sécurité internationale, l'indépendance et le progrès social. La paix et la détente dans le monde permettent de déployer le maximum de forces pour réaliser les objectifs de la Décennie.

55. M. ABDALLAH (Tunisie) dit que la communauté internationale devrait exercer une vigilance accrue pour protéger les peuples contre les fléaux du racisme et de la discrimination raciale. A cet égard,

² Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, trentième session, Séances plénières, 2360^e séance.

³ Voir A/AC.115/SR.320.

le représentant de la Tunisie appelle l'attention sur le Séminaire sur les droits de l'homme des travailleurs migrants, qui s'est tenu à Tunis du 12 au 24 novembre 1975, et cite une déclaration du président Bourguiba, président de la République tunisienne, garantissant son appui total et sa solidarité avec les peuples opprimés d'Afrique australe et de Palestine qui luttent pour réaliser leurs aspirations légitimes à l'autodétermination et à l'indépendance.

56. La communauté internationale devrait condamner non seulement les régimes racistes de l'Afrique australe mais aussi et surtout ceux qui sont les véritables responsables de la survivance des politiques racistes, à savoir les Etats qui fournissent une aide politique et matérielle aux régimes racistes, car sans eux les oppresseurs auraient depuis longtemps cédé à la volonté farouche des peuples opprimés d'affirmer leur véritable identité, comme cela a été le cas au Portugal.

57. La Tunisie s'est dotée d'un système constitutionnel législatif, judiciaire et administratif, qui interdit toute discrimination fondée sur la race ou sur d'autres facteurs. Ce pays souhaite exprimer une nouvelle fois sa solidarité avec les peuples du Zimbabwe, de Namibie, d'Azanie et de Palestine et encourager vivement tous les Etats épris de paix à redoubler d'efforts pour les libérer du racisme et pour hâter leur indépendance. Après les tragédies du Viet-Nam et du Cambodge, la victoire de ces peuples ne saurait tarder.

58. La Décennie de la lutte contre la discrimination raciale doit renforcer la détermination de tous les Etats à éliminer toutes les formes de discrimination et la Conférence mondiale qui doit se tenir au Ghana en 1978 et que le Gouvernement ghanéen a bien voulu accueillir malgré ses ressources limitées devrait susciter un appui et une assistance sans réserve de la part de la communauté internationale. La Conférence devrait avoir pour objectif d'engager les pouvoirs publics et les organismes privés à prendre des mesures plus énergiques à tous les niveaux en vue d'éliminer le racisme et de développer de nouveaux moyens, plus audacieux et plus efficaces, en vue d'atteindre cet objectif. Le succès de la Conférence dépendra des mesures qu'elle prendra pour mobiliser l'opinion publique en faveur de ses objectifs et pour faire obstacle aux manœuvres de ceux qui cherchent à perpétuer le racisme et le colonialisme. La Conférence d'Accra fera la preuve de la sincérité de ceux qui prétendent souscrire aux objectifs de la Décennie tout en continuant à appuyer les régimes racistes. Elle fera également la preuve de la solidarité exprimée par de nombreux Etats pour la cause des peuples opprimés d'Afrique australe et de Palestine et de la fidélité avec laquelle ces Etats ont appliqué les résolutions pertinentes des Nations Unies. La délégation tunisienne espère que l'Organisation des Nations Unies prendra à sa charge la moitié des frais que l'organisation de la Conférence entraînera pour le pays hôte et qu'elle fera une exception aux dispositions de la résolution 2609 (XXIV) de l'Assemblée générale afin d'assurer le succès de cette conférence. En tant qu'organe préparatoire de la Conférence, le Conseil devrait lancer un appel à tous les Etats Membres, aux institutions spécialisées et aux organisations intergouvernementales régionales qui s'occupent des droits de l'homme, ainsi qu'aux mouvements de libération

reconnus par l'OUA et la Ligue des Etats arabes, pour qu'ils participent de manière active aux travaux de la Conférence.

59. Mlle LOPEZ (Venezuela) déplore l'appui continu fourni aux régimes racistes de l'Afrique australe par les grandes puissances, qui ne fait que protéger leurs propres intérêts. Comme il est indiqué dans la réponse au questionnaire du Secrétaire général (voir E/5759), le Gouvernement vénézuélien appuie sans réserve les mesures prises et l'action prévue en vue d'éliminer le racisme et la discrimination raciale sous toutes ses formes. Il accorde son plein appui à la Décennie comme moyen permettant de mobiliser l'attention publique sur les pratiques monstrueuses des régimes racistes et de condamner les gouvernements qui se livrent à ces pratiques. La délégation vénézuélienne espère vivement que la Conférence mondiale qui se tiendra à Accra sera un nouveau progrès dans la lutte pour l'élimination des politiques et pratiques racistes en Afrique, continent qui a le plus gravement souffert de ces maux.

60. M. BROAD (Royaume-Uni), exerçant son droit de réponse, et parlant également au nom des délégations des Etats-Unis et de la France, formule des observations au sujet de l'appellation que le représentant de la République démocratique allemande a donnée à Berlin. La position de ces trois gouvernements concernant le statut de Berlin est exposée dans les documents A/10078 du 14 avril 1975 et A/10126 du 26 avril 1975.

61. M. NEUGEBAUER (République démocratique allemande), faisant observer que tous les Etats ont le droit de décider du nom de leur capitale, affirme que c'est un fait reconnu sur le plan international, ainsi qu'il ressort de toutes les publications officielles de l'Organisation des Nations Unies, que la capitale de son pays est Berlin. On se demande si ce n'est pas en vue d'entraver le fructueux échange d'idées sur le fond du problème et de se faire le porte-parole de certains milieux, dont les objectifs sont contraires à la fois à la Charte des Nations Unies et à d'autres instruments importants de droit international et sont de nature à mettre la paix en danger ainsi qu'à porter atteinte à la coopération pacifique entre les Etats, que quelqu'un essaie de soulever une "question de Berlin".

62. M. S. SMIRNOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) proteste contre les tentatives de la délégation chinoise qui, dans sa longue description de l'appui accordé par la Chine à la lutte de libération de l'Afrique australe, cherche à jeter le discrédit sur la politique d'amitié de l'URSS à l'égard des peuples opprimés de cette partie du monde. L'URSS rejette catégoriquement ces allégations calomnieuses. Fidèle au principe léniniste de l'internationalisme prolétarien, elle continuera à fournir à ces peuples un appui moral et matériel et à appliquer les décisions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, notamment le Programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale.

63. Au cours de la lutte du peuple angolais pour sa libération nationale, il est manifestement apparu que des armes livrées par la Chine ont été utilisées par les mercenaires des racistes sud-africains et que des instructeurs et autre personnel chinois ont commis des actes d'agression contre le peuple angolais, en qualité

de mercenaires de l'Afrique du Sud. La délégation chinoise aura beau recourir à la provocation en travestissant les faits pour semer la confusion, elle n'abusera pas ceux qui connaissent la véritable situation de l'Angola. La délégation soviétique rejette catégoriquement ces propos fallacieux.

64. M. HSING Sung-yi (Chine) dit que le représentant de l'URSS peut à son gré dénigrer la Chine, mais qu'il ne réussira pas à ternir l'image du peuple chinois et ne parviendra qu'à révéler au grand jour la conscience coupable et l'infamie du social-impérialisme soviétique.

65. L'agression et l'intervention du social-impérialisme soviétique contre l'Angola ne sont pas des faits isolés; ils se situent dans la ligne de l'expansion soviétique des dix dernières années et font partie intégrante de la lutte que l'URSS mène contre l'autre superpuissance pour s'assurer l'hégémonie sur l'Atlantique sud et sur le monde entier. Ils constituent un élément important de la stratégie d'offensive mondiale de l'URSS et ont dessillé les yeux des peuples sur ce qui se dissimule en vérité derrière les slogans vides de sens comme "la détente est une tendance importante", "appui aux mouvements de libération", "allié naturel", et "la consolidation de la paix et de la sécurité contribuera à la victoire sur le colonialisme", propagés par l'Union soviétique. Les mensonges ne sauraient déguiser la réalité: en quelques mois, l'URSS a expédié en Angola plus de 10 000 tonnes d'armements et d'armes modernes ainsi que des forces armées importantes et des mercenaires. D'innombrables villages angolais ont été rasés par ces armes et plus de 100 000 Angolais ont été brutalement massacrés par les canons des agresseurs soviétiques. Plus d'un million d'Angolais ont été réduits à la misère et privés de leurs foyers. Tels sont les crimes sanglants perpétrés, dans leur agression contre l'Angola, par les nouveaux tzars soviétiques sous le prétexte fallacieux d'"internationalisme" et d'"assistance", crimes d'une telle ampleur qu'ils éclipsent de loin ceux des colonialistes de la vieille école.

66. Mais les peuples africains sont traditionnellement opposés à l'impérialisme et l'agression et l'intervention du social-impérialisme soviétique ont renforcé leur vigilance et leur détermination de ne jamais permettre aux nouveaux tzars d'agir à leur guise. Le peuple angolais et les autres peuples africains sont tout à fait capables de resserrer leur unité, d'éliminer toute ingérence extérieure et de mener leurs propres affaires. L'Angola appartient au peuple angolais comme l'Afrique appartient aux peuples africains et non à l'impérialisme, au racisme et à l'hégémonisme. Il est une tendance irrésistible de l'histoire qui veut que les nations aspirent à la libération et les peuples à la révolution. Le social impérialisme soviétique intrigue en vain pour semer la discorde dans l'amitié militante qui unit les peuples de Chine et d'Afrique: cette machination est vouée au même échec que les plans soviétiques d'agression, d'expansion et de division des peuples africains.

67. M. ORTIZ RODRIGUEZ (Cuba) dit que le Conseil ne devrait pas se laisser transformer en arène où se déploient les tactiques de diversion et les manœuvres patentes des intérêts réactionnaires qui s'associent du bout des lèvres à la lutte contre le racisme tout en

fournissant aux régimes racistes d'Afrique australe l'appui qui fait leur force. La réalité de la situation en Afrique centrale a été trop déformée pour que la délégation cubaine n'ait pas l'obligation morale d'exposer, comme elle l'a fait au Conseil de sécurité lors du débat sur l'intervention sud-africaine en Angola, les raisons qui dictent ces mensonges et d'indiquer aux peuples en lutte pour la libération où ils peuvent trouver l'explication véritable de cette situation. En ce qui concerne en particulier les mercenaires, le représentant du maoïsme cherche à travestir les faits. Il existe des photographies, que la majorité des représentants ont vues, et qui prouvent indubitablement qui a aidé les Angolais dans leur lutte pour l'indépendance et qui a tenté de les arrêter. M. Ortiz Rodriguez réaffirme que le peuple cubain demeure résolu à répondre à l'appel des peuples frères qui lui demandent de les aider à combattre l'agression et le racisme impérialiste qui s'efforcent de perpétuer le colonialisme.

68. M. S. SMIRNOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) fait observer que le représentant de Cuba a répondu comme il convient aux propos calomnieux que le représentant de la Chine a prononcés à l'encontre de l'URSS. Le but de la délégation chinoise est manifestement de faire du Conseil une tribune d'où proférer des calomnies et non de participer à l'examen des questions importantes dont le Conseil est saisi. Quant aux autres observations de la Chine sur l'aide fournie aux mercenaires du racisme, il est à noter que le représentant de la Chine n'a pas levé la main lorsque le Conseil de sécurité a voté contre l'Afrique du Sud. Qui plus est, la Chine n'a pas encore reconnu le peuple victorieux de l'Angola qui s'est libéré du colonialisme, ce qui démontre une fois de plus que les dirigeants chinois deviennent aussi réactionnaires que les forces les plus réactionnaires du monde, c'est-à-dire les forces militaires racistes de l'Afrique du Sud.

69. Mlle BALOGUN (Nigéria) prie instamment les délégations de ne pas continuer à se quereller sur les événements intervenus en Angola. La question a fait l'objet d'un débat en bonne et due forme au Conseil de sécurité et les délégations devraient conserver leurs forces pour le nouveau débat sur l'*apartheid* qui doit avoir lieu la semaine suivante. Si elles cherchent réellement à défendre les intérêts de l'Afrique, qu'elles n'en fassent pas un sujet de discorde. Maintenant que les opérations militaires en Angola sont terminées, il faut chercher comment aider à reconstruire le pays pour qu'il puisse effectivement exercer son indépendance.

70. M. HSING Sung-yi (Chine) dit que, dans sa tentative de détourner l'attention de l'agression soviétique en Angola, la délégation de l'URSS s'est bien gardée d'aborder les questions de fond soulevées par la délégation chinoise. En outre, le monde entier sait quel rôle a joué Cuba dans cette agression soviétique: il est évident que les Cubains se sont fait les instruments des autorités soviétiques. Le représentant de la Chine a déjà répondu au représentant soviétique et s'abstiendra de lui répondre à nouveau, pour ne pas faire perdre son temps au Conseil.

71. M. S. SMIRNOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) fera droit à la demande du

Nigéria qui a prié les délégations de ne pas poursuivre la discussion sur cette question. Il ne s'agit plus désormais de parler mais d'agir, d'agir notamment pour arrêter la collusion avec la réaction et avec les racistes qui s'efforcent d'opprimer les peuples

d'Afrique australe. Ceux qui s'emploient à agir dans ce sens ne se laissent pas aller à tenir des propos calomnieux devant le Conseil.

La séance est levée à 18 h 20.

1992^e séance

Mercredi 28 avril 1976, à 15 h 40.

Président : M. Siméon AKE (Côte d'Ivoire).

E/SR.1992

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (suite) [E/5759 et Add.1, E/5760 et Add.1, E/5763, E/5799, E/5813]

1. M. SCRANTON (Etats-Unis d'Amérique) déclare que tous les Etats Membres ont appuyé la décision prise par l'Assemblée générale en 1973 de lancer la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale [résolution 3057 (XXVIII)]. Cette décision était le résultat d'un consensus que les Etats-Unis avaient aidé à réaliser en se fondant sur l'expérience qu'ils avaient eux-mêmes acquise en tentant d'institutionnaliser les résultats de la révolution des droits civiques déclenchée par la décision prise en 1954 par la Cour suprême des Etats-Unis dans l'affaire *Brown* contre le *Conseil de l'enseignement*. Par conséquent, le Gouvernement des Etats-Unis n'ignore pas combien il est difficile d'ériger le principe moral de l'égalité sociale et raciale en loi nationale que chacun est tenu de respecter dans sa vie de tous les jours, et il a envisagé les objectifs de la Décennie avec espoir et réalisme. Dans cette entreprise pénible et complexe, dans laquelle même les mesures peu importantes suscitent une résistance, les efforts de l'ONU ne pourront aboutir que s'ils s'appuient constamment sur un large consensus. Sur son propre territoire, le Gouvernement des Etats-Unis a réussi à entretenir ce consensus fondamental et il poursuivra ses efforts dans ce sens, car sans la conviction générale que l'élimination du racisme et de la discrimination raciale constitue, ainsi qu'elle a été définie à juste titre, l'un des objectifs primordiaux de la société qu'il importe de réaliser de manière équitable, ses efforts sont inévitablement voués à l'échec.

2. Au cours des 30 dernières années, l'ONU a entretenu un consensus analogue et les mesures qu'elle a prises dans le domaine des droits de l'homme ont été inspirées par l'engagement commun de ses membres d'éliminer certaines injustices universellement reconnues. Pour sa part, le Gouvernement des Etats-Unis a appuyé tous les efforts positifs visant à lutter contre le racisme et la discrimination raciale à l'échelon international. Il est absolument opposé à l'*apartheid* et est convaincu que la communauté internationale doit exercer des pressions constantes sur l'Afrique du Sud jusqu'à la disparition de ce système. Son attitude est la même en ce qui concerne la discrimination raciale partout où elle subsiste.

3. Toutefois, le consensus qui s'était dégagé au sein de l'ONU à propos des questions relatives à la discrimination raciale a été réduit à néant par l'initiative imprudente, injuste et totalement inacceptable qu'a prise l'Assemblée générale lorsqu'elle a adopté sa résolution 3379 (XXX), assimilant le sionisme au racisme. Le sionisme n'a rien à voir avec le racisme ou la discrimination raciale. Il s'agit d'une manifestation de sentiment national justifiée et compréhensible de la part d'un peuple auquel, il y a près de 30 ans, l'ONU a reconnu le droit d'avoir une patrie. Les frontières définitives de celle-ci n'ont pas encore fait l'objet d'un accord et, depuis un certain nombre d'années, l'ONU consacre une grande partie de ses efforts à chercher le moyen de régler ce conflit, de façon juste et durable. Toutefois, ce n'est pas la reconnaissance de ce pays, jadis, par l'Organisation qui est en cause.

4. Les Etats-Unis n'accepteront jamais le principe sur lequel repose la résolution 3379 (XXX) de l'Assemblée générale, pas plus qu'ils n'accepteront que d'autres mouvements nationaux légitimes soient condamnés pour "racisme" ou "discrimination raciale". Cette attitude n'est pas la politique d'un gouvernement particulier à un moment donné; il s'agit d'une opinion résolument professée par le Congrès, le pouvoir exécutif et la population du pays tout entière. Les Etats-Unis ont été à ce point choqués par la résolution de l'Assemblée générale qu'ils ont annoncé qu'il ne leur était plus possible de participer à la Décennie ou de l'appuyer, ni d'assister à la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale qui est envisagée au Ghana. Ils entendent rester fidèles à cette attitude et ils ne pourront participer à la Décennie tant que cette dernière ne s'appuiera pas à nouveau sur les principes qui étaient les siens à l'origine et qui ont fait jadis l'objet d'un large consensus.

5. Le représentant des Etats-Unis précise qu'il ne faut pas interpréter ses observations comme une expression de colère ou d'hypocrisie, mais plutôt comme une expression d'inquiétude profonde en ce qui concerne l'intégrité et la vitalité du système des Nations Unies. Le monde connaît trop de luttes politiques pour continuer à permettre que l'ONU soit utilisée pour attiser les conflits raciaux et religieux et qu'elle perde son temps à se livrer à la diffamation politique alors que tant de pays ont besoin de son aide pour faire face à la misère et à l'instabilité économique. La diffamation politique n'est pas la bonne réponse. Ce qu'il faut faire, c'est réaliser des accords stables par consensus.

6. M. SHARAF (Jordanie) dit que la lutte contre le racisme et la discrimination raciale est au centre des efforts déployés par les Etats pour instaurer un ordre international plus juste. Grâce à l'ONU, une majorité croissante de pays ont lutté pour la liberté, l'égalité, l'autonomie et l'indépendance et contre le colonialisme et la domination raciale. Ils se sont rendu compte que l'exercice des droits de l'homme n'est pas exclusivement réservé aux sociétés de pays situés dans une zone géographique restreinte et privilégiée du monde, mais qu'il fait partie intégrante de la lutte que mènent les pays en développement pour briser les chaînes de la domination étrangère et de la suprématie raciale. Le colonialisme s'étant effondré dans la plupart des régions du monde, il est anachronique de considérer les droits de l'homme comme distincts du droit de tous les peuples à l'indépendance et à l'égalité. C'est là le principe sur lequel reposent la Décennie et les instruments relatifs à l'élimination du racisme et de la discrimination raciale adoptés par l'ONU.

7. L'Afrique est le cadre géographique dans lequel ces idées nouvelles font de plus en plus d'adeptes. La lutte de l'Afrique a bouleversé les valeurs internationales concernant les droits de l'homme et, lorsque le colonialisme s'est effondré sur ce continent, la lutte s'est axée sur les îlots de racisme et d'*apartheid* subsistant en Afrique australe. Il s'agit d'isoler encore davantage ces îlots et de les obliger à céder au courant irréversible de l'histoire.

8. Le Gouvernement jordanien souscrit aux buts et objectifs de la Conférence mondiale envisagée, qui doit se tenir à Accra en 1978, et appuie la demande du Gouvernement ghanéen selon laquelle l'ONU devrait assumer une partie des frais de la Conférence (voir E/5763). Entre-temps, il importe de condamner le racisme et la discrimination raciale sous toutes leurs formes, aux échelons national et international, et de lutter contre ces fléaux.

9. L'Assemblée générale a agi comme il convient en assimilant le sionisme à une forme de racisme et de discrimination raciale [résolution 3379 (XXX)]. Elle a condamné une idéologie politique rétrograde et néfaste, ainsi que les pratiques politiquement répressives et violentes dont elle est responsable au Moyen-Orient. Elle a dénoncé le caractère raciste et discriminatoire de l'attitude des Israéliens envers les Palestiniens et leurs voisins dans la région, ainsi que la position morale indéfendable des partisans d'Israël à l'extérieur. La communauté internationale est parfaitement en droit de condamner un gouvernement qui, par la force des armes, a asservi des centaines de milliers d'habitants autochtones dans leur propre pays et les a privés de leurs droits fondamentaux. Il existe un lien indissociable entre les aspirations légitimes des peuples du Zimbabwe et de l'Afrique australe qui revendiquent la liberté et la dignité dans leurs propres pays et celles du peuple palestinien. L'ONU devrait fournir un appui constant à ces trois peuples qui mènent le même combat pour se libérer.

10. Le Programme pour la Décennie, qui figure en annexe à la résolution 3057 (XXVIII) de l'Assemblée générale, est fondé sur la Déclaration universelle des droits de l'homme [résolution 217 A (III) de l'Assemblée générale] et est donc directement applicable à la situation qui règne dans chaque pays. Pour sa

part, la Jordanie s'est efforcée de faire correspondre ses principes constitutionnels et ses pratiques sociales avec les principes approuvés dans les instruments de l'ONU en matière de droits de l'homme, compte tenu des restrictions imposées par l'évolution historique, le niveau de développement et les circonstances extérieures.

11. M. KOUDRYAVTSEV (Observateur de la République socialiste soviétique de Biélorussie), prenant la parole sur l'invitation du Président, attire l'attention sur les succès obtenus par les peuples opprimés qui luttent pour se libérer du racisme, de la discrimination raciale, de l'*apartheid* et du colonialisme et pour obtenir l'indépendance politique. Ces victoires, qui ont eu pour effet d'augmenter le nombre de Membres de l'Organisation des Nations Unies, ont été remportées dans le climat de détente internationale que les efforts soutenus de l'Union soviétique, des pays socialistes et de toutes les forces éprises de paix alliées aux peuples luttant pour la libération nationale ont permis d'instaurer. Elles ont été favorisées par divers instruments des Nations Unies demandant l'élimination du racisme et de l'*apartheid* et l'octroi de l'indépendance aux peuples coloniaux, que la RSS de Biélorussie a appuyés avec énergie et qui ont été réaffirmés en tant que politique fondamentale au vingt-cinquième Congrès du parti communiste de l'Union soviétique. Toutefois, le moment est venu maintenant d'exiger la stricte application de ces instruments dans le cadre d'une action collective de tous les Etats Membres, sur la base du Programme pour la Décennie.

12. Il est devenu d'autant plus urgent d'isoler et de boycotter les régimes racistes en Afrique australe que certains pays capitalistes, en violation des résolutions des Nations Unies, offrent une aide accrue à ces régimes. Ils ne leur fournissent pas seulement des armes modernes pour écraser les mouvements de libération nationale, mais intensifient leurs relations économiques et commerciales, par l'intermédiaire des monopoles transnationaux, en vue de perpétuer le *statu quo*. Comme le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux l'a signalé dans son rapport¹, l'appui financier et économique continu que certains pays de l'OTAN et, en particulier, d'importants monopoles des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de la France, de la République fédérale d'Allemagne et du Japon, offrent à l'axe Salisbury-Pretoria, et qui permet aux régimes racistes d'Afrique du Sud et de Rhodésie du Sud de maintenir les populations autochtones dans une situation caractérisée par la pauvreté et un taux élevé de mortalité infantile et d'analphabétisation, équivaut à un complot visant à frustrer les aspirations des mouvements de libération nationale. La complicité des pays impérialistes est apparue clairement en Angola, où le régime de Pretoria a lancé une agression directe contre la population. Toutefois, la juste cause du peuple angolais a triomphé en dépit d'une opposition écrasante.

13. Malgré les tentatives de plusieurs pays qui cherchent à dissimuler le fait que le sionisme est essentiellement raciste — fait que l'Assemblée générale a re-

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, trentième session, Supplément n° 23 (A/10023/Rev.1).

connu dans sa résolution 3379 (XXX) — la preuve en a été donnée par la visite récente du Premier Ministre sud-africain en Israël. L'idéologie sioniste, qui vient d'être réaffirmée au Congrès sioniste mondial, constitue une violation manifeste de l'article 4 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale [résolution 2106 A (XX) de l'Assemblée générale] et une menace pour les relations amicales entre les peuples, la coopération entre les Etats, la paix et la sécurité internationales.

14. La délégation de la RSS de Biélorussie est en faveur de l'application inconditionnelle par tous les Etats sans exception des mesures prescrites dans les documents des Nations Unies pour l'élimination du racisme, de la discrimination raciale et de l'*apartheid*, y compris la stricte application des sanctions contre les régimes racistes en Afrique australe. En RSS de Biélorussie, la nature même d'une société démocratique socialiste empêche l'existence de toute forme de discrimination. La RSS de Biélorussie se félicite de l'initiative prise par le Gouvernement ghanéen et appuie la proposition de tenir une conférence mondiale de la lutte contre le racisme. Il est essentiel que le Conseil, à la session en cours, donne une nouvelle impulsion aux efforts visant à appliquer les objectifs de la Décennie.

15. M. JANKOWITSCH (Autriche) dit que son gouvernement a clairement rejeté le racisme et la discrimination raciale sur le plan intérieur comme sur le plan international et estime que ce phénomène devrait être totalement éliminé. En conséquence, il est proscrit aux termes de la législation autrichienne, et l'Autriche, en tant qu'Etat partie à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, a déjà présenté deux rapports à ce sujet au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale. Toutefois, il ne suffira pas de promulguer des lois pour éliminer la discrimination sous quelque forme que ce soit; il faut l'attaquer, par l'éducation et l'information, à la source même, c'est-à-dire dans l'esprit et dans le cœur des gens.

16. Le Gouvernement autrichien est préoccupé par les violations des droits de l'homme, où qu'elles se produisent, et s'est donc associé aux efforts passés et présents de la communauté internationale pour éliminer le racisme et la discrimination raciale, y compris l'*apartheid*. Il continue de contribuer aux divers fonds des Nations Unies pour l'assistance aux peuples d'Afrique australe et appuie sincèrement la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale pour exprimer sa solidarité avec les pays d'Afrique, qui ont été soumis si longtemps aux horreurs du racisme. Le Programme pour la Décennie, que l'Autriche approuve entièrement, ne peut être appliqué que si la communauté mondiale tout entière déploie des efforts soutenus et concertés bénéficiant d'un large appui. Le Gouvernement autrichien adhère à la définition du racisme et de la discrimination raciale contenue au paragraphe 1 de l'article premier de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Il appuie la proposition concernant la tenue d'une conférence mondiale ainsi que la demande du Ghana tendant à ce que l'Organisation des Nations Unies prenne à sa charge une partie des coûts.

17. Les résolutions adoptées par l'Assemblée générale à sa trentième session au sujet de la lutte contre le racisme ont obtenu l'appui nécessaire du fait qu'elles visaient directement la situation en Afrique australe. La délégation autrichienne espère qu'il sera possible de maintenir l'impulsion donnée par les décisions des Nations Unies et d'amener le Gouvernement sud-africain à assurer une évolution pacifique des droits politiques et l'égalité pour tous les peuples de ce pays. Elle espère également que toutes les décisions ultérieures du Conseil pourront être adoptées par voie de consensus ou par une nette majorité, compte tenu des buts initiaux et des objectifs principaux de la Décennie, et que le Conseil ne se laissera pas distraire par des questions sans rapport avec les maux de la discrimination raciale et de l'*apartheid*, qui peuvent seulement diviser la communauté internationale. Si le Conseil souhaite obtenir à l'intérieur et en dehors des Nations Unies un appui pour ses activités visant à mettre en œuvre les objectifs de la Décennie, il doit veiller à ce que ses décisions ne soient pas mal comprises par l'opinion publique dans de nombreux Etats Membres. Le représentant de l'Autriche souligne qu'en faisant ces remarques, il ne souhaite nullement rouvrir la discussion sur des questions qui ont profondément divisé l'Assemblée générale à sa trentième session, mais espère sincèrement que les Etats Membres s'uniront pour atteindre l'objectif principal consistant à assurer le respect des droits de l'homme, et que l'Autriche pourra contribuer à une action efficace du Conseil.

18. Mlle BALOGUN (Nigéria) dit que le Gouvernement et le peuple nigériens s'engagent à tout faire pour assurer l'élimination totale de toutes les formes de racisme et de discrimination raciale et l'application du Programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. La délégation nigérienne se félicite de la tenue d'une conférence mondiale à l'occasion de la Décennie. La conférence a pour but d'examiner les moyens de résoudre les divers problèmes liés au racisme et à la discrimination raciale, et aura certainement pour effet de remonter le moral des Africains dans leur lutte inflexible pour l'émancipation et d'accélérer la chute des régimes illégaux en Afrique australe. Ces objectifs ne pourront être atteints que si les puissances occidentales s'efforcent sincèrement d'appliquer les diverses décisions des Nations Unies contre les régimes racistes. Un certain nombre de puissances occidentales tirent en fait directement avantage de la déshumanisation et de l'asservissement des Noirs en Afrique australe, soit du fait des profits qu'engendre l'utilisation d'une main-d'œuvre bon marché, soit du fait de leurs expéditions lucratives de munitions visant à protéger les régimes racistes contre des attaques probables. Le Nigéria, pour sa part, n'a pas seulement appliqué les sanctions politiques et économiques prévues contre les régimes racistes, mais aussi donné un appui financier et matériel aux divers mouvements de libération des victimes du racisme et de la discrimination raciale, et continuera à concentrer son attention sur les moyens pratiques d'améliorer leur sort. La délégation nigérienne se félicite qu'un pays africain ait été choisi comme lieu de réunion de la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, et espère que le Secrétaire général n'épargnera aucun effort pour mettre les fonds nécessaires à la disposition du Ghana.

19. Le Nigéria n'étant pas une société multiraciale, il ne s'y pose aucun problème de racisme ou de discrimination raciale. Les étrangers, relativement peu nombreux, qui résident au Nigéria ont les mêmes droits que les Nigériens devant la loi et sont libres d'exercer des activités dans presque tous les secteurs économiques, à de très rares exceptions près. Le Nigéria encourage les investissements étrangers et les activités des hommes d'affaires étrangers, et sa Constitution contient des dispositions adéquates et précises pour l'intégration d'étrangers dans la société nigérienne, soit par immatriculation à la naissance, soit par naturalisation.

20. Le Gouvernement et le peuple nigériens partagent la conviction de tous les éléments progressistes du Conseil, concernant l'effondrement imminent des régimes racistes en Afrique australe, et tient à exprimer aux pays scandinaves, aux pays socialistes et aux autres amis de l'Afrique et partisans de la liberté ses remerciements sincères pour l'appui moral et matériel qu'ils ont fourni à la cause de la libération dans cette région.

M. Ehsassi (Iran) prend la présidence.

21. M. DAMMERT (Pérou) dit que des victoires ont été remportées ces dernières années dans la lutte contre la discrimination raciale, en particulier en Afrique. Ces victoires signifient non seulement l'élimination du racisme et de la discrimination raciale, mais aussi l'effondrement du colonialisme et des autres formes d'impérialisme ainsi que des efforts déployés pour diviser et séparer les populations indigènes. Mais si la communauté internationale n'unit pas ses forces pour mettre fin à la politique d'*apartheid* pratiquée par la minorité blanche d'Afrique du Sud, il est peu vraisemblable que la Décennie soit couronnée de succès et atteigne ses objectifs. Cette politique est pratiquée en violation évidente de nombreuses résolutions et décisions des Nations Unies et de leurs divers organismes et doit être éliminée le plus rapidement possible pour que les peuples de Namibie et d'Azanie puissent exercer leur droit inaliénable à l'autodétermination et jouir des droits et libertés fondamentaux de l'homme. En même temps, les pays indépendants de la région doivent être libérés de l'agression et de l'occupation étrangères.

22. M. Dammert remercie le Gouvernement et le peuple ghanéens de leur offre d'accueillir la Conférence mondiale en 1978 et prie instamment l'Organisation des Nations Unies d'aider le Gouvernement ghanéen à assurer le succès de cette conférence.

23. M. ALARCON DE QUESADA (Cuba) dit que la lutte contre le racisme et la discrimination raciale est entrée dans une phase nouvelle et positive avec l'effondrement du fascisme portugais en Afrique et la libération de ses anciens territoires, ce qui a aussi créé des conditions favorables pour l'émancipation de la Namibie, de la Rhodésie du Sud et de l'Afrique du Sud. La défaite des racistes sud-africains en Angola a marqué un triomphe historique pour le continent africain tout entier et a mis fin à jamais au mythe de la suprématie blanche. Grâce à la solidarité des pays socialistes et des peuples africains, le colonialisme et le racisme sont maintenant sur la défensive. Les forces du capitalisme et de l'impérialisme poursuivent cependant leurs efforts pour repousser l'inévitable en

aidant les forces de l'*apartheid* et de l'oppression en Afrique australe, et il est indispensable de redoubler d'efforts pour déjouer leurs machinations et assurer l'application des résolutions des Nations Unies concernant la Namibie, la Rhodésie du Sud et l'Afrique du Sud. Il est particulièrement important à cet égard d'obliger l'Afrique du Sud à rendre à la République populaire d'Angola tous les biens qu'elle a volés au cours de son agression criminelle et à verser au peuple angolais une compensation pour les dommages causés par ses troupes. L'entrée rapide de l'Angola à l'Organisation des Nations Unies sera une preuve importante de la volonté anticolonialiste de l'Organisation.

24. L'ONU doit aussi faire face à la grave menace pour la paix et la sécurité que représente un ensemble de lois qui ont récemment été adoptées par l'Afrique du Sud pour autoriser les forces armées de ce pays à intervenir militairement dans n'importe quel pays africain. Ces lois sont particulièrement importantes compte tenu des liens étroits qui existent entre l'Afrique du Sud, l'OTAN et divers pays occidentaux.

25. La communauté internationale devrait aussi envisager des mesures appropriées contre les activités perfides de certains pays latino-américains réactionnaires, tels que l'Uruguay, le Paraguay et le Chili, qui servent la cause des ennemis de l'Afrique et défient l'opinion mondiale en renforçant leurs liens avec le régime d'Afrique du Sud. Une indication tout aussi importante de la nature du soutien international à l'Afrique du Sud est la récente visite de M. Vorster en Israël, qui a montré le lien entre le sionisme et l'*apartheid* et a justifié l'action de l'Assemblée générale quand elle a défini le sionisme comme une forme de racisme.

26. Le peuple cubain représente une fusion multiraciale d'éléments latins et africains et a, grâce à une révolution sociale profonde, surmonté l'héritage du racisme de son propre passé colonial et rejeté toutes les formes de la discrimination raciale dans sa constitution socialiste. Il continuera à appuyer les efforts internationaux visant à assurer l'égalité de tous les peuples dans toutes les parties du monde.

27. M. Alarcón de Quesada se félicite à cet égard de la Conférence qui sera tenue au Ghana en 1978 et qui constituera une manifestation indispensable et importante, et il prie instamment l'Organisation des Nations Unies de fournir au Ghana toute l'assistance dont il aura besoin pour assurer le succès de cette conférence.

28. M. LAMB (Australie) dit que son gouvernement éprouve une aversion extrême pour la discrimination et l'intolérance et qu'il s'associe activement aux programmes des Nations Unies visant à permettre l'application du principe d'autodétermination aux peuples qui sont encore sous régime colonial. Il soutient les objectifs de la Décennie, en particulier l'appel à lutter contre toutes les formes de racisme et de discrimination raciale et à identifier les croyances erronées et mythiques qui contribuent au racisme.

29. Il est cependant indispensable de bien s'entendre sur le sens des termes. Le racisme ne peut être qu'une forme de discrimination pratiquée par une race contre une autre race. Il n'est pas possible de donner ce nom à d'autres formes de discrimination, qu'elles soient

réelles ou imaginaires. On ne peut pas changer le sens des mots pour l'adapter aux diverses situations qui se présentent. La délégation australienne continuera à faire son possible pour assurer que les objectifs de la Décennie soient atteints sans être déformés par les interprétations données récemment par certaines délégations.

30. La délégation australienne se félicite de la tenue prochaine de la Conférence mondiale et en particulier du fait qu'elle aura lieu en Afrique, continent où le racisme sévit sous sa forme la plus visible. Elle espère cependant qu'un examen plus approfondi des coûts de cette conférence incitera à suggérer leur diminution. La délégation australienne ne souhaite pas préjuger au stade actuel la demande du Gouvernement ghanéen d'être défrayé de ses coûts, mais elle estime qu'il importe d'étudier attentivement une proposition de cette nature, qui va à l'encontre des dispositions appliquées par la communauté internationale depuis quelques années. Elle ne prendra une position définitive sur cette question qu'à la prochaine session de l'Assemblée générale, qui est le seul organe compétent pour examiner une dérogation à l'une de ses décisions.

31. M. BOATEN (Observateur du Ghana), prenant la parole sur l'invitation du Président, fait l'éloge du rapport du Secrétaire général (E/5763) et se félicite de l'esprit de coopération et de compréhension qui a régné au cours des consultations entre son gouvernement et les représentants du Secrétaire général.

32. Le Ghana, en tant que nation africaine, est guidé par sa vision de l'Afrique de demain, continent fort, uni et libéré de l'injustice, de l'oppression et de l'humiliation. Les prises de position véhémentes de ce pays devant diverses instances internationales peuvent s'expliquer par la conviction que l'indépendance récemment obtenue ne prendra de sens que dans la mesure où elle conduira à la décolonisation et à l'unité totale en Afrique, y compris à l'élimination des théories et des pratiques archaïques, immorales et totalement indéfendables de l'*apartheid* ainsi que des prétentions insoutenables à la supériorité d'une race sur une autre. Ces théories dangereuses ont mis en danger la paix en Afrique et constituent maintenant, plus que jamais, une menace pour la paix et la sécurité internationales.

33. M. Boaten note que, du fait de l'hésitation manifestée au début pour entreprendre la réalisation du Programme, indiscutablement difficile et ambitieux, prévu pour la Décennie, il n'a pas encore été possible d'obtenir le soutien national, régional et international ni les ressources nécessaires indispensables à ce programme. Le soutien au Programme ne devrait pas se limiter à une simple condamnation du système cruel et opprimant de l'*apartheid*. M. Boaten rejette l'argument avancé par certains selon lesquels la situation des victimes de l'*apartheid* serait meilleure que celle d'autres membres de leur groupe ethnique vivant dans des pays indépendants d'Afrique. Ces affirmations visent à fausser le problème et sont dénuées de tout fondement.

34. La thèse selon laquelle la lutte contre le racisme et la discrimination raciale est essentiellement une lutte pour les Africains ou, au mieux, pour ceux que l'on appelle les peuples de couleur du tiers monde, est inadmissible, car le problème intéresse l'humanité tout entière. L'avenir de l'Organisation des Nations Unies

et du monde dépendra de la solution qui sera apportée au problème de l'Afrique australe et aux pratiques racistes dans d'autres parties du monde. Le Ghana continuera à faire des sacrifices pour soutenir la lutte contre l'*apartheid*.

35. Se référant à l'offre de son gouvernement d'accueillir la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, M. Boaten dit que des dispositions ont été prises en vue de la construction d'un certain nombre de bâtiments supplémentaires pour la Conférence. Le Gouvernement ghanéen prendra totalement à sa charge le coût de ces bâtiments ainsi que le coût d'un certain nombre de services auxiliaires. L'économie fragile du Ghana a été sérieusement touchée par la récession mondiale actuelle et, après avoir examiné la question très attentivement, le Gouvernement ghanéen a demandé que l'Organisation des Nations Unies prenne à sa charge au moins la moitié des coûts supplémentaires entraînés par l'organisation de la Conférence au Ghana. Certains objecteront peut-être qu'une telle demande risque de constituer un précédent, mais M. Boaten ne pense pas qu'elle soit la première du genre. Par ailleurs, les précédents ne devraient être suivis que si les circonstances le justifient. Il est important de noter qu'une stricte adhésion aux termes de la résolution 2609 (XXIV) de l'Assemblée générale limiterait sérieusement le nombre des pays en développement qui pourraient accueillir de grandes conférences des Nations Unies.

36. D'après le rapport du Secrétaire général, on ne connaît pas encore exactement le montant des dépenses additionnelles à prévoir et il ne pourra être déterminé que lorsque le Conseil aura pris un certain nombre de décisions relatives à la Conférence et en aura notamment précisé la portée et la durée. La délégation ghanéenne a procédé à un examen préliminaire des prévisions de dépenses établies par le Secrétariat et il lui semble que, en les étudiant de plus près, on serait en mesure d'en réduire davantage le montant, estimé à 645 000 dollars. Le Conseil pourrait nommer un sous-comité préparatoire qui serait, entre autres, chargé de cette tâche. M. Boaten se demande pour quelle raison, lors de la Conférence internationale des droits de l'homme à Téhéran, qui a duré trois semaines (22 avril-13 mai 1968), le montant des dépenses additionnelles à la charge du pays hôte a été inférieur à 250 000 dollars, et pourquoi on n'avait pas demandé à l'époque au pays hôte de payer les frais de voyage des fonctionnaires de l'ONU qui se sont déplacés pour préparer cette conférence.

37. Pour contribuer à diminuer le coût de la Conférence, M. Boaten recommande que le Conseil décide de ne pas faire établir de comptes rendus analytiques, ce qui permettrait d'économiser 185 000 dollars. Les prévisions de dépenses au titre des services de conférence sont très élevées et susceptibles d'être diminuées.

38. Le Ghana fera tout ce qui est en son pouvoir pour assurer la réussite de la Conférence, mais il est indispensable qu'elle bénéficie d'une préparation minutieuse qui devrait être entreprise sans délai.

39. M. Boaten se félicite de ce que les institutions spécialisées, l'OUA, les organismes intergouvernementaux et les organisations non gouver-

nementales contribuent à la réalisation des objectifs du Programme pour la Décennie.

40. Pour résumer en quelques mots les espoirs qu'il nourrit pour l'Afrique australe, le Ghana souhaite voir la Namibie indépendante et libérée de la domination de l'Afrique du Sud et de la minorité raciste, la Rhodésie indépendante et libérée de la domination de la minorité et des racistes et l'Afrique du Sud libérée de l'*apartheid* et de la domination de la minorité. Tous ces pays doivent devenir des sociétés multiraciales, garantissant les mêmes avantages et privilèges à tout homme, femme et enfant, sans considération d'origine, de race, de couleur ou de croyance.

41. M. PETROV (Bulgarie) dit qu'il appuie les buts de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et fait remarquer que son gouvernement est signataire de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale ainsi que de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid*, qui a été adoptée récemment par l'Assemblée générale [résolution 3068 (XXVIII) du 30 novembre 1973]. Il participera activement aux activités entreprises par l'Organisation des Nations Unies à l'occasion de la Décennie.

42. La Bulgarie et les autres pays socialistes continueront à apporter une aide morale, matérielle et politique aux mouvements de libération nationale dans leur lutte contre l'impérialisme, le colonialisme et le racisme.

43. Si toutes les formes de racisme et de discrimination raciale sont odieuses, elles se manifestent sous leur forme la plus détestable en Afrique et en Afrique australe. M. Petrov note que l'Organisation des Nations Unies s'intéresse depuis longtemps à ce problème et est d'avis que les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité ont contribué notablement à l'isolation morale et politique des régimes racistes. La délégation bulgare appuie toutes les résolutions relatives à la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale adoptées à la trentième session de l'Assemblée générale.

44. L'*apartheid*, le racisme et la discrimination raciale constituent une insulte à la dignité humaine et une violation massive et flagrante des droits de l'homme, un obstacle à la coopération internationale, menacent la paix et la sécurité mondiales et entravent sérieusement le développement économique et social. Tous les Etats Membres doivent contribuer davantage à la lutte que mène l'ONU pour l'élimination définitive du racisme et de la discrimination raciale. M. Petrov note que certains pays occidentaux ont poursuivi sans relâche une politique de coopération dissimulée ou de connivence avec les régimes racistes d'Afrique australe, sous le prétexte fallacieux qu'il leur est impossible de contrôler les activités des sociétés multinationales ou en invoquant des considérations de stratégie globale. Il n'est guère surprenant que certains de ces pays cherchent des échappatoires pour éviter de participer à la Décennie et la boycotter totalement. Il est évident que l'impérialisme et ses politiques néo-colonialistes traversent une crise profonde et sont condamnés à échouer. La leçon de l'Angola a prouvé que le courant de l'histoire est irréversible.

45. Dans le contexte des victoires remportées par les peuples angolais et mozambicain, le récent séjour de M. Vorster en Israël est une source de préoccupation croissante pour tous. Le renforcement de l'alliance impie entre Israël et l'Afrique du Sud est un grave défi à l'Organisation des Nations Unies et confirme qu'agression et oppression sont respectivement synonymes de racisme et de discrimination raciale.

46. La délégation bulgare appuie la demande du Gouvernement ghanéen tendant à ce que l'Organisation finance la moitié des dépenses imputables à la tenue de la Conférence hors du Siège par prélèvement sur les contributions volontaires versées pour la Décennie.

47. Mlle RICHTER (Argentine) dit que l'Argentine appuie sans réserve tous les programmes de lutte contre le racisme et la discrimination raciale mis en œuvre par l'ONU conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies et à la politique d'égalité de tous devant la loi, qu'applique, comme chacun sait, son pays. La délégation argentine a appuyé la convocation d'une conférence mondiale au Ghana; elle espère que le Secrétaire général lui accordera l'appui nécessaire et que la Conférence bénéficiera d'une préparation efficace et aussi économique que possible.

48. La délégation argentine espère que le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale proposera à la trente et unième session de l'Assemblée générale des mesures concrètes propres à assurer le succès de la Conférence.

49. M. MAINA (Kenya) fait l'éloge de la politique de l'Organisation des Nations Unies consistant à consacrer une année ou une décennie à l'examen des graves problèmes auxquels doit faire face la communauté internationale. On peut comparer le racisme et la discrimination raciale à une maladie contre laquelle il n'existe pas d'immunisation et qui exige une vigilance constante. Si de nombreuses parties du monde sont exemptes de germes de racisme et de discrimination raciale ou ont réussi à les éliminer, quelques régions — du continent africain notamment — comptent parmi les pires exemples de ce phénomène. Les régimes sud-africain et rhodésien appliquent systématiquement des dispositions constitutionnelles et juridiques fondées sur le racisme et la discrimination raciale et ont refusé de modifier leurs politiques comme ils en ont été priés à maintes reprises par l'Organisation des Nations Unies. L'action entreprise depuis si longtemps par l'ONU a eu des résultats pour le moins décevants, dès lors que l'Afrique du Sud a illégalement occupé la Namibie et étendu à ce territoire des Nations Unies le déplorable système du racisme et de la discrimination raciale.

50. Il est difficile, lorsque l'on parle de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, de ne pas parler d'un autre mal dont les racines sont nourries par le racisme, mais il faut s'efforcer de distinguer entre ces questions. En Afrique australe, la position du peuple africain, victime du racisme et de la discrimination raciale, a toujours été que toutes les populations vivant dans cette partie du monde pourraient y trouver leur place si les régimes d'oppression qui détiennent actuellement le pouvoir politique et économique infléchissaient leur façon d'agir et permettaient à tous les peuples de l'Afrique australe de mener une vie pacifique et normale dans la dignité

humaine. Si aucune évolution n'intervient, des conflits éclateront et leur solution entraînera inévitablement des souffrances accrues et la perte de vies humaines. C'est donc faire preuve d'amitié et non d'hostilité que de demander instamment que l'on prenne des mesures visant à modifier ces systèmes néfastes avant qu'il ne soit trop tard.

51. Malheureusement, les choses ont été tellement déformées par le racisme en Afrique australe et ailleurs qu'elles le sont aussi aux Nations Unies. Si des formes moins violentes de racisme et de discrimination raciale qui sévissent dans d'autres régions du monde méritent l'attention, l'Afrique australe demeure l'exemple le plus virulent de ce mal et a droit à la priorité.

52. Pour autant qu'elle y répugne, l'Organisation des Nations Unies devra inévitablement prendre des mesures énergiques à l'encontre des Etats qui violent de façon flagrante les engagements qu'ils ont pris en devenant Membres de l'Organisation.

53. M. Maina exprime l'espoir que, d'ici à la fin de la Décennie, aucun Etat du monde ne sanctionnera officiellement et publiquement le racisme dans sa Constitution et dans sa législation. Le racisme engendre de nombreux autres maux, comme le colonialisme et l'impérialisme, et son élimination allégerait les souffrances indicibles que subissent les peuples du monde.

54. Le PRÉSIDENT propose que le Conseil fixe au lundi 3 mai, à 17 h 30, la limite du délai de dépôt des projets de résolution relatifs à la question à l'examen.

55. M. BADAWI (Egypte) dit qu'un de ces projets de résolution en est aux tous premiers stades d'élaboration et demande que cette limite soit reportée de 24 heures et fixée au mardi 4 mai à 17 h 30.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 18 heures.

1993^e séance

Judi 29 avril 1976, à 11 h 10.

Président : M. Siméon AKE (Côte d'Ivoire).

E/SR.1993

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (suite) [E/5759 et Add.1, E/5760 et Add.1, E/5763, E/5799, E/5813]

1. M. MALIKYAR (Afghanistan) dit que c'est en grande partie grâce aux efforts exercés par l'Organisation des Nations Unies que la prise de conscience des fléaux que sont le racisme, la discrimination raciale et l'*apartheid* a continué de s'affirmer et que la communauté internationale participe désormais à la lutte visant à leur élimination. On s'accorde maintenant à reconnaître, plus que jamais, que la réalisation et l'exercice des normes universelles des droits de l'homme sont tout à la fois inévitables et indispensables pour préserver la paix et la sécurité internationales. La communauté internationale doit s'employer à assurer le plein respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, en particulier le droit à l'autodétermination, condition fondamentale du respect des autres droits, et à favoriser l'élimination complète de la domination étrangère et du colonialisme sous toutes ses formes. En ce qui concerne l'Afrique australe, les progrès réalisés dans les anciens territoires portugais contrastent avec la situation effroyable qui continue de régner dans certains territoires, y compris la Namibie et le Zimbabwe. La délégation afghane se félicite des récentes résolutions du Conseil de sécurité portant condamnation des activités illégales des régimes racistes en Afrique du Sud et elle appuie la décision prise par le Gouvernement mozambicain d'appliquer les sanctions arrêtées contre le régime illégal de la Rhodésie du Sud.

2. La délégation afghane demande instamment à tous les Etats de donner leur plein appui au Programme de

la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale [résolution 3057 (XXVIII) de l'Assemblée générale, annexe] et se félicite de l'offre faite par le Gouvernement ghanéen d'accueillir la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale en 1978 (voir E/5763). L'Afghanistan a toujours participé activement aux efforts visant à promouvoir la mise en œuvre et la réalisation universelle des libertés fondamentales, soutenant les droits des peuples qui luttent pour l'autodétermination et contre la loi et la domination étrangères. La discrimination raciale est interdite en Afghanistan, et ce pays n'a jamais entretenu de relations d'aucune sorte avec les régimes minoritaires racistes.

3. M. FADHLI (Yémen démocratique) fait observer que, partout où s'exercent le racisme et la discrimination raciale, on constate que ces pratiques recueillent le plein appui et la collaboration d'un ou de plusieurs Etats impérialistes. Ces Etats se font les principaux protecteurs et alliés des régimes racistes en leur fournissant une aide militaire et économique bilatérale ou en s'opposant à toute décision qui pourrait être prise par la communauté internationale afin d'éliminer les manifestations honteuses du racisme et de la discrimination raciale. Le monde entier doit s'attacher à éliminer ces fléaux, et les efforts en ce sens déployés par les nations et par les organisations internationales doivent se poursuivre. A cet égard, la délégation du Yémen démocratique estime que le Séminaire international sur l'élimination de l'*apartheid* et le soutien de la lutte pour la libération de l'Afrique du Sud, qui doit se tenir à La Havane du 24 au 28 mai 1976, ainsi que la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, qui doit se tenir au Ghana en 1978, constituent des initiatives extrêmement

louables. M. Fadhli souhaite vivement que le Conseil économique et social appuie ces efforts et il recommande que l'ONU prenne en charge conjointement avec le Gouvernement ghanéen les dépenses entraînées par l'organisation de la Conférence au Ghana.

4. L'Assemblée générale a adopté la résolution 3057 (XXVIII) en 1973 aux fins de lutter contre le racisme et la discrimination raciale, et elle a adopté la résolution 3379 (XXX) en 1975, dans laquelle elle déclare que le sionisme est une forme de racisme. Ces deux résolutions ne sauraient être dissociées. Le peuple palestinien, tout comme le peuple de l'Afrique australe, lutte contre l'occupation étrangère, la confiscation de sa terre par la force, la destruction de ses foyers et le refus de reconnaître son droit inaliénable à l'autodétermination. Le sionisme ne saurait être qualifié de mouvement de libération nationale. M. Fadhli rappelle à ce propos la déclaration faite par la délégation du Koweït à la trentième session de l'Assemblée générale et rappelant que, lorsque avait débuté le mouvement sioniste, il s'était lui-même intitulé colonialisme. De fait, le colonialisme était alors fort en vogue.

5. M. FASLA (Algérie) dit que son pays attache la plus grande importance à la mise en œuvre intégrale du Programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale ainsi qu'au succès de la Décennie. La situation en Afrique australe devient chaque jour plus menaçante pour la paix et la sécurité internationales. Les régimes blancs minoritaires continuent de défier la communauté internationale, et celle-ci ne doit pas se laisser abuser par leur propagande lorsque ces régimes parlent de dialogue et de négociations en vue d'assurer l'évolution pacifique de la situation. Ces régimes, qui reposent sur l'oppression, sont soutenus par des groupes d'intérêts internationaux, qui sont les alliés du racisme et de l'*apartheid*. L'agression dont l'Angola a été victime de la part de l'Afrique du Sud, appuyée par la réaction internationale, démontre les menaces que font peser les régimes racistes sur la sécurité des pays limitrophes et sur la paix.

6. La communauté internationale doit agir pour exprimer sa détermination d'œuvrer à l'élimination totale et inconditionnelle du racisme, de la discrimination raciale et de l'*apartheid*. Les actions de certains pays jettent des doutes sur la sincérité de leurs déclarations condamnant les régimes minoritaires, lesquels ne pourraient continuer de défier la communauté internationale sans l'aide économique, militaire et diplomatique que leur apportent ceux-là mêmes à qui la Charte des Nations Unies a confié des responsabilités particulières pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Les pays non alignés, les pays africains, les pays socialistes et d'autres pays progressistes dans le monde n'ont cessé de dénoncer les alliés et complices des régimes racistes. L'action de la communauté internationale doit être renforcée et doit se traduire, entre autres, par la rupture de toutes relations avec les régimes racistes, la dénonciation devant toutes les tribunes internationales de ces régimes et de ceux qui les soutiennent, l'application immédiate des résolutions de l'Organisation des Nations Unies, en particulier dans le domaine des sanctions économiques, la fourniture d'une aide matérielle et morale aux mouvements de libération nationale et aux

peuples qui luttent contre des régimes d'oppression et la fourniture d'une assistance à la Zambie, au Mozambique et à l'Angola dans leur lutte contre ces régimes. Le Conseil de sécurité doit assumer pleinement ses responsabilités et prendre toutes les mesures qui s'imposent au titre du Chapitre VII de la Charte.

7. Le peuple palestinien subit la même oppression que les Noirs d'Afrique australe, une oppression fondée sur la notion de supériorité raciale. L'Assemblée générale a assumé ses responsabilités en adoptant la résolution 3379 (XXX), qui assimile le sionisme au racisme. La véritable nature du sionisme est apparue au grand jour, non pas dans la philosophie de ses fondateurs mais dans la pratique. Le sionisme a imposé la discrimination religieuse sur le sol palestinien et pratique une forme d'*apartheid* aussi déplorable que celle qui est appliquée en Afrique du Sud, pratique que la communauté internationale a raison de vouloir éliminer. La récente visite de Vorster en Israël démontre d'une manière éclatante les liens spéciaux et la collaboration étroite qui existent entre les deux régimes dont les traits communs sont l'oppression, l'agression et la discrimination raciale.

8. Une autre forme importante de discrimination raciale est celle dont sont victimes les travailleurs migrants du tiers monde, qui sont obligés d'émigrer et d'aller travailler dans des pays étrangers. Les pays qui accueillent les travailleurs migrants devraient adopter des mesures législatives visant à protéger la dignité de ces travailleurs et à leur accorder un traitement identique à celui dont jouissent leurs ressortissants.

9. Le représentant de l'Algérie demande instamment à tous les Etats d'attacher une importance particulière aux moyens d'information et aux instruments de culture dans la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Cette lutte s'inscrit dans le cadre des efforts entrepris dans le monde entier pour instaurer des rapports économiques et sociaux plus équitables entre les nations et pour promouvoir le développement harmonieux des pays du tiers monde. La délégation algérienne se félicite de la prochaine Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, qui doit se tenir au Ghana, et demande instamment au Conseil d'appuyer la requête du Gouvernement ghanéen concernant les dépenses occasionnées par la Conférence.

10. M. BROAD (Royaume-Uni) dit que le Royaume-Uni ne prétend pas être une société parfaite mais que, grâce à sa tradition de liberté de parole, chacun peut y prendre connaissance en lisant les journaux du débat passionné auquel donnent lieu des questions aussi difficiles que celle des relations raciales dans le pays même et à l'étranger. M. Broad fait observer qu'un consensus s'est dégagé au sein de l'ONU quant à la signification du racisme et de la discrimination raciale et quant aux mesures pouvant être prises dans ce domaine. L'évolution de ce consensus peut être attribuée à deux faits : la force issue de l'expérience qu'a connue l'Europe entre 1933 et 1945 et le mouvement international pour l'autodétermination et la protection des droits de l'homme depuis 1945. Grâce à ces deux forces, une coalition s'est formée pour supprimer le racisme et la discrimination raciale en tant qu'éléments des relations internationales. A cet égard, l'ONU a su s'acquitter de ses responsabilités vis-à-vis de la communauté interna-

tionale en veillant à ce que le processus de décolonisation se poursuive sans les terribles effusions de sang et les souffrances des guerres précédentes. L'Afrique du Sud offre un exemple consternant de discrimination raciale institutionnalisée, mais il importe de bien comprendre que la lutte contre la discrimination raciale va bien au-delà de la lutte contre l'*apartheid*, faute de quoi la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale perdrait son caractère universel et une partie de sa force morale. Le consensus général sur le racisme et la discrimination raciale qui s'est dégagé au sein de l'ONU pourrait être renforcé dans les années à venir et pourrait de même renforcer les efforts déployés par tous les Etats Membres pour lutter contre la discrimination raciale si certaines conditions étaient réunies. Si l'Assemblée générale redéfinit arbitrairement le racisme comme elle l'a fait dans sa résolution 3379 (XXX), un tel consensus ne peut plus exister. De même, il ne peut y avoir de consensus si l'Assemblée générale permet que des querelles partisans soient exploitées en vue de discréditer l'intégrité morale de l'une des parties à ces querelles. La préoccupation commune de tous les Etats Membres de l'ONU doit être de veiller à ce que le processus inauguré de façon si prometteuse par la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale [résolution 2106 A (XX) de l'Assemblée générale] et par la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale soit renforcé. Toutefois, même s'il s'avérait qu'une telle évolution n'est pas possible, le Royaume-Uni n'en continuera pas moins de tout faire pour promouvoir l'harmonie raciale sur son territoire et à l'étranger, et en particulier en Afrique australe.

11. M. SALLAM (Yémen) dit que, bien que des progrès aient été accomplis depuis la proclamation de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, le racisme et la discrimination raciale existent encore.

12. Le Gouvernement yéménite se félicite de l'initiative qu'a prise le Gouvernement ghanéen en offrant d'accueillir la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et estime, comme lui, que la moitié, sinon la totalité, du coût de la Conférence devrait être à la charge de l'ONU.

13. L'alliance impie entre les systèmes racistes d'Israël et de l'Afrique du Sud a été mise en relief par la visite du Premier Ministre sud-africain en Israël. Le Premier Ministre sud-africain aurait déclaré qu'un comité ministériel commun serait créé pour examiner les questions de développement commercial, d'investissements, de coopération scientifique et industrielle et d'utilisation en commun des matières premières sud-africaines et de la main-d'œuvre israélienne. Ce nouveau lien entre le sionisme et l'*apartheid* montre que les deux systèmes sont résolus à revenir à leur politique de discrimination raciale, au mépris des condamnations de l'opinion mondiale; ces deux régimes, qui ont été fondés sur l'hypothèse coloniale qu'un peuple européen avait un droit moral et historique sur les terres d'un autre peuple, ont créé d'énormes systèmes de racisme institutionnalisés, ont aliéné la communauté mondiale et se sont fermement opposés à l'application des résolutions des Nations Unies. Le Conseil est donc dans l'obligation de recommander à l'Assemblée générale de réaffirmer

toutes ses résolutions sur le racisme, la discrimination raciale et l'*apartheid* et de rendre obligatoires certaines mesures positives contre les gouvernements qui pratiquent la discrimination raciale.

14. M. GUTIERREZ (Bolivie) dit que le caractère autochtone de la nation bolivienne a été confirmé à de nombreuses reprises par les idéalistes et les révolutionnaires, par les milieux gouvernementaux et par la population. La simple mention du nom de "Tiahuanaco" fait apparaître les images d'une civilisation étonnante, depuis longtemps disparue, où les Quechuas et les Aymaras ont peuplé la région des andes. L'esprit profond de cette race a survécu. Les noms de Tupac Amaru, de José Gabriel Condorcanqui et de Julio Apaza nous rappellent les efforts répétés déployés par la population autochtone pour se libérer de la domination coloniale espagnole. La lutte d'indépendance lancée par les guérilleros et les paysans *criollos* et menée par les grands libérateurs a duré 15 ans et forgé un lien indestructible entre la classe dirigeante et la population paysanne.

15. A aucun moment pendant les époques coloniale ou républicaine il n'y a eu un seul exemple de discrimination raciale. Au contraire, la démocratie sociale a été et continue d'être tellement réelle qu'on a parfois dédaigneusement qualifié le peuple bolivien de *Cholos* ou métis. Cependant, ce métissage est à l'origine de la vitalité qui caractérise aujourd'hui la nation bolivienne.

16. On ne peut nier que les *criollos*, en tant que classe dirigeante de la République, ont cherché à jouir des mêmes droits que les anciens colonialistes en matière de propriété foncière et d'administration publique. Cependant, les temps ont changé. En vertu de la Constitution, aucune forme de servitude ne peut être reconnue et nul ne peut être obligé à travailler sans son consentement ni sans rémunération adéquate. La Constitution stipule que chacun jouit des droits, des libertés et des garanties qu'elle reconnaît, sans distinction de race, de sexe, de langue, de religion, de conviction politique ou autre, d'origine ou de statut économique ou social; la dignité et la liberté de la personne sont inviolables, et l'Etat a pour principal devoir de les respecter et de les protéger. En Bolivie, les paysans ne sont pas tenus de rendre des services non rétribués et ils sont propriétaires des terres qu'ils cultivent. On s'efforce actuellement d'obtenir des prêts et des apports techniques suffisants pour les encourager à produire dans un but lucratif et pour améliorer les niveaux d'instruction et de culture de la population. Il convient également de noter qu'il y a eu beaucoup de ministres, de sénateurs, de députés, de maires, d'écrivains et d'artistes boliviens d'ascendance purement indienne.

17. Il n'y a pas de discrimination raciale en Bolivie et le Gouvernement bolivien est fermement en faveur de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Cette lutte est étroitement liée au processus d'émancipation des peuples africains. Elle ne doit pas être camouflée par des intérêts extérieurs; on ne ferait ainsi que repousser la libération de certaines majorités africaines en leur retirant l'appui de ceux qui pourraient le mieux contribuer à la conquête de leur liberté. Il ne faudrait pas non plus faire de cette question un élément de stratégie politique.

18. En conclusion, M. Gutierrez remercie le Gouvernement ghanéen d'avoir offert d'accueillir la prochaine Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale.

19. M. HERZOG (Observateur d'Israël), prenant la parole sur l'invitation du Président, dit que, lorsque la Troisième Commission a recommandé le Programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale à l'Assemblée générale à sa vingt-huitième session, sa délégation a été de celles qui l'ont approuvé fermement et sans équivoque, car son pays éprouve une grande répulsion pour toute discrimination fondée sur des distinctions de race, de couleur ou de religion, mais surtout parce que, pendant des siècles, le peuple juif a été la victime traditionnelle du racisme dans diverses parties du monde. A cet égard, le mois d'avril a une signification particulière, car le vingt-septième jour du mois hébreu de nissan, le peuple juif a rendu hommage aux six millions de Juifs tués par les nazis et aux héros tombés lors du soulèvement du ghetto de Varsovie. C'est pour empêcher que des événements aussi tragiques ne se reproduisent et pour assurer la protection des droits de l'homme dans le monde entier que l'Assemblée générale avait proclamé, à l'origine, la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale.

20. Dans sa réponse au questionnaire adressé par le Secrétaire général en vertu de l'alinéa e du paragraphe 18 du Programme [voir E/5759, annexe], le Gouvernement israélien a déclaré qu'en Israël le racisme et la discrimination raciale, dans le sens qu'on leur donne dans les débats internationaux, n'existent pas. Démocratie constituée de groupes ethniques, religieux et linguistiques différents, Israël a été guidé, dès sa création, par les principes de liberté, de justice et de paix, en assurant autant que possible l'égalité des droits sociaux et politiques à tous ses habitants. Etant donné le cours tragique qu'a suivi l'histoire du peuple juif, le maintien de la dignité de l'homme a valeur d'axiome dans la vie d'Israël, qui s'est toujours efforcé d'éliminer toutes les distinctions, les exclusions, les restrictions et les préférences fondées sur une distinction de race, de couleur ou d'origine nationale ou ethnique qui auraient pour objet ou pour résultat d'empêcher l'exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales sur une base d'égalité. Bien qu'il ait dû surmonter maints obstacles internes et externes, Israël peut se targuer là de résultats honorables.

21. Israël a tenu à participer à la Décennie, parce qu'il faut manifestement que les peuples qui ont le plus souffert de la discrimination dans l'histoire partagent leurs expériences et mettent leurs efforts en commun pour instaurer la compréhension et l'harmonie. Toutefois, les extrémistes et les racistes arabes ont décidé que c'était eux, et eux seuls, qui avaient qualité pour lutter contre le racisme et que la participation des pays occidentaux et d'Israël ne pouvait en aucune manière contribuer au succès de cette décennie. Eux, qui ont livré une guerre de génocide au peuple kurde, qui ont massacré plus d'un demi-million de Noirs en Afrique, qui tiennent en otage une minuscule communauté juive pour appliquer leur politique de haine et qui ont déclaré que, de l'océan Atlantique jusqu'au golfe Persique, qu'ils appellent le golfe Arabe, seule la présence arabe était tolérée — eux,

et eux seuls au monde, sont qualifiés pour déterminer la façon d'éliminer le racisme de la surface de la Terre.

22. Pour le peuple juif et pour les peuples libres et civilisés du monde entier, le 10 novembre 1975 demeurera un jour d'infamie. Les Etats arabes, en forçant les Nations Unies à assimiler le sionisme au racisme, ont jeté le discrédit sur l'Organisation et suscité dans le monde entier un sentiment de répulsion. Bien qu'Israël ait approuvé toutes les mesures visant à éliminer le racisme dans le monde — et il n'en est de meilleurs témoins que les pays africains, avec nombre desquels Israël continue de coopérer en matière de développement — il a été obligé à regret de dénoncer une résolution qui portait sur cette question. L'introduction d'une notion politique partisane et sans rapport avec la question dans cette résolution oblige la délégation israélienne, non sans regret, à s'opposer au Programme pour la Décennie tant qu'il impliquera cette notion obscène. M. Herzog demande donc au Conseil de rejeter le Programme tant qu'il n'aura pas été vidé d'un élément inspiré par les racistes et les antisémites et il ose espérer que, avant que ce ne soit chose faite, le Programme ne bénéficiera d'aucun appui.

23. M. Herzog rejette purement et simplement les remarques qu'ont inspirées à certains représentants les visites faites en Israël par des dirigeants sud-africains. La position de son pays sur l'*apartheid* a été exposée à maintes reprises et demeure inchangée. Israël s'est toujours abstenu de tout commentaire sur les visiteurs reçus par d'autres pays. La seule différence entre Israël et les pays qui suivent la voie de l'hypocrisie, c'est qu'Israël agit au grand jour, qu'Israël n'a rien à cacher. La visite du premier ministre Vorster a débuté par un pèlerinage aux Lieux saints à l'occasion des fêtes de Pâques. M. Herzog imagine facilement quelle aurait été la réaction de ses collègues arabes si un pèlerin s'était vu refuser l'accès aux Lieux saints uniquement en raison de ses opinions politiques. En fait, des millions d'étrangers et des centaines de milliers d'habitants de pays arabes se sont rendus aux Lieux saints en Israël. Les dirigeants de tous les pays, y compris ceux qui ont exprimé des vues hostiles à l'égard d'Israël, sont les bienvenus aux Lieux saints. Cela ne signifie pas toutefois qu'Israël sera influencé d'aucune manière par leurs opinions sur Israël ou sur l'avenir politique du Moyen-Orient. Si des membres du Conseil ou Membres de l'Organisation des Nations Unies souhaitent examiner l'ensemble de la question des visites des dirigeants de divers pays, libre à eux, à condition que cet examen ne soit pas sélectif. S'il devait y avoir au Conseil un membre pour suggérer que la visite d'un dirigeant national implique automatiquement que l'Etat qui le reçoit se range aux conceptions politiques, sociales ou économiques du visiteur, tous les pays sans exception risqueraient fort de se trouver dans une position plutôt délicate, embarrassante et intenable. Si l'on prétend insinuer que le fait de recevoir M. Vorster et ses ministres doit être interprété comme une caution des politiques du Gouvernement sud-africain, dès lors cette conclusion doit sans nul doute être valable pour tous les pays où de semblables visites ont eu lieu.

24. Est-il préférable de rechercher le dialogue et de tenter d'influencer et de convaincre, comme cela a été le cas dans la plupart des conflits dans le monde, ou faut-il faire preuve d'immaturité politique et adopter

l'attitude obstinée des pays arabes qui refusent de rencontrer les représentants d'Israël, refusent d'influencer par le dialogue et, de l'avis de M. Herzog, ont peur d'être influencés par le dialogue ? Pour quel système faut-il pencher : le système des rapports directs et ouverts, sur la base de la dignité mutuelle, ou le refus d'aborder les problèmes en pratiquant la politique de l'autruche ? Là est toute la question. Dans un monde où le dialogue existe, on peut se comprendre. Sans dialogue, pas de compréhension possible. Et sans courage, pas de dialogue possible. Cela ne rime à rien de n'examiner qu'un petit aspect d'un problème. Il faut renoncer à proférer des accusations sélectives et soumettre tous les faits à l'examen de tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies.

25. La position d'Israël sur la question de la discrimination raciale a plus d'une fois été clairement exposée. C'est le peuple juif qui a introduit dans le monde la notion que Dieu a créé l'homme — tous les hommes — à son image, qui a apporté au monde l'idéal contenu dans les mots "tu aimeras ton voisin comme toi-même". C'est le peuple juif dont le dirigeant Théodore Herzl, fondateur du sionisme moderne, a écrit dans son livre *Altneuland* en 1902 :

"Il existe un problème d'infortune raciale qui n'a toujours pas été résolu, problème dont seul un Juif peut comprendre les résonances profondes : je veux parler du problème des Africains. Souvenez-vous de tous ces terribles épisodes de la traite des esclaves, de ces êtres humains qui, pour le seul motif qu'ils étaient noirs, étaient volés comme du bétail, faits prisonniers, capturés et vendus. Leurs enfants ont grandi en pays étranger, en butte au mépris et à l'hostilité parce que la couleur de leur peau était différente. Je n'ai pas honte de le dire. . . lorsque j'aurai été témoin de la rédemption d'Israël, mon peuple, je souhaite assister à la rédemption du peuple noir."

26. Les Juifs sont un peuple multiracial de toutes couleurs et de toutes origines, dont la religion peut être librement adoptée par tous, sans distinction de race, de couleur ou de sexe; un peuple qui, bien qu'exposé de toutes parts à la haine et à une intransigeance impitoyables, a réussi à mettre en place une administration dans les territoires qu'il occupe depuis 1967 — et qu'il continuera à administrer en attendant les négociations qui devront mener à la paix — territoires où les habitants arabes ont pu procéder à des élections libres, ce qui n'est le cas nulle part ailleurs dans le monde arabe, auxquelles pour la première fois les femmes ont été admises à participer, encore qu'il ait été évident que les résultats du vote ne seraient pas tous politiquement au goût du peuple juif. Les régimes racistes et despotiques qui prononcent d'interminables diatribes contre Israël à l'ONU ne devraient pas avoir le droit de faire même mention du mot "liberté" : c'est une notion qui les dépasse et dont ils seraient bien incapables de comprendre le sens.

27. M. ARAIM (Observateur de l'Irak) prenant la parole sur l'invitation du Président, dit que son gouvernement attache une grande importance à la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Le combat que mènent sans discontinuer les peuples d'Azanie, de Namibie, de Palestine et du Zimbabwe montre que les peuples d'Afrique et d'Asie

sont résolus à éliminer de leurs continents toutes les séquelles du colonialisme et du racisme. Le triomphe des mouvements de libération nationale en Afrique australe renforcera la lutte engagée par les Palestiniens pour recouvrer leurs droits. La collaboration militaire et politique entre l'Afrique du Sud et le régime sioniste de Palestine est bien connue et prouve que les deux régimes n'ont pas renoncé à leur répression sur les peuples qu'ils dominent.

28. La résolution 3379 (XXX) de l'Assemblée générale a été une résolution capitale, attendue de longue date. Le peuple de Palestine a longtemps souffert des atrocités commises par les autorités sionistes, et l'Organisation des Nations Unies a ainsi contribué à porter à l'attention du monde le comportement raciste du mouvement sioniste, qui, non content d'usurper le territoire du peuple palestinien, persiste à nier l'existence même de ce peuple. Les résolutions 1904 (XVIII) et 2106 A (XX) de l'Assemblée générale donnent des définitions précises du terme "discrimination raciale" et, examinée à la lumière de ces résolutions, l'action du mouvement sioniste en Palestine peut être considérée comme une forme de discrimination raciale. Déjà en 1919, à une époque où 90 p. 100 de la population de la Palestine était palestinienne, Chaïm Weizmann, un des fondateurs du mouvement sioniste, déclarait que la Palestine serait "aussi juive que l'Angleterre est anglaise".

29. M. ARAIM se demande si la délégation du Royaume-Uni pourrait justifier la suggestion que la définition du racisme et de la discrimination raciale ne peut se fonder que sur l'expérience européenne. L'Afrique et l'Asie ont subi les effets du racisme et la domination coloniale de pays comme le Royaume-Uni, et c'est la collusion de l'impérialisme et du colonialisme qui a aidé le mouvement sioniste à chasser les Palestiniens de leur patrie. La délégation irakienne rejette les propos insultants des Etats-Unis qui ont prétendu que le sionisme serait un mouvement de libération. Les succès des mouvements de libération et la solidarité avec la lutte palestinienne des pays qui ont récemment accédé à l'indépendance permettent heureusement de démasquer les véritables intentions du sionisme.

30. L'évolution récente de la situation en Israël donne de nouvelles preuves du comportement discriminatoire des autorités sionistes. Les Arabes palestiniens vivant dans les territoires occupés en 1948 ont toujours été privés de la jouissance de leurs droits fondamentaux, alors que les Juifs émigrant d'autres pays se voyaient accorder une priorité dans tous les domaines. Aujourd'hui de nouveaux immigrants juifs se sont installés sur la rive occidentale du Jourdain. Les sionistes ne se sont pas contentés de s'emparer des terres arabes, ils se mêlent de la liberté de religion des Arabes et de certains de leurs autres droits fondamentaux. Les événements des derniers mois ont démontré une fois de plus que, si les Arabes rejettent les prétentions des autorités sionistes, c'est parce qu'ils connaissent parfaitement leurs desseins, et il est grand temps que l'Organisation des Nations Unies condamne à nouveau le sionisme en tant que forme de racisme et de discrimination raciale. La conduite d'Israël doit également être condamnée parce que ce pays pratique la discrimination raciale à l'encontre des Palestiniens.

31. Le Gouvernement irakien rejette catégoriquement les allégations du représentant israélien qui a prétendu que la communauté kurde d'Irak faisait l'objet d'une discrimination. Chacun sait que cette communauté jouit d'une entière liberté et de l'égalité de droits avec le reste de la population, conformément à la législation nationale. Il rejette également les propos fallacieux selon lesquels les Juifs vivant dans les pays arabes y seraient maltraités. Les sionistes ont commis des actes criminels pour forcer les Juifs à quitter le monde arabe, et les historiens sionistes eux-mêmes ont reconnu que, avant d'émigrer en Israël, les Juifs des pays arabes bénéficiaient exactement des mêmes possibilités que tous les autres groupes de population de ces pays.

32. Le PRÉSIDENT exhorte toutes les délégations à faire preuve de modération dans leurs interventions.

33. Le représentant de l'Organisation de libération de la Palestine, qui, conformément à la décision 129 (LIX) du Conseil, a été invitée à participer, sans droit de vote, aux débats du Conseil portant sur toute question qui présenterait pour elle un intérêt particulier, a demandé d'être autorisé à faire une déclaration.

34. En vertu des dispositions de l'article 73 du règlement intérieur du Conseil, le Président invite le représentant de l'Organisation de libération de la Palestine à prendre la parole.

35. M. TERZI (Organisation de libération de la Palestine), dit que son organisation, qui représente le peuple palestinien, appuie sans réserve toutes les activités tendant à éliminer le racisme et la discrimination raciale, en particulier en Afrique, ainsi que le Programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. La lutte contre le racisme est inséparable de la lutte contre la discrimination raciale et le peuple palestinien considère toute victoire sur l'idéologie raciste, où qu'elle soit, comme une contribution à sa propre lutte contre la domination raciste.

36. Certains pays prétendent que l'adoption de la résolution 3379 (XXX) de l'Assemblée générale entrave l'exécution du Programme de la Décennie. Pareille attitude est inacceptable, étant donné qu'aucune activité concrète tendant à appliquer le Programme n'a été entreprise au cours de la période comprise entre l'adoption de ces deux résolutions, ce qui prouve que ces pays sont en fait opposés à la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, qui, dans certaines parties du monde, prennent la forme de l'*apartheid* et, dans la région et le pays de M. Terzi, celle du sionisme. En outre, ces pays continuent d'entretenir des rapports avec l'Afrique du Sud. M. Terzi se demande quelle est l'attitude des Etats-Unis, défenseurs empressés du régime raciste de Tel Aviv, devant l'axe Pretoria-Tel Aviv, si l'on se souvient en particulier que la paix mondiale a été détruite par un autre axe dans les années 30. Au lieu de critiquer ouvertement l'Afrique du Sud jusqu'à ce que toutes les formes de discrimination raciale soient éliminées sur toute l'étendue du continent africain, les Etats-Unis ont versé des milliards de dollars à Israël, qui supporte l'Afrique du Sud. Il ne serait pas réaliste d'espérer, au cours d'une année d'élection, que les Etats-Unis incitent le régime de Tel Aviv à participer à l'élimination du système de discrimination raciale le plus déplorable au monde. Malgré le mépris des Etats-Unis pour les décisions de l'Organisation des

Nations Unies, la victoire du peuple angolais sur le régime raciste qui l'a longtemps dominé montre que la lutte internationale de plus en plus active aboutira à l'émancipation complète du continent africain, malgré les sommes importantes que les Etats-Unis versent au régime raciste d'Israël.

37. En tant que Palestinien né à Jérusalem, M. Terzi déplore que l'on ait décrit la visite de Vorster en Israël comme "un pèlerinage aux Lieux saints à l'occasion de Pâques". D'après un journal israélien publié en hébreu, en date du 23 avril, le Premier Ministre sud-africain, Vorster, a nié devant le Parlement qu'il ait signé, au cours de sa visite, ou "pèlerinage", un traité prévoyant l'octroi par Israël d'une aide à l'Afrique du Sud dans le cas où cette dernière serait attaquée et l'octroi d'une aide sud-africaine à Israël dans l'éventualité d'une guerre avec les Arabes au Moyen-Orient. Le *Jerusalem Post*, publication quasi officielle, a également commenté la visite de Vorster. Il a fait observer que les partisans d'un rapprochement entre les deux Etats considéraient que les avantages pratiques sur les plans militaire, politique et économique l'emportaient sur les autres considérations, que, comme la politique d'Israël en Afrique noire était restée stérile, un renforcement de ses relations avec l'Afrique du Sud constituait une réaction naturelle devant la rupture des relations des pays africains avec Israël et que les rapports entre les deux pays dans le domaine militaire étaient plus importants encore que leurs relations sur d'autres plans.

38. Après avoir mentionné divers événements historiques montrant qu'Israël avait appuyé le régime sud-africain depuis sa création et que Pretoria considère les succès militaires israéliens comme une victoire des Blancs sur des non-Blancs au Moyen-Orient, M. Terzi ajoute qu'il ne citera la réponse sioniste au questionnaire adressé par le Secrétaire général en application de l'alinéa e du paragraphe 18 du Programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale que pour attirer l'attention du Conseil sur l'expression "du minimum de distinctions, ... généralement admis" cité au paragraphe 14 du document E/5759. A sa réunion du 19 juin 1974, le Conseil national palestinien a clairement montré qu'il était attaché à la création d'un Etat palestinien démocratique, comme le Président du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine, M. Yasser Arafat, l'avait déclaré devant l'Assemblée générale, le 13 novembre 1974¹.

39. M. Terzi remercie au nom de son organisation le Gouvernement ghanéen de s'être offert à accueillir la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale; celle-ci apportera une contribution importante à la réalisation des objectifs de la Décennie et mobilisera l'opinion mondiale en faveur de l'application des décisions de l'Organisation des Nations Unies tendant à éliminer toutes les formes de racisme et de discrimination raciale.

40. M. ALLAF (Observateur de la République arabe syrienne), prenant la parole sur l'invitation du Président, dit qu'à la fin du séjour du Premier Ministre sud-africain, Vorster, en Israël, une commission économique conjointe a été créée en vue d'encourager les investissements, le commerce et la coopération

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Séances plénières, 2282^e séance.

scientifique et technique entre les deux pays en utilisant les matières premières de l'Afrique du Sud et les connaissances techniques d'Israël. Au cours de ce séjour, qui a été décrit par le représentant sioniste comme un pèlerinage aux Lieux saints, le chef du régime raciste le plus répugnant au monde a visité des usines d'aviation et des bases de l'aviation israélienne. Les autorités israéliennes ont interdit tout reportage sur ces visites. M. Allaf considère, avec le représentant de l'Organisation de libération de la Palestine, que l'emploi du mot "pèlerinage" à propos de la visite du plus grand symbole vivant du racisme, est une insulte aux religions chrétienne, musulmane et juive.

41. Les rapports étroits existant entre Israël et l'Afrique du Sud ne sont pas une conséquence de l'adoption de la résolution 3379 (XXX) par l'Assemblée générale. Les documents de l'Organisation des Nations Unies contiennent d'amples preuves de l'existence d'une coopération de plus en plus étroite entre les deux régimes racistes.

42. Les idéaux du judaïsme exposés par le représentant sioniste sont dignes d'admiration. Malheureusement, le régime sioniste raciste n'applique pas ces idéaux dans les faits. Au contraire, des mesures inhumaines, comme la Loi sur le retour, d'inspiration raciste, permet aux Juifs qui ne sont pas nés dans le pays, ou dont les ancêtres n'ont même jamais vu ce pays, de s'établir en Palestine, alors que les Palestiniens qui vivent sur ces terres depuis des siècles sont traités comme des citoyens de troisième catégorie.

43. M. Allaf réfute les assertions du représentant sioniste selon lesquelles Israël serait impatient de participer à la Décennie et selon lesquelles des extrémistes arabes, racistes et antisémites en compromettraient le succès. Il déplore qu'Israël et d'autres Etats aient deux poids et deux mesures selon

qu'ils condamnent le racisme dans certaines parties du monde et le justifient et le protègent dans d'autres. Le représentant sioniste n'a fait mention de l'attitude d'Israël, vis-à-vis de la discrimination raciale, que pour déclarer que sa position est bien connue. Ce qui est bien connu, c'est la collaboration, la coopération et l'alliance impie d'Israël avec le régime de Pretoria.

44. Dans un de ses numéros de 1972, la revue "Témoignage chrétien" a publié les résultats d'une vaste étude qui montre qu'il existe de nombreuses analogies entre les régimes sud-africain et israélien; ils exercent un contrôle répressif sur la population, respectivement sud-africaine et palestinienne; tous deux font partie de la stratégie néo-colonialiste occidentale en Afrique et ils partagent tous deux le patrimoine commun des colonisateurs implantés par la force.

45. Prétendre que le sionisme est un mouvement de libération nationale est totalement inacceptable étant donné que les chefs du sionisme coopèrent avec l'Afrique du Sud, le plus grand ennemi des mouvements de libération nationale légitimes d'Afrique australe et d'ailleurs. En outre, la communauté internationale sait comment les soldats du sionisme traitent les jeunes et les vieillards, les femmes et les enfants, dans les territoires soumis à l'occupation illégale sioniste.

46. En conclusion, M. Allaf rappelle les décisions prises à la Conférence internationale sur la Namibie et les droits de l'homme qui s'est tenue à Dakar en janvier 1976, décisions qui témoignent de la détermination de toutes les forces antiracistes d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine de rester unies dans la lutte en vue d'éliminer de la surface du globe toutes les formes de racisme et de discrimination raciale, y compris le sionisme, l'*apartheid* et le néo-colonialisme.

La séance est levée à 13 h 10.

1994^e séance

Mercredi 5 mai 1976, à 11 h 5.

Président : M. Siméon AKE (Côte d'Ivoire).

E/SR.1994

POINT 10 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen de la situation au Guatemala à la suite du tremblement de terre du 4 février 1976 (E/5796 et Corr.1 et 2, E/L.1708, E/L.1711)

POINT 11 DE L'ORDRE DU JOUR

Mesures à prendre à la suite des cyclones ayant affecté Madagascar (E/5788, E/L.1712)

POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR

Assistance aux régions d'Ethiopie victimes de la sécheresse (E/5762 et Corr.1, E/L.1715)

1. M. BERKOL (Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe), présentant le

rapport du Secrétaire général sur la situation au Guatemala (E/5796 et Corr.1 et 2), donne un aperçu de l'ampleur de la catastrophe; il déclare toutefois qu'il a été grandement encouragé non seulement par l'aide massive fournie par la communauté internationale mais surtout par l'esprit de courage et de détermination manifesté par le peuple guatémaltèque pour faire face aux difficultés considérables avec lesquelles il est aux prises. Les travaux de réparation et de reconstruction ont commencé bien avant la fin de la phase critique de la période d'urgence, fixée par le Gouvernement guatémaltèque au 28 février. Mais, comme l'a déclaré le Président du Comité guatémaltèque de la reconstruction, la période d'urgence ne prendra fin que lorsque la dernière des maisons détruites aura été reconstruite. Etant donné que la plus grande partie de l'assistance fournie au cours de la période d'urgence est d'un type susceptible

d'être également utilisé au cours de la période de reconstruction, il est difficile d'établir une distinction entre les contributions fournies uniquement à titre de secours et celles utilisées également pour le relèvement et la reconstruction. Les listes de contributions distribuées aux délégations sont donc les plus exactes qui puissent être dressées actuellement et ne comprennent pas les dons dont le Bureau du Coordonnateur n'a pas été informé.

2. Il a été difficile d'organiser régulièrement des réunions locales de coordination avec les donateurs travaillant sur le terrain en raison de l'étendue de la zone géographique affectée par la catastrophe, du danger de nouveaux glissements de terrain susceptibles de bloquer les routes et de la nécessité de s'occuper de toute urgence des problèmes qui se posent dans les régions rurales.

3. Les mesures à prendre maintenant pour permettre au Gouvernement et au peuple guatémaltèques d'achever les opérations de relèvement et de reconstruction dépendront de deux facteurs principaux : les effets de la saison des pluies qui vient de commencer et la priorité relative à accorder à la construction d'abris et à l'agriculture. Les bâtiments de fortune qui ont été construits, en particulier dans les *colonias* à la lisière des villes, n'offrent aucune protection contre le mauvais temps et les maladies propagées par l'eau. Grâce à la générosité de certains donateurs, le Coordonnateur a pu prendre les dispositions voulues pour acheter 10 camions citernes afin d'approvisionner plus régulièrement en eau pure ces nouvelles communautés; 37 réservoirs statiques ont également été achetés à l'aide de fonds fournis par le Bureau du Coordonnateur. Dans certaines régions rurales, on s'est essentiellement efforcé de construire des logements semi-permanents. A ce propos, le Coordonnateur tient à mentionner tout particulièrement l'unité de production fournie par le Gouvernement canadien qui permettra ultérieurement de construire 2 500 maisons. Dans les régions où des activités de développement importantes sont en cours depuis des années, la population a accordé la priorité à l'agriculture afin de protéger sa prochaine récolte et a décidé d'attendre la prochaine saison sèche, en novembre, pour satisfaire ses besoins en matière de logements. En attendant, les habitants se groupent pour construire des maisons communautaires en employant des matériaux locaux et des techniques de construction à l'épreuve des tremblements de terre, initiative qui est susceptible d'être imitée plus tard dans le cadre d'opérations de reconstruction à grande échelle.

4. Mais, pour que tous les programmes soient couronnés de succès, il importe de maintenir les routes en état afin de pouvoir amener à pied d'œuvre les matériaux de construction et transporter les produits agricoles de la région vers d'autres parties du pays. Dans les zones montagneuses où de nombreux glissements de terrain se sont produits, il importe manifestement d'augmenter très sensiblement le parc d'engins de terrassement. L'eau est un autre élément sans lequel les travaux de relèvement ne peuvent progresser : en raison de la modification des systèmes naturels d'écoulement des eaux, de nombreuses communautés se trouvent maintenant sans eau et un gros effort est nécessaire pour creuser de nouveaux puits ou installer des canalisations afin de capter de nouvelles sources. En outre, il faut construire de

nouveaux postes sanitaires, de nouvelles écoles et de nouveaux bâtiments communautaires. Les propositions du FISE, qui visent à satisfaire les besoins des mères et des enfants, coûteront à elles seules 3,5 millions de dollars, et le Directeur exécutif de cet organisme lance actuellement un appel de fonds pour obtenir plus de 2,2 millions de dollars en vue de couvrir une partie du coût de ce programme.

5. Plus de 20 situations d'urgence pourraient être provoquées en 1976 par des pluies torrentielles, une grande éruption volcanique ou un autre tremblement de terre. Bien que le Comité national de secours estime pouvoir y faire face à l'aide de ressources locales, elles risquent toutefois de nécessiter de nouveaux secours internationaux. Il est certain que la communauté internationale devra poursuivre ses efforts pendant encore longtemps.

6. Abordant la situation créée par les cyclones de Madagascar, le Coordonnateur passe en revue les faits énoncés dans la lettre du représentant de Madagascar (E/5788) et rappelle au Conseil que le Bureau du Coordonnateur a, en mars 1975, dépensé la somme de 20 000 dollars, prélevée sur ses fonds de secours, pour venir en aide aux victimes d'une catastrophe semblable qui avait eu lieu en janvier de la même année. Le PAM avait fourni à ce moment-là des produits alimentaires, et plus d'un demi-million de dollars avaient été versés par des organisations volontaires et des gouvernements donateurs. Pour faire face aux nouveaux besoins, des fonds fournis par le Bureau du Coordonnateur ont été utilisés pour acheter des médicaments, en collaboration avec l'OMS, et pour les acheminer jusqu'à Madagascar. Un chargement est déjà arrivé à destination et le reste y arrivera en mai pour faire face aux besoins urgents dans ce domaine. Ce sont le Bureau du Coordonnateur et le PNUD qui s'occupent actuellement de satisfaire les nouveaux besoins en médicaments et équipements médicaux énumérés dans la demande d'aide du Gouvernement malgache au moyen de leurs crédits d'urgence. Le solde de la contribution du PNUD est utilisé pour rétablir les liaisons radio avec les centres éloignés et acheter du carburant afin d'assurer la distribution des secours.

7. Mais il faut maintenant se préoccuper de fournir l'assistance beaucoup plus importante que nécessitent les opérations de relèvement et de reconstruction. Cette assistance implique une aide économique à long terme et une planification intégrée. M. Berkol est convaincu que le PNUD fournira cette aide. Pour sa part, ses services sont disposés à aider Madagascar à faire face aux catastrophes saisonnières du même type susceptibles de se produire à l'avenir en se fondant sur le rapport établi en 1973 par une mission de coopération technique du Bureau du Coordonnateur chargée de la planification en prévision de catastrophes, dans lequel figurent d'importantes recommandations, en particulier en ce qui concerne la formation de personnel et l'organisation de stocks destinés à être utilisés dans le cadre d'opérations de secours.

8. Se référant au rapport du Secrétaire général sur la sécheresse en Ethiopie (E/5762 et Corr.1), M. Berkol évalue la situation actuelle en se fondant sur la mission la plus récente que le Bureau du Coordonnateur a envoyée dans ce pays et sur les consultations qui ont eu lieu avec le Bureau de l'Administrateur assistant, représentant régional du PNUD à Addis-Abeba.

9. Selon le rapport le plus récent du Commissariat éthiopien aux secours et au relèvement, 80 000 personnes dans la région de l'Ogaden, surtout des femmes, des enfants et des personnes âgées, continuent à bénéficier de rations alimentaires et de soins médicaux complets et cet état de choses se poursuivra indéfiniment ou jusqu'à ce que les familles puissent à nouveau subvenir elles-mêmes à leurs besoins. Le rythme auquel le nombre des familles bénéficiant de cette aide alimentaire diminuera dépendra de la façon dont les pluies actuelles favoriseront la reconstitution des pâturages et des installations d'approvisionnement en eau. Bien que les pluies soient tombées sur les régions les plus gravement touchées avec du retard, les prévisions provisoires indiquent une tendance favorable en matière de précipitations. La situation dans la région de l'Ogaden n'affecte toutefois qu'une population relativement restreinte; un nombre d'habitants beaucoup plus grand, environ 500 000 sur un total de 27 millions, vivent constamment dans la terreur de nouvelles sécheresses catastrophiques et reçoivent une aide alimentaire sous une forme ou une autre. La situation est la même dans d'autres régions d'Afrique sujettes à la sécheresse, où une grande partie de la population rurale mène une existence précaire entre deux saisons des pluies, et cet état de choses se poursuivra sans doute tant que n'auront pas été résolus les problèmes fondamentaux que posent la surpopulation, l'exploitation excessive des pâturages, l'utilisation impropre des terres et l'insuffisance de l'infrastructure. Afin de suivre l'évolution de la saison des pluies actuelles, il faudra renforcer, sur le terrain, la capacité du Commissariat aux secours et au relèvement en matière de communication de renseignements en formant des équipes mobiles capables de communiquer rapidement au siège leur analyse des besoins existant actuellement dans les régions sujettes à la sécheresse et de ceux qui pourraient éventuellement surgir. De toute manière, même si les pluies s'avèrent suffisantes, la plupart des victimes de la sécheresse bénéficiant d'une aide alimentaire continueront à avoir besoin de cette aide jusqu'à la fin de 1976. A ce propos, au cours des deux ans et demi écoulés, la communauté internationale a fourni des secours importants et il ne faut pas sous-estimer l'aptitude du Commissariat aux secours et au relèvement à mobiliser les ressources locales. Les besoins alimentaires actuels ont été évalués provisoirement à environ 82 000 tonnes.

10. L'opération menée en Ethiopie se trouve actuellement dans une phase transitoire où la fourniture de secours d'urgence fait peu à peu place à la mise en œuvre de projets de relèvement. C'est sur ces projets que doit maintenant porter essentiellement l'aide technique et matérielle fournie par la communauté internationale, afin d'éliminer les causes fondamentales des famines. Le Bureau du Coordonnateur est disposé à intervenir si la situation s'aggrave au point de justifier une nouvelle demande de secours d'urgence. Mais il est temps maintenant qu'il mette un terme à son intervention, qui dure depuis deux ans et demi, et que le représentant régional du PNUD assume la coordination de la phase de redressement et de relèvement.

11. Au cours des missions du Bureau du Coordonnateur, on a clairement constaté que le mécanisme de coordination internationale des activités de redresse-

ment et de relèvement après les catastrophes n'a pas encore été "institutionnalisé" au sein du système des Nations Unies. Dans le cas de l'Ethiopie, ce fait ne devrait présenter aucun problème puisque le représentant régional du PNUD a collaboré efficacement avec le Bureau du Coordonnateur en vue de coordonner les efforts d'assistance extérieure. Le représentant régional et le Commissaire éthiopien aux secours et au relèvement méritent de continuer à bénéficier de la confiance et de l'appui des Etats Membres.

12. M. JOSEPH (Directeur régional adjoint pour l'Afrique, Programme des Nations Unies pour le développement) rappelle que, à la demande du Gouvernement malgache, fondée sur les recommandations d'un consultant du PNUD, le PNUD a entrepris en 1971 un projet d'une durée de quatre ans en vue d'aider à mettre au point un système de prévision et d'alerte en cas d'ouragans et ouvert un crédit de 1,2 million de dollars à cet effet. On a installé trois centres radar à longue portée dont le fonctionnement donne toute satisfaction. Toutefois, il reste encore à organiser un système d'alerte en cas de cyclones et le PNUD suggère aux autorités locales des méthodes permettant de mettre un tel système sur pied. Deux installations financées par le PNUD sont devenues opérationnelles en 1976 et ont été utilisées pour donner l'alerte au début de l'année. Bien qu'il ait été envisagé que le PNUD cesse de participer à ce projet, le Programme évalue la situation et il semblerait qu'il puisse maintenir son aide plus longtemps que prévu. Une assistance du PNUD s'élevant à 20 000 dollars a été approuvée pour mettre des fournitures médicales à la disposition des régions affectées par les ouragans et un crédit extraordinaire du même montant a été ouvert pour faire face aux dépenses de combustible et réparer les dégâts survenus récemment au nord-ouest de Madagascar.

13. Depuis 1974, le Conseil d'administration du PNUD examine régulièrement la question de la sécheresse en Ethiopie. Depuis sa vingt et unième session, en janvier 1976, le PNUD a reçu des renseignements selon lesquels on prévoit que la moisson sera plus abondante cette année que les années précédentes dans certaines régions d'Ethiopie; toutefois, certaines récoltes seront maigres et la situation pourrait être grave dans les régions qui ont souffert de la sécheresse en 1973. Le représentant résident du PNUD participe activement aux efforts du gouvernement pour améliorer la situation. En 1974, le Conseil d'administration a autorisé l'ouverture d'un crédit de 2 millions de dollars en sus du chiffre indicatif de planification pour 1972-1976, montant qui a été utilisé pour la réinstallation des victimes de la sécheresse, les besoins en matière de santé, le bétail et la mise en valeur des ressources en eau. Le programme du PNUD pour l'Ethiopie tient pleinement compte des conditions créées par la sécheresse et des besoins de ce pays en matière de développement. La situation de la zone de l'Afrique qui comprend l'Ethiopie évolue et il convient de faire preuve de souplesse dans la prévision des besoins jusqu'au moment où le programme national de développement permettra de faire face à la sécheresse. Les activités du PNUD en sont au stade du relèvement, mais la menace d'une situation d'urgence persiste à cause des incertitudes en matière de précipitations. Le Conseil d'administration con-

tinuera à examiner la situation et le représentant résident continuera à en rendre compte au PNUD et au Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe.

14. M. OLIVERI LOPEZ (Argentine) rappelle que son gouvernement a envoyé au Guatemala cinq avions chargés de fournitures médicales et de vivres à la suite du tremblement de terre catastrophique de février 1976. La population guatémaltèque se heurte maintenant au problème complexe de la reconstruction, face aux ravages incalculables survenus dans tous les secteurs d'activité du pays et le Gouvernement guatémaltèque a fait d'immenses efforts pour qu'elle participe tout entière à l'effort national de reconstruction. Les estimations des dégâts s'élèvent à un milliard de dollars et il est significatif que la CEPAL ait estimé que, à la suite du tremblement de terre, le taux de croissance économique prévu pour le Guatemala en 1976 diminuera de 50 p. 100.

15. L'ampleur du désastre survenu au Guatemala exige une coopération internationale exceptionnelle et urgente, notamment une assistance technique supplémentaire massive et la possibilité pour le Guatemala de bénéficier de crédits à des taux favorables, ou, le cas échéant, non remboursables. Des mesures de cet ordre devraient être facilitées par la décision du Conseil d'administration du Fonds spécial des Nations Unies à sa troisième session de faire figurer le Guatemala sur la liste des "pays les plus gravement touchés"¹.

16. Au nom de tous les auteurs, la délégation argentine est heureuse de présenter un projet de résolution à cet égard (E/L.1711). M. Oliveri López signale qu'il faut ajouter l'Afghanistan, l'Autriche, la Côte d'Ivoire, l'Italie, l'Ouganda, la Roumanie et la Yougoslavie à la liste des auteurs.

17. Le préambule et les trois premiers paragraphes du dispositif de ce projet de résolution n'appellent pas de commentaires. Le paragraphe 4 du dispositif est un appel aux institutions spécialisées, les priant d'examiner favorablement les demandes de crédits destinés à la reconstruction nationale formulées par le Gouvernement guatémaltèque. M. Oliveri López propose de supprimer dans ce paragraphe les mots "en coopération avec le Bureau du Coordonnateur des secours en cas de catastrophe" à la cinquième ligne. Au paragraphe 5 du dispositif, dans le texte anglais, il faut remplacer le mot "*decelerated*" par le mot "*accelerated*". Ce paragraphe demande au Conseil d'administration du PNUD de prendre des mesures d'urgence visant à fournir une assistance technique extraordinaire au Guatemala. M. Oliveri López souligne le rôle important que joue le représentant résident du PNUD en tant que coordonnateur des secours d'urgence et demande instamment que, malgré la situation financière difficile du Programme, l'Administrateur du PNUD fasse tout son possible pour donner suite aux recommandations contenues dans le projet de résolution.

18. Le dernier paragraphe du dispositif demande à la Banque mondiale et aux autres institutions financières régionales et internationales d'examiner d'urgence les demandes d'assistance que pourra leur présenter le Gouvernement guatémaltèque.

19. M. Oliveri López espère que le Conseil appuiera unanimement le projet de résolution proposé (E/L.1711) afin d'alléger les souffrances des malheureux Guatémaltèques.

20. M. GUCOVSKY (Chef de la Division des projets régionaux, chargé du Bureau régional pour l'Amérique latine, Programme des Nations Unies pour le développement) résume les activités entreprises par le PNUD à la suite du tremblement de terre du Guatemala. Il constate que le Bureau du PNUD au Guatemala a coordonné toutes les opérations de secours et d'assistance et coordonne activement les activités de reconstruction de ce pays. Dans ce cas, le Bureau du PNUD a été placé au service du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe afin d'accélérer les opérations.

21. En collaboration avec la CEPAL, le PNUD a participé à deux missions qui ont aidé le Gouvernement à préparer un programme général de reconstruction, y compris un plan d'action. Le PNUD examine actuellement une demande d'assistance supplémentaire de 3 millions de dollars formulée par le Guatemala en vue d'aider à appuyer des activités relatives à la planification et au développement régionaux et urbains, au logement et aux établissements humains, au développement rural, ainsi qu'à la formation dans le domaine de la reconstruction et du relèvement des secteurs de production. L'Administrateur présentera ses recommandations au Conseil d'administration en juin, compte dûment tenu de toute résolution adoptée à ce propos par le Conseil économique et social.

22. Le Bureau du PNUD au Guatemala continuera à servir pour le Bureau du Coordonnateur de centre de coordination pour tous les programmes de reconstruction et de relèvement exécutés dans ce pays et continuera à accorder à cette fin toute l'assistance possible au Gouvernement et au peuple guatémaltèques.

23. M. RABETAFIKA (Observateur de Madagascar), prenant la parole sur l'invitation du Président, dit que, depuis l'inclusion du point proposé par sa délégation à l'ordre du jour du Conseil, le sud de Madagascar a souffert d'une sécheresse prolongée et catastrophique. La province de Fianarantsoa, qui est touchée par ce phénomène de micro-climat, a subi des dégâts importants, notamment la perte de toute son importante récolte de riz, dont dépendent de grandes parties de la population pour leur alimentation. Compte tenu de ce fait nouveau, le Conseil acceptera peut-être de modifier l'intitulé du point et d'adopter la formulation suivante : "Mesures à prendre à la suite des cyclones et de la sécheresse affectant Madagascar". M. Rabetafika porte à la connaissance du Conseil le passage d'un cyclone à Antalaha le 27 mars 1976, phénomène qui ajoute au caractère d'urgence de la situation.

24. M. Rabetafika note que Madagascar se trouve presque entièrement dans une zone tropicale affectée chaque année par des cyclones. Sa vulnérabilité ressort clairement du fait que 500 cyclones ont été enregistrés dans le sud-ouest de l'océan Indien pour la période allant de 1971 à 1973. Comme le montre la documentation dont est saisi le Conseil, pendant la période de 60 ans allant de 1911 à 1972, certaines régions de Madagascar ont été touchées 55 fois par des

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente et unième session, Supplément n° 21 (A/31/21), annexe I, par. 2, c.

cyclones, soit presque tous les ans, alors que d'autres, les moins éprouvées, l'ont été 31 fois, soit environ une fois tous les deux ans. Le passage des cyclones s'accompagne de vents violents, de précipitations abondantes et d'inondations dévastatrices, qui font le plus de victimes.

25. Tous les ans, on enregistre des pertes en vies humaines, mais M. Rabetafika entend seulement citer les années où les victimes ont été le plus nombreuses : 300 morts en 1959, 65 en 1969, 57 personnes portées disparues et 102 morts en 1972, 14 morts en 1973 et 7 en 1975. En outre, innombrables ont été les blessés et un grand nombre de familles se sont retrouvées sans abri.

26. Les cyclones ont non seulement causé d'indicibles souffrances humaines, mais encore ils ont gravement perturbé la vie économique du pays. D'après les statistiques sur les dégâts matériels subis au cours de ces dernières années, les dommages se sont chiffrés à 15 millions de dollars en 1969, 14 millions de dollars en 1972, 7 millions de dollars en 1973 et 60 millions de dollars en 1975. Comme il est indiqué dans la note jointe à la lettre de demande d'inscription du point (E/5788), les données définitives pour 1976 ne sont pas encore disponibles mais il ne fait aucun doute que les pertes ont été considérables.

27. M. Rabetafika signale que l'économie déjà sous-équipée de son pays a beaucoup souffert des dégâts causés par les cyclones aux infrastructures économiques, sociales et administratives, sans compter les pertes subies directement par la population. S'il est possible de calculer les incidences financières de ces catastrophes, il n'existe aucun moyen d'évaluer les souffrances physiques et morales entraînées par le bouleversement qui s'ensuit dans tous les secteurs.

28. Madagascar a déjà pris les mesures nécessaires pour fournir le plus rapidement possible une assistance aux zones touchées, en créant notamment un comité national de secours et des comités provinciaux et préfectoraux qui coopèrent. L'armée et les associations privées participent également aux opérations de secours et de reconstruction. Madagascar a aussi harmonisé ses efforts avec ceux déployés à l'échelle internationale sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées.

29. Dans le cadre des activités de l'OMM, un comité des cyclones tropicaux pour la zone du sud-ouest de l'océan Indien a été créé, qui intéresse la République-Unie du Cameroun, la France, le Kenya, Madagascar, Maurice, l'Ouganda, le Royaume-Uni et la République-Unie de Tanzanie, et qui s'est réuni à Madagascar en 1973 pour mettre au point un plan technique concernant les cyclones. Comme il a déjà été dit au cours de la séance, Madagascar, avec l'aide du PNUD, a renforcé son système de détection et de prévision des cyclones en installant trois radars.

30. Madagascar est l'un des initiateurs du projet qui a abouti à la création du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe, lequel a aidé Madagascar à organiser l'opération de secours. Le Gouvernement malgache n'a ménagé aucun effort pour éviter les pertes en vies humaines et pour faire face aux épreuves subies par sa population et son économie. Les Malgaches ont consenti à d'immenses sacrifices pour aider leurs compatriotes,

mais les dons volontaires et les collectes organisées à l'échelle nationale ne couvrent qu'une infime partie des dommages subis. Le Gouvernement a créé une nouvelle taxe de solidarité, mais celle-ci ne rapportera pas les sommes nécessaires vu les circonstances.

31. M. Rabetafika remercie les donateurs bilatéraux et l'ONU de l'assistance internationale qu'ils ont fournie à son pays; toutefois, il fait remarquer qu'à ce jour cette assistance n'a eu qu'une valeur symbolique. La faiblesse des moyens mis à la disposition du Bureau du Coordonnateur est pour la délégation malgache un sujet de préoccupation et, en appuyant les résolutions 3243 (XXIX) et 3410 (XXX) de l'Assemblée générale, celle-ci a exprimé son souci de voir renforcer ces moyens afin que puisse être mis sur pied un dispositif efficace de mobilisation et de coordination des secours. Malheureusement, cet objectif n'est pas encore atteint.

32. Compte tenu de la régularité et de la fréquence des cyclones à Madagascar, le Gouvernement malgache demande au Conseil économique et social de mobiliser, en vue de la reconstruction, une assistance économique plus directe, plus prompte dans son intervention et suffisante dans son montant, et de faire en sorte que cette assistance soit indépendante de l'aide ordinaire au développement. Il est encourageant de constater que la communauté internationale a manifesté sa solidarité avec les pays victimes de catastrophes naturelles, et qu'elle a admis la nécessité d'aider davantage ces pays. Les nations touchées verront leurs efforts réduits à néant si on ne leur prête pas assistance pour remettre en état ou remplacer les infrastructures endommagées ou détruites par les catastrophes. M. Rabetafika est certain que le Conseil tiendra compte d'autres aspects de la question qui sont de son ressort, notamment les dommages causés aux cultures vivrières qui compromettent le ravitaillement de la population et ceux causés aux cultures destinées à l'exportation qui ont des conséquences préoccupantes pour la balance commerciale malgache.

33. En conséquence, il apparaît indispensable de créer, en sus du Fonds spécial pour les secours d'urgence, un fonds d'intervention des Nations Unies pour les catastrophes naturelles.

34. M. DORUM (Norvège) note avec satisfaction que, d'après le rapport du Secrétaire général (E/5796 et Corr.1 et 2), on est parvenu à dominer la situation d'extrême urgence au Guatemala et que la phase de reconstruction et de relèvement est déjà bien engagée. C'est là un résultat remarquable et le représentant de la Norvège ne peut que féliciter le Gouvernement guatémaltèque d'avoir su diriger efficacement les opérations de secours d'urgence par le truchement de son comité national pour les secours d'urgence. Il faut aussi savoir gré aux gouvernements et aux associations privées de divers pays ainsi qu'aux organismes idoines du système des Nations Unies des mesures efficaces qu'ils ont immédiatement prises pour répondre aux besoins urgents du Guatemala. En Norvège, des organismes privés ont recueilli environ 10 millions de couronnes norvégiennes, qui sont venus s'ajouter à un don du Gouvernement s'élevant au total à 4 millions de couronnes. Une telle réaction de la part de la population dénote de sa part un véritable esprit de solidarité internationale. La reconstruction est une vaste entreprise qui nécessitera une assistance interna-

tionale supplémentaire. La Norvège a récemment versé une contribution de 90 000 dollars au titre du programme de reconstruction du FISE, et 53 000 dollars pour aider le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe à fournir une assistance technique préventive en vue de parer aux catastrophes. La délégation norvégienne, qui compte au nombre des auteurs du projet de résolution E/L.1711, se joint à ce titre à l'appel lancé aux organismes pertinents des Nations Unies pour qu'ils viennent en aide aux habitants du Guatemala qui luttent courageusement pour reconstruire leurs maisons en ruines, leurs usines et leurs installations agricoles.

35. Le PRÉSIDENT, se référant à la proposition du représentant de Madagascar tendant à modifier le titre du point de l'ordre du jour concernant ce pays, assure le représentant de Madagascar que ce titre sera réexaminé par le Conseil à sa session suivante.

36. M. HACHANI (Tunisie) présente, au nom de ses auteurs, le projet de résolution E/L.1712 sur les mesures à prendre à la suite des cyclones à Madagascar. En réponse à l'appel lancé à la communauté internationale par Madagascar, le Conseil ne peut qu'adopter les décisions nécessaires pour permettre à ce pays de faire face à la situation d'urgence dans laquelle il se trouve et pour l'aider à se procurer les moyens nécessaires en vue d'éviter à l'avenir de tels désastres. Les membres du Conseil noteront que le libellé du projet de résolution E/L.1712 est semblable à celui d'autres résolutions adoptées précédemment dans des situations analogues, tout particulièrement pour ce qui est de son préambule.

37. La délégation tunisienne note avec satisfaction que le PNUD a déjà pris des mesures et souligne que, en vertu de la résolution 3440 (XXX) de l'Assemblée générale, le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe a un rôle important à jouer dans ce genre de situation. M. Hachani est heureux d'annoncer que certaines délégations africaines ainsi que d'autres ont l'intention de présenter au Conseil à sa prochaine session des propositions tendant à donner à l'ONU les moyens d'agir plus efficacement en ce qui concerne les secours en cas de catastrophe, et notamment à créer un fonds permanent pour assurer ces secours.

38. M. WILDER (Canada) déclare que son pays se réjouit d'être l'un des auteurs du projet de résolution E/L.1711, dont il faut espérer qu'il incitera d'autres donateurs à contribuer à leur tour au relèvement de la situation au Guatemala. Il note avec satisfaction que la réponse du Gouvernement et du peuple canadiens, qui s'est traduite par une aide matérielle à la population de la région sinistrée, a été plus rapide dans le cas du Guatemala que lors d'autres situations urgentes du même genre par le passé. Au titre de cette aide, le Canada a octroyé un don alimentaire direct et immédiat d'une valeur de 825 000 dollars, 50 000 couvertures et des fournitures orthopédiques, 100 000 dollars en espèces versés à la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge et des matériaux destinés à la construction de maisons, d'une valeur de 3 millions de dollars. Les efforts de reconstruction comprennent le déblayage des rues et des zones d'habitation jonchées de moellons, la fourniture d'outils de construction et le transport et la livraison de tout le matériel et de toutes les fournitures directement aux

bénéficiaires. Le Gouvernement guatémaltèque s'est également vu offrir une aide à long terme pour la création de systèmes d'approvisionnement en eau salubre dont le coût est estimé à 3 millions de dollars. Un prêt de 500 000 dollars libre d'intérêts a été octroyé pour aider à l'établissement de coopératives pour les producteurs de café et un crédit de 1 million de dollars franc d'intérêts a été ouvert pour tout objectif de développement.

39. M. Wilder souhaite cependant attirer l'attention du Conseil sur le fait que, bien que la coordination des secours internationaux ait été généralement bien organisée dans le cas du Guatemala, les rapports du Bureau du Coordonnateur pour les secours en cas de catastrophe, qui contiennent certes des informations utiles et précises, ont été trop lents à paraître, ce qui a rendu difficile la coordination des décisions nationales et internationales. De l'avis du représentant du Canada, la collecte et la diffusion des informations par le Bureau doivent être considérablement accélérées si l'on veut que son rôle soit plus efficace à l'avenir en cas de pareils désastres. M. Wilder regrette qu'aucun représentant de l'OMM n'assiste aux séances que le Conseil consacre actuellement aux catastrophes naturelles.

40. M. WILDEBOER (Observateur des Pays-Bas), prenant la parole sur l'invitation du Président, déclare que le Gouvernement néerlandais a contribué aux mesures d'urgence prises par la Croix-Rouge et le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies et il souhaite informer le Conseil que son gouvernement fera un don supplémentaire de 475 000 dollars pour la reconstruction du Guatemala, qui sera transmis par l'intermédiaire d'organisations privées non commerciales et affecté principalement à la réparation et à la reconstruction de maisons et à l'élimination des déficiences de l'infrastructure.

41. M. KARIM (Bangladesh) rappelle que son pays, victime de catastrophes naturelles fréquentes qui font périr ses habitants et ruinent son économie, est à même de comprendre et de partager les sentiments des populations et des gouvernements d'autres pays victimes eux aussi de telles catastrophes. La délégation du Bangladesh espère par conséquent que le Conseil prendra des mesures constructives et efficaces pour alléger les souffrances causées par ces catastrophes et aidera les gouvernements des populations concernées dans leurs efforts de reconstruction et de réaménagement. A ce propos, la délégation de Bangladesh se réjouit d'être l'un des auteurs des deux projets de résolution présentés au Conseil.

42. Considérées dans une perspective d'ensemble, les catastrophes naturelles constituent un problème constant et répété pour les pays en développement et ne peuvent être considérées comme des accidents isolés. Elles entraînent des souffrances humaines et affectent de façon importante l'infrastructure économique des pays concernés, mettant ainsi en danger leurs programmes de développement économique à long terme en obligeant les gouvernements à employer les maigres ressources des programmes de développement à des opérations de secours. Par conséquent, le problème des catastrophes naturelles doit être envisagé non seulement sous l'angle des secours d'urgence immédiats mais également sous celui du développement à long terme.

Cet aspect de la question a été souligné par l'Assemblée générale lors de sa septième session extraordinaire. L'Assemblée générale a précisé sa position en adoptant la résolution 3510 (XXX), qui définit une future ligne de conduite possible pour une approche globale du problème des catastrophes naturelles par les organes des Nations Unies.

43. M. MALAFATOPOULOS (Organisation mondiale de la santé), souhaitant compléter les renseignements donnés par le Coordonnateur sur les activités entreprises par l'OMS et l'Organisation panaméricaine de la santé (OMS/OPS) pour aider le Guatemala, déclare que, deux jours après le séisme, le Directeur général de l'OMS a pris les mesures nécessaires pour obtenir du Conseil exécutif de l'OMS l'autorisation d'utiliser 100 000 dollars du Fonds spécial du Conseil à aider le Gouvernement guatémaltèque à faire face à une partie des besoins sanitaires urgents résultant du tremblement de terre. L'approbation du Conseil a été obtenue en l'espace d'une semaine et le Directeur général a donné des instructions pour que les fonds soient utilisés à l'achat de fournitures médicales urgentes et de matériel connexe.

44. Le 14 février 1976, le Bureau régional de l'OMS pour le continent américain a procuré au Guatemala du matériel chirurgical de secours et des médicaments d'un montant estimé à 12 000 dollars. Le 20 février, le Directeur régional adjoint du Bureau régional de l'OMS a effectué une visite de quatre jours au Guatemala, à la demande du Gouvernement, pour évaluer la situation sanitaire et conseiller les autorités sur les besoins sanitaires urgents et les activités de réaménagement et de reconstruction. Il a proposé que des fonds de l'OMS d'un montant de 100 000 dollars soient utilisés pour financer à 75 p. 100 la remise en

service des systèmes d'approvisionnement en eau dans les régions rurales, qui constitue l'un des moyens les plus efficaces de prévenir les épidémies et les maladies intestinales. Mis à part le don de 100 000 dollars du Conseil exécutif, le Bureau régional de l'OMS avait dépensé, au 25 février, la somme de 215 000 dollars, qui a permis d'entreprendre d'urgence un programme de construction de latrines, de fournir des camions et d'autres véhicules, des médicaments, des poisons pour chiens, des sérums antirabiques, de remettre d'urgence en service une sous-station électrique et de fournir du matériel à l'Institut de nutrition de l'Amérique centrale et du Panama, ainsi que du matériel et des fournitures médicales diverses, requis d'urgence. Durant la première semaine de mars, une mission mixte PAM/OMS a étudié, en collaboration avec le Ministère de la santé, la possibilité d'utiliser des denrées alimentaires disponibles par l'intermédiaire du PAM pour favoriser le développement et l'amélioration des programmes sanitaires. Les activités suivantes sont entreprises dans le cadre d'un plan d'urgence d'hygiène élémentaire pour la région du séisme, préparé par une équipe de secours du pays avec l'aide de l'OMS/OPS : l'achat de matériel pour l'approvisionnement en eau, de véhicules et de matériel pour les latrines; l'installation de ce matériel avec la participation de la population; la formation de deux équipes de responsables locaux; et la nomination pour six mois d'un ingénieur de l'OMS/OPS, à temps complet, qui est chargé de coordonner l'achat du matériel et des véhicules et de travailler directement avec les autorités guatémaltèques pour superviser les travaux d'installation.

La séance est levée à 13 h 5.

1995^e séance

Jeudi 6 mai 1976, à 16 heures.

Président : M. Siméon AKE (Côte d'Ivoire).

E/SR.1995

POINT 10 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen de la situation au Guatemala à la suite du tremblement de terre du 4 février 1976 (*fin*) [E/5796 et Corr.1 et 2, E/L.1708, E/L.1711]

POINT 11 DE L'ORDRE DU JOUR

Mesures à prendre à la suite des cyclones ayant affecté Madagascar (*fin*) [E/5788, E/L.1712]

POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR

Assistance aux régions d'Ethiopie victimes de la sécheresse (*fin*) [E/5762 et Corr.1, E/L.1715]

1. Le PRÉSIDENT annonce que la Malaisie s'est jointe aux auteurs du projet de résolution E/L.1712 et que le Brésil s'est joint aux auteurs du projet de résolution E/L.1715.

2. M. ADUGNA (Ethiopie) déclare que les délibérations du Conseil concernant l'épreuve subie par son pays et le problème des catastrophes naturelles en général montrent bien que les Etats Membres sont toujours déterminés à empêcher que l'homme soit victime de telles catastrophes. Comme il est indiqué dans le rapport du Secrétaire général (E/5762 et Corr.1), la sécheresse a frappé l'Ethiopie en deux temps. La première vague de sécheresse, qui a atteint son point culminant en juin 1973, a coûté la vie à 200 000 êtres humains et à 3 millions de têtes de bétail, bovins, ovins et caprins. De nombreuses vies ont pu être sauvées, non seulement grâce à la campagne énergique du gouvernement et à l'aide généreuse apportée par la nation, mais également grâce à l'assistance généreuse et rapide fournie par la communauté internationale, assistance que l'Ethiopie n'oubliera jamais.

3. Grâce au Commissariat éthiopien aux secours et au relèvement, organe actif dirigé par M. Adugna

lui-même, des milliers d'Éthiopiens ont été mobilisés pour travailler avec le Commissariat, des fonds considérables ont été alloués, un parc de véhicules de transport a été constitué et une surtaxe nationale a été instituée pour un an. Toutefois, comme le Secrétaire général le souligne dans son rapport, la situation reste extrêmement précaire.

4. La deuxième vague de sécheresse a frappé la partie sud du pays, où la situation est encore critique. Les plus touchés ont été les nomades, qui ont perdu une partie importante de leur bétail, bovins, moutons, chèvres et chameaux, et ont été ainsi privés de leurs moyens de subsistance.

5. A l'heure actuelle, près d'un million de personnes ont besoin de secours. Bien que la situation ne paraisse peut-être pas aussi désastreuse qu'en 1973, les besoins dépassent maintenant de beaucoup les possibilités du Gouvernement. La cessation prématurée de l'assistance risquerait d'entraîner une autre tragédie. Une catastrophe de cette ampleur impose un lourd fardeau à l'économie éthiopienne, anéantissant tous les progrès que le pays a pu accomplir et bloquant ses activités de développement. Si toutefois on pouvait assurer une transition sans heurts entre la phase de secours et celle de relèvement, en étroite coopération avec le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe et le PNUD, les objectifs visés pourraient être atteints.

6. Les besoins de l'Éthiopie en matière de secours diminueront proportionnellement à l'efficacité de son programme de relèvement. Les besoins en matière de relèvement se chiffrent à 18 millions de dollars pour ce qui est des installations agricoles dans l'Ogaden et dans les deux zones du Tigré et à 3 210 000 dollars pour le remplacement du bétail dans l'Ogaden. Les autres zones victimes de la sécheresse, telles que Bale, Sidamo et Gemu-Gofa, ont des besoins similaires en matière de relèvement. Le gouvernement s'occupe activement des domaines tels que la conservation des sols et des eaux, le reboisement, la construction de routes et le forage de puits, mais les ressources disponibles jusqu'ici sont loin de suffire aux besoins.

7. Si le PNUD pouvait faire office de centre de coordination pour rassembler les données sur les besoins en matière de relèvement, faire connaître et expliquer les besoins non satisfaits aux donateurs bilatéraux et travailler en étroite coopération avec le gouvernement, les programmes de relèvement pourraient être efficacement mis en œuvre. Le représentant de l'Éthiopie souligne la nécessité de définir clairement les domaines de compétence des organismes des Nations Unies et d'opérer une transition sans heurts de la phase de secours à la phase de relèvement, afin que le pays soit capable de se suffire à lui-même et n'ait plus besoin de secours.

8. En conclusion, le représentant de l'Éthiopie rend hommage au Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe et à ses collaborateurs, ainsi qu'aux États Membres, au PNUD, à la FAO, au FISE, au PAM, à la Banque mondiale et aux autres organismes internationaux et institutions bénévoles, pour l'assistance qu'ils continuent de fournir à son pays.

9. M. WILSON (Libéria) présente, au nom des auteurs, le projet de résolution E/L.1715, relatif à

l'assistance aux régions d'Éthiopie victimes de la sécheresse. Il indique qu'il faut supprimer les mots "et le Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe" au paragraphe 1 du dispositif et que le Kenya, la Malaisie, l'Ouganda et le Yémen démocratique se sont joints aux auteurs. M. Wilson estime que le projet de résolution mérite d'être appuyé sans réserve par le Conseil.

10. M. MALIK (Pakistan) exprime la sympathie de sa délégation pour le Gouvernement et le peuple guatémaltèques et annonce que le Gouvernement pakistanais a fourni des secours d'urgence au Guatemala pour une valeur de 90 000 dollars. Le représentant du Pakistan félicite le Gouvernement guatémaltèque pour les efforts qu'il a déployés pour surmonter les effets de la catastrophe et exprime l'espoir que la communauté internationale continuera de lui fournir une assistance. Il rend hommage aux travaux du Bureau du Coordonnateur et d'autres organismes internationaux, ainsi qu'au dynamisme dont a fait preuve le Coordonnateur. Il espère que le projet de résolution E/L.1711 sera adopté à l'unanimité.

11. La délégation pakistanaise s'inquiète aussi des conséquences des cyclones qui ont frappé Madagascar et rend hommage aux efforts déployés par les gouvernements donateurs et les organismes internationaux, en particulier le Bureau du Coordonnateur et le PNUD, pour faire face à la situation. M. Malik se félicite en particulier de l'assistance fournie par le PNUD pour mettre en place dans l'île un système de prévision et d'alerte pour les cyclones. La délégation pakistanaise est l'un des auteurs du projet de résolution E/L.1712 et espère que le Conseil l'adoptera sans vote.

12. Le Pakistan, qui a toujours fourni un appui sans réserve aux populations de la région soudano-sahélienne, apprend avec satisfaction que l'on prévoit une bonne saison des pluies en Éthiopie. La délégation pakistanaise appuie pleinement les activités entreprises par le Commissariat aux secours et au relèvement et le représentant résident du PNUD. C'est pourquoi elle s'est jointe aux auteurs du projet de résolution E/L.1715.

13. M. STURKEY (Australie) exprime également la profonde sympathie de sa délégation pour les gouvernements guatémaltèque, malgache et éthiopien dans les efforts qu'ils déploient pour faire face aux catastrophes naturelles dont leurs pays ont été récemment victimes. Il réaffirme l'appui de sa délégation aux activités entreprises par le Coordonnateur des Nations Unies en vue d'encourager l'élaboration de plans de protection contre les catastrophes, qui peuvent être utiles à tous les pays. Il est particulièrement affligeant que certains des peuples les plus démunis du monde doivent encore subir les privations causées par de telles catastrophes.

14. Les chiffres publiés par le Bureau du Coordonnateur indiquent clairement que les peuples du monde entier ont proposé leur assistance. Dans un certain nombre de pays, y compris l'Australie, des organismes bénévoles et des organisations non gouvernementales ont également fourni des contributions qui ont complété celles des gouvernements. Il faut espérer que leurs efforts, ainsi que ceux des organismes des Nations Unies et des autres organisations, permettront d'améliorer la situation de la population des trois pays

intéressés. La délégation australienne appuiera avec plaisir les trois projets de résolution présentés au Conseil.

15. M. PIERCE (Jamaïque) réitère la profonde sympathie de sa délégation pour le Gouvernement et le peuple guatémaltèque. Immédiatement après le tremblement de terre, le Gouvernement jamaïcain a offert un don de 5 000 dollars jamaïcains et plusieurs organismes privés ont envoyé des fonds et des approvisionnements au Guatemala. La délégation jamaïcaine, qui est l'un des auteurs du projet de résolution E/L.1711, recommande qu'il soit adopté à l'unanimité.

16. M. NATALE (Argentine) constate avec satisfaction que, selon le rapport du Secrétaire général (E/5762 et Corr.1), l'appel lancé par le Conseil pour prêter assistance aux régions d'Ethiopie victimes de la sécheresse a été largement entendu. L'aide inestimable fournie par divers organismes, gouvernements et institutions bénévoles a permis d'alléger les souffrances immédiates des populations touchées et constitue un bel exemple de solidarité internationale. Cependant, il faut se garder d'un excès d'optimisme quant à la solution définitive de ce problème. La communauté mondiale doit être prête à fournir une assistance rapide et efficace à l'Ethiopie si les pluies de printemps n'arrivent pas. Le Commissariat éthiopien aux secours et au relèvement doit poursuivre ses efforts pour coordonner les divers programmes, y compris les programmes de culture à sec, de conservation des sols et de l'eau, et la constitution de stocks de céréales. La délégation argentine se félicite de l'initiative prise par le représentant régional du PNUD à Addis-Abeba pour coordonner l'assistance internationale en organisant des réunions mixtes du Gouvernement et des donateurs. Compte tenu de toutes ces considérations, elle s'est jointe aux auteurs du projet de résolution E/L.1715.

17. Le fait que la délégation argentine ait parrainé le projet de résolution E/L.1712 prouve également qu'elle est préoccupée par les destructions et les souffrances que les cyclones ont causées à Madagascar.

18. L'Argentine, fidèle à sa longue tradition humanitaire et à ses principes de solidarité avec toutes les nations, en particulier avec les pays en développement, est prête à appuyer toute initiative visant à trouver une solution définitive aux problèmes qui se posent aux peuples éthiopien et malgache.

19. M. HOSNY (Egypte) dit que sa délégation a parrainé le projet de résolution E/L.1711, relatif à la situation au Guatemala. Il tient cependant à signaler que, outre des médicaments dont la valeur est estimée à 25 555 dollars, son gouvernement a également versé 37 300 dollars en espèces, contribution modeste mais qui témoigne de la solidarité du Gouvernement et du peuple égyptiens à l'égard du Gouvernement et du peuple guatémaltèques. Si l'Egypte n'était pas aux prises avec des difficultés financières chroniques, elle aurait offert une contribution plus importante.

20. La délégation égyptienne parraine également le projet de résolution E/L.1715, relatif à l'assistance aux régions d'Ethiopie victimes de la sécheresse. Le Gouvernement égyptien étudie actuellement sous quelle forme ses organismes et le Croissant-Rouge égyptien pourraient fournir une assistance supplémentaire à ces régions.

21. La délégation égyptienne s'est également jointe aux auteurs du projet de résolution E/L.1712, en témoignage de la solidarité du Gouvernement et du peuple égyptiens avec le Gouvernement et le peuple malgaches.

22. M. AMIRDJANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) tient à exprimer la profonde sympathie de sa délégation pour le Gouvernement et le peuple guatémaltèques et indique que la Croix-Rouge et le Croissant-Rouge soviétiques ont fourni au Guatemala des quantités importantes de médicaments, de pansements et de couvertures.

23. La délégation soviétique tient également à exprimer sa solidarité avec le Gouvernement et le peuple malgaches, à la suite de la catastrophe naturelle qui s'est récemment produite dans l'île. Les sentiments d'amitié, d'égalité et de coopération qui existent entre l'Union soviétique et Madagascar aideront Madagascar à réaliser ses plans nationaux de développement social et économique. L'Union soviétique s'emploie à fournir toute l'assistance possible à ce pays et s'efforce actuellement de former du personnel en matière de prévention des catastrophes naturelles.

24. La délégation soviétique est profondément préoccupée par la situation résultant de la sécheresse en Ethiopie, pays avec lequel l'Union soviétique maintient des liens traditionnels d'égalité et de respect de la souveraineté nationale. En 1975, la Croix-Rouge et le Croissant-Rouge soviétiques ont fourni à l'Ethiopie des médicaments, des vivres et des produits industriels pour un montant de 16 000 roubles.

25. Le Gouvernement soviétique a toujours fourni une assistance importante aux pays victimes de catastrophes naturelles et, en 1974, il a aidé 23 pays.

26. Mlle COURSON (France) dit que son gouvernement n'ignore pas les conséquences qu'ont eues, pour Madagascar, les cyclones et la sécheresse, et qu'il continue à coopérer avec le comité des cyclones tropicaux pour la zone du sud-ouest de l'océan Indien créé en 1973 pour mettre en place un programme de prévention et de lutte contre les catastrophes naturelles. La France a toujours fourni des secours d'urgence à Madagascar. Cependant, des mesures d'urgence ne peuvent résoudre tous les problèmes; il est essentiel que des mesures à moyen et à long terme soient prises pour assurer le relèvement et la reconstruction des régions touchées par les cyclones et la sécheresse. La délégation française approuve sans réserve le projet de résolution E/L.1712.

27. La France a également fourni une assistance d'urgence à l'Ethiopie et au Guatemala et approuve pleinement les projets de résolution E/L.1711 et E/L.1715.

28. Mme OGATA (Japon) tient à exprimer la sympathie de son gouvernement au peuple et au Gouvernement guatémaltèques et félicite le Bureau du Coordonnateur ainsi que les gouvernements des pays d'Amérique centrale, du Mexique et des Etats-Unis d'Amérique pour avoir dirigé les opérations de secours. En tant que pays exposé lui aussi aux tremblements de terre, le Japon apprécie à sa juste valeur l'assistance internationale et a réagi rapidement face à la situation au Guatemala. Il espère sincèrement que la vie du peuple guatémaltèque reprendra bientôt son cours normal. Le Japon exprime également sa sym-

pathie aux peuples et aux gouvernements de l'Ethiopie et de Madagascar et appuie sans réserve les projets de résolution E/L.1711, E/L.1712 et E/L.1715.

29. M. KHAMIS (Algérie) dit que sa délégation est attristée par les catastrophes qui se sont produites en Ethiopie, au Guatemala et à Madagascar. Les opérations d'urgence entreprises pour venir en aide au Guatemala sont extrêmement encourageantes. Il faut espérer que ces efforts seront poursuivis afin d'aider le Gouvernement guatémaltèque dans sa tâche de relèvement national. La délégation algérienne appuie le projet de résolution E/L.1711.

30. En Ethiopie, la sécheresse est devenue permanente. Il faut donc que la communauté internationale continue à appuyer les mesures prises par le Gouvernement éthiopien en vue du relèvement et de la reconstruction des régions victimes de la sécheresse.

31. Madagascar est touchée non seulement par de fréquents cyclones, mais aussi par une sécheresse tenace dans les régions du sud. Le tiers monde ne peut à lui seul faire face aux graves problèmes socio-économiques qu'entraînent de telles catastrophes. La communauté mondiale tout entière doit faire preuve de solidarité en offrant une aide permanente et de grande envergure.

32. L'expérience récente montre que les catastrophes naturelles sont un mal qui afflige l'humanité de façon permanente. Il faudrait donc envisager de constituer à ce titre un fonds permanent de secours d'urgence.

33. M. HSING Sung-yi (Chine) dit que sa délégation est profondément peinée par les pertes et les souffrances des populations victimes de catastrophes naturelles. Elle constate avec satisfaction que, sous la conduite de leurs gouvernements respectifs, les peuples de l'Ethiopie, du Guatemala et de Madagascar ont entrepris diverses opérations de secours et ont courageusement lutté contre les catastrophes naturelles, parvenant à des résultats remarquables. Ces peuples ont ainsi largement démontré que la volonté humaine pouvait vaincre les forces naturelles.

34. Pour aider les populations touchées par ces catastrophes à surmonter leurs difficultés, la Croix-Rouge chinoise a fait des dons au Guatemala et à Madagascar. Le Gouvernement chinois a également envoyé une aide alimentaire à l'Ethiopie. Cette assistance, bien que limitée, témoigne de l'amitié et de la solidarité qui existent entre pays en développement.

35. Le Guatemala et Madagascar ont la tâche difficile et urgente de surmonter ces catastrophes naturelles et de reconstruire leurs pays. L'Ethiopie met actuellement en œuvre un plan de relèvement à moyen et à long terme visant à éliminer complètement les conséquences de la sécheresse et à accroître progressivement les moyens de prévention et de lutte contre les catastrophes naturelles. Les organismes des Nations Unies doivent continuer à fournir à ces pays l'assistance nécessaire pour les aider à surmonter les effets des catastrophes naturelles et à relancer et développer leur production. A cet égard, le Conseil doit jouer un rôle de coordination et de promotion important.

36. La délégation chinoise est convaincue que les peuples de l'Ethiopie, du Guatemala et de Madagascar, s'ils n'épargnent pas leurs efforts et s'ils y travail-

lent de façon acharnée, obtiendront certainement, avec une aide internationale, une victoire complète dans leur lutte contre les catastrophes naturelles.

37. La délégation chinoise appuie les projets de résolution E/L.1711, E/L.1712 et E/L.1715.

38. M. SCHUPPUS (Togo) exprime la sympathie de son gouvernement aux peuples et aux gouvernements éthiopiens, guatémaltèques et malgaches. Ces trois pays ont été profondément bouleversés et il reste beaucoup à faire pour alléger les souffrances des victimes. Etant donné la fréquence et la durée des catastrophes naturelles, des mesures d'urgence ne sauraient suffire. Il importe également de pouvoir prévoir ces catastrophes et de prendre des mesures préventives. La mise en place de dispositifs d'alerte et de protection contre les catastrophes exige des ressources considérables et il est indispensable que la solidarité internationale s'exerce dans ce domaine. Le Gouvernement togolais rend hommage au Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe ainsi qu'aux gouvernements et aux institutions spécialisées pour l'aide qu'ils ont apportée à l'Ethiopie, au Guatemala et à Madagascar.

39. La délégation togolaise a parrainé le projet de résolution E/L.1712 et appuie sans réserve les projets de résolution E/L.1711 et E/L.1715. Il faut espérer que les trois projets de résolution seront approuvés à l'unanimité et que tous les Etats appuieront des mesures à moyen et à long terme en vue du relèvement et de la reconstruction des pays touchés.

40. M. YAO (Côte d'Ivoire) dit que sa délégation est profondément attristée et préoccupée par les catastrophes qui se sont produites en Ethiopie, au Guatemala et à Madagascar et apprécie beaucoup les opérations de secours entreprises par la communauté internationale. Les trois projets de résolution dont le Conseil est saisi font appel à divers organes pour qu'ils examinent d'urgence les demandes d'assistance formulées par les trois pays intéressés. La délégation ivoirienne espère qu'ils seront adoptés à l'unanimité et que les organes en question répondront par des mesures concrètes aux demandes d'assistance.

41. M. KOCH (République fédérale d'Allemagne) exprime la sympathie de son gouvernement aux peuples et aux gouvernements éthiopiens, guatémaltèques et malgaches. Il faudrait encourager les organismes privés à poursuivre l'aide précieuse qu'ils fournissent en organisant des opérations de secours. Un effort considérable doit être fait pour aider les gouvernements éthiopien, guatémaltèque et malgache à mettre en œuvre des programmes nationaux de relèvement et de reconstruction. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne est prêt à fournir une assistance complémentaire aux pays touchés et appuie sans réserve les trois projets de résolution à l'étude.

42. M. MUTHAURA (Kenya) note avec satisfaction que le Bureau du Coordonnateur a continué à suivre l'évolution de la situation en Ethiopie, en étroite collaboration avec l'administrateur assistant et le représentant régional du PNUD à Addis-Abeba, ainsi qu'avec la FAO, le FISE et l'OMS. La coordination, la rapidité et le souci d'économie sont des éléments essentiels à toute opération de secours en cas de catastrophe. Il est encourageant de noter que les récoltes se sont améliorées en Ethiopie, mais les problèmes sont

encore loin d'être résolu. Dans la seule région de l'Ogaden, les autorités éthiopiennes continuent de fournir des aliments et des services médicaux à une population nomade comptant plus de 70 000 âmes, qui ont trouvé abri dans les centres de secours. En outre, 400 000 personnes bénéficient de projets "Des vivres pour du travail" financés par le PAM et bilatéralement par différents donateurs. Les efforts que continuent de déployer l'Organisation des Nations Unies et la communauté internationale renforceront sans nul doute les programmes de relèvement et de reconstruction. En dépit de ses modestes ressources, le Kenya a envoyé des quantités importantes de maïs et de lait en poudre en Ethiopie.

43. Les catastrophes qui se sont produites au Guatemala et à Madagascar sont plus complexes. Les organismes de l'ONU devraient aider à installer des systèmes de radar et autres dispositifs permettant de prévoir les cyclones et les tremblements de terre et devraient encourager d'autres mesures préventives à long terme, sans que soit pour autant ralentie l'exécution des programmes d'urgence. Le Kenya n'a pas été en mesure d'aider le Guatemala et Madagascar, mais il assure les victimes de sa profonde sympathie et rend hommage à tous ceux qui ont cherché à organiser rapidement des opérations de secours. Il faut espérer que les pays, les organismes et les particuliers qui sont à même de fournir une assistance continueront à le faire.

44. M. COVACI (Roumanie) dit que les secours d'urgence constituent un aspect important des activités de l'ONU. Dans les pays en développement en particulier, les catastrophes naturelles désorganisent beaucoup les efforts de développement national. Le Gouvernement roumain regrette profondément les pertes en vies humaines et les dommages causés par les catastrophes qui se sont produites en Ethiopie, au Guatemala et à Madagascar. La Roumanie, qui a elle-même été victime de catastrophes naturelles, est prête à appuyer toutes mesures visant à assurer le relèvement et la reconstruction des pays touchés. Il faudrait envisager de constituer des réserves de vivres pour les cas d'urgence, qui seraient gérées par un organisme tel que la FAO.

45. La délégation roumaine est convaincue que les trois projets de résolution seront adoptés à l'unanimité.

46. M. SIDDIQ (Afghanistan) exprime la sympathie de son gouvernement aux peuples et aux gouvernements éthiopien, guatémaltèque et malgache. Les pertes subies par le Guatemala dépassent tout ce que l'on peut imaginer. M. Siddiq note toutefois avec satisfaction que les opérations de secours entreprises par le Gouvernement guatémaltèque avec l'assistance de la communauté internationale ont permis à la population d'amorcer le processus de reconstruction et de relèvement du pays.

47. Madagascar est régulièrement touchée par des cyclones. La situation de l'île se trouve encore aggravée par une sécheresse tenace dans les régions du sud, et il est urgent de prendre des mesures à moyen et à long terme pour le relèvement et la reconstruction des zones touchées par les cyclones et la sécheresse.

48. La situation en Ethiopie n'est pas moins angoissante. Là encore, il convient avant tout de prendre des

mesures à long terme pour le relèvement et la reconstruction des régions victimes de la sécheresse. L'homme a les moyens de soulager les souffrances causées par les catastrophes naturelles, mais le soutien de l'ONU, de la communauté internationale et des institutions financières est essentiel.

49. La délégation afghane a parrainé le projet de résolution E/L.1711 et souhaite se joindre aux auteurs des projets de résolution E/L.1712 et E/L.1715.

50. M. ORTIZ RODRIGUEZ (Cuba) dit que les catastrophes naturelles sont un sujet de préoccupation pour les peuples du monde entier. En pareille occasion, Cuba a toujours fourni toute l'aide d'urgence qu'il lui était possible de fournir et la Croix-Rouge cubaine a participé très activement aux activités de secours. La délégation cubaine exprime sa profonde sympathie aux peuples et aux gouvernements guatémaltèques et malgaches mais n'a pu se porter coauteur des projets de résolution E/L.1711 et E/L.1712, qui mentionnent certaines institutions financières. Elle appuiera toutefois ces projets de résolution et souhaite se joindre aux auteurs du projet de résolution E/L.1715. La situation en Ethiopie exige que la communauté internationale assure un appui permanent aux mesures prises par le Gouvernement éthiopien en vue du relèvement et de la reconstruction des régions victimes de la sécheresse.

51. M. AMIRDIVANI (Iran) dit que, malgré le succès des efforts déployés par l'Ethiopie pour la reconstruction des régions où la sécheresse a sévi pendant longtemps, le pays n'est pas encore hors de danger car l'amélioration de la situation pourrait être compromise par le temps qu'il fera pendant la saison des pluies. La délégation iranienne estime que sans une assistance internationale le pays aura du mal à résoudre ses problèmes et elle a parrainé une proposition adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 3440 (XXX), visant à créer un comité honoraire pour aider à mobiliser les ressources financières nécessaires à l'organisation d'activités de secours en cas de catastrophe. Le représentant de l'Iran exprime sa sympathie au peuple malgache. L'Iran a fourni une assistance au Guatemala, par l'intermédiaire de la Société iranienne du Lion et du Soleil Rouges et la délégation iranienne exprime l'espoir que le projet de résolution relatif au Guatemala sera adopté à l'unanimité.

52. M. SEIFMAN (Etats-Unis d'Amérique) dit que, entre le milieu de 1973 et janvier 1976, son gouvernement a fourni près de 31 millions de dollars d'aide à l'Ethiopie pour la lutte contre la sécheresse, y compris 75 000 tonnes métriques de céréales alimentaires et 11 millions de dollars d'aide non alimentaire. Maintenant que la phase des secours d'urgence semble être dépassée, les efforts sont orientés vers le redressement et le relèvement à plus long terme. Entre juin 1974 et juin 1975, le Gouvernement des Etats-Unis a signé des accords prévoyant l'octroi de subventions d'une valeur globale de 8,1 millions de dollars concernant le développement de l'élevage, la mise en valeur des ressources en eau et d'autres questions. Une assistance du même type, d'une valeur de 5 millions de dollars, notamment un projet relatif à la mise en place d'un système d'alerte avancée capable de prévoir les sécheresses dans le sud de l'Ethiopie, est envisagée cette année.

53. En ce qui concerne le Guatemala, M. Seifman rappelle les contributions faites par d'autres pays et par des organisations bénévoles, et aussi les opérations menées par le Bureau du Coordonnateur, qui montrent que son action est de plus en plus valable. Pour sa part, outre 18,4 millions de dollars d'aide alimentaire, le Gouvernement des Etats-Unis, en coopération avec les autorités guatémaltèques, a versé 19,5 millions de dollars pour financer toutes sortes d'activités de reconstruction et de relèvement, notamment des installations médicales, du matériel d'épuration des eaux et un appui aux services municipaux. L'Agency for International Development envisage la possibilité de fournir 20 millions de dollars sous forme de prêts aux services de logement et aux services municipaux, ainsi que d'accorder des garanties dans le cadre de son programme de garanties des investissements immobiliers, afin d'aider à résoudre la crise du logement. Une assistance supplémentaire est prévue et doit être consacrée aux activités de reconstruction et de relèvement.

54. Afin de rendre le projet de résolution E/L.1711 plus clair, M. Seifman propose qu'à la cinquième ligne du paragraphe 4 du texte anglais le mot "*satisfying*" soit remplacé par "*responding to*", et qu'à la quatrième ligne du paragraphe 5 le mot "*permettra*" soit remplacé par "*aidera*". La délégation des Etats-Unis serait alors heureuse de se joindre aux auteurs du projet de résolution E/L.1711.

55. M. OLIVERI LOPEZ (Argentine) dit que ces modifications sont parfaitement acceptables. Il propose d'ajouter au dispositif du projet E/L.1711 un paragraphe 7, qui se lirait comme suit : "*Décide de garder la question à l'étude*".

56. M. LASCARRO (Colombie) dit que, en témoignage de solidarité avec les trois pays sinistrés, la délégation colombienne souhaite se joindre aux auteurs du projet E/L.1715 et figurer ainsi parmi les auteurs des trois projets de résolution. Il signale que le Gouvernement colombien a fourni une assistance importante au Guatemala.

57. Le PRÉSIDENT informe le Conseil que la Yougoslavie s'est également jointe aux auteurs du projet de résolution E/L.1711.

58. S'il n'y a pas d'objection, le Président considérera que le Conseil adopte le projet de résolution E/L.1711, tel qu'il a été amendé par les représentants des Etats-Unis et de l'Argentine, sans qu'il soit procédé à un vote.

Le projet de résolution, tel qu'il a été amendé oralement, est adopté [résolution 1984 (LX)].

59. M. ORANTES LUNA (Observateur du Guatemala), prenant la parole sur l'invitation du Président, remercie le Secrétaire général et tous ceux qui ont aidé le Guatemala dans ses épreuves. Le tremblement de terre a exacerbé les problèmes que connaissait déjà le pays du fait de la crise économique, et le peuple guatémaltèque est profondément reconnaissant à la communauté internationale pour la promptitude avec laquelle des secours d'urgence lui ont été fournis. Toutefois, conscient du fait que la responsabilité du relèvement national incombe avant tout au peuple guatémaltèque lui-même, le gou-

vernement a décrété une augmentation budgétaire de 200 millions de dollars pour l'année en cours, qui s'ajoutera aux dons étrangers qui ont été reçus à ce jour, et il a émis des obligations pour la reconstruction du pays, d'une valeur de 122 millions de dollars, que les Guatémaltèques jouissant d'un certain niveau de vie sont tenus d'acheter. Vu l'enthousiasme avec lequel la population a accueilli cette première émission, elle sera suivie d'une deuxième émission d'une valeur de 500 millions de quetzales. Naturellement, étant donné l'ampleur des dommages causés par le tremblement de terre, le pays a dû aussi faire appel à une assistance extérieure. Puisque le projet de résolution E/L.1711 a été adopté à l'unanimité, le Gouvernement guatémaltèque veut croire que les diverses organisations internationales intéressées lui fourniront une assistance spéciale importante. Il espère que, dans toute la mesure possible, cette aide sera non remboursable, vu la situation précaire dans laquelle se trouve le pays après le tremblement de terre. Au nom du Gouvernement et du peuple guatémaltèques, M. Orantes Luna exprime sa profonde gratitude à toutes les délégations, en particulier aux auteurs du projet de résolution et à ceux qui ont fourni une assistance au Guatemala.

60. Le PRÉSIDENT déclare que le Conseil a achevé ainsi l'examen du point 10 de l'ordre du jour.

61. S'il n'y a pas d'objection, il considérera que le Conseil souhaite adopter le projet de résolution E/L.1712 sans qu'il soit procédé à un vote.

Le projet de résolution est adopté [résolution 1985 (LX)].

62. M. RASOLONDRABE (Observateur de Madagascar), prenant la parole sur l'invitation du Président, remercie toutes les délégations pour la compréhension et la sollicitude dont elles ont fait preuve, et en particulier la délégation tunisienne pour avoir présenté le projet de résolution. Pour Madagascar, cette résolution symbolisera la solidarité entre les nations. Elle marque une étape dans les efforts déployés en vue de doter l'Organisation des Nations Unies d'un instrument d'intervention efficace pour venir en aide aux pays victimes de catastrophes naturelles. La délégation malgache a été encouragée par la réaction à sa proposition tendant à créer un fonds permanent, qui s'adresserait surtout aux efforts de reconstruction et de relèvement, et elle est convaincue que des résultats pratiques pourront être obtenus dans un avenir proche.

63. Le PRÉSIDENT déclare que le Conseil a achevé l'examen du point 11 de l'ordre du jour.

64. S'il n'y a pas d'objection, il considérera que le Conseil souhaite adopter le projet de résolution E/L.1715, tel qu'il a été révisé oralement par le représentant du Libéria, sans qu'il soit procédé à un vote.

Le projet de résolution, tel qu'il a été révisé oralement, est adopté [résolution 1986 (LX)].

65. M. ADUGNA (Ethiopie) remercie le représentant du Libéria d'avoir présenté le projet de résolution et tous les membres du Conseil d'avoir voté en faveur de celui-ci. Si la résolution se traduit par une

action concrète, l'Éthiopie pourra atteindre un niveau de vie décent qui lui permettra de faire face aux catastrophes de ce genre à l'avenir. L'Éthiopie a pour objectif de se suffire à elle-même et le projet de résolution l'aidera beaucoup à y parvenir.

66. Le PRÉSIDENT déclare que le Conseil a achevé l'examen du point 2 de l'ordre du jour.

Déclaration du Président

67. Le PRÉSIDENT informe les membres qu'il a envoyé, au nom du Conseil, un télégramme au Président de la quatrième session de la CNUCED.

La séance est levée à 18 heures.

1996^e séance

Vendredi 7 mai 1976, à 11 h 15.

Président : M. Siméon AKE (Côte d'Ivoire).

E/SR.1996

Expression de sentiments de sympathie à l'occasion du tremblement de terre survenu en Italie du Nord

1. Le PRÉSIDENT, prenant la parole au nom du Conseil, prie le représentant de l'Italie de transmettre ses sentiments de profonde sympathie à son gouvernement ainsi qu'à la population italienne et aux familles éprouvées par le tremblement de terre qui a bouleversé l'Italie du Nord.

2. M. ROSSI (Italie) déclare que le Gouvernement et le peuple italiens apprécient sincèrement les témoignages de sympathie du Conseil et les sentiments d'amitié des membres du Conseil pour la nation italienne.

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Assistance au Mozambique (E/5812 et Add.1)

3. M. FARAH (Sous-Secrétaire général aux questions politiques spéciales), prenant la parole au nom du Secrétaire général, rappelle qu'il a fait partie de la Mission envoyée au Mozambique pour évaluer la situation créée par la décision du Gouvernement mozambicain d'appliquer des sanctions à la Rhodésie du Sud, en conformité rigoureuse avec la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité. L'objet de cette évaluation était de préparer le terrain en vue d'organiser l'assistance que le Conseil avait demandé au Secrétaire général de fournir, en collaboration avec les organismes compétents du système des Nations Unies, au Mozambique pour lui permettre de surmonter les difficultés créées par l'application par ce pays des sanctions prévues dans la résolution 386 (1976). Il s'agissait d'un programme d'aide financière, économique et technique orienté vers les besoins immédiats et à long terme de ce pays nouvellement venu à l'indépendance. Le rapport de la Mission (voir E/5812 et Add.1) a été présenté au Conseil et M. Farah a étudié ses conclusions avec la délégation du Gouvernement mozambicain.

4. Passant en revue les faits saillants exposés dans le rapport, M. Farah souligne que, en raison de la politique de la puissance coloniale qui a consisté à intégrer l'économie du Mozambique à celle du Portugal et de la Rhodésie du Sud, il est urgent de fournir au Mozambique, outre l'aide financière dont il a besoin pour compenser les effets des sanctions prises contre le régime Smith, une aide au développement qui l'aidera à re-

structurer son économie. Les difficultés du Mozambique ont été aggravées par le départ du personnel professionnel et technique expatrié dont le pays a besoin pour maintenir à leur niveau actuel les services économiques et sociaux. A longue échéance, la crise ne pourra être surmontée que par un programme de développement économique et social qu'il s'agira de lancer dans l'avenir immédiat dans certains domaines d'activité prioritaires qui ont été proposés à la Mission.

5. L'application des sanctions se traduira pour le Mozambique par des pertes directes énormes. Le Mozambique perdra les revenus qu'il tirait du commerce de transit et la fermeture de sa frontière avec la Rhodésie du Sud lui fera perdre les revenus tirés des exportations vers ce pays; outre cela, le courant des importations en provenance de régions autres que la Rhodésie du Sud a été profondément perturbé. Le Mozambique a déjà essuyé des pertes sérieuses en ce qui concerne les devises étrangères résultant du tourisme et des remises de fonds des travailleurs émigrés en Rhodésie du Sud. Les sanctions auront pour effet d'aggraver le déficit commercial chronique du Mozambique et de l'obliger à payer beaucoup plus cher, sur les autres marchés, de nombreux produits qu'il importait jusque-là de la Rhodésie du Sud à des prix relativement avantageux. La Mission estime que le déficit de la balance commerciale augmentera chaque année de 16 millions de dollars au moins et que les pertes financières directement encourues à la suite de l'application des sanctions oscilleront entre 110 et 135 millions de dollars par an, auxquels il faudra ajouter chaque année 30 millions de dollars pour la mise en œuvre de projets de première urgence.

6. Outre ces pertes directes, le pays subira d'importantes pertes indirectes entraînées par les perturbations des secteurs économique et social et par la nécessité de réaménager les priorités du gouvernement.

7. Le rapport de la Mission donne des indications sur les types de marchandises, de matériel et d'équipement dont le pays a un besoin urgent et évalue le déficit commercial des deux prochaines années à plus de 275 millions de dollars, non compris le coût des importations requises d'urgence, et des projets de développement nécessités par les sanctions. Il conviendra de fournir une aide financière importante pour aider le pays à combler, pendant cette même période,

le déficit de sa balance des paiements qui oscillerait entre 175 et 200 millions de dollars. Le rapport contient également des suggestions sur le matériel de transport et les pièces accessoires dont le pays a un besoin urgent et sur les projets à mettre en œuvre d'urgence en ce qui concerne l'approvisionnement en électricité et en eau, les télécommunications, et la production alimentaire destinée à remplacer les importations, maintenant que le Mozambique ne peut plus compter sur la Rhodésie du Sud pour ses importations de vivres. Le Gouvernement mozambicain a remis à la Mission une longue liste de projets et de programmes qui seront éventuellement incorporés à un plan de développement national général (voir E/5812/Add.1).

8. La situation de la main-d'œuvre au Mozambique est extrêmement critique. Avant l'indépendance, la plupart des emplois spécialisés et semi-spécialisés dans le commerce, l'industrie et les services gouvernementaux étaient occupés par des expatriés. Ceux-ci ont maintenant quitté le pays et le système d'enseignement n'a pas été conçu pour permettre aux autochtones d'acquérir les compétences qui leur permettraient de les remplacer. D'après une première estimation portant sur un petit nombre seulement de ministères et d'organismes, 650 postes de professionnels et de techniciens seraient à pourvoir. La communauté internationale devra répondre énergiquement à l'appel du gouvernement et l'aider à recruter le personnel dont il a besoin.

9. Pour coordonner les offres de contribution au programme d'assistance financière, matérielle et technique destiné au Mozambique, le Gouvernement mozambicain est en train de constituer au sein de son ministère du développement et de la planification économiques un service dont l'homologue fonctionnera à New York. On s'adressera à ces deux services pour obtenir des renseignements et de la documentation sur les programmes et les projets intéressant le Mozambique. En outre, la Mission a signalé que le système fiscal et bancaire du Mozambique serait incapable de mobiliser des ressources locales au cours des années à venir et qu'il serait donc nécessaire de fournir une assistance sous forme de soutien au budget.

10. Il est tout à fait conforme à l'esprit et à la lettre de la Charte des Nations Unies que le Mozambique se fie à la communauté internationale, y compris le système des Nations Unies, pour alléger le fardeau dont il s'est chargé en s'acquittant de ses obligations internationales. La communauté internationale ne saurait accepter qu'un pays en développement soit pénalisé pour avoir défendu une cause proclamée juste par l'Organisation des Nations Unies. L'Organisation fournit déjà une assistance limitée mais il reste encore beaucoup à faire; c'est pourquoi le Secrétaire général a adressé un appel urgent d'aide auquel M. Farah espère que les gouvernements répondront généreusement.

11. Le PRÉSIDENT, agissant conformément à l'article 72 du règlement intérieur, invite le Ministre adjoint des affaires étrangères de la République populaire du Mozambique à s'adresser au Conseil.

12. M. PANGUENE (Mozambique) remercie le Secrétaire général de la sollicitude dont il a fait preuve à l'égard de la population du Mozambique en envoyant une mission pour étudier les besoins d'assistance internationale découlant de la stricte application par le

Mozambique de sanctions contre le régime illégal de Smith. La promptitude avec laquelle le Secrétaire général a agi confirme l'intérêt qu'il prend à la lutte de libération nationale du Zimbabwe et permet d'espérer qu'il donnera suite aux décisions concrètes que le Conseil pourrait adopter sur la question dont il est saisi. M. Panguene tient également à remercier publiquement chacun des membres de la Mission pour le travail compétent qu'elle a accompli dans des conditions difficiles ainsi que pour son excellent rapport. Enfin, M. Panguene exprime sa reconnaissance pour l'aide fournie au Mozambique par les Nations Unies, l'OUA, le Commonwealth, la Ligue des Etats arabes et les pays qui se sont engagés à apporter leur soutien.

13. En rompant toutes relations avec le régime raciste de Ian Smith et en appliquant pleinement les sanctions prévues pour hâter la liquidation de ce régime, la population du Mozambique s'est acquittée d'une responsabilité qui incombe à la communauté internationale tout entière, mais aussi elle a agi dans son propre intérêt, en ce sens que sa libération n'est pas achevée et qu'elle sera menacée tant que le Mozambique aura une frontière commune avec un pays gouverné par un régime qui constitue une menace à la paix et à la sécurité en Afrique et dans le monde entier. Etant donné l'évolution récente de la situation en Rhodésie du Sud et l'intransigeance croissante du régime Smith, la lutte armée est la seule option qui reste au peuple de ce pays pour faire respecter ses droits de l'homme et sa dignité. C'est dans ce contexte que doit être conçue l'aide internationale destinée à compenser les effets des sanctions.

14. La dépendance économique du Mozambique à l'égard de la Rhodésie du Sud plonge ses racines dans l'histoire et dans l'impuissance des colonialistes portugais à exploiter la richesse de ce pays en raison de la faiblesse de l'économie portugaise avant les années 60. En raison de cette situation, les colonialistes exportaient ce qu'ils pouvaient vers la métropole, plaçaient l'ensemble du développement économique entre les mains d'intérêts étrangers et utilisaient de force la population de ce pays comme main-d'œuvre à qui l'on refusait les avantages que l'étranger tirait de l'exploitation du pays. Le système de transport ferroviaire a été conçu pour exporter les richesses du pays et servir ainsi les intérêts colonialistes, avant d'être par la suite adapté aux besoins des pays voisins. Des recettes en devises étrangères ont été tirées des services ferroviaires et portuaires rendus à ces pays voisins et représentaient 25 p. 100 du total des recettes annuelles en devises : 100 millions de dollars, dont 40 millions tirés du trafic avec la Rhodésie du Sud. En outre, quelque 80 000 travailleurs avaient émigré du Mozambique pour trouver un emploi en Rhodésie du Sud et leurs familles dépendaient pour survivre de leurs envois en espèces ou en nature. Les colonialistes portugais ont bloqué tous les aspects du développement économique qui ne servaient pas leurs propres intérêts, ont créé un déficit alimentaire en favorisant les cultures d'exportation et ont forcé le pays à dépendre pour son alimentation de ses achats à la Rhodésie du Sud. Cette situation s'est aggravée à la suite de l'application de sanctions contre ce pays voisin et elle oblige le Mozambique à restructurer son économie, à remplacer ses importations et à trouver des marchés nouveaux offrant des prix concurrentiels.

15. Du point de vue de la reconstruction nationale, le pays se ressent surtout de la pénurie de personnel de niveau intermédiaire capable de remplacer les Portugais complices du régime colonial, qui ont quitté le pays. Le Mozambique manque en particulier de techniciens capables d'assurer la formation des travailleurs mozambicains, auxquels les colonialistes ont refusé la possibilité d'améliorer leur qualification professionnelle, et le pays a impérativement besoin de recevoir une aide financière qui lui permette de recruter ce personnel technique, de préférence dans des pays dotés d'une expérience analogue à celle du Mozambique. Des fonds de secours sont également requis pour permettre au pays de faire face au chômage général consécutif au déclin de l'activité économique, qui jusqu'à présent était largement tributaire de la Rhodésie du Sud, et de trouver un substitut au système de communication avec la Rhodésie du Sud, maintenant désorganisé.

16. Seuls des dons — qui ne doivent pas être assimilés à un dédommagement des pertes effectivement subies — pourront contrebalancer l'incidence des sanctions sur l'économie de la République populaire du Mozambique. Le pays ne pourra assurer son indépendance et sa croissance économique que grâce à des investissements s'inscrivant dans le cadre d'une stratégie d'ensemble. M. Panguene exprime l'espoir que la communauté internationale manifesterait généreusement son soutien et que le Conseil adopterait des résolutions qui contribueraient efficacement à alléger les besoins les plus impérieux, ainsi que le suggère le rapport de la Mission. Enfin, M. Panguene espère que l'aide accordée prendra le plus souvent possible la forme de dons d'origine bilatérale et multilatérale.

17. Le PRÉSIDENT propose que la liste des orateurs désirant intervenir sur le point examiné soit close le vendredi 7 mai à 15 heures, et que les projets de résolution relatifs à cette question soient déposés avant le lundi 10 mai au matin.

18. M. SILWIZYA (Zambie) dit que le Conseil économique et social se devait d'aborder la question de l'action d'une aide internationale à la République populaire du Mozambique, à la suite de la courageuse décision prise par cette dernière, en parfaite conformité avec les résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, en particulier la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité, d'imposer des sanctions au régime illégal et minoritaire de Ian Smith en Rhodésie du Sud. L'examen par le Conseil de cette question à la séance en cours constitue un pas nécessaire et logique vers l'application de la résolution 386 (1976) du Conseil de sécurité, adoptée à l'unanimité le 17 mars 1976.

19. C'est avec beaucoup de sérieux que la Zambie considère la question de l'aide internationale au Mozambique, et elle est convaincue qu'il est d'importance cruciale que la communauté internationale pourvoie immédiatement et avec générosité aux besoins du Mozambique, tels qu'ils sont décrits en détail dans la déclaration du Ministre des affaires étrangères du Mozambique et dans l'excellent rapport du Secrétaire général qui renferme le rapport de la Mission envoyée dans le pays, conformément à la résolution 386 (1976) du Conseil de sécurité, afin de déterminer l'étendue des besoins du Mozambique en

matière d'assistance à court et à long terme. M. Silwizya félicite le Secrétaire général et les membres de la Mission et ne doute pas que le rapport établi par la Mission aide considérablement le Conseil économique et social dans sa recherche des modalités de l'assistance à fournir au Mozambique.

20. Parce qu'elle est le berceau du Zimbabwe, sa proximité avec la Rhodésie du Sud vaut à la Zambie de payer un lourd tribut. Jusqu'à ce jour, les sanctions ont à elles seules coûté près de 500 millions de dollars au pays, qui a reçu de la communauté internationale la modeste somme d'environ 22 millions de dollars. Le Zimbabwe n'étant pas encore né, ce coût élevé ne peut qu'augmenter et le fardeau imposé au peuple de Zambie s'alourdir dans l'avenir. Tel sera également le triste sort du Mozambique si la communauté internationale ne traite pas la question de l'assistance avec la gravité qu'elle mérite. Nul ne peut ignorer que le Mozambique et la Zambie portent à eux seuls le fardeau qui devrait revenir à toute la communauté internationale. Dans la mesure où les sanctions dirigées contre le régime illégal de la Rhodésie du Sud sont directement inspirées de l'attitude adoptée par l'Organisation des Nations Unies, le Mozambique, en appliquant ces sanctions, se montre fidèle aux principes et aux objectifs de l'Organisation des Nations Unies. Par ailleurs, la libération du Zimbabwe est conforme à la Charte des Nations Unies.

21. En procédant à l'examen de la question dont il est saisi, le Conseil n'a pas simplement à se prononcer sur la question d'une assistance ordinaire accordée à un pays donné, mais plutôt sur l'efficacité de mesures clefs devant conduire à la libération du Zimbabwe. Ce n'est pas seulement la fermeture de la frontière entre le Mozambique et la Rhodésie du Sud qui est en question, mais bien la réaffirmation du combat pour la libération de l'Afrique australe. En fait, le débat porte et doit porter sur la libération du Zimbabwe et du reste de l'Afrique australe. Il incombe à la communauté internationale de donner plus de force aux instruments qui ouvriront la voie à une libération. L'un des plus importants parmi ces instruments est le Mozambique. Tout pays africain qui, dans cette région, accède à l'indépendance, diminue d'autant le risque d'une conflagration. L'indépendance du Mozambique importe non seulement au peuple de ce pays mais également à la communauté internationale, à laquelle il appartient maintenant de confirmer ses engagements d'aide. C'est pourquoi la Zambie a déjà apporté son assistance au Mozambique afin de permettre à ce dernier de mieux remplir le rôle déterminant qu'il peut jouer dans la libération de l'Afrique australe. Cette assistance, qui a pu être fournie malgré les problèmes économiques auxquels la Zambie elle-même doit faire face, s'est traduite de maintes façons, par exemple par la fourniture de 100 000 sacs de maïs, par le concours d'un grand nombre de médecins et d'infirmières et celui de l'armée de l'air, dont les appareils ont transporté personnes et vivres à partir et à destination des zones inondées du Mozambique.

22. La Zambie, qui possède une frontière commune avec le Mozambique, s'intéresse sincèrement à la paix et à la stabilité de ce pays et à son développement économique et social. L'assistance qu'elle a fournie dépasse le cadre de l'assistance accordée à un pays voisin; elle représente l'engagement, sur le plan international, de porter aide à un partenaire dans la

part qu'il prend à la lutte pour la libération du reste de l'Afrique australe.

23. C'est l'existence d'une minorité blanche et d'un régime raciste en Rhodésie du Sud qui est à l'origine des problèmes du Mozambique. L'arrogance et l'intransigeance de ce régime constituent une menace sérieuse pour la paix et la sécurité de la région. Pour libérer son pays, la population du Zimbabwe n'a maintenant d'autre choix que la lutte armée. En fait, elle a déjà pris les armes et se livre à un vaillant combat. Comme on pouvait le prévoir, le régime illégal de Ian Smith a intensifié la répression brutale qu'il dirige contre la population du Zimbabwe, mobilise des effectifs importants et interne la population du Zimbabwe dans des camps de concentration qui ne sont pas sans rappeler l'époque nazie. Pour manifester son mépris total à l'égard des nationalistes du Zimbabwe, le régime de Ian Smith a sans vergogne fait entrer dans son prétendu cabinet des traîtres africains qui ne sont que fantoches et des hommes de paille se prétendant représentants du peuple africain. De telles manœuvres ne trompent personne et attirent sur leurs auteurs la condamnation de la communauté internationale. En outre, le régime de Ian Smith cherche à provoquer une confrontation directe avec les pays africains indépendants qui sont ses voisins et se prépare à une guerre qui lui permettrait d'exercer son droit de poursuite jusque par-delà la frontière des pays limitrophes. On ne peut pas demander à ces pays de rester indifférents, car ils ont le devoir de défendre la cause de la liberté et de la justice en Afrique australe aussi bien que de protéger leurs propres citoyens. M. Silwizya réitère la déclaration du Président de la Zambie selon laquelle toute attaque dirigée contre le Mozambique sera considérée comme une attaque contre la Zambie.

24. On ne saurait trop souligner la nécessité pour la communauté internationale d'agir afin d'éliminer les principaux obstacles à la paix et à la sécurité en Afrique australe. Il est temps en effet que l'Organisation des Nations Unies prenne des mesures concrètes car les nombreux appels lancés au régime Smith n'ont pas été entendus. La communauté internationale doit maintenant soutenir fermement les Etats les plus exposés et les mouvements de libération. L'assistance que recherche le Mozambique est importante car elle doit lui permettre de renforcer ses moyens dans la lutte pour la libération du Zimbabwe.

25. La communauté internationale a cette chance que, en ce moment critique de l'histoire de l'Afrique australe, le Mozambique soit dirigé par des hommes et des femmes capables, dévoués, mûrs et clairvoyants, qui ont pris une mesure audacieuse et courageuse en fermant la frontière avec la Rhodésie du Sud.

26. Sous l'égide de ces dirigeants, le Mozambique a entrepris une politique de non-alignement positive et l'édification d'une société non raciale. Les grands principes et idéaux du FRELIMO (*Frente de Libertação de Moçambique*) permettront à ce pays de devenir une oasis de paix et de tranquillité dans une Afrique australe en proie à la tourmente. La communauté internationale ne peut se permettre de tourner le dos à cette jeune nation pleine de promesses et elle doit lui accorder rapidement une assistance généreuse. L'échec du Mozambique signifierait l'échec de l'Afrique et des nations progressistes du monde.

27. Le représentant de la Zambie note que certains Etats géographiquement éloignés de la Rhodésie du Sud et dotés d'une économie florissante violent pourtant systématiquement les sanctions de l'Organisation des Nations Unies contre le régime illégal Smith. Il faut espérer que ces Etats Membres réexamineront leur position et se joindront au Mozambique et au reste de la communauté internationale pour renforcer les sanctions contre la Rhodésie du Sud. Eu égard aux mesures prises à l'unanimité par le Conseil de sécurité en vue d'étendre la portée des sanctions contre la Rhodésie du Sud, il importe de maintenir l'élan acquis et de faire appliquer les sanctions par tous les pays afin d'appuyer la lutte du peuple du Zimbabwe pour libérer son pays. Le régime Smith doit donc être soumis à un siège en règle.

28. Le cas de l'Afrique du Sud, Membre de l'Organisation des Nations Unies, qui a refusé ouvertement et avec arrogance d'imposer des sanctions contre le régime illégal Smith, est extrêmement fâcheux. L'Afrique du Sud montre par son attitude un mépris évident pour les décisions de l'Organisation des Nations Unies et, plus qu'aucun autre pays, a ainsi empêché le régime de sanctions d'être pleinement efficace. En choisissant cette voie, l'Afrique du Sud a de fait opté pour des changements violents en Rhodésie du Sud car les sanctions avaient été conçues comme un moyen pacifique de réprimer la révolte de la colonie britannique.

29. La délégation zambienne espère que le Conseil adoptera à l'unanimité une résolution constructive sur l'assistance au Mozambique et qu'une aide concrète bilatérale et multilatérale sera accordée à ce pays. Tout retard ne ferait qu'aggraver les problèmes du Mozambique.

30. M. KAISER (Bangladesh) rappelle que, lors de la réunion, tenue à Kingston du 29 avril au 6 mai 1975, des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth, ceux-ci ont décidé que des mesures positives devraient être prises au niveau international pour renforcer et étendre les sanctions contre le régime illégal et minoritaire de la Rhodésie du Sud et ont souligné l'importance de mesures concrètes et immédiates pour aider le Mozambique à appliquer ces sanctions. En tant que membre du Commonwealth, le Gouvernement du Bangladesh a activement appuyé cette importante décision prise par les chefs de gouvernement des pays du Commonwealth ainsi que la décision ultérieure du Comité des sanctions du Commonwealth d'accorder une assistance immédiate au Mozambique après sa décision d'imposer ces sanctions.

31. La délégation du Bangladesh a accueilli avec satisfaction l'adoption par le Conseil de sécurité de la résolution 386 (1976) demandant que soit apportée immédiatement une assistance financière, technique et matérielle au Mozambique, de façon qu'il puisse exécuter son programme de développement et soit mieux à même d'appliquer pleinement le régime des sanctions.

32. M. Kaiser note que les premières mesures du Conseil de sécurité établissant des sanctions obligatoires contre le régime minoritaire de Rhodésie du Sud ont été prises il y a près d'une décennie mais que leur exécution a été loin d'être parfaite. Il est donc particulièrement admirable qu'un pays en

développement nouvellement indépendant comme le Mozambique, déjà assailli par de graves problèmes économiques hérités du système colonial, ait pris la difficile décision de fermer sa frontière avec la Rhodésie du Sud, en pleine conformité avec les décisions du Conseil de sécurité et la Charte des Nations Unies. Le Gouvernement du Bangladesh se félicite de cette décision courageuse qui témoigne de l'engagement profond et durable du Gouvernement et du peuple du Mozambique pour la cause de la liberté et de la justice et qui donne un magnifique exemple aux autres pays.

33. La Mission qui s'est rendue au Mozambique en avril a indiqué dans son rapport les problèmes auxquels est confronté ce pays par suite de sa décision de fermer sa frontière avec la Rhodésie du Sud et l'ampleur de l'assistance nécessaire pour lui permettre de faire face à la situation dans laquelle il s'est placé. Selon les estimations de la Mission, le coût direct pour le Mozambique de l'application des sanctions peut s'élever à 156 millions de dollars pour les 12 prochains mois et à 132 millions de dollars annuellement par la suite. L'étroite dépendance économique d'1 Mozambique vis-à-vis de la Rhodésie du Sud, héritée du passé colonial a créé des difficultés particulières. Dans pareilles situations, il est très fréquent de sous-estimer l'étendue des pertes. Pays en développement nouvellement indépendant, le Mozambique a parfaitement le droit d'espérer de la communauté internationale une aide importante pour son développement. A cette assistance normale doit s'ajouter une assistance supplémentaire, pour permettre au Mozambique de supporter le coût extrêmement lourd qu'entraîne pour lui l'application des sanctions. Le rapport fait état de l'ampleur de l'assistance matérielle, technique et financière nécessaire au Mozambique.

34. On ne peut évidemment pas s'attendre que ce pays supporte seul cette lourde charge. Le Gouvernement et le peuple mozambicains ont certes pris la décision audacieuse mais difficile de remplir une obligation qui incombe à toute la communauté internationale. Mais la responsabilité de mettre fin au régime illégal minoritaire en Rhodésie du Sud et d'y instaurer un gouvernement majoritaire n'incombe pas uniquement au Mozambique mais à tous les Etats, notamment ceux qui sont responsables de la situation actuelle et sont mieux à même d'aider à la changer. Il est donc du devoir de la communauté internationale de venir rapidement et efficacement en aide au Mozambique.

M. Šmíd (Tchécoslovaquie) prend la présidence.

35. M. LUCHTERHAND (République démocratique allemande) fait observer que son gouvernement a participé activement aux programmes d'assistance pour l'Ethiopie, le Guatemala et Madagascar. Dans le cas de l'Ethiopie qui a été frappée par la sécheresse, le Gouvernement de la République démocratique allemande a fait quatre envois directs de médicaments d'excellente qualité, d'aliments pour enfants et pour bébés, de couvertures, de tentes et de vêtements. Le Comité de la Croix-Rouge de la République démocratique allemande a envoyé des fournitures médicales, en particulier des médicaments d'excellente qualité et des pansements, pour aider les victimes du tremblement de terre au

Guatemala. Le Gouvernement de la République démocratique allemande a affrété un avion spécial pour transporter des vêtements et des vivres à Madagascar, qui a récemment été frappée par des cyclones.

36. Selon la délégation de la République démocratique allemande, les mesures tendant à fournir une assistance économique au Mozambique ne pouvaient être examinées indépendamment de la situation politique en Afrique australe. Les massacres auxquels se sont livrés les racistes de la Rhodésie du Sud et les attaques sauvages lancées contre la République populaire du Mozambique sont une preuve supplémentaire de la politique redoutable du régime de Smith qui, en violation du droit international, menace la paix et la sécurité en Afrique australe et dans le monde entier.

37. L'appel lancé par le Gouvernement mozambicain à l'Organisation des Nations Unies pour qu'elle manifeste sa solidarité avec le peuple mozambicain dans la lutte qu'il mène contre les actes d'agression perpétrés par le régime illégal de la Rhodésie du Sud a été reçu avec sympathie par tous les Etats Membres qui cherchent véritablement et sincèrement à éliminer ce régime colonial et raciste. Le Gouvernement de la République démocratique allemande ainsi que d'autres Etats ont exprimé, devant plusieurs organes des Nations Unies et ailleurs, leur appui inconditionnel à la lutte que mènent les peuples de l'Afrique australe pour éliminer radicalement toutes les formes de colonialisme, de racisme et la politique d'*apartheid*. Cette même attitude a été adoptée à l'égard de la République populaire du Mozambique, à laquelle le Gouvernement de la République démocratique a accordé un appui en formant des ouvriers qualifiés, en envoyant du matériel médical, en fournissant une assistance médicale directe, et en procurant une aide dans le domaine de l'information et de l'enseignement. En 1975, un accord a été conclu entre le Gouvernement de la République démocratique et le Gouvernement mozambicain prévoyant une assistance économique, technique, scientifique et autre. En outre, le Gouvernement de la République démocratique accordera dans l'avenir, dans la mesure de ses possibilités et selon les modalités appropriées, une assistance politique, morale et matérielle au Mozambique.

38. La délégation de la République démocratique allemande se félicite que cette question soit examinée et elle espère que le Conseil adoptera des décisions capables de garantir une assistance et un appui efficaces au peuple mozambicain dans la lutte politique et économique légitime qu'il mène contre le régime raciste de la Rhodésie du Sud.

39. Le Gouvernement de la République démocratique allemande continuera à fournir dans le cadre de sa politique nationale un tel appui politique, moral et matériel aux peuples opprimés pour des raisons coloniales et racistes pour les aider à lutter pour l'autodétermination et l'indépendance nationales et sociales.

40. M. ÅLGÅRD (Norvège), prenant la parole au nom des délégations danoise et norvégienne, ainsi que des délégations finnoise et suédoise qui siègent en qualité d'observateurs, dit que la décision prise par la République populaire du Mozambique de fermer sa frontière avec la Rhodésie du Sud et d'appliquer

strictement le régime des sanctions est, tout comme la décision précédemment prise par le Gouvernement zambien, un exemple remarquable de solidarité entre les nations africaines.

41. Les délégations nordiques étudieront soigneusement le rapport détaillé présenté par la Mission envoyée au Mozambique par le Secrétaire général. Ces délégations estiment qu'en adoptant la résolution 386 (1976) le Conseil de sécurité consacre un point de vue qu'elles défendent depuis longtemps, à savoir que c'est à la communauté internationale qu'il incombe de mettre un terme aux vestiges du colonialisme et des régimes minoritaires racistes qui maintiennent encore leur emprise en Afrique australe. Evidemment, c'est surtout aux Etats africains indépendants de la région qu'il appartient, du fait de leur proximité géographique, de s'acquitter de cette tâche. Toutefois, lorsqu'ils assument leurs responsabilités aussi courageusement que le Mozambique, ils méritent l'appui de la communauté internationale.

42. Les pays nordiques ont accordé un appui moral, humanitaire et économique aux mouvements qui luttent pour l'indépendance nationale et contre la discrimination raciale en Afrique australe et ils ont accueilli avec satisfaction les mesures tendant à réaliser ces objectifs. Le fait le plus récent et le plus encourageant à cet égard a été le démantèlement de l'empire colonial portugais qui a entraîné l'indépendance du Mozambique et d'autres Etats. Les pays nordiques, qui ont appuyé le FRELIMO dans le passé, accorderont maintenant leur appui au Gouvernement mozambicain dans les efforts qu'il déploie pour transformer une économie conçue pour servir les intérêts de la puissance coloniale en une économie visant à satisfaire les besoins et les espoirs des habitants eux-mêmes. Comme dans le cas de la Zambie, les pays nordiques appuieront les efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies et ses différents programmes et institutions pour fournir une assistance efficace au Mozambique et pour alléger le fardeau supplémentaire que doit porter son peuple pour avoir respecté strictement les décisions de l'Organisation des Nations Unies d'appliquer des sanctions contre le régime illégal de la Rhodésie du Sud. Les pays nordiques ont envoyé leurs propres missions d'enquête au Mozambique pour examiner la possibilité de fournir une plus grande assistance à ce pays. Il reste à espérer que des programmes d'assistance bilatérale seront mis en place et contribueront largement au développement du Mozambique.

43. Les délégations nordiques souscrivent pleinement à l'appel lancé dans la résolution 386 (1976) du Conseil de sécurité et elles espèrent que tous les pays assumeront la part de responsabilité qui leur incombe comme le Mozambique l'a fait, au nom de la solidarité internationale et en signe de respect pour les décisions de l'Organisation des Nations Unies. Une réponse positive de la communauté internationale contribuerait à renforcer le rôle de l'Organisation dans l'élimination du colonialisme et de la discrimination raciale.

44. M. HSING Sung-yi (Chine) dit que, face au développement rapide et dynamique des mouvements de libération nationale en Afrique australe, aux progrès enregistrés par la lutte armée au Zimbabwe et au renforcement du blocus et des sanctions par les voisins

de la Rhodésie du Sud, le régime raciste se trouve plus que jamais isolé et en proie à des difficultés considérables. Ouvrant de concert avec le régime raciste sud-africain, le régime raciste de la Rhodésie du Sud intensifie sa répression militaire et ses menaces dans un dernier effort désespéré. Récemment, il a même pénétré au Mozambique pour soi-disant se lancer à la poursuite des guérilleros; cet acte a provoqué l'indignation et s'est attiré la condamnation de l'opinion publique en Afrique et dans le reste du monde. Afin de conserver les avantages de la victoire et d'appuyer la lutte de libération menée par le peuple du Zimbabwe, le Gouvernement et le peuple mozambicains se sont lancés dans une lutte impitoyable contre le régime raciste de Smith. Malgré les lourdes pertes que cette décision risque d'entraîner, le Président du Mozambique, Samora Machel, a déclaré énergiquement la fermeture de toute la frontière avec la Rhodésie du Sud en application de la résolution du Conseil de sécurité concernant les sanctions prises contre ce pays. Cette juste décision a été saluée et appuyée par les Etats africains et par tous les pays et peuples dévoués à la cause de la justice.

45. Le Gouvernement et le peuple chinois approuvent pleinement et appuient fermement cette juste mesure prise par le Gouvernement et le peuple mozambicains. A leur avis, l'Organisation des Nations Unies a une responsabilité à laquelle elle ne peut se dérober, qui est d'appuyer la décision prise par le Gouvernement et le peuple mozambicains et de les aider à surmonter les difficultés qui en résulteront. Le Conseil économique et social a le devoir d'examiner la question de l'assistance au Mozambique, conformément à la résolution 386 (1976) du Conseil de sécurité. De même, les organismes compétents du système des Nations Unies devraient fournir au Mozambique une assistance sous différentes formes et examiner cette question périodiquement. Le Gouvernement chinois est absolument convaincu que, si le Gouvernement et le peuple mozambicains poursuivent leurs efforts, avec l'appui des peuples du monde entier, ils parviendront à surmonter les difficultés économiques qu'entraînent pour eux l'application des sanctions économiques contre le régime raciste de la Rhodésie du Sud et remporteront des victoires encore plus grandes dans la lutte qu'ils mènent pour combattre le colonialisme et le racisme et aider les peuples de l'Afrique australe à conquérir leur indépendance.

46. M. ORTIZ DE ROZAS (Argentine) se rallie aux points de vue exprimés par les orateurs précédents sur cette question. L'action de la communauté internationale en vue de soutenir l'un de ses membres a rarement été plus justifiée que dans le cas du Mozambique, pays africain ayant récemment accédé à l'indépendance qui n'a pas hésité à appliquer pleinement les sanctions prévues contre le régime illégal de la Rhodésie du Sud.

47. La courageuse décision du Président du Mozambique est à la fois un symbole et un exemple qui exigent de la communauté internationale qu'elle fasse sans hésiter preuve de coopération et de solidarité à l'égard de ce pays. La décision du Mozambique est d'autant plus remarquable et digne d'éloges que ce pays vient d'accéder à l'indépendance et qu'il doit maintenant entreprendre la tâche complexe de réorienter son plan de développement pour l'adapter à sa nouvelle situation d'entité économique indépendante.

48. La délégation argentine adresse ses félicitations à la Mission qui a été envoyée au Mozambique en application de la résolution pertinente du Conseil de sécurité et fait observer que l'excellent rapport qu'elle a établi contient des renseignements détaillés sur les coûts directs de l'application des sanctions économiques dans tous les secteurs. En outre, les coûts indirects qui seront particulièrement élevés cette année doivent être examinés de manière approfondie, étant donné que la communauté internationale devra fournir au Mozambique une assistance à long terme.

49. En conséquence, la délégation argentine estime elle aussi que les préoccupations exprimées devraient toutes être reflétées dans un projet de résolution en vue d'amener toutes les institutions et tous les organismes et programmes du système des Nations Unies, en particulier le PNUD et les institutions financières internationales, à apporter leur total soutien au Mozambique. Le représentant de l'Argentine se range à l'avis de ceux qui considèrent que la situation est exceptionnelle et qu'il convient de prendre des mesures exceptionnelles pour y faire face.

50. Le Gouvernement argentin examinera d'urgence la possibilité de participer autant qu'il le pourra à toute action de solidarité internationale avec le Mozambique.

51. M. KAUFMANN (Observateur des Pays-Bas), prenant la parole sur l'invitation du Président, dit que le Gouvernement mozambicain, indépendant depuis peu, a pris une décision admirable en donnant la preuve qu'il était disposé à alourdir encore le fardeau qui est le sien en tant que nation en développement, en fermant ses frontières avec la Rhodésie du Sud conformément aux obligations internationales. Le rapport de la Mission qui s'est rendue au Mozambique fait apparaître clairement que les effets de l'application des sanctions économiques contre la Rhodésie du Sud pourraient sérieusement entraver l'exécution du programme de développement national du Mozambique dont l'objectif est de répondre au besoin urgent d'une production économique plus équilibrée. Le Gouvernement néerlandais adopte le point de vue de ceux qui pensent que la communauté internationale ne peut tolérer qu'un pays, situé à proximité d'un autre pays contre lequel des sanctions sont appliquées, voie ses efforts de développement compromis par le fait d'avoir rempli ses obligations internationales, et il estime que l'ensemble de la communauté internationale devrait l'aider à porter ce fardeau. En conséquence, le Gouvernement néerlandais voudrait annoncer que, en réponse à la résolution 386 (1976) du Conseil de sécurité, il accordera au Mozambique un prêt de 4 millions de dollars à des conditions avantageuses en vue de l'aider à faire face aux lourdes conséquences que représente pour lui l'application des sanctions contre la Rhodésie du Sud; ce prêt viendra en sus de son programme d'assistance bilatérale fournie par les voies normales.

52. M. AMIRDJANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que l'Union soviétique a toujours fourni une assistance morale et matérielle au peuple mozambicain, directement et par l'intermédiaire de l'OUA, et qu'il continue à le faire. En février 1976, l'Union soviétique a signé un certain nombre d'accords d'assistance économique, technique et autres avec la République populaire du Mozambique.

53. L'Union soviétique fonde ses relations avec le Mozambique sur les principes de non-ingérence dans les affaires intérieures de l'Etat et le plein respect du droit sacré du Mozambique à suivre la voie qu'il a choisie pour assurer son développement. L'Union soviétique condamne vivement les actes d'agression perpétrés par le régime illégal de la Rhodésie du Sud contre le Mozambique, et assure ce pays de sa solidarité et de son soutien pour les vastes programmes qu'il a entrepris d'exécuter en vue d'apporter des changements sur le plan économique et social.

54. M. DONNELLY (Royaume-Uni) dit que le rapport du Secrétaire général sur la Mission au Mozambique est le fruit d'un travail approfondi et ardu et qu'il sera d'une grande utilité pour identifier les domaines prioritaires dans lesquels ce pays a un besoin urgent d'assistance. La décision prise par le Gouvernement mozambicain d'appliquer pleinement les sanctions prévues par l'Organisation des Nations Unies contre le régime illégal de la Rhodésie du Sud est un acte courageux et le Gouvernement britannique est pleinement conscient des incidences énormes qu'aura cette décision sur l'économie du Mozambique ainsi que de la nécessité de fournir une assistance internationale pour promouvoir le développement normal du Mozambique, sur le plan économique et social. En conséquence, le Gouvernement britannique a offert d'apporter au Mozambique une assistance financière d'un montant total de 15 millions de livres au cours des prochaines années, montant sur lequel une somme de 5 millions de livres sera versée à bref délai sous forme de prêt à des conditions avantageuses. Une équipe du Ministère du développement d'outre-mer étudiera prochainement les détails d'une assistance technique avec le Gouvernement mozambicain. Le Gouvernement britannique espère que le Commonwealth pourra établir un programme d'assistance technique qui complétera les activités des donateurs bilatéraux du Commonwealth et les efforts du système des Nations Unies; il est disposé à appuyer un programme de ce type. Il espère que des contacts étroits pourront être maintenus entre l'Organisation des Nations Unies et le Commonwealth en faveur du Mozambique. Il approuve la résolution 386 (1976) du Conseil de sécurité et continuera de participer aux efforts déployés pour aider le Gouvernement du Mozambique.

55. M. COSTA LOBO (Portugal) rappelle que, à la trentième session de l'Assemblée générale, le Portugal s'est prononcé en faveur de l'application de sanctions contre la Rhodésie du Sud, mais qu'il a également appelé l'attention de la communauté internationale sur les pertes et sacrifices que leur mise en œuvre représenterait pour les Etats voisins, à savoir le Mozambique et la Zambie. En conséquence, le Gouvernement portugais appuiera sans réserve toute initiative visant à mettre en place un programme précis d'assistance en faveur de la République populaire du Mozambique en vue de compenser les pertes financières, économiques et sociales énormes qu'il subira inévitablement du fait de la pleine application des sanctions. Le Gouvernement portugais se félicite vivement de l'adoption de la résolution 386 (1976) du Conseil de sécurité, par laquelle l'ensemble du système des Nations Unies et tous les Etats Membres sont invités à fournir une assistance immédiate au

Mozambique. La délégation portugaise est convaincue que les renseignements et les conclusions que contient le rapport du Secrétaire général en ce qui concerne les difficultés rencontrées par le Mozambique permettront aux Etats Membres d'évaluer les effets négatifs qu'aura sur l'économie du Mozambique l'application des sanctions et de fournir à ce pays une assistance

appropriée, par des voies bilatérales ou multilatérales. Le Gouvernement portugais accorde déjà au Mozambique une assistance bilatérale et appuiera pleinement toutes mesures d'assistance prises par le Conseil.

La séance est levée à 13 heures.

1997^e séance

Lundi 10 mai 1976, à 11 h 15.

Président : M. Siméon AKE (Côte d'Ivoire).

E/SR.1997

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Assistance au Mozambique (suite) [E/5812 et Add.1]

1. M. LINDENBERG SETTE (Brésil) dit que le Gouvernement de la République populaire du Mozambique, qui doit résoudre non seulement les difficultés qui assaillent d'ordinaire un pays en développement, mais encore les problèmes propres à un pays qui accède à l'indépendance après avoir combattu pendant 10 ans pour sa liberté, a néanmoins pris à l'égard de la Rhodésie du Sud, conformément à la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité, des mesures qui ont eu de graves répercussions sur l'économie mozambicaine. Il importe au plus haut point que la communauté internationale soutienne une telle prise de position. En conséquence, le Gouvernement du Brésil, s'inspirant des dispositions de la résolution 386 (1976) du Conseil de sécurité, est prêt à fournir, dans la mesure de ses possibilités, toute l'aide qui pourrait lui être demandée sur les plans financier, technique et matériel et à s'aligner sur la ligne de conduite que le Conseil économique et social décidera d'adopter sur le plan international.

2. M. RAE (Canada) estime que le rapport établi par la Mission envoyée par le Secrétaire général au Mozambique (voir E/5812 et Add.1) s'avérera extrêmement utile aux gouvernements lorsqu'ils mettront sur pied un programme coordonné d'aide au Mozambique. Lors de leur réunion à Kingston (29 avril-6 mai 1975), les chefs de gouvernement des pays du Commonwealth ont approuvé à l'unanimité l'envoi immédiat de fonds de secours au Gouvernement du Mozambique, de façon à aider celui-ci à prendre des sanctions contre la Rhodésie du Sud, et ont appuyé la création par l'Organisation des Nations Unies, conformément aux Articles 45 et 50 de la Charte des Nations Unies, d'un programme d'assistance au Mozambique. Depuis, le Comité des sanctions du Commonwealth a décidé qu'un programme technique spécial destiné au Mozambique devait être institué par l'intermédiaire du Fonds de coopération technique du Commonwealth. Le 30 avril 1976, le Secrétaire d'Etat aux affaires extérieures du Canada a annoncé que son gouvernement, s'inspirant de la décision de la réunion des pays du Commonwealth et de la résolution 386

(1976) du Conseil de sécurité, octroierait au Gouvernement du Mozambique des subventions au titre de l'aide alimentaire, jusqu'à concurrence de 3 millions de dollars canadiens. Les frais d'expédition, ainsi que d'autres frais connexes, seront couverts par ces subventions. Le Canada pourra fournir des denrées alimentaires : blé, farine de froment, lait écrémé en poudre, poisson, haricots, huile de colza et poudre d'œufs, dont certaines, selon le document E/5812, seraient nécessaires de toute urgence.

Organisation des travaux

3. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil), évoquant la question de la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies, rappelle que le Conseil avait prévu d'examiner, lors de la séance en cours, ses mécanismes subsidiaires, les accords conclus entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées, le règlement intérieur des commissions techniques et enfin la liste des organes subsidiaires qui reçoivent des comptes rendus de séance.

4. A propos des négociations relatives à un accord concernant les relations entre l'Organisation des Nations Unies et le Fonds international de développement agricole (FIDA), M. Cordovez annonce que le Secrétaire général a convoqué une conférence de plénipotentiaires qui se tiendra à Rome les 10 et 11 juin 1976, et qui devrait en principe créer une commission préparatoire habilitée à négocier un accord régissant les relations du FIDA et de l'ONU. En conséquence, il incombera au Conseil de nommer les membres du Comité chargé des négociations avec les institutions intergouvernementales qui devra conclure un accord avec le FIDA. Le Conseil pourrait également souhaiter examiner la question des dispositions à prendre en vue de la négociation.

5. S'agissant des points 2, 10 et 11 de l'ordre du jour, M. Cordovez précise que le Yémen a fait savoir au Secrétariat qu'il aurait souhaité se porter auteur des projets de résolution E/L.1715, E/L.1711 et E/L.1712, mais que des raisons indépendantes de sa volonté l'en avaient empêché.

La séance est levée à 11 h 35.

1998^e séance

Lundi 10 mai 1976, à 15 h 35.

Président : M. Siméon AKE (Côte d'Ivoire).

E/SR.1998

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Assistance au Mozambique (*suite*) [E/5812 et Add.1, E/L.1716]

1. M. BENHOCINE (Algérie) dit que, lorsque le Gouvernement de la République populaire du Mozambique a courageusement décidé de fermer la frontière qui le sépare du régime raciste illégal de Rhodésie du Sud, l'Algérie a réaffirmé sa solidarité agissante avec ce pays frère d'Afrique, s'acquittant ainsi de son devoir de chef actuel du mouvement non aligné. Le rapport de la Mission envoyée par le Secrétaire général au Mozambique (voir E/5812 et Add.1) donne un tableau complet des conséquences économiques de la fermeture de la frontière et de l'ampleur des efforts que le Mozambique doit déployer afin de poursuivre son programme de développement. La communauté internationale doit apporter au Mozambique une assistance à la mesure des efforts qu'il consacre à sa double tâche : d'une part, reconstruire et restructurer son économie selon ses vœux et, de l'autre, faire face aux conséquences qu'entraîne à court terme l'application des sanctions. Cette assistance n'est pas simplement une manifestation de solidarité humaine mais un devoir politique, car le Mozambique a appliqué les mesures préconisées par la communauté internationale et il ne faut donc pas le laisser en supporter seul les conséquences. La délégation algérienne espère que le projet de résolution E/L.1716 sera non seulement adopté à l'unanimité mais rapidement appliqué par tous les Etats, de telle sorte que le Mozambique puisse mener à bien son redressement économique et social.

2. De toute évidence, la solution des problèmes économiques du Mozambique est en dernier ressort d'ordre politique puisqu'elle est liée à l'accession du peuple du Zimbabwe à l'autodétermination et à l'indépendance. Entre-temps, alors que ce peuple intensifie sa lutte pour la liberté, certains pays continuent de soutenir directement ou indirectement le régime raciste illégal de Rhodésie du Sud, ce qui pose le problème de l'application totale et effective des sanctions et la question de savoir quelles mesures il convient de prendre contre les pays qui les violent, notamment l'Afrique du Sud. Ce pays continue en effet d'apporter son soutien à la Rhodésie du Sud, lui permettant ainsi de tourner les sanctions, et les deux régimes coopèrent étroitement. Cette situation exige l'intervention de la communauté internationale et le moins qu'elle puisse faire serait d'appliquer aussi les sanctions à l'Afrique du Sud. La délégation mozambicaine peut être assurée de la solidarité totale de l'Algérie; l'action du Mozambique s'inscrit dans la lutte de l'Afrique pour la liberté et la justice, lutte à laquelle l'Algérie continuera d'apporter fermement son appui.

3. M. KOCH (République fédérale d'Allemagne) dit que son gouvernement étudiera le rapport de la Mis-

sion envoyée au Mozambique et qu'il décidera en conséquence de l'assistance bilatérale à offrir pour compenser les répercussions économiques des sanctions contre la Rhodésie du Sud. Sa délégation appuiera le projet de résolution E/L.1716.

4. M. SEIFMAN (Etats-Unis d'Amérique) dit que la position des Etats-Unis en ce qui concerne la Rhodésie du Sud a été exposée par le Secrétaire d'Etat dans son allocution du 27 avril 1976 à Lusaka : les Etats-Unis souscrivent sans réserve au principe du gouvernement par la majorité en Rhodésie du Sud; ils ne reconnaissent pas le régime minoritaire de Rhodésie et ils se sont engagés à respecter les résolutions 221 (1966), 232 (1966) et 253 (1968), par lesquelles le Conseil de sécurité a imposé des sanctions obligatoires contre ce régime illégal; les Etats-Unis ont été parmi les auteurs de la résolution par laquelle le Conseil de sécurité a élargi la portée des sanctions obligatoires et, en mars 1976, ils ont félicité le Mozambique de sa décision d'appliquer les sanctions économiques malgré la perte considérable qui en résulterait pour son économie. Estimant que des mesures doivent être prises en application des résolutions du Conseil de sécurité pour aider le Mozambique à surmonter les graves difficultés économiques supplémentaires qu'a entraînées la fermeture de sa frontière avec la Rhodésie du Sud, les Etats-Unis sont disposés à fournir à ce pays une assistance de 12,5 millions de dollars, comme l'a annoncé le Secrétaire d'Etat lors de son passage à Lusaka.

5. Les Etats-Unis appuient également l'apport d'une assistance au Mozambique par les organismes des Nations Unies, les organisations internationales de financement et les Etats Membres, de manière à atténuer les difficultés économiques qui résultent de l'imposition de sanctions contre la Rhodésie du Sud.

6. M. ABDEL MEGUID (Egypte) dit que les mesures prises par le Gouvernement mozambicain pour appliquer les sanctions des Nations Unies contre le régime raciste illégal de la Rhodésie du Sud méritent un appui sans réserve. Cette courageuse décision montre clairement la volonté des peuples d'Afrique de mettre fin à l'assujettissement et à l'oppression de la population africaine du Zimbabwe, et, grâce à l'initiative du Mozambique, la solidarité africaine connaît une vigueur accrue. En aidant le peuple du Mozambique, la communauté internationale donne une valeur nouvelle aux principes sacrés des Nations Unies. Le rapport de la Mission qui a été envoyée au Mozambique montre à quel point l'économie du pays était tributaire de celle de la Rhodésie du Sud et de l'Afrique du Sud, et indique donc l'ampleur du sacrifice qu'impliquait la fermeture de la frontière avec la Rhodésie du Sud. L'application des résolutions des Nations Unies est une responsabilité collective de tous les Etats Membres et ne doit pas être laissée pour une large part à certains pays, surtout lorsqu'il s'agit de pays en développement indépendants depuis peu.

7. Tel qu'il est exposé dans le rapport de la Mission, le programme d'assistance financière, matérielle et technique au Mozambique repose sur des bases solides, puisqu'il identifie les domaines dans lesquels une assistance est requise et les formes que celle-ci devra prendre. Comme l'indique le paragraphe 110 de ce rapport (E/5812), le coût qui en résultera pour la communauté internationale ne sera pas exorbitant. Les matières premières et produits nécessaires y sont indiqués, de telle sorte que chaque pays peut choisir la forme d'assistance qu'il sera le mieux en mesure de fournir. Une priorité élevée devra être accordée aux projets d'urgence et aux projets à court terme, d'autant plus qu'ils offriront un emploi aux travailleurs qui s'en trouvent dépourvus du fait de l'application des sanctions. Le Gouvernement mozambicain mérite d'être tenu en haute estime pour avoir pris l'initiative de lancer certains projets sans attendre l'appui de la communauté internationale.

8. La partie du rapport qui traite des besoins du Mozambique en matière d'assistance technique intéressera tout particulièrement les pays qui ont davantage à offrir sous cette forme que sous celle de ressources matérielles. L'Egypte étudie actuellement la possibilité d'envoyer au Mozambique de nouvelles missions d'experts correspondant à ses besoins. Par l'intermédiaire du FRELIMO, elle avait donné son appui inconditionnel au peuple mozambicain dans sa lutte pour l'indépendance et elle continuera de coopérer avec le gouvernement de ce pays sur une base bilatérale aussi bien que par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies. Un nombre croissant d'experts égyptiens sont actuellement envoyés au Mozambique et dans d'autres pays qui ont récemment accédé à l'indépendance et des bourses sont offertes pour permettre à des étudiants de pays en développement et appartenant à des mouvements de libération de faire leurs études dans des établissements égyptiens au titre d'accords bilatéraux et de programmes multilatéraux parrainés par l'Organisation des Nations Unies. M. Abdel Meguid est certain que la coopération afro-arabe ne manquera pas d'efficacité dans les domaines économique et technique. Il est essentiel que la communauté internationale apporte une assistance morale et matérielle au Mozambique pour compenser les répercussions économiques de l'application des sanctions.

9. M. HARRY (Australie) dit que son gouvernement a toujours soutenu les multiples efforts déployés dans le cadre de l'ONU pour assurer en Afrique australe le gouvernement par la majorité et s'est conformé aux résolutions du Conseil de sécurité imposant des sanctions contre la Rhodésie du Sud. En décidant de fermer sa frontière avec la Rhodésie du Sud, le Gouvernement mozambicain s'est assurément plié à des considérations primordiales, à savoir la nécessité d'assurer à la majorité de la population de Rhodésie du Sud la jouissance de ses droits fondamentaux. La délégation australienne est heureuse de noter que, selon la suggestion du Secrétaire général du Commonwealth, la Mission comptait parmi ses membres le Directeur du Groupe d'assistance technique du Secrétariat du Commonwealth. Le Gouvernement australien n'a encore fini d'étudier le rapport de la Mission; toutefois, il note que, parmi les matières premières et produits requis de toute urgence et énumérés au tableau 3 du rapport (E/5812), figurent

4 000 tonnes de lait en poudre. Le Ministre australien des affaires étrangères a récemment indiqué qu'il avait appris par l'OMS que le Mozambique avait désespérément besoin de lait écrémé en poudre et que le Gouvernement australien serait peut-être en mesure de satisfaire ce besoin. Le Gouvernement australien décidera de l'ampleur et de la forme de sa contribution lorsqu'il aura terminé d'étudier le rapport de la Mission et après de plus amples consultations avec l'OMS.

10. La délégation australienne approuve dans ses grandes lignes le projet de résolution E/L.1716 et elle espère que, après l'avoir étudié de manière approfondie, elle pourra lui donner son appui dans le détail.

11. M. MUTHAURA (Kenya) dit qu'il est évident que le Gouvernement et le peuple mozambicains avaient parfaitement conscience de prendre une décision très grave et douloureuse en appliquant pleinement les sanctions contre la Rhodésie du Sud et qu'ils ont néanmoins choisi de promouvoir à n'importe quel prix les idéaux de la justice, de la liberté et de la paix, ainsi que le prévoit la Charte des Nations Unies.

12. D'après le rapport dont est saisi le Conseil, la Mission du Secrétaire général et le Gouvernement mozambicain sont dans l'ensemble d'accord sur les domaines prioritaires qui nécessitent une assistance internationale à court terme et à long terme pour permettre au Mozambique de poursuivre normalement ses programmes de développement économique et social et d'être mieux à même d'appliquer pleinement l'ensemble du système des sanctions. Le coût direct pour le Mozambique de l'application des sanctions décidées par l'Organisation des Nations Unies contre la Rhodésie du Sud, tel qu'il est indiqué dans le rapport de la Mission, est de toute évidence trop lourd, compte tenu du fait que le Mozambique n'est indépendant que depuis moins d'un an, après 500 ans d'exploitation coloniale par le Portugal et une très longue guerre d'indépendance. De plus, ses problèmes ont été aggravés par la crise économique internationale actuelle. Aussi est-il essentiel que l'Organisation des Nations Unies intervienne rapidement par un programme complet d'assistance financière et technique en faveur du Mozambique. De fait, ce cas a valeur de test pour le système de sanctions décidé par l'Organisation des Nations Unies, dont la crédibilité dépendra à l'avenir de la manière dont l'Organisation soutiendra les pays qui subissent des difficultés pour avoir respecté et défendu la noble cause de la Charte des Nations Unies. Toutefois, l'assistance de l'Organisation seule risque de ne pas être suffisante et la délégation kényenne espère que les Etats Membres qui sont en mesure de le faire continueront à aider le Mozambique de toutes les manières possibles. Malgré la modestie de ses ressources, le Kenya a fourni du maïs pour une valeur de trois millions de shillings. Il est également un membre actif du Commonwealth, qui organise actuellement un programme d'assistance au Mozambique.

13. Les problèmes que connaît aujourd'hui le Mozambique résultent de la persistance du régime illégal de Salisbury. Plus vite le Zimbabwe deviendra indépendant, plus vite ces problèmes disparaîtront. Il est donc nécessaire et urgent que tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies suivent

l'exemple héroïque du Mozambique afin de hâter l'indépendance du Zimbabwe.

14. M. RUSKOV (Bulgarie) dit que la décision du Gouvernement mozambicain d'appliquer les sanctions contre la Rhodésie du Sud montre son adhésion à la Charte des Nations Unies et manifeste clairement la solidarité du peuple mozambicain avec la lutte que mènent les autres Etats africains indépendants pour éliminer les derniers vestiges du colonialisme, du racisme et de l'*apartheid* en Afrique australe et avec la lutte du peuple du Zimbabwe pour la liberté et l'indépendance. La délégation bulgare a pris note avec satisfaction de la résolution 386 (1976) du Conseil de sécurité. Elle se réjouit de la décision courageuse du Gouvernement mozambicain et l'assure de son soutien amical. La délégation bulgare appuie également le Gouvernement mozambicain dans sa demande d'une assistance bilatérale et multilatérale rapide et approuve les mesures efficaces prises par le Secrétaire général. Elle est prête à appuyer toute mesure que prendrait le Conseil économique et social ou d'autres organes des Nations Unies pour fournir une assistance immédiate au Mozambique.

15. Les relations amicales qui existent entre la Bulgarie et le Mozambique ont été instaurées à l'époque où ce dernier était engagé, sous la direction du FRELIMO, dans sa lutte héroïque contre l'oppression coloniale et, après l'accession du Mozambique à l'indépendance, les liens entre les deux pays se sont encore développés. La Bulgarie, dans la mesure de ses possibilités, fournit déjà au peuple mozambicain une assistance économique, scientifique et technique pour l'aider dans les efforts qu'il déploie pour supprimer les vestiges économiques du colonialisme. Un premier groupe de spécialistes bulgares travaille déjà au Mozambique et, lors du onzième Congrès du parti communiste bulgare, en avril 1976, le Ministre mozambicain des affaires étrangères a remercié la Bulgarie de cette assistance. La Bulgarie continuera à coopérer avec le Mozambique sur la base de l'égalité et du respect mutuel, afin de l'aider à résoudre les problèmes économiques urgents qui résultent de sa lutte héroïque contre le colonialisme et le racisme et de l'application des sanctions contre la Rhodésie du Sud.

16. M. PETRIĆ (Yougoslavie) déclare que son pays a toujours apporté son entier soutien aux peuples d'Afrique dans leur lutte contre le colonialisme et la domination coloniale, ainsi que contre les régimes racistes de l'Afrique australe. La décision du Gouvernement mozambicain d'appliquer les sanctions en fermant sa frontière avec la Rhodésie du Sud est une contribution importante à la lutte des pays africains et de la communauté internationale dans son ensemble contre le racisme et les régimes racistes. Si l'on se rappelle que le Mozambique n'est devenu indépendant que récemment, après une longue lutte, et que la puissance coloniale portugaise avait orienté la structure de son économie à long terme vers l'intégration avec l'économie de la Rhodésie du Sud, on comprend alors les conséquences graves qu'implique pour l'économie du Mozambique une telle décision et le courage qu'il a fallu pour la prendre. Une assistance internationale est donc indispensable et l'Organisation des Nations Unies et la communauté internationale dans son ensemble doivent fournir d'urgence une assistance suf-

fisante pour que le développement économique du Mozambique puisse se dérouler sans entrave.

17. Le Groupe *ad hoc* créé le 1^{er} avril 1976 par le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, après avoir terminé sa mission dans plusieurs Etats africains, dont le Mozambique, a déclaré dans son rapport¹ qu'il était urgent de fournir une assistance économique au Mozambique pour compenser les graves conséquences de sa décision de rompre toutes communications et tous liens commerciaux avec la Rhodésie du Sud; le Groupe pense qu'il faut lancer un appel pressant à tous les Etats, aux organismes des Nations Unies et à toutes les autres organisations gouvernementales et non gouvernementales leur demandant de faire tout leur possible pour fournir au Mozambique toute l'assistance nécessaire, conformément aux dispositions de la résolution 386 (1976) du Conseil de sécurité.

18. La Yougoslavie apporte un soutien sans réserve au Mozambique, en tant qu'Etat ami, indépendant et non aligné, dans sa lutte contre le régime raciste illégal de la Rhodésie du Sud et elle continuera à lui assurer le maximum d'assistance compte tenu de ses possibilités.

19. M. NSUBUGA (Ouganda) remarque que les fondateurs de l'Organisation des Nations Unies ont sagement prévu la nécessité d'appliquer des sanctions quand ils ont inclus les Articles 39 à 43 dans la Charte; le Mozambique a appliqué ces sanctions contre le régime raciste de la Rhodésie du Sud. Selon M. Nsubuga, le fait de ne pas avoir appliqué de sanctions contre le régime de Mussolini a probablement conduit aux événements qui ont entraîné la seconde guerre mondiale.

20. Dans la mesure de ses possibilités, l'Ouganda a fourni une assistance à la République populaire du Mozambique, qui agit conformément aux résolutions du Conseil de sécurité. Si l'Organisation des Nations Unies ne prend pas de mesure décisive, le sang risque de couler sur le champ de bataille avant que les diplomates ne retournent à la table de conférence.

21. M. BA-ISSA (Yémen démocratique) estime que le point à l'examen mérite une attention particulière car il comporte des aspects politiques, économiques et moraux. Il ne s'agit pas seulement de fournir une assistance économique et technique au Mozambique, mais d'aider à atténuer les conséquences graves qu'entraîne pour l'économie mozambicaine l'application des sanctions contre le régime raciste de la minorité en Rhodésie du Sud. Ce sont la crédibilité de l'Organisation des Nations Unies, les principes de la Charte et la dignité de l'homme qui sont en jeu. La communauté internationale a le devoir de combattre le racisme et la discrimination raciale, sous toutes leurs formes et partout où ils existent, et les paroles sont vaines si elles ne sont pas soutenues par des actes. Le Mozambique a choisi d'assumer ses responsabilités et d'aider à libérer le peuple du Zimbabwe et à faire respecter la dignité de l'homme en s'acquittant des responsabilités qui lui incombent sur le plan international. Mais les conséquences économiques de sa

¹ A/AC.109/L.1080, par. 265.

décision sont trop lourdes pour que le Mozambique puisse les supporter seul, d'autant que, après une guerre coloniale longue et dévastatrice, il a hérité d'une structure économique faible et qu'il doit faire face à une tâche de reconstruction économique massive. La crise économique internationale actuelle est un poids supplémentaire. La solidarité internationale avec le peuple et le Gouvernement mozambicains est donc essentielle et une assistance substantielle et immédiate est de toute évidence nécessaire. La délégation du Yémen démocratique est fière d'assurer le Mozambique de son soutien et de sa solidarité et se réjouira de toute assistance bilatérale ou multilatérale qui pourra lui être fournie.

22. M. SIDDIQ (Afghanistan) dit que, en fermant sa frontière avec la Rhodésie du Sud et en appliquant les sanctions prononcées par le Conseil de sécurité dans sa résolution 253 (1968) contre le régime minoritaire illégal, le Mozambique manifeste une fois de plus son appui au combat des mouvements de libération, en particulier au Zimbabwe, et son attachement aux principes de la Charte des Nations Unies.

23. L'Afghanistan a toujours soutenu le Mozambique dans la lutte qu'il a menée pour se libérer de la domination coloniale et il le soutient encore maintenant dans la position qu'il a prise à l'égard de la Rhodésie du Sud. La communauté internationale se doit d'assister le Mozambique dans son développement économique et social afin qu'il puisse surmonter les nouvelles difficultés qu'entraîne sa décision de rompre toutes relations économiques avec la Rhodésie du Sud. Dans sa résolution 386 (1976), le Conseil de sécurité a lancé un appel à tous les pays pour qu'ils aident le Mozambique à appliquer pleinement les sanctions et à surmonter sa situation économique actuelle. Un programme de soutien au Mozambique a déjà été organisé par le Secrétaire général; le Conseil économique et social et la communauté internationale disposent maintenant, pour commencer à aider ce pays, des informations figurant dans le rapport de la Mission qui y a été envoyée.

24. M. MALIK (Pakistan) dit que, ayant lui aussi subi la domination coloniale, le Pakistan est tout à fait conscient des immenses difficultés financières et techniques auxquelles se heurte le Mozambique pour transformer une économie axée sur les nécessités de l'administration coloniale en une économie équilibrée et autonome. Ces difficultés se trouvent grandement accrues du fait de la position prise par ce pays contre le régime illégal de Smith; la communauté internationale doit donc aider le Mozambique à faire face aux problèmes économiques particuliers qui en découlent, car son attitude ne saurait témoigner plus éloquemment de la solidarité qui le lie aux autres pays africains qui luttent pour éliminer le colonialisme. Reste à savoir si les régimes sud-rhodésien et sud-africain accepteront d'aller dans le sens de l'histoire et de remettre le pouvoir à la majorité africaine, ou si leur intransigeance ne laissera d'autre solution qu'un affrontement violent dont ils ne pourront sortir que vaincus.

25. En se prononçant pour la résolution 386 (1976) du Conseil de sécurité, le Pakistan s'est engagé à appuyer pleinement les mesures visant à aider le Mozambique non seulement à surmonter les problèmes immédiats qu'entraîne la fermeture de la fron-

tière avec la Rhodésie du Sud, mais encore à mettre en place une économie stable, se suffisant à elle-même, tâche à laquelle le système des Nations Unies peut prendre une part déterminante.

26. M. Malik est lui aussi d'avis que la décision prise par le Mozambique traduit un progrès considérable et qu'elle pourrait même marquer un tournant dans la lutte à outrance engagée contre les régimes racistes d'Afrique.

27. Mlle LOPEZ (Venezuela) dit que le Mozambique a combattu pendant de nombreuses années pour se libérer de l'oppression coloniale. Pendant toute cette période, de nombreux pays qui, pour la plupart, avaient eu également à un moment ou à un autre de leur histoire à lutter pour conquérir leur liberté, lui ont manifesté leur solidarité et apporté leur coopération, suivant en cela les résolutions de l'Organisation des Nations Unies. Toutefois, la lutte du Mozambique n'est pas terminée car ce pays doit faire face non seulement aux problèmes qui se posent à tout pays nouvellement indépendant, mais également aux difficultés particulières découlant de sa situation géographique, situation qui l'a conduit à prendre la décision exemplaire d'appliquer les sanctions au régime raciste minoritaire de Rhodésie du Sud.

28. Le Mozambique appartient au groupe des pays le plus gravement touchés que vise le Programme d'action adopté par la résolution 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale; l'Organisation des Nations Unies se doit par conséquent de l'aider tout particulièrement. Cette aide pourrait lui être apportée par exemple par l'intermédiaire du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies, auquel le Venezuela a versé des contributions par le passé dans toute la mesure de ses moyens. Il appuie fermement l'appel lancé par le Conseil de sécurité dans sa résolution 386 (1976), visant à fournir une assistance financière, technique et matérielle au Mozambique. Les pays qui feront de même ne feront que mettre en pratique leur décision d'instaurer dans la réalité un nouvel ordre économique international, et ils contribueront à éliminer ainsi les derniers vestiges du colonialisme dans le monde.

29. M. HARRIMAN (Nigéria) dit que le Nigéria a contribué, avant et après que le Mozambique ait acquis son indépendance, aux travaux du secrétariat du Commonwealth, visant à déterminer quelles conséquences aurait pour l'économie de ce pays la décision d'imposer des sanctions contre la Rhodésie du Sud. Ces travaux vont par conséquent dans le même sens que les mesures prises par le Secrétaire général dans ce domaine. La communauté mondiale a été mobilisée dans un élan de solidarité pour aider le Mozambique, ce qui augure bien de la coopération et de la solidarité entre les Membres de l'Organisation des Nations Unies.

30. Le Nigéria soutient totalement la lutte de libération en Afrique et il ne voit quant à lui pas d'autre solution que d'intensifier le combat qui est mené actuellement au Zimbabwe. Bien que les pays occidentaux s'efforcent encore d'entamer un dialogue avec le régime de Smith, il est clair pour les Africains que c'est seulement par la lutte armée que l'on amènera la communauté des nations à prendre véritablement position.

31. Le Nigéria a contribué par des voies bilatérales et multilatérales aux luttes de libération menées en Afrique australe et il a récemment annoncé une contribution de 1,6 million de dollars à l'intention du Mozambique. Il espère continuer à coopérer avec ce pays et avec les mouvements de libération sud-africains au sein de l'Organisation des Nations Unies, du Conseil économique et social en particulier.

32. M. ORTIZ RODRIGUEZ (Cuba) dit que les jours des régimes racistes d'Afrique sont comptés, en dépit de l'appui indirect qu'ils reçoivent encore de certains pays. Les succès remportés par l'Angola, qui a repoussé les troupes sud-africaines, et les mesures que le Mozambique vient de prendre contre la Rhodésie du Sud en sont le témoignage.

33. Les sanctions imposées par le Mozambique représentent pour ce pays un sacrifice énorme et le Conseil économique et social doit, en se fondant sur les rapports qui lui ont été présentés et sur les renseignements qui lui ont été fournis par le Ministre adjoint des affaires étrangères du Mozambique, fournir un appui décisif à ce pays, afin qu'il reçoive toute l'aide dont il a besoin pour surmonter les problèmes qu'entraîne pour lui l'application des sanctions. La décision du Mozambique doit être pleinement soutenue par la communauté internationale, qui doit contribuer à extirper le racisme d'Afrique australe.

34. M. ROSSI (Italie) dit que le rapport de la Mission qui a été envoyée au Mozambique fournit un excellent point de départ pour un programme d'assistance financière et technique à ce pays afin de l'aider à mettre en œuvre son programme de développement et à appliquer pleinement les sanctions prononcées contre la Rhodésie du Sud. Il espère par conséquent que le Conseil adoptera le projet de résolution E/L.1716 à l'unanimité.

35. C'est un acte très courageux de la part du Mozambique que d'imposer les sanctions au régime minoritaire de la Rhodésie du Sud. La communauté internationale doit à son tour se montrer à la hauteur d'une telle attitude en fournissant au Mozambique un appui massif. Les problèmes qui se posent à ce pays pour transformer l'économie que lui a léguée l'époque coloniale sont aggravés de façon dramatique maintenant qu'il lui faut encore contrebalancer la perte financière que représente pour lui l'application des sanctions.

36. L'Italie a manifesté sa solidarité politique et économique à l'égard du FRELIMO avant et après

que le Mozambique a accédé à l'indépendance; elle est maintenant disposée à étudier les formes possibles d'assistance financière et technique dans de nombreux domaines, en particulier en ce qui concerne l'enseignement, les services de consultants pour certains projets de développement et des études de faisabilité concernant des projets agricoles, secteurs auxquels le Gouvernement mozambicain lui-même accorde la plus haute priorité.

37. Le projet de résolution E/L.1716 pourrait mobiliser et coordonner utilement l'assistance fournie par des organisations multilatérales et celle de l'Organisation des Nations Unies. On notera que les ministres des affaires étrangères de la CEE se sont prononcés en faveur d'une action multilatérale, lors d'une réunion tenue à Luxembourg le 23 février 1976.

38. Le peuple mozambicain consent des sacrifices énormes pour une cause qui dépasse les frontières de son pays et ne concerne pas directement ses intérêts, mais qui est la cause commune de l'Afrique et de la communauté internationale tout entière. Celle-ci a par conséquent le devoir de le soutenir comme il le mérite.

39. M. JANKOWITSCH (Autriche) dit que le Mozambique se trouve dans une situation économique grave qui résulte de la rupture de ses relations avec la Rhodésie du Sud et qu'il faut donc l'aider de toute urgence à faire face à ses besoins immédiats et à ses besoins à long terme. Il n'est que juste que le fardeau qu'il s'est imposé en décidant d'appliquer les décisions de l'Organisation des Nations Unies soit partagé par toute la communauté internationale. Le rapport de la Mission envoyée au Mozambique contient les renseignements de base indispensables pour coordonner l'assistance qui sera fournie par les Etats Membres. Le Secrétaire général a répondu promptement et efficacement à la résolution 386 (1976) du Conseil de sécurité et c'est maintenant au tour des gouvernements des Etats Membres de mettre en œuvre, conformément à cette résolution, un programme d'assistance financière, économique et technique qui permettra au Mozambique de poursuivre son programme de développement économique et d'appliquer pleinement le régime des sanctions. Le Gouvernement autrichien est prêt à répondre aux appels lancés par le Secrétaire général, le Conseil de sécurité et le Gouvernement mozambicain en contribuant à ce programme et il appuie par conséquent pleinement le projet de résolution E/L.1716.

La séance est levée à 17 heures.

1999^e séance

Mardi 11 mai 1976, à 11 heures.

Président : M. Siméon AKE (Côte d'Ivoire).

E/SR.1999

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Assistance au Mozambique (*fin*)
[E/5812 et Add.1, E/L.1716, E/L.1719]

1. M. MUTHAURA (Kenya), présentant le projet de résolution E/L.1716, annonce que l'Autriche, le Brésil et la Norvège s'en sont également portés auteurs. L'objectif fondamental de ce texte est de faciliter la fourniture d'une assistance de l'Organisation des Nations Unies au Mozambique, compte tenu de l'opinion exprimée par de nombreuses délégations selon lesquelles c'est à l'Organisation d'assumer la responsabilité des programmes dont la mise en œuvre au Mozambique a été rendue nécessaire par suite de l'application par ce pays des sanctions décidées par l'Organisation. Les dispositions du projet de résolution visent donc à traduire les vœux des membres du Conseil en un programme d'assistance de l'Organisation des Nations Unies au Mozambique. Etant donné les principes fondamentaux énoncés aux Articles 49 et 50 de la Charte des Nations Unies et vu le large appui dont bénéficie l'idée d'une assistance de l'Organisation des Nations Unies au Mozambique, à en juger par le nombre des auteurs du projet de résolution et les opinions exprimées par les délégations, M. Muthaura espère que le Conseil adoptera le projet de résolution sans y introduire d'amendement et sans le mettre aux voix.

2. Le PRÉSIDENT appelle l'attention du Conseil sur le document E/L.1719 qui expose les incidences financières de l'assistance envisagée dans le projet de résolution E/L.1716.

3. M. DE BEIR (Belgique) souscrit au projet de résolution et ajoute que, après avoir étudié le rapport de la Mission envoyée par le Secrétaire général au Mozambique (voir E/5812 et Add.1), les autorités belges ont accepté le principe de la fourniture d'une assistance bilatérale au Mozambique.

4. M. KOCH (République fédérale d'Allemagne) se demande si les deux postes dont la création est recommandée par le Secrétariat dans le document E/L.1719 — celui de coordonnateur et celui d'économiste/administrateur de programme — ne sont pas d'un niveau trop élevé.

5. M. RUEDAS (Division du budget) répond que le Secrétaire général a pensé que, comme le projet de résolution entraînerait de fréquentes missions d'appels de fonds qui consisteraient en des réunions avec des représentants de haut rang des gouvernements et d'autres organisations, il devrait être représenté lors de ces rencontres par des fonctionnaires d'un rang suffisamment élevé, faute de quoi le succès de ces missions risquerait d'être compromis.

6. Le PRÉSIDENT demande si le fonctionnaire qui était le chef de la récente Mission au Mozambique pourrait être nommé au nouveau poste de coordonnateur.

7. M. RUEDAS (Division du budget) répond que le programme de travail résultant du projet de résolution nécessiterait des absences fréquentes et prolongées loin de New York du fonctionnaire qui en serait chargé et qu'il n'est pas possible de libérer de ses fonctions au Siège l'administrateur hors classe qui a dirigé la récente Mission.

8. M. DONNELLY (Royaume-Uni) appuie le projet de résolution mais se demande si les incidences financières qui découlent des paragraphes 3 et 6 du dispositif ne sont pas les mêmes que celles qui découlent des paragraphes 5 et 6 de la résolution 386 (1976) du Conseil de sécurité; c'est ce que donnait à penser la déclaration faite par le représentant du Secrétaire général au début de l'examen du point par le Conseil.

9. M. HARRY (Australie) a compris que, selon le représentant de la Division du budget, il était nécessaire de nommer du personnel supplémentaire non seulement en raison de la charge de travail accrue entraînée par les dispositions du projet de résolution, mais aussi parce que, d'une manière générale, il fallait augmenter le nombre des fonctionnaires affectés au Cabinet du Secrétaire général. M. Harry demande si ce qu'il a compris est bien exact.

10. M. RUEDAS (Division du budget) répond que cela n'est pas ce qu'il avait voulu dire. Quand, le moment venu, la demande de personnel supplémentaire sera présentée au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, il sera indiqué clairement que les postes en question seront temporaires. On n'a jamais cherché à tirer prétexte des besoins entraînés par la fourniture d'une assistance au Mozambique pour augmenter le nombre des fonctionnaires affectés au Cabinet du Secrétaire général. On peut donc raisonnablement penser que les postes en question seront supprimés en 1977.

11. M. ORTIZ RODRIGUEZ (Cuba), M. NGALLI-MARSALA (Congo), M. AL-SAIDI (Yémen) et M. FALCONI (Pérou) déclarent que leurs délégations souhaitent devenir auteurs du projet de résolution E/L.1716.

12. Le PRÉSIDENT invite les membres du Conseil à se prononcer sur le projet de résolution E/L.1716. S'il n'entend pas d'objection, il conclura que le Conseil désire adopter le projet de résolution sans procéder à un vote.

Le projet de résolution est adopté [résolution 1987 (LX)].

13. Le PRÉSIDENT invite le Ministre adjoint des affaires étrangères de la République populaire du Mozambique à s'adresser au Conseil, conformément à l'article 72 du règlement intérieur.

14. M. PANGUENE (Mozambique) exprime au Président les remerciements de son gouvernement pour la manière dont il a conduit l'examen du point par le Conseil. Le Président a joué un rôle décisif dans la

décision qui vient d'être prise. Le Gouvernement mozambicain est également reconnaissant aux membres du Conseil de leur participation constructive aux débats et de leur compréhension des difficultés économiques qui assaillent son pays à la suite de sa décision d'appliquer les sanctions contre la Rhodésie du Sud. M. Panguene est sûr que l'appel lancé dans la résolution qui vient d'être adoptée provoquera une réponse tangible de la part de tous les Etats Membres. Il remercie les auteurs du projet de résolution, en particulier la Zambie, pays qui, comme le Mozambique, est en "première ligne" en Afrique australe. La bataille n'est cependant pas terminée et M. Panguene espère que la communauté internationale, consciente de ses responsabilités, continuera à suivre attentivement les événements dans cette région et y fera face avec autant de vigueur que par le passé.

POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR

Mesures concernant la mise en application du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (*fin**) [E/5764, E/L.1710, E/L.1718]

15. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) appelle l'attention sur l'état des incidences sur le budget-programme du projet de résolution E/L.1710 qui figure dans le document E/L.1718.

16. Mlle MASSIP (Canada) dit que sa délégation ne s'oppose pas à l'adoption du projet de résolution mais qu'elle regrette que le Conseil n'ait pas jugé utile d'insister sur la nécessité de prévoir le concours d'experts pour examiner les rapports que les Etats sont invités à soumettre en vertu du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Il est à craindre que le mécanisme prévu au paragraphe 9 du dispositif ne permette pas de faire examiner ces rapports de manière approfondie par des personnes ayant des connaissances spécialisées dans les domaines à l'étude.

17. La délégation canadienne regrette également que nulle part dans le projet de résolution il ne soit prévu de faire appel aux services de la Commission des droits de l'homme qui, à sa trente-deuxième session, avait manifesté le désir de jouer un rôle dans la mise en œuvre du Pacte. La délégation canadienne croit comprendre — et elle insiste sur ce point — que le Groupe de travail du Conseil aura la possibilité, dans le cadre de la tâche qui lui sera confiée aux termes de l'alinéa a du paragraphe 9 du projet de résolution, de recommander au Conseil économique et social que les rapports, ou parties des rapports, soient transmis à la Commission des droits de l'homme aux fins d'étude, comme prévu à l'article 19 du Pacte.

18. Mlle CAO-PINNA (Italie) fait observer que le projet de résolution est le fruit de l'effort commun qui a été fait pour concilier les points de vue de nombreuses délégations et institutions spécialisées et que celui-ci pourrait être adopté à l'unanimité sans être mis aux voix. Le projet de résolution prévoit une procédure rapide et souple qui présente plusieurs aspects positifs : elle évite d'imposer aux Etats une trop lourde tâche en ce qui concerne les rapports à présenter au titre du Pacte; elle respecte pleinement les dispositions de l'article 16 du Pacte en ce qui con-

cerne la principale fonction du Conseil, sans exclure la contribution de la Commission des droits de l'homme, prévue à l'article 19; elle garantit la participation d'experts à l'examen des rapports des Etats parties sans qu'il soit pour autant nécessaire de créer des organes *ad hoc* ou d'organiser des sessions extraordinaires; enfin, elle définit le rôle des institutions spécialisées et leurs obligations en matière de rapports.

19. La délégation italienne se réjouit d'annoncer au Conseil que l'on s'attend que l'Italie ratifie prochainement le Pacte qui fait l'objet du point de l'ordre du jour et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ainsi que le Protocole facultatif s'y rapportant; un projet de loi à cet effet sera présenté au Parlement dès que possible. La délégation italienne espère qu'un grand nombre d'autres Etats Membres pourront bientôt ratifier les deux pactes et le Protocole facultatif.

20. M. SUCHARIPA (Autriche) dit que sa délégation est disposée à se joindre au consensus sur le projet de résolution E/L.1710. Elle pense que, grâce aux mesures prévues, les rapports des Etats parties seront examinés le plus efficacement possible et elle est par conséquent convaincue que le Conseil usera de la possibilité qui lui est offerte à l'article 19 du Pacte, de communiquer des rapports à la Commission des droits de l'homme, d'autant plus que la Commission a récemment annoncé qu'elle était disposée à assumer les responsabilités que cela implique.

21. Le Gouvernement autrichien a entamé le processus de ratification des deux pactes et espère le mener à terme dans un futur proche.

22. Mlle ILIĆ (Yougoslavie) dit que les Etats parties eux-mêmes auraient dû être chargés de surveiller la mise en œuvre du Pacte. Le projet de résolution aurait également dû prévoir l'active participation de la Commission des droits de l'homme.

23. M. LAMB (Australie) demande si, en estimant le coût de la documentation devant être établie avant la session, le Secrétariat a tenu compte de l'augmentation prévue du nombre des Etats parties au Pacte.

24. M. SCHREIBER (Directeur de la Division des droits de l'homme) dit que le Secrétariat a fait ses calculs en posant comme hypothèse qu'il y aurait environ 50 Etats parties qui tous présenteraient un rapport de 40 à 50 pages.

25. M. BROAD (Royaume-Uni) fait observer que les incidences financières du projet de résolution semblent être très élevées et lance un appel au Secrétariat pour qu'il maintienne les coûts à un niveau aussi bas que possible.

26. M. S. SMIRNOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que sa délégation appuiera le projet de résolution. Toutefois, ce sont les parties elles-mêmes qui devraient veiller à la mise en œuvre du Pacte par les Etats parties. Il faut espérer par conséquent que le Groupe de travail de session chargé d'examiner les rapports tiendra compte des vues exprimées par les Etats parties. La création d'un groupe de travail de session ne devrait avoir aucune incidence financière, le service de ces réunions n'entraînant pour le Secrétariat aucune charge de travail supplémentaire.

* Reprise des débats de la 1988^e séance.

27. M. BADAWI (Egypte) appuie le projet de résolution, étant entendu que le Conseil prendra une décision quant à l'établissement de comptes rendus analytiques pour le groupe de travail de session, lorsque celui-ci sera créé.

28. M. SCHREIBER (Directeur de la Division des droits de l'homme), en réponse à la question soulevée par le représentant de l'Union soviétique, dit que l'application du projet de résolution aura des incidences financières en raison du nombre de documents supplémentaires dont le Secrétariat aura à s'occuper. Toutefois, s'il s'avère possible de n'utiliser que les ressources dont dispose le Secrétariat, les coûts seront réduits en conséquence. Se référant à la question soulevée par le représentant de l'Egypte, M. Schreiber dit que la question de l'établissement de comptes rendus analytiques pour le groupe de travail de session n'a encore fait l'objet d'aucune décision. Toutefois, des groupes analogues ont jugé naguère que les comptes rendus étaient un moyen utile d'informer les gouvernements de l'essentiel de leurs débats.

29. Le PRÉSIDENT dit que, s'il n'entend pas d'objection, il conclura que le Conseil désire adopter le projet de résolution E/L.1710 sans procéder à un vote.

Le projet de résolution est adopté [résolution 1988 (LX)].

30. Mme MEAGHER (Organisation mondiale de la santé) dit que, conformément aux dispositions du Pacte et à la résolution qui a été adoptée, l'OMS présentera un rapport sur son programme avant le 1^{er} décembre 1979. Le rapport sera établi à partir des renseignements fournis par les Etats membres à l'occasion de l'établissement des rapports périodiques de l'OMS sur la situation sanitaire dans le monde.

POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR

Restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies (E/5453/Rev.1 et Add.1, E/5476 et Add.1 à 3, Add.3/Corr.1 et Add.4 à 13, E/5524 et Add.1 à 4, Add.4/Corr.1 et Add.5, E/5633, E/5753, annexe; E/5792, E/NGO/43, E/NGO/45 et Add.1)

31. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) déclare que les mesures visant à la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies, qui ont été adoptées conformément à la résolution 1768 (LIV) du Conseil économique et social et à la résolution 3341 (XXIX) de l'Assemblée générale, sont exposées dans le document E/5753. A propos de l'examen du mécanisme des organes subsidiaires du Conseil, M. Cordovez attire l'attention du Conseil sur les documents E/5453/Rev.1 et E/5453/Rev.1/Add.1. Au sujet de la décision 139 (ORG-76) du Conseil, relative au mandat du CPC, il rappelle les suggestions faites par le Secrétariat dans le document E/5792.

32. Parlant de l'examen des accords entre l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et l'AIEA, M. Cordovez attire l'attention du Conseil sur les documents E/5524 et Add.1 à 4, Add.4/Corr.1 et Add.5, et E/5633, ainsi que sur la résolution 1920 (LVIII) du Conseil économique et social, et fait remarquer que, depuis la décision prise par

le Conseil d'examiner ces accords, celui-ci a déjà conclu un accord conforme, pour l'essentiel, au modèle ancien et est sur le point d'ouvrir des négociations concernant un autre accord avec le Fonds international de développement agricole.

33. Un examen du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil s'impose car, n'ayant pas été révisé, il diffère sur certains points du règlement du Conseil qui, lui, a été révisé. Faisant référence à l'examen de la liste des organes subsidiaires qui reçoivent les comptes rendus de séances, M. Cordovez attire l'attention du Conseil sur l'ordre du jour provisoire annoté de la soixantième session (E/5770) et fait remarquer que, lors de sa session d'organisation pour 1976, le Conseil a approuvé la résolution 3415 (XXX) de l'Assemblée générale.

34. Depuis l'approbation du dernier calendrier des réunions en 1975, le Conseil a pris un certain nombre de décisions qui modifient non seulement la compétence et l'importance de ses organes subsidiaires, mais également le calendrier des réunions. Le Conseil a décidé de créer un comité des candidatures pour l'élection des membres de l'Organe international de contrôle des stupéfiants [décision 138 (ORG-76)]; de prolonger la prochaine session du CPC; de convoquer une deuxième session extraordinaire du Comité des ressources naturelles pour préparer la Conférence des Nations Unies sur l'eau [décision 144 (LX)]; d'autoriser le Centre d'information et de recherche sur les sociétés transnationales à réunir un groupe d'experts pour examiner la possibilité d'établir des formulaires normalisés pour la présentation des relations financières entre les sociétés transnationales et les entreprises qui leur sont associées; de créer un nouveau groupe de travail de session pour contrôler l'application du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels; d'autoriser des réunions supplémentaires, dans le domaine de compétence de la Commission des droits de l'homme; de prolonger la prochaine session de la Commission des stupéfiants et, dans la pratique, d'autoriser des réunions annuelles de cet organe; et d'autoriser une session extraordinaire du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement en 1976, et une session spéciale du Comité de la science et de la technique au service du développement en 1977. Un groupe de travail international sera créé prochainement sur la base du rapport de la Commission des sociétés transnationales, et on prévoit qu'il tiendra trois sessions en 1977.

35. De l'avis de M. STOFOROPOULOS (Grèce) le Conseil devrait prendre deux décisions relatives à la restructuration, au cours de la présente session.

36. Premièrement, le Conseil devrait décider : a) d'examiner les accords entre l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et l'AIEA à sa soixante-deuxième session ou lors de la reprise de sa soixante et unième session, en se fondant sur les conclusions et les recommandations du Comité spécial de la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies; b) de réexaminer les mandats de ses organes subsidiaires à sa soixante-deuxième session ou lors de la reprise de sa soixante et unième session, en se fondant sur les conclusions et les recommandations du Comité spécial; c) d'examiner le règlement intérieur de ses commissions techniques à

sa soixante-deuxième ou lors de la reprise de sa soixante et unième session, afin de l'aligner sur le règlement intérieur révisé du Conseil économique et social (E/5715) et, à cet effet, de demander au Secrétariat de préparer un projet de règlement intérieur révisé des commissions techniques, qui serait fondé sur le règlement intérieur révisé du Conseil et entièrement aligné sur lui; d) que, conformément à la décision 137 (ORG-76) du Conseil, à la première séance de chaque session d'un organe subsidiaire du Conseil, le Président fera une proposition quant à la place à accorder dans les comptes rendus aux différents débats sur les problèmes de fond, l'organe subsidiaire étant tenu de se prononcer sur ce point.

37. La deuxième décision, relative au mandat du CPC, devrait être fondée sur le projet de texte contenu dans le document E/5792, annexe I. Au sous-alinéa ii de l'alinéa a du paragraphe 1 de ce texte, il convient de remplacer les mots "plans à long terme formulés pour les secteurs considérés" par les mots "plans à moyen terme formulés pour les services organiques participant à chaque programme de l'Organisation des Nations Unies". Il convient de remplacer l'alinéa e du paragraphe 1 par un nouveau texte, rédigé comme suit : "Faire des recommandations touchant les programmes de travail proposés par le Secrétariat afin de traduire dans la pratique l'intention des organes directeurs pertinents, compte tenu de la nécessité d'éviter chevauchements et doubles emplois".

38. M. MARSHALL (Royaume-Uni) déclare que, pour plusieurs raisons, il y a des limites à ce que le Conseil pourra raisonnablement accomplir à la présente session en matière de restructuration. Tout en acceptant l'idée générale proposée par le représentant de la Grèce, la délégation du Royaume-Uni préférerait examiner plus attentivement les déclarations faites au Conseil avant de prendre une

décision sur la forme et le contenu exact d'un projet de décision.

39. Mme HARRIS (Service social international), prenant la parole sur l'invitation du Président et au nom des organisations non gouvernementales qui ont présenté la déclaration contenue dans le document E/NGO/45, exprime l'espoir que, lors de l'examen des nombreuses propositions relatives à la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies, le Conseil tiendra dûment compte des positions des organisations non gouvernementales qui se sont engagées à travailler en coopération avec celui-ci. Le Conseil doit continuer à examiner la structuration formelle des relations qui unissent l'ONU et les organisations non gouvernementales. Le document E/NGO/45 contient trois propositions spécifiques au sujet de mesures visant à faciliter cet examen.

Déclaration de la représentante de la Bolivie

40. Mlle LAPEYRIERE (Bolivie) déclare que, bien qu'elle n'ait pas reçu d'instructions de son gouvernement, elle se trouve dans l'obligation de condamner, au nom de la Mission bolivienne, l'assassinat de l'Ambassadeur de Bolivie à Paris, le général Joaquín Zenteno Anaya, survenu la veille. Etant donné l'identité de la victime, ce crime ne peut être qu'une nouvelle manifestation de terrorisme politique. Mlle Lapeyrière proteste avec la plus grande vigueur contre cet acte ignoble et espère que le Gouvernement français retrouvera et punira avec toute la rigueur prévue par la loi le ou les coupables. Elle rappelle la générosité du Gouvernement bolivien, qui a remis la peine de 30 ans de prison à laquelle avait été condamné Régis Debray, citoyen français, pour avoir participé à l'entraînement de guérillos Nancahuazú.

La séance est levée à 12 h 35.

2000^e séance

Mardi 11 mai 1976, à 17 heures.

Président : M. Siméon AKE (Côte d'Ivoire).

E/SR.2000

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (suite*) [E/5759 et Add.1, E/5760 et Add.1, E/5763, E/5799, E/5813, E/5815, E/5819, E/L.1713, E/L.1714, E/L.1717 et Add.1]

1. M. HARRIMAN (Nigéria), présentant les projets de résolution E/L.1713 et E/L.1714 au nom de leurs auteurs, dit que le projet de résolution E/L.1713 a été mis au point après des consultations prolongées et représente un compromis qui reflète les vues de la plupart des membres du Conseil. On a essayé d'obtenir l'unanimité en la matière et M. Harriman espère que le projet de résolution E/L.1713 ne préjugera pas les autres résolutions sur le racisme.

2. Le projet de résolution E/L.1714 est destiné à faire adopter des mesures administratives qui permettront d'organiser efficacement la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale que l'on envisage de tenir. Le Conseil lui-même a été désigné comme comité préparatoire de la conférence, mais vu la grande quantité de travail qui lui incombe, il ne pourra peut-être pas s'occuper en détail de tous les aspects de la question. Les auteurs proposent donc d'établir un sous-comité préparatoire plus restreint que le Conseil, qui serait chargé de s'occuper de questions telles que l'ordre du jour provisoire, le règlement intérieur, le calendrier et les coûts. La création de comités préparatoires de ce type pour de grandes conférences n'est pas chose nouvelle à l'Organisation des Nations Unies. En fait, ces comités sont un élément essentiel du succès de toute grande conférence. La répartition des membres de ce sous-

* Reprise des débats de la 1993^e séance.

comité serait la suivante : sept membres du Groupe afro-asiatique, trois du Groupe latino-américain, trois du Groupe des Etats d'Europe orientale et trois du Groupe des Etats d'Europe occidentale et autres Etats. En proposant la création du sous-comité, les auteurs ont voulu que celui-ci n'entraîne pas de dépenses de fonctionnement inutiles. Les membres seraient choisis parmi les personnes faisant partie des missions permanentes à New York et le sous-comité se réunirait à New York pendant une période ne devant pas dépasser 10 jours. Les auteurs pensent qu'il pourrait être possible au sous-comité de se réunir pendant la trente et unième session de l'Assemblée générale, de préférence vers la fin, lorsque la plupart des commissions ont terminé leur travail et que les services de conférences peuvent être utilisés sans que cela entraîne de dépenses supplémentaires. Puisque certains fonctionnaires de la Division des droits de l'homme se trouveront à New York pour l'Assemblée générale, un ou deux d'entre eux pourraient être détachés pour assister le sous-comité dans ses travaux. Une fois le sous-comité établi, il sera maître de sa procédure. La proposition figurant à l'alinéa c du paragraphe 4 du dispositif ne revêt donc pas un caractère obligatoire et devrait être comprise comme une simple suggestion à l'intention du sous-comité. Si celui-ci le juge nécessaire, il pourra inviter l'un quelconque des organismes énumérés à soumettre des recommandations ou des propositions écrites. Le projet de résolution qu'il est demandé à l'Assemblée générale d'adopter est aussi clair que le projet de résolution du Conseil. Bien que les auteurs du projet de résolution soient d'avis qu'on ne peut faire des exceptions à la résolution 2609 (XXIV) de l'Assemblée générale qu'après avoir soigneusement étudié tous les éléments du problème, ils estiment que la demande du Ghana est justifiée et ils sont certains que l'Assemblée générale n'aura pas d'objections sérieuses à y donner suite de manière appropriée.

3. M. Harriman informe le Conseil que le Kenya a demandé à figurer sur la liste des auteurs des deux projets de résolution et signale quelques légères modifications à apporter à ces textes : dans le projet de résolution E/L.1713, au premier alinéa du préambule de la résolution qu'il est recommandé à l'Assemblée générale d'adopter, remplacer les mots "la résolution" par "sa résolution 3057 (XXVIII)". Dans le projet de résolution E/L.1714, au troisième alinéa du préambule du projet de résolution recommandé à l'Assemblée générale, ne pas mettre de numéro après "résolution"; le Secrétariat inscrira le numéro définitif du projet de résolution E/L.1713 lorsque celui-ci aura été adopté.

4. M. WILSON (Libéria) dit qu'à la trentième session de l'Assemblée générale sa délégation n'a pas voté en faveur de toutes les résolutions qui ont été adoptées sur le racisme. Il serait donc contraire à la position qu'elle a prise alors de se féliciter de l'adoption de ces résolutions. Elle ne pourrait donc pas appuyer le paragraphe 3 du projet de résolution E/L.1713 si celui-ci était mis aux voix.

5. Mlle MATTESON (Etats-Unis d'Amérique) dit que sa délégation, pour les raisons qu'elle a données précédemment, ne pourra pas participer au vote sur l'une quelconque des résolutions ayant trait à la Décennie. En outre, le paragraphe 3 du projet de résolution E/L.1714 et le paragraphe 3 du projet de

résolution qu'il est recommandé à l'Assemblée générale d'adopter sont contraires à une règle établie depuis longtemps à l'Organisation des Nations Unies, qu'ils risquent d'affaiblir. Toute décision fondée sur le projet de résolution E/L.1714 constituera un précédent malheureux, car il entraînera le gaspillage de ressources qui devraient être utilisées pour des programmes de fond et non pour des réunions. Comme le montre le document E/L.1717, la charge additionnelle que cela entraînerait pour le budget de l'Organisation serait considérable. La délégation des Etats-Unis partage les craintes exprimées par le Secrétaire général et estime que la question devrait être examinée devant les instances appropriées. Si sa délégation avait participé au vote, elle se serait prononcée contre les paragraphes en question. Elle espère que les autres délégations, avant de voter, examineront avec soin les questions qu'elle a soulevées.

A la demande du représentant de la Belgique, il est procédé à un vote séparé sur le paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution E/L.1713.

Par 32 voix contre 9, avec 7 abstentions, le paragraphe 3 du dispositif est adopté.

Par 40 voix contre une, avec 9 abstentions, l'ensemble du projet de résolution E/L.1713 est adopté [résolution 1989 (LX)].

A la demande du représentant de la Belgique, il est procédé à un vote séparé sur le paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution recommandé pour adoption par l'Assemblée générale dans le projet de résolution E/L.1714.

Par 33 voix contre 8, avec 6 abstentions, le paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution recommandé pour adoption par l'Assemblée générale est adopté.

Par 40 voix contre une, avec 8 abstentions, l'ensemble du projet de résolution E/L.1714 est adopté [résolution 1990 (LX)].

6. M. RAE (Canada) fait remarquer que les vues de son pays sur la situation en Afrique australe sont bien connues et que le Canada a appliqué les sanctions contre la Rhodésie du Sud immédiatement après l'adoption de la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité. Compte tenu de l'engagement pris à la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth qui s'est tenue à Kingston en mai 1975 et de la résolution 386 (1976) du Conseil de sécurité, le Canada a l'intention d'accorder au Mozambique une subvention au titre de l'aide alimentaire. Le Gouvernement canadien estime également que l'Afrique du Sud devrait reconnaître le droit du peuple de la Namibie d'accéder sans retard à l'indépendance.

7. Le Canada s'est toujours opposé à la discrimination raciale, particulièrement à l'*apartheid*, et à plusieurs reprises a déclaré que ces fléaux devraient être combattus aux niveaux international et national. C'est pourquoi le Canada a appuyé l'adoption par l'Assemblée générale de la résolution 3057 (XXVIII), qui proclame la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, et a depuis lors beaucoup fait pour promouvoir les buts de la Décennie, comme le montrent les rapports qu'il a soumis à l'Organisation des Nations Unies conformément au Programme pour la Décennie et à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. C'est

précisément en raison de son engagement à l'égard des buts premiers de la Décennie que le Canada ne peut pas accepter et n'acceptera jamais de tentatives visant à forger un lien entre le racisme et le sionisme. Il s'est vivement opposé à l'adoption de la résolution 3379 (XXX) et estime que cette résolution a sérieusement compromis la Décennie du fait qu'elle entachait également la résolution 3377 (XXX), qui traite de la Décennie, et la résolution 3378 (XXX), qui traite de la Conférence mondiale.

8. Il est regrettable que les tentatives faites récemment au Conseil pour aboutir à une entente sur des textes acceptables pour tous aient échoué. Les termes du paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution E/L.1713 pourraient encore être considérés comme englobant indirectement la résolution 3379 (XXX) et le Canada n'a donc d'autre choix que de rejeter cette disposition et par conséquent la résolution tout entière. Il ne peut pas non plus appuyer le projet de résolution E/L.1714 car on ne peut faire d'exception au paragraphe 10 du dispositif de la résolution 2609 (XXIV), selon laquelle le pays d'accueil devrait assumer les dépenses additionnelles afférentes à la tenue d'une conférence à l'extérieur du Siège de l'ONU. Tout en comprenant la situation difficile que connaît actuellement le Gouvernement ghanéen, le Canada espère qu'on trouvera un autre moyen de résoudre le problème. En outre, le paragraphe 2 du projet de résolution recommandé à l'Assemblée générale dans le projet de résolution E/L.1714 a des liens ambigus avec la résolution 3379 (XXX) et pourrait être interprété comme venant étayer celle-ci.

9. M. RAHAL (Algérie), prenant la parole pour expliquer son vote, dit que sa délégation a voté en faveur des deux projets de résolution et se félicite que ceux-ci aient été adoptés à une aussi large majorité, ce qui confirme le sentiment de son pays, à savoir que toutes les formes de racisme, où qu'elles se manifestent et quelle que soit l'idéologie qui les inspire, doivent être condamnées. En raison des ambiguïtés qu'elles contiennent, les résolutions qui viennent d'être adoptées ne sont pas pleinement satisfaisantes pour la délégation algérienne. Celle-ci a toutefois décidé de ne pas insister pour une formulation plus précise, car elle espère, comme d'autres délégations, que ces textes réussiront à faire l'unanimité. M. Rahal a toutefois remarqué, en d'autres occasions, que certaines délégations et organes de presse interprètent parfois les textes ambigus à leur manière et, pour cette raison, il lui paraît nécessaire d'expliquer comment sa propre délégation interprète les deux résolutions qui viennent d'être adoptées par le Conseil.

10. Tout d'abord, la délégation algérienne considère que le Conseil n'est pas habilité à se substituer à l'Assemblée générale pour définir la politique ou exprimer les vues politiques de la communauté internationale dans son ensemble. Ce rôle ne peut être celui du Conseil, car celui-ci ne représente qu'une petite fraction de la communauté internationale. Le Conseil n'étant pas habilité à se substituer à l'Assemblée générale, il est clair qu'il ne peut annuler les décisions de l'Assemblée ou ignorer les résolutions adoptées par cette dernière. Il ne fait donc aucun doute pour la délégation algérienne que les résolutions qui viennent d'être adoptées entrent dans le cadre général des résolutions adoptées par l'Assemblée générale rela-

tivement au racisme, à la discrimination raciale et à l'*apartheid*.

11. En second lieu, les deux résolutions qui viennent d'être adoptées doivent être interprétées à la lumière de la résolution 3379 (XXX) de l'Assemblée générale. L'Algérie, son peuple et son gouvernement sont fermement décidés à combattre toutes les formes de racisme et considèrent que le sionisme équivaut au racisme dans la mesure où il continue à lui ressembler dans ses actes et à inspirer une politique discriminatoire et expansionniste. La délégation algérienne se réserve le droit de faire d'autres observations sur la question quand celle-ci viendra devant l'Assemblée générale pour y être discutée.

12. M. LONGERSTAEY (Belgique) tient à donner une explication de vote au nom des membres de la CEE représentés au Conseil, à savoir son propre pays, le Danemark, la France, la République fédérale d'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni. Les trois autres membres de la CEE — l'Irlande, le Luxembourg et les Pays-Bas — partagent d'ailleurs les opinions qu'il se propose d'exprimer. Les délégations des pays de la CEE se sont abstenues lors du vote des deux projets de résolution. Elles ont eu les plus grandes difficultés à se décider sur ce qu'il convenait de faire en l'occurrence, mais elles ont voulu avant tout répondre aux efforts faits par les auteurs pour tenir compte des divergences d'opinions sur ce sujet. Leur abstention ne préjuge en aucune manière leur vote sur les deux projets de résolution qu'il est recommandé à l'Assemblée générale d'adopter. La principale difficulté à laquelle elles se sont heurtées tient à la résolution 3379 (XXX) de l'Assemblée générale. M. Longerstaey rappelle que le représentant de l'Italie a déclaré, devant la Troisième Commission¹, le 16 octobre 1975, que les gouvernements des pays de la CEE rejettent catégoriquement l'idée que le sionisme constitue une forme de racisme et de discrimination raciale. Les délégations des pays de la CEE tiennent à faire clairement entendre que la position de leurs gouvernements sur cette question n'a pas changé et ne changera pas. Considérant que les résolutions qui viennent d'être adoptées sont ambiguës sous ce rapport, elles ont voté contre le paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution E/L.1713 et le paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution proposé à l'Assemblée générale dans le projet de résolution E/L.1714. Les déclarations faites par certaines délégations durant la discussion générale sur ce point n'ont fait que renforcer leur position. Elles font également des réserves en ce qui concerne certains aspects du paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution dont l'adoption est recommandée à l'Assemblée générale dans le projet de résolution E/L.1714 et en ce qui concerne le paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution E/L.1714 lui-même. Elles ont néanmoins choisi l'abstention lors du vote sur les deux projets de résolution, compte tenu de ce qu'il leur avait été possible d'exprimer leur position sur certains points lors des votes séparés qui ont été demandés et parce qu'elles souhaitent répondre aux préoccupations des délégations africaines, notamment en ce qui concerne les objectifs de la Décennie. Leur choix a également été motivé par la répugnance que leur inspire l'*apartheid* et par le soutien qu'elles

¹ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, trentième session, Troisième Commission, 2132^e séance.

entendent apporter à l'autodétermination et à l'indépendance de la Namibie et de la Rhodésie du Sud. Les délégations des pays de la CEE continueront à apporter leur soutien aux objectifs de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et au Programme pour la Décennie tel qu'il est défini dans la résolution 3057 (XXVIII) de l'Assemblée générale et sont de même décidées à poursuivre la lutte contre le racisme, tel qu'il est défini à l'article premier de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

13. Mme FINBORUD (Norvège) déclare que le Gouvernement norvégien s'est énergiquement opposé à l'adoption de la résolution 3379 (XXX) de l'Assemblée générale, considérant qu'il est absolument inacceptable d'établir une analogie entre sionisme, racisme et discrimination raciale. Le Gouvernement norvégien a déploré que les éléments étrangers introduits dans la Décennie lui rendent impossible toute participation active à la Décennie et l'empêche d'y contribuer comme il avait espéré le faire. Durant la présente session du Conseil, la délégation norvégienne a été témoin des efforts qui ont été faits pour ramener la Décennie sur la bonne voie, efforts dont elle se félicite car le peuple et le Gouvernement norvégiens sont résolument décidés à soutenir la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, tels qu'ils sont définis dans la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Partant de ces considérations, la délégation norvégienne a choisi l'abstention lors du vote sur les deux projets de résolution. Elle espère que le courant qui a commencé à s'affirmer durant la présente session se renforcera durant la trente et unième session de l'Assemblée générale et qu'ainsi son gouvernement sera en mesure de soutenir sans réserve le Programme pour la Décennie.

14. M. STRASSER (Autriche) déclare que son gouvernement appuie résolument tous les efforts tendant à éliminer la discrimination raciale, particulièrement l'*apartheid*, et a souscrit de tout cœur au Programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale.

15. C'est donc avec un profond regret que, lors de la trentième session de l'Assemblée générale, la délégation autrichienne a été obligée de retirer son soutien à la Décennie et de s'abstenir lors du vote sur la résolution 3377 (XXX), relative à la mise en œuvre du Programme pour la Décennie, en raison de l'introduction d'éléments totalement étrangers à la cause de l'élimination du racisme. L'opposition de son pays à la résolution 3379 (XXX) demeure inchangée.

16. Les projets de résolution E/L.1713 et E/L.1714 constituent un premier pas vers le retour aux objectifs initiaux de la Décennie et M. Strasser exprime l'espoir qu'ils rouvriront la voie conduisant à une définition des objectifs de la Décennie susceptibles de susciter un large accord.

17. La délégation autrichienne s'est abstenue lors du vote sur le projet de résolution E/L.1713, car la formulation de ce document, notamment celle du paragraphe 3 du dispositif, n'est pas totalement compatible avec le Programme pour la Décennie, ni avec la définition du racisme et de la discrimination raciale donnée à l'article premier de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de dis-

crimination raciale. Elle interprète l'alinéa *b* du paragraphe 4 du projet de résolution proposé à l'Assemblée générale comme signifiant que tous les moyens pacifiques disponibles doivent être mis en œuvre pour atteindre les objectifs de la Décennie. En ce qui concerne l'alinéa *c* du paragraphe 4, la délégation autrichienne attache une grande importance au principe de la liberté de mouvement, tel qu'il est énoncé à l'article 12 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, auquel elle continuera de se conformer.

18. L'Autriche s'est abstenue lors du vote de la résolution 3380 (XXX) de l'Assemblée générale, relative à l'état de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid*, considérant que la formulation d'un droit international pénal requerrait certaines préconditions législatives qui ne lui paraissaient pas remplies. La Convention soulevait de plus un certain nombre de problèmes constitutionnels. Si les alinéas *c* et *h* du paragraphe 4 du projet de résolution recommandé à l'Assemblée générale dans le projet de résolution E/L.1713 avaient été soumis au vote séparément, la délégation autrichienne n'aurait de ce fait pas pu se prononcer en leur faveur.

19. La délégation autrichienne se félicite de l'offre faite par le Gouvernement ghanéen d'accueillir sur son territoire la Conférence mondiale. Cette proposition est particulièrement bienvenue, car le continent africain a été et continue malheureusement à être la principale victime du racisme. C'est pour ces raisons, et compte tenu de la contribution financière généreuse offerte par le Ghana en vue de cette conférence, que la délégation autrichienne a pu apporter son soutien au projet de résolution E/L.1714, malgré les réserves sérieuses que lui inspire le fait de déroger aux principes formulés dans la résolution 2609 (XXIV).

20. M. GAMMOH (Jordanie) dit que sa délégation a voté pour les projets de résolution E/L.1713 et E/L.1714 et se félicite qu'ils aient tous deux été adoptés à une majorité écrasante; ils font en effet progresser la cause de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. La délégation jordanienne a appuyé ces résolutions en raison de l'accent qu'elles mettent sur la libération africaine et les droits de l'homme. Elle considère également que ces deux résolutions rentrent dans le contexte général de toutes les résolutions du Conseil et de l'Assemblée générale concernant la nécessité de lutter contre le racisme et la discrimination raciale, et en particulier la résolution 3379 (XXX) de l'Assemblée générale, qui a dévoilé la nature raciste du sionisme en tant qu'idéologie et mouvement politique et a constitué une étape décisive dans la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. La délégation jordanienne estime que les deux résolutions que l'on vient d'adopter complètent et renforcent les résolutions antérieurement adoptées à ce sujet.

21. M. GUNA-KASEM (Thaïlande) dit que sa délégation appuie fermement les idées qui sous-tendent la Décennie et qu'elle a donc voté pour les deux résolutions que l'on vient d'adopter. Il tient toutefois à souligner que le vote de sa délégation en faveur du paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution E/L.1713 s'entend sans préjudice de sa

position sur la résolution 3379 (XXX) de l'Assemblée générale.

22. M. ALEMAN (Equateur) dit que les votes de sa délégation en faveur des deux projets de résolution confirment son appui résolu à la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Il tient toutefois à faire remarquer que la délégation équatorienne ne souscrit pas à la résolution 3379 (XXX) de l'Assemblée générale, selon laquelle le sionisme constitue une forme de racisme et de discrimination raciale, et à rappeler qu'elle s'est abstenue lors du vote sur cette résolution.

23. M. AL-SAIDI (Yémen) dit que sa délégation a voté pour les deux projets de résolution afin de manifester son appui à la Décennie. La délégation yéménite interprète le paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution E/L.1713 comme une référence directe à toutes les résolutions de l'Assemblée générale portant sur le racisme et la discrimination raciale, et en particulier à la résolution 3379 (XXX) de l'Assemblée générale, qui a déterminé que le sionisme constitue une forme de racisme et de discrimination raciale.

24. Mlle ROMAN (Mexique) dit que le vote de sa délégation en faveur des deux projets de résolution doit être interprété à la lumière de la déclaration faite par le représentant du Mexique à l'Assemblée générale, le 15 décembre 1975, au cours de l'examen du rapport de la Troisième Commission sur l'Année internationale de la femme².

25. Mme HSUEH Jun-wu (Chine) rappelle que sa délégation a voté pour le projet de résolution E/L.1713. La délégation chinoise émet toutefois des réserves en ce qui concerne certaines parties des résolutions 385 (1976) et 387 (1976) du Conseil de sécurité dont il est fait mention au paragraphe 4 du dispositif de ce projet de résolution. La délégation chinoise a déjà formulé ses vues en ce qui concerne certaines questions connexes aux séances du Conseil de sécurité tenues le 30 janvier³ et le 31 mars 1976⁴ et à la 1991^e séance du Conseil économique et social. Elle n'a donc pas à y revenir.

26. M. LAMB (Australie) dit que sa délégation s'est abstenue lors des votes sur les deux projets de résolution. Elle estime que les décisions et recommandations du Conseil ne doivent pas préjuger les questions financières soulevées dans le projet E/L.1714. Elle réserve en conséquence sa position en la matière jusqu'à ce qu'elle soit examinée à l'Assemblée générale.

27. M. RIVAS (Colombie) rappelle que sa délégation a expliqué, lorsqu'elle s'est abstenue de voter sur la résolution 3379 (XXX) de l'Assemblée générale, que le Gouvernement colombien ne s'estimait pas tenu d'appliquer les mesures adoptées contre le sionisme par la communauté internationale dans la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Il convient de tenir compte de cette réserve pour interpréter le vote de la délégation colombienne en faveur des projets de résolution E/L.1713 et E/L.1714, qu'elle a appuyés comme elle a appuyé toutes les autres résolutions relatives à la Décennie.

28. M. SAKO (Côte d'Ivoire) dit que sa délégation tient à manifester qu'elle a voté pour les deux projets de résolution afin de confirmer son attachement aux buts de la Décennie et de s'associer aux consultations qui ont permis de mener à bien l'examen de ce point. La délégation ivoirienne s'est abstenue en ce qui concerne les deux paragraphes qui ont fait l'objet de votes séparés car elle ne voulait pas donner l'impression qu'elle avait modifié sa position à l'égard de la résolution 3379 (XXX) de l'Assemblée générale. La volonté qu'a le Gouvernement ivoirien de contribuer à l'élimination du racisme, de la discrimination raciale et de l'*apartheid* ne peut être mise en doute et il donne au Ghana l'assurance qu'il appuie pleinement la conférence mondiale et contribuera à en assurer le succès.

29. M. S. SMIRNOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que sa délégation a voté pour le projet de résolution E/L.1713 car elle estime que celui-ci représente un nouveau progrès dans le sens de la réalisation des buts de la Décennie, compte tenu en particulier de l'alinéa b du paragraphe 6 du Programme pour la Décennie [résolution 3057 (XXVIII), annexe]. La délégation soviétique avait également à l'esprit le but de la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, tel qu'il est décrit à l'alinéa a du paragraphe 13 du Programme et reproduit au paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution que l'on recommande à l'Assemblée générale d'adopter dans le projet de résolution E/L.1714.

30. La délégation soviétique a donc voté pour le projet de résolution E/L.1713 en se fondant sur la façon dont elle conçoit les buts de la Décennie. Elle tient à souligner qu'à ses yeux toute tentative visant à limiter le champ d'application de la résolution 3057 (XXVIII) de l'Assemblée générale serait contraire aux buts de la Décennie ainsi qu'à l'esprit et à la lettre du Programme pour la Décennie. Ainsi que la délégation soviétique l'a déjà déclaré à plusieurs reprises, le Programme constitue un ensemble complexe de mesures complémentaires et devrait être pleinement appliqué dans tous ses aspects.

31. La délégation soviétique a voté pour le projet de résolution E/L.1714 car elle estime que la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale constitue l'une des principales manifestations de la Décennie et sera l'occasion d'évaluer les progrès enregistrés dans la réalisation des buts de la Décennie et de mettre au point de nouveaux moyens d'appliquer les décisions de l'Organisation des Nations Unies sur la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. La délégation soviétique a déjà fait savoir qu'elle ne s'opposait pas, compte tenu de la contribution du Gouvernement ghanéen à la préparation de la Conférence, y compris sa contribution financière, à la demande d'imputation sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies d'une partie des dépenses de la Conférence. Elle tient toutefois à souligner qu'à ses yeux cela ne devrait pas créer de précédent pour d'autres conférences.

32. Mme OGATA (Japon) dit que sa délégation a voté pour les deux projets de résolution dont la teneur est conforme à sa politique de participation active à la Décennie. Toutefois, la délégation japonaise réserve sa position sur le paragraphe 3 du dispositif du projet

² Ibid., trentième session, Séances plénières, 2441^e séance.

³ Voir Documents officiels du Conseil de sécurité, trente et unième année, 1885^e séance.

⁴ Ibid., 1906^e séance.

de résolution E/L.1714 et sur le paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution proposé à l'Assemblée générale. Mme Ogata considère avec bienveillance la demande du Ghana tendant à ce qu'une exception soit faite aux dispositions de la résolution 2609 (XXIV), du fait, en particulier, qu'une stricte application de cette résolution pourrait empêcher un certain nombre de pays en développement d'accueillir des conférences similaires à l'avenir. De telles exceptions risquant toutefois de devenir la règle générale, Mme Ogata propose qu'il soit demandé à l'Assemblée générale d'examiner cette question avec le Comité des conférences et le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

33. La délégation japonaise s'est abstenue lors du vote sur le paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution E/L.1713 et sur le paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution proposé à l'Assemblée générale dans le projet de résolution E/L.1714.

34. M. OLIVERI LOPEZ (Argentine) dit que sa délégation a voté pour les projets de résolution car ils sont conformes à la position de son pays sur le racisme, en particulier tel qu'il est pratiqué en Afrique du Sud. La délégation argentine émet toutefois, en ce qui concerne certains points, des réserves similaires à celles qu'elle a formulées au moment de l'adoption de la résolution 3379 (XXX).

35. M. DAMMERT (Pérou) dit que sa délégation a voté pour les projets de résolution car ils sont con-

formes à la position du Pérou sur le racisme et à l'appui qu'il apporte à la Décennie. Il convient toutefois de ne pas considérer ce vote comme traduisant un changement de position à l'égard de la résolution 3379 (XXX), sur laquelle la délégation péruvienne s'est abstenue de voter.

36. M. STOFOROPOULOS (Grèce) dit qu'il soutient la Décennie et a émis un vote favorable lors des quatre scrutins sur les projets de résolution. Toutefois, le fait que sa délégation ait voté pour le paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution E/L.1713 et le paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution proposé à l'Assemblée générale dans le projet de résolution E/L.1714 ne devrait pas être interprété comme traduisant une modification de sa position en ce qui concerne la résolution 3379 (XXX), sur laquelle elle s'est abstenue de voter.

37. M. BADAWI (Egypte) dit que sa délégation soutient tous les efforts visant à lutter contre le racisme et toutes les résolutions de l'Organisation des Nations Unies à ce sujet, y compris toutes les résolutions concernant le Programme pour la Décennie adoptées à la trentième session de l'Assemblée générale. Dans cet esprit, M. Badawi a voté pour les deux projets de résolution.

La séance est levée à 18 h 35.

2001^e séance

Mercredi 12 mai 1976, à 11 h 15.

Président : M. Siméon AKE (Côte d'Ivoire).

E/SR.2001

POINT 14 DE L'ORDRE DU JOUR

Elections (E/5770, E/5774, E/5775 et Corr.1 et 2 et Add.1 à 6, E/5776, E/5826, E/L.1693, E/L.1694 et Add.1 et 2, E/L.1695 à 1699, E/L.1701)

1. Le PRÉSIDENT propose que le Conseil procède aux élections dans l'ordre où les différents organes intéressés sont énumérés dans les annotations au point 14 de l'ordre du jour provisoire de la soixantième session (E/5770), en commençant par la Commission de statistique.

COMMISSION DE STATISTIQUE (E/L.1693)

2. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à élire huit membres de la Commission de statistique pour un mandat de quatre ans, à dater du 1^{er} janvier 1977.

3. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) donne lecture de la liste des candidats, qui sont : pour les deux sièges attribués aux Etats d'Asie : le Japon et la Malaisie; pour les deux sièges attribués aux Etats d'Amérique latine : le Brésil et Panama; pour les trois sièges attribués aux Etats d'Europe occidentale et autres Etats : la France, la Suède et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord; pour

le siège attribué aux Etats socialistes d'Europe orientale : la Roumanie.

4. Le PRÉSIDENT propose que ces pays soient élus par acclamation.

Le Brésil, la France, le Japon, la Malaisie, Panama, la Roumanie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la Suède sont élus membres de la Commission de statistique par acclamation.

COMMISSION DE LA POPULATION (E/L.1693)

5. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à élire neuf membres pour un mandat de quatre ans, à dater du 1^{er} janvier 1977.

6. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) donne lecture de la liste des candidats, qui sont : pour les deux sièges attribués aux Etats d'Afrique : le Rwanda et le Zaïre; pour le siège attribué aux Etats d'Asie : la Thaïlande; pour les deux sièges attribués aux Etats d'Amérique latine : le Brésil et la République Dominicaine; pour les trois sièges attribués aux Etats d'Europe occidentale et autres Etats : l'Espagne, la Norvège et les Pays-Bas; pour le siège attribué aux Etats socialistes d'Europe orientale : la Hongrie.

7. Le PRÉSIDENT propose que ces pays soient élus par acclamation.

Le Brésil, l'Espagne, la Hongrie, la Norvège, les Pays-Bas, la République Dominicaine, le Rwanda, la Thaïlande et le Zaïre sont élus membres de la Commission de la population par acclamation.

COMMISSION DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL
(E/L.1693)

8. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à élire 10 membres pour un mandat de quatre ans, à dater du 1^{er} janvier 1977.

9. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) donne lecture de la liste des candidats, qui sont : pour les deux sièges attribués aux Etats d'Afrique : la Guinée et Madagascar; pour les deux sièges attribués aux Etats d'Asie : l'Irak et les Philippines; pour les deux sièges attribués aux Etats d'Amérique latine : le Chili et l'Equateur; pour les trois sièges attribués aux Etats d'Europe occidentale et autres Etats : le Danemark, l'Italie et la Turquie; pour le siège attribué aux Etats socialistes d'Europe orientale : la Pologne.

10. Le PRÉSIDENT propose que ces pays soient élus par acclamation.

Le Chili, le Danemark, l'Equateur, la Guinée, l'Irak, l'Italie, Madagascar, les Philippines, la Pologne et la Turquie sont élus membres de la Commission du développement social par acclamation.

11. M. MADEY (Yougoslavie) déclare que sa délégation a d'importantes réserves quant à l'élection du Chili à la Commission du développement social car ce pays viole constamment les droits de l'homme et les libertés fondamentales de ses citoyens et ne respecte pas les obligations qui lui incombent en vertu des traités internationaux, comme le stipulent les résolutions de l'Organisation des Nations Unies. M. Madey souhaite que les réserves qu'il vient d'exprimer soient mentionnées dans le compte rendu de la séance.

12. M. AMIRDJANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) indique que sa délégation n'a pas participé à la décision d'élire la junte chilienne membre de la Commission du développement social et qu'elle aurait voté contre la candidature du Chili si un scrutin avait eu lieu. Il se déclare convaincu que de nombreuses autres délégations en auraient fait autant, comme elles l'ont d'ailleurs fait antérieurement dans des circonstances du même ordre. La délégation soviétique est en désaccord avec la décision du Conseil et souhaite que ses réserves soient consignées dans le compte rendu de la séance.

13. Le PRÉSIDENT déclare qu'il a été informé que les délégations de l'Algérie, de la Bulgarie, de Cuba, du Mexique, de la République démocratique allemande, de la Tchécoslovaquie et du Yémen démocratique souhaitent également que le compte rendu fasse état de leurs réserves en ce qui concerne l'élection du Chili en tant que membre de la Commission du développement social.

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
(E/5826, E/L.1693)

14. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à élire 11 membres pour un mandat de trois ans, à dater du 1^{er} janvier 1977.

15. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) donne lecture de la liste des candidats, qui sont : pour les deux sièges attribués aux Etats d'Afrique : le Nigéria et l'Ouganda; pour les quatre sièges attribués aux Etats d'Asie : Chypre, l'Inde, le Pakistan, la République arabe syrienne; pour les deux sièges attribués aux Etats d'Amérique latine : Panama et le Pérou; pour les deux sièges attribués aux Etats d'Europe occidentale et autres Etats : l'Autriche, la France et la Suède; pour le siège attribué aux Etats socialistes d'Europe orientale : l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

16. Le PRÉSIDENT propose que le Conseil élise par acclamation les candidats du Groupe des Etats africains, du Groupe des Etats asiatiques, du Groupe des Etats d'Amérique latine et du Groupe des Etats socialistes d'Europe orientale.

Chypre, l'Inde, le Nigéria, l'Ouganda, le Pakistan, Panama, le Pérou, la République arabe syrienne et l'Union des Républiques socialistes soviétiques sont élus membres de la Commission des droits de l'homme par acclamation.

17. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à élire deux membres appartenant au Groupe des Etats d'Europe occidentale et autres Etats.

Sur l'invitation du Président, M. Broad (Royaume-Uni) et M. Qadrud-Din (Pakistan) assument les fonctions de scrutateurs.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

Bulletins déposés :	53
Bulletins nuls :	0
Bulletins valables :	53
Majorité requise :	27
Nombre de voix obtenues :	
Autriche :	38
Suède :	34
France :	31

Ayant obtenu la majorité requise, l'Autriche et la Suède sont élues membres de la Commission des droits de l'homme.

COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME
(E/L.1693)

18. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à élire 11 membres de la Commission de la condition de la femme, pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 1977.

19. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) donne lecture des noms des candidats, qui sont : pour les trois sièges attribués aux Etats d'Afrique : Madagascar, le Niger et la République arabe libyenne; pour les deux sièges attribués aux Etats d'Asie : l'Inde et le Japon; pour les deux sièges attribués aux Etats d'Amérique latine : le Pérou et la Trinité-et-Tobago; pour les trois sièges attribués aux Etats d'Europe occidentale et autres Etats : l'Allemagne (République fédérale d'), la Belgique et la Nouvelle-Zélande; pour le siège attribué aux Etats socialistes d'Europe orientale : la Bulgarie.

20. Le PRÉSIDENT propose que ces pays soient élus par acclamation.

L'Allemagne (République fédérale d'), la Belgique, la Bulgarie, l'Inde, le Japon, Madagascar, le Niger, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, la République arabe libyenne et la Trinité-et-Tobago sont élus membres de la Commission de la condition de la femme par acclamation.

COMITÉ DU PROGRAMME ET DE LA COORDINATION
(E/L.1699)

21. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à élire un membre parmi les Etats d'Asie pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration à la fin de 1977.

22. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) dit que le candidat au siège attribué aux Etats d'Asie est l'Indonésie.

23. Le PRÉSIDENT propose que l'Indonésie soit élue par acclamation.

L'Indonésie est élue membre du Comité du programme et de la coordination par acclamation.

24. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à présenter la candidature de sept membres, conformément à la nouvelle procédure instituée par la décision 139 (ORG-76), à élire par l'Assemblée générale à sa trente et unième session. La durée du mandat est de trois ans à compter du 1^{er} janvier 1977. S'il n'y a pas d'objection, le Président considérera que le Conseil souhaite maintenir le schéma actuel de la répartition des sièges prévu au paragraphe 2 de la résolution 1472 (XLVIII) du Conseil, auquel cas les postes seront pourvus comme suit : deux membres à choisir parmi les Etats d'Afrique, deux membres à choisir parmi les Etats d'Amérique latine, deux membres à choisir parmi les Etats d'Europe occidentale et autres Etats, un membre à choisir parmi les Etats socialistes d'Europe orientale.

Il en est ainsi décidé.

25. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) donne lecture de la liste des candidats, qui sont : pour les deux sièges attribués aux Etats d'Afrique : l'Ouganda et le Soudan; pour les deux sièges attribués aux Etats d'Amérique latine : l'Argentine et la Colombie; pour les deux sièges attribués aux Etats d'Europe occidentale et aux autres Etats : les Etats-Unis d'Amérique et la France; pour le siège attribué aux Etats socialistes d'Europe orientale : l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

26. Le PRÉSIDENT dit que, s'il n'y a pas d'objection, il considérera que le Conseil souhaite présenter la candidature de ces Etats, pour l'élection par l'Assemblée générale à sa trente et unième session.

Il en est ainsi décidé.

COMITÉ DE L'HABITATION, DE LA CONSTRUCTION
ET DE LA PLANIFICATION (E/L.1694 et Add.1 et 2)

27. Le PRÉSIDENT indique que neuf membres doivent être élus pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1^{er} janvier 1977.

28. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) donne lecture de la liste des candidats, qui sont :

pour deux des trois sièges attribués aux Etats d'Afrique : le Ghana et l'Ouganda; pour un des deux sièges attribués aux Etats d'Asie : l'Iran; pour le siège attribué aux Etats d'Amérique latine : El Salvador; pour les deux sièges attribués aux Etats d'Europe occidentale et aux autres Etats : les Etats-Unis d'Amérique et le Portugal; pour le siège attribué aux Etats socialistes d'Europe orientale : la Tchécoslovaquie.

29. Le PRÉSIDENT propose que ces pays soient élus par acclamation.

El Salvador, les Etats-Unis d'Amérique, le Ghana, l'Iran, l'Ouganda, le Portugal et la Tchécoslovaquie sont élus membres du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification par acclamation.

30. Le PRÉSIDENT suggère que l'élection aux sièges attribués aux Etats d'Afrique et d'Asie qui restent à pourvoir soit reportée à une session ultérieure.

Il en est ainsi décidé.

COMITÉ DES RESSOURCES NATURELLES (E/L.1695)

31. Le PRÉSIDENT déclare que 27 membres doivent être élus pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1^{er} janvier 1977.

32. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) donne lecture de la liste des candidats, qui sont : pour six des huit sièges attribués aux Etats d'Afrique : l'Algérie, le Burundi, la République centrafricaine, le Souaziland, le Zaïre et la Zambie; pour quatre des cinq sièges attribués aux Etats d'Asie : le Bangladesh, l'Inde, le Japon et la Malaisie; pour les huit sièges attribués aux Etats d'Amérique latine : le Brésil, la Colombie, la Jamaïque, le Mexique, Panama, le Paraguay, le Pérou et le Venezuela; pour les quatre sièges attribués aux Etats d'Europe occidentale et aux autres Etats : l'Allemagne (République fédérale d'), le Canada, la Grèce et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord; pour les deux sièges attribués aux Etats socialistes d'Europe orientale : la Roumanie et l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

33. Le PRÉSIDENT propose que ces pays soient élus par acclamation.

L'Algérie, l'Allemagne (République fédérale d'), le Bangladesh, le Brésil, le Burundi, le Canada, la Colombie, la Grèce, l'Inde, la Jamaïque, le Japon, la Malaisie, le Mexique, Panama, le Paraguay, le Pérou, la République centrafricaine, la Roumanie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Souaziland, l'Union des Républiques socialistes soviétiques, le Venezuela, le Zaïre et la Zambie sont élus membres du Comité des ressources naturelles par acclamation.

34. Le PRÉSIDENT suggère que l'élection aux sièges attribués aux Etats d'Afrique et d'Asie qui restent à pourvoir soit reportée à une session ultérieure.

Il en est ainsi décidé.

COMITÉ DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE
AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT (E/L.1696)

35. Le PRÉSIDENT annonce que l'élection se fera en deux temps : le Conseil sera appelé à élire tout

d'abord 18 membres pour un mandat de quatre ans, prenant effet le 1^{er} janvier 1977 et, ensuite, trois membres du Groupe des Etats d'Asie, pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration, dans un cas, à la fin de 1978, et, dans les deux autres cas, à la fin de 1979.

36. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) donne lecture des noms des candidats à élire pour un mandat de quatre ans : pour cinq des six sièges attribués aux Etats d'Afrique : l'Algérie, le Kenya, Madagascar, le Sénégal et le Soudan; pour le siège attribué aux Etats d'Asie : le Japon; pour les cinq sièges attribués aux Etats d'Amérique latine : l'Argentine, Cuba, la Jamaïque, le Mexique et le Venezuela; pour les quatre sièges attribués aux Etats d'Europe occidentale et autres Etats : l'Allemagne (République fédérale d'), l'Australie, la Belgique et le Portugal; pour les deux sièges attribués aux Etats socialistes d'Europe orientale : l'Union des Républiques socialistes soviétiques et la Yougoslavie.

37. Le PRÉSIDENT propose que les Etats dont les noms viennent d'être lus soient élus par acclamation.

L'Algérie, l'Allemagne (République fédérale d'), l'Argentine, l'Australie, la Belgique, Cuba, la Jamaïque, le Japon, le Kenya, Madagascar, le Mexique, le Portugal, le Sénégal, le Soudan, l'Union des Républiques socialistes soviétiques, le Venezuela et la Yougoslavie sont élus membres du Comité de la science et de la technique au service du développement par acclamation.

38. Le PRÉSIDENT propose que l'élection au siège attribué aux Etats d'Afrique qui reste à pourvoir soit reportée à une date ultérieure.

Il en est ainsi décidé.

39. M. GUNA-KASEM (Thaïlande) annonce que le Groupe des Etats d'Asie appuie la candidature de l'Iran à l'un des deux sièges à pourvoir pour un mandat venant à expiration à la fin de 1979.

40. Le PRÉSIDENT propose que l'Iran soit élu par acclamation et que l'élection des candidats aux deux sièges restant à pourvoir soit reportée à une date ultérieure.

Il en est ainsi décidé.

L'Iran est élu membre du Comité de la science et de la technique au service du développement par acclamation.

COMMISSION DES SOCIÉTÉS TRANSNATIONALES (E/L.1697)

41. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à élire 16 membres pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 1977.

42. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) donne lecture de la liste des candidats : pour les quatre sièges attribués aux Etats d'Afrique : le Kenya, Madagascar, l'Ouganda et le Zaïre; pour les trois sièges attribués aux Etats d'Asie : l'Indonésie, le Koweït et la Thaïlande; pour les quatre sièges attribués aux Etats d'Amérique latine : le Brésil, Cuba, le Mexique et Panama; pour les quatre sièges attribués aux Etats d'Europe occidentale et autres Etats : les Etats-Unis d'Amérique, les Pays-Bas, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la Suède; pour le siège attribué aux Etats

socialistes d'Europe orientale : l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

43. Le PRÉSIDENT propose que ces pays soient élus par acclamation.

Le Brésil, Cuba, les Etats-Unis d'Amérique, l'Indonésie, le Kenya, le Koweït, Madagascar, le Mexique, l'Ouganda, Panama, les Pays-Bas, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Suède, la Thaïlande, l'Union des Républiques socialistes soviétiques et le Zaïre sont élus membres de la Commission des sociétés transnationales par acclamation.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT (E/L.1698)

44. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à élire 16 membres pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 1977.

45. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) donne lecture de la liste des candidats : pour les cinq sièges attribués aux Etats d'Afrique : le Burundi, le Congo, la Guinée, Madagascar et le Souaziland; pour les trois sièges attribués aux Etats d'Asie et à la Yougoslavie : le Koweït, le Pakistan, la Thaïlande et le Yémen démocratique; pour le siège attribué aux Etats d'Amérique latine : le Brésil; pour les six sièges attribués aux Etats d'Europe occidentale et autres Etats : l'Australie, la Belgique, le Canada, la France, la Norvège et la Suède; pour le siège attribué aux Etats socialistes d'Europe orientale : la Roumanie.

46. Le PRÉSIDENT propose que le Conseil élise par acclamation les candidats du Groupe des Etats d'Afrique, du Groupe des Etats d'Amérique latine, du Groupe des Etats d'Europe occidentale et autres Etats et du Groupe des Etats socialistes d'Europe orientale.

L'Australie, la Belgique, le Brésil, le Burundi, le Canada, le Congo, la France, la Guinée, Madagascar, la Norvège, la Roumanie, le Souaziland et la Suède sont élus membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement par acclamation.

47. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à élire trois membres du Groupe des Etats d'Asie.

Sur l'invitation du Président, M. Broad (Royaume-Uni) et M. Kouame (Côte d'Ivoire) assument les fonctions de scrutateurs.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

Bulletins déposés :	52
Bulletins nuls :	0
Bulletins valables :	52
Majorité requise :	27
Nombre de voix obtenues :	
Pakistan :	42
Koweït :	39
Thaïlande :	36
Yémen démocratique :	29

Ayant obtenu la majorité requise, le Koweït, le Pakistan et la Thaïlande sont élus membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement.

La séance est suspendue à 12 h 15; elle est reprise à 12 h 35.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (E/5770, par. 10, al. l)

48. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à élire six membres pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} août 1976.

49. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) donne lecture de la liste des candidats, qui sont : pour les trois sièges attribués aux Etats d'Afrique : l'Egypte, le Maroc, la République-Unie du Cameroun et la République-Unie de Tanzanie; pour les trois sièges attribués aux Etats d'Europe occidentale et autres Etats : les Etats-Unis d'Amérique, la France et l'Italie.

50. Le PRÉSIDENT propose que les candidats du Groupe d'Etats d'Europe occidentale et autres Etats soient élus par acclamation.

Les Etats-Unis d'Amérique, la France et l'Italie sont élus membres du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance par acclamation.

51. M. HOSNY (Egypte) dit que la candidature de son pays au Conseil d'administration a été approuvée à la soixante-cinquième session de la Ligue des Etats arabes tenue du 15 au 21 mars 1976. Le Gouvernement égyptien discute actuellement la candidature du Maroc avec le Gouvernement marocain.

52. Le PRÉSIDENT invite l'observateur du Maroc à prendre la parole devant le Conseil.

53. M. LAHLOU (Observateur du Maroc) dit que des discussions entre les gouvernements marocain et égyptien ont déjà eu lieu. Le Gouvernement marocain n'est pas disposé à retirer sa candidature qui a été approuvée par les Etats d'Afrique.

54. Le PRÉSIDENT propose de procéder à la séance suivante à un vote au scrutin secret, en vue d'élire les membres à choisir parmi les Etats d'Afrique.

Il en est ainsi décidé.

COMITÉ DES POLITIQUES ET PROGRAMMES D'AIDE ALIMENTAIRE (E/L.1701)

55. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à élire cinq membres pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 1977; un membre choisi parmi les Etats d'Afrique doit en outre être élu pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration à la fin de 1978.

56. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) donne lecture de la liste des candidats, qui sont : pour les deux sièges attribués aux Etats d'Afrique : l'Ethiopie et le Zaïre; pour les deux sièges attribués aux Etats d'Amérique latine : l'Argentine et le Guatemala; et pour les deux sièges attribués aux Etats d'Europe occidentale et autres Etats : l'Irlande et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

57. Le PRÉSIDENT propose que ces pays soient élus par acclamation.

L'Argentine, l'Ethiopie, le Guatemala, l'Irlande, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Zaïre sont élus membres du Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire par acclamation.

58. Le PRÉSIDENT suggère que l'on tire au sort celui des deux Etats d'Afrique auquel sera confié un mandat ordinaire de trois ans prenant effet immédiatement après l'élection.

Il en est ainsi décidé.

59. Le PRÉSIDENT annonçant le résultat du tirage au sort, déclare que le Zaïre sera membre du Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire pour un mandat de trois ans à compter du 1^{er} janvier 1977, et que le mandat confié à l'Ethiopie prend effet à la date de l'élection et viendra à expiration à la fin de 1978.

COMITÉ CHARGÉ DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES (E/5770, par. 10, al. g)

60. Le PRÉSIDENT dit que, afin de pourvoir un siège vacant au Comité chargé des organisations non gouvernementales, le Conseil doit élire un membre choisi parmi les Etats d'Afrique et les Etats d'Asie pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration à la fin de 1978.

61. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) dit que la candidature de l'Irak a été approuvée par les Etats d'Afrique et les Etats d'Asie.

62. Le PRÉSIDENT propose que l'Irak soit élu par acclamation.

L'Irak est élu membre du Comité chargé des organisations non gouvernementales par acclamation.

63. Le PRÉSIDENT suggère que les élections à l'Organe international de contrôle des stupéfiants soient renvoyées à la séance suivante, et les élections au Conseil des Gouverneurs du Fonds spécial, ainsi qu'au Comité de l'examen et de l'évaluation, à une session ultérieure.

Il en est ainsi décidé.

Dispositions à prendre en vue de la négociation d'un accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Fonds international de développement agricole (E/L.1702)

64. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil), se référant à la négociation d'un accord concernant les relations avec le Fonds international de développement agricole (FIDA), appelle l'attention du Conseil sur le document E/L.1702. La Conférence de plénipotentiaires se tiendra à Rome les 10 et 11 juin 1976 et élira une commission préparatoire chargée, notamment, de négocier un accord régissant les relations du FIDA et de l'ONU. Le Conseil souhaitera peut-être en conséquence élire les membres et le Président du Comité chargé des négociations avec les institutions intergouvernementales aux fins de négociation avec la Commission préparatoire; il n'y a pas de règle fixe en ce qui concerne le nombre de membres du Comité. Le Conseil souhaitera peut-être également prier la Commission préparatoire d'établir un avant-projet d'accord sur les relations et pourrait décider de la date à laquelle l'accord devrait être

soumis au Conseil pour approbation. Il est souhaitable que l'accord en question soit soumis au Conseil d'ici à la fin de 1976 de façon que celui-ci puisse l'examiner à sa soixante et unième session ou à la reprise de cette session. Si le Conseil le souhaite, le Secrétariat pourrait établir un texte concernant la procédure à suivre en la matière et le soumettre à l'examen du Conseil.

65. Le PRÉSIDENT propose que le Secrétariat soit prié d'établir un projet de décision de procédure concernant la négociation d'un accord avec le FIDA.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 13 h 5.

2002^e séance

Mercredi 12 mai 1976, à 15 h 35.

Président : M. Siméon AKE (Côte d'Ivoire).

E/SR.2002

POINT 7 DE L'ORDRE DU JOUR

Questions relatives aux droits de l'homme (E/5765 à E/5768, E/5821)

1. Le PRÉSIDENT invite les délégations à passer au vote sur les projets de résolution et les projets de décision recommandés par le Comité social au paragraphe 32 de son rapport (E/5821).

Par 34 voix contre zéro, avec 9 abstentions, le projet de résolution I est adopté [résolution 1991 (LX)].

Les projets de résolution II et III sont adoptés [résolutions 1992 (LX) et 1993 (LX)].

Par 35 voix contre 2, avec 6 abstentions, le projet de résolution IV est adopté [résolution 1994 (LX)].

2. M. PENTCHEV (Bulgarie) propose de modifier le libellé du texte français du projet de résolution V et de remplacer l'expression "la félicite" par les termes "se félicite".

Il en est ainsi décidé.

Par 32 voix contre zéro, avec 14 abstentions, le projet de résolution V est adopté [résolution 1995 (LX)].

Le projet de résolution VI est adopté [résolution 1996 (LX)].

3. M. BADAWI (Egypte), parlant au nom des délégations de l'Algérie, de l'Ethiopie, du Kenya, du Libéria, du Nigéria et de la Zambie ainsi qu'au nom de sa propre délégation, propose d'ajouter l'expression "ainsi que la reconnaissance et le rétablissement immédiats de tous les droits syndicaux" à la fin du paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution VII.

Il en est ainsi décidé.

Le projet de résolution VII, tel qu'il a été amendé oralement, est adopté [résolution 1997 (LX)].

Les projets de décision 1, 2 et 3 sont adoptés [décisions 145 (LX), 146 (LX) et 147 (LX)].

Par 38 voix contre zéro, avec 9 abstentions, le projet de décision 4 est adopté [décision 148 (LX)].

Les projets de décision 5 et 6 sont adoptés [décisions 149 (LX) et 150 (LX)].

4. M. RIVAS (Colombie) déclare que sa délégation accueille favorablement le projet de résolution IV dont il faudra étudier les effets. Cette délégation déplore les violations des droits de l'homme commises au Chili et

estime que les décisions de ce type prises par l'Organisation des Nations Unies constituent un moyen de rétablir certaines valeurs enracinées dans l'histoire du Chili. En outre, elle se réjouit de ce que le Chili ait rétabli le contact avec le Groupe de travail spécial de la Commission des droits de l'homme.

5. M. LINDENBERG SETTE (Brésil) dit que sa délégation aurait voté contre les projets de décision 1 et 5 s'ils avaient été mis aux voix en séance plénière du Conseil.

6. M. FADHLI (Yémen démocratique) déclare que sa délégation aurait voté en faveur des projets de résolution I et IV si elle avait été présente lors du vote.

7. Mlle MATTESON (Etats-Unis d'Amérique) dit que sa délégation n'a pas participé au vote sur le projet de décision 4.

8. Mlle RICHTER (Argentine) dit que sa délégation maintient les réserves qu'elle avait déjà exprimées à l'égard des projets de décision, notamment au sujet du projet de décision 1.

9. Mlle BALOGUN (Nigéria) souligne qu'au paragraphe 8 du rapport (E/5821) on a omis d'inclure sa délégation dans la liste de celles qui ont voté en faveur de l'adoption du projet de résolution II au Comité social, parce que dans le compte rendu, il était indiqué qu'elle s'était abstenue. Or elle s'est abstenue de voter sur l'amendement mais non sur le projet de résolution dans son ensemble. En conséquence, le texte a été adopté par 29 voix — et non 28 — contre zéro.

10. Le PRÉSIDENT dit qu'il est trop tard pour apporter cette modification au texte du rapport. Le vote restera tel qu'il a été enregistré mais les observations de la représentante du Nigéria figureront dans le compte rendu de la présente séance.

11. M. DE FARIA (Portugal) déclare que sa délégation est en faveur du projet de résolution I mais maintient les réserves d'ordre juridique qu'elle a déjà exprimées au Comité social. Quant au projet de résolution V, elle estime qu'il devrait être appliqué à l'ensemble des travaux de la Commission et non uniquement à certains aspects de ces travaux.

12. Le PRÉSIDENT déclare que le Conseil a terminé l'examen du point 7.

POINT 6 DE L'ORDRE DU JOUR

Habitation, construction et planification
(E/5758, E/5797)

13. Le PRÉSIDENT propose au Conseil d'adopter le projet de décision recommandé par le Comité social au paragraphe 7 de son rapport (E/5797) sans le mettre aux voix.

Le projet de décision est adopté [décision 151 (LX)].

14. Le PRÉSIDENT déclare que le Conseil a terminé l'examen du point 6.

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR

Décennie des Nations Unies pour la femme, 1976-1985
(E/5772, E/5773, E/5822, E/NGO/44)

15. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à examiner les projets de résolution figurant au paragraphe 21 du rapport du Comité social (E/5822).

16. Mlle RICHTER (Argentine) déclare que, de l'avis de sa délégation, la notion de pays "géographiquement désavantagés", à l'alinéa a du paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution I est trop vague et elle propose, en guise de compromis, de la remplacer par la notion de pays "sans littoral ou insulaires".

17. Mlle BALOGUN (Nigéria) propose que les mots "géographiquement désavantagés" soient remplacés par l'expression "les pays en développement sans littoral et insulaires".

18. Mme MAIR (Jamaïque) propose de maintenir l'expression initiale "géographiquement désavantagés" car il s'agit d'une formule générale englobant les pays qui sont désavantagés parce qu'ils sont privés de littoral, ou parce qu'ils sont insulaires, ou pour toute autre raison.

19. De l'avis de Mlle RICHTER (Argentine), l'expression "géographiquement désavantagés" créerait une nouvelle catégorie de pays empruntée au droit de la mer, outre qu'elle est trop vague. L'expression que Mlle Richter a proposée constitue un compromis équitable.

20. Le PRÉSIDENT propose que le Conseil adopte les projets de résolution II et III et reporte l'examen du projet de résolution I à une date ultérieure, en attendant que l'on convienne d'un libellé.

Les projets de résolution II et III sont adoptés [résolutions 1998 (LX) et 1999 (LX)].

21. Mme MAIR (Jamaïque) déclare qu'à la suite de consultations entre les délégations de l'Argentine et du Nigéria et sa propre délégation il a été convenu de modifier la dernière partie de l'alinéa a du paragraphe 1 du projet de résolution I comme suit : "projets des pays en développement les moins avancés, sans littoral et insulaires. . .".

22. Le PRÉSIDENT dit que, s'il n'y a pas d'objection, il considérera que le Conseil souhaite adopter le projet de résolution I, tel qu'il vient d'être amendé, sans procéder à un vote.

Le projet de résolution I, tel qu'il a été amendé oralement, est adopté [résolution 2005 (LX)].

23. Le PRÉSIDENT déclare que le Conseil a terminé l'examen du point 9.

POINT 8 DE L'ORDRE DU JOUR

Stupéfiants (E/5769, E/5771, E/5820, E/NGO/42)

24. Le PRÉSIDENT, se référant au rapport du Comité social (E/5820), souligne que l'on a omis d'insérer la dernière phrase du paragraphe 12 qui se lit comme suit : "Le Comité a adopté le projet de décision proposé par le représentant de l'Argentine sans qu'il ait été mis aux voix". Au sujet du projet de résolution I, il fait observer que, dans la version anglaise, le premier alinéa du préambule devrait être rédigé comme suit : "*Having heard the statement of the President of the International Narcotics Control Board*".

25. S'il n'y a pas d'objection, il considérera que le Conseil souhaite adopter les projets de résolution I à V et le projet de décision figurant au paragraphe 21 du rapport du Comité social sans qu'ils soient mis aux voix, comme l'avait fait le Comité.

Les projets de résolution I à V et le projet de décision sont adoptés [résolutions 2000 (LX) à 2004 (LX) et décision 152 (LX)].

26. Le PRÉSIDENT déclare que le Conseil a achevé l'examen du point 8.

POINT 14 DE L'ORDRE DU JOUR

Elections (suite) [E/5770, E/5774, E/5775 et Corr.1
et 2 et Add.1 à 6, E/5776]CONSEIL D'ADMINISTRATION DU FONDS DES NATIONS
UNIES POUR L'ENFANCE (fin) [E/5770, par. 10, al. I]

27. Le PRÉSIDENT rappelle qu'il reste au Conseil à élire trois membres parmi les Etats d'Afrique pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} août 1976.

28. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) donne lecture des noms des candidats : Maroc, République-Unie de Tanzanie et République-Unie du Cameroun, dont la candidature est appuyée par le groupe des Etats d'Afrique, et Egypte.

Sur l'invitation du Président, M. Quintela Paixão (Portugal) et M. Stoforopoulos (Grèce) assument les fonctions de scrutateurs.

Il est procédé au vote au scrutin secret pour élire trois membres choisis parmi les Etats d'Afrique.

Bulletins déposés :	53
Bulletin nul :	0
Bulletins valables :	53
Majorité requise :	27
Nombre de voix obtenues :	
République-Unie de Tanzanie :	48
République-Unie du Cameroun :	39
Maroc :	35
Egypte :	32

Ayant obtenu la majorité requise, le Maroc, la République-Unie de Tanzanie et la République-Unie du Cameroun sont élus membres du Conseil

gouvernementales en un seul Office des Nations Unies pour le développement.

12. Enfin, la délégation japonaise appuie la recommandation tendant à établir de petits groupes de négociation, encore qu'il faille éviter d'institutionnaliser trop rigidelement cette procédure.

13. M. DUMAS (France) dit que le Conseil dispose, conformément au Chapitre IX de la Charte des Nations Unies, de pouvoirs étendus qu'il n'a peut-être pas toujours utilisés dans leur plénitude et que son autorité politique doit être à la hauteur de ses responsabilités. Le Conseil doit extraire des nombreux rapports qui lui sont soumis les éléments qui ont une incidence sur la marche du système tout entier et en faire la synthèse. Il ne doit pas hésiter à répercuter le fruit de ses réflexions sur ses organes subsidiaires, y compris les commissions régionales, mais aussi sur les diverses institutions spécialisées, et mobiliser ainsi les énergies autour d'idées maîtresses qui devraient être définies. La reprise de session de l'automne pourrait être l'occasion d'établir un programme de travail annuel autour de grands thèmes susceptibles de mobiliser la solidarité de la communauté internationale.

14. Les attributions du Conseil dans le domaine social, en particulier dans celui des droits de l'homme, ne sauraient être négligées. Il convient de souligner qu'avec l'entrée en vigueur des deux pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, les activités des Nations Unies dans ce domaine sont arrivées à un tournant. Leur application pose certains problèmes d'articulation avec les travaux de la Commission des droits de l'homme et le Conseil a encore à traiter de tout ce qui concerne le fonctionnement du Comité prévu par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques [résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale]. Exerçant ainsi un rôle moteur dans l'élaboration des politiques économiques et sociales au sein du système des Nations Unies, le Conseil doit être à même de veiller à leur mise en œuvre.

15. Son rôle de coordination n'est que l'un des aspects de ses fonctions, mais il n'en est pas moins essentiel et doit pouvoir se situer dans un cadre de références d'ensemble orienté vers l'action, accepté par tous les Etats Membres et les organismes du système des Nations Unies et susceptible de servir de fondement à une action de coordination active des politiques à moyen terme. La Stratégie internationale du développement a rempli ce rôle; mais, sur bien des points, l'évolution récente des relations économiques internationales a rendu certaines de ses dispositions périmées. Son adaptation aux réalités actuelles ou la mise au point dans ses grandes lignes d'une troisième Décennie des Nations Unies pour le développement donneraient au Conseil un programme d'ensemble de coopération économique internationale sur lequel il pourrait se fonder pour coordonner la multitude des organismes qui composent le système des Nations Unies. En l'absence d'un tel document de fond, la délégation française ne verrait guère quels pourraient être les effets réels de réformes de structures administratives, tant il est vrai que les questions de substance sont inséparables des questions institutionnelles.

16. Ces idées constituent, aux yeux de la délégation française, un préalable à l'action et doivent se traduire ensuite dans les plans et programmes de travail des différents organes. Toutefois, cette fonction mérite

d'être complétée au stade de l'exécution par la mise en place d'un mécanisme de contrôle et d'évaluation, tâche d'une ampleur telle qu'un certain pragmatisme s'impose. La délégation française ne croit pas en effet qu'il soit raisonnable, pour des raisons pratiques, de charger le Conseil de suivre dans le détail l'exécution de tous les plans mis en œuvre au sein de l'ONU. En revanche, il pourrait remplir cette fonction en procédant par sondage; il examinerait et évaluerait les efforts accomplis dans un secteur donné et bien délimité, à l'occasion de brèves sessions convoquées spécialement à cet effet.

17. Les organes subsidiaires sectoriels ou régionaux chargés de préparer les recommandations du Conseil se sont dans l'ensemble acquittés convenablement de leurs fonctions. Il s'agit moins de les abolir que d'explorer les moyens d'en faire des instruments plus efficaces au service du Conseil.

18. Toute tentative de réforme des organes sectoriels ne doit pas sous-estimer leur vocation essentiellement technique. Pour éviter la répétition de débats identiques devant deux instances différentes, il serait nécessaire d'examiner plus avant la meilleure façon d'établir un partage de responsabilités entre les organes subsidiaires et le Conseil lui-même.

19. A l'heure actuelle, les commissions techniques du Conseil entretiennent avec lui des relations verticales et à sens unique. Le Conseil se borne le plus souvent à entériner purement et simplement les recommandations. Il faudrait, pour remédier à cet état de choses, que le Conseil intervienne davantage dans le travail des organes subsidiaires pour leur imprimer une impulsion d'ensemble. Il pourrait attirer leur attention sur ce qui se fait au sein des institutions spécialisées dans les domaines qui relèvent de la compétence de chaque organe. De ce fait, leurs travaux présenteraient un caractère moins cloisonné.

20. On pourrait envisager également de tracer un partage des décisions entre le Conseil et ses organes. Par exemple, le Conseil se réserverait le soin d'examiner les incidences des recommandations des organes subsidiaires sur le programme et le droit de prendre lui-même les décisions d'ordre institutionnel qui pourraient en découler. La délégation française ne croit pas, en effet, qu'il soit bon de laisser à des experts techniques le soin de créer de nouveaux organes, tâche qui ne peut être conduite convenablement que par le Conseil en raison de sa position centrale et de la vision d'ensemble qui est la sienne au sein du système des Nations Unies.

21. Les commissions régionales, organisées selon des structures assez diverses dont certaines ont atteint un degré de complexité extrême, n'ont pas encore exercé d'importantes responsabilités fonctionnelles; néanmoins, le Conseil pourrait examiner la façon de les rendre beaucoup plus actives afin de rapprocher le système des Nations Unies des Etats Membres. Elles devraient tout d'abord servir d'interlocuteurs privilégiés aux pays de leur ressort. Afin d'harmoniser tous les organes existant au niveau des régions, il faudrait donner aux commissions régionales un rôle plus large leur permettant de coordonner les activités des Nations Unies dans les régions et faire prévaloir un esprit d'équipe. Elles devraient, dans leurs travaux, mettre de plus en plus l'accent sur la coopération sous-régionale entre pays possédant des affinités cul-

turelles, économiques et géographiques marquées. En outre, leur compétence devrait être élargie, à l'image de celle de la CESAP, pour ce qui est des problèmes sociaux du développement. Enfin, le Conseil devrait pouvoir intervenir plus directement dans leurs travaux en leur communiquant le résultat des délibérations de ses propres organes subsidiaires ou des autres organismes à caractère sectoriel du système des Nations Unies.

22. En définitive, pour la délégation française, l'essentiel paraît être de promouvoir, entre les organes situés au centre des Nations Unies et ceux qui travaillent à sa périphérie, un esprit de collaboration fondé sur un échange réciproque et continu d'informations.

23. M. VON RUCKTESCHELL (République fédérale d'Allemagne) remarque que, bien que les propositions en matière de restructuration soient toutes étroitement liées, il serait possible d'en appliquer certaines plus rapidement si le Conseil parvenait à un consensus.

24. De l'avis des neuf Etats membres de la CEE, le Conseil a jusqu'à présent rarement réussi à remplir le rôle qui lui est attribué par la Charte des Nations Unies et la délégation de la République fédérale d'Allemagne souhaite que soient appliquées rapidement et efficacement des solutions lui permettant de mieux accomplir ses tâches dans les secteurs économique et social. Tous les groupes et presque tous les participants au Comité spécial de la restructuration ont souscrit à la nécessité de renforcer le rôle du Conseil et ont formulé des propositions à cet égard, dont une proposition tendant à établir des recommandations pour les ordres du jour de l'Assemblée générale et du Conseil et à souligner les questions sur lesquelles ces organes devraient concentrer leurs efforts. Il serait possible d'amorcer cette division officieuse du travail à la soixante et unième session du Conseil, ce qui contribuerait déjà à le renforcer. On pourrait de même envisager une division du travail entre le Conseil et ses organes subsidiaires, avant d'examiner la question plus délicate de leur suppression ou de leur fusion. Il serait peut-être souhaitable de demander aux organes subsidiaires d'indiquer les problèmes qui, à leur avis, appellent une attention particulière et une discussion politique détaillée.

25. D'autres propositions utiles ont été avancées et la délégation de la République fédérale d'Allemagne est favorable par exemple à l'idée de tenir de courtes sessions portant sur des sujets précis. Le Conseil devrait agir à la présente session ou, à tout le moins, prier le Comité spécial d'axer ses efforts en priorité sur le renforcement du Conseil.

26. Le rôle élargi du CPC en matière d'examen et de révision des programmes des Nations Unies paraît satisfaisant à la délégation de la République fédérale d'Allemagne; on pourrait maintenir ce mandat jusqu'à ce que le Comité ait fait l'expérience de ses nouvelles fonctions.

27. M. PIRSON (Belgique) souhaite que le Conseil économique et social soit réactivé de façon à jouer le rôle que la Charte des Nations Unies lui a confié, rôle central dans la formulation et la mise en œuvre d'une politique globale, l'établissement de directives, la détermination des priorités pour l'ensemble du Conseil. A cette fin, il semble indispensable à la délégation belge d'associer plus étroitement les institutions et or-

ganismes du système à la détermination des objectifs d'ensemble.

28. Le processus de prise de décision doit faire une large place à la recherche de véritables consensus sur les matières contentieuses d'importance majeure et la Belgique envisage avec faveur le mécanisme de consultation et de conciliation recommandé par les experts, mécanisme dont l'objectif serait de rechercher l'accord sur des mesures précises relatives au développement et à la coopération économique internationale. La Belgique se prononce également en faveur de l'association des Etats non membres du Conseil aux travaux qui les intéressent avec tous les droits attachés à la qualité de membre, sauf le droit de vote, et du renforcement du rôle de la présidence et du secrétariat.

29. La recommandation, formulée au paragraphe 54 de son rapport par le groupe d'experts pour l'étude de la structure du système des Nations Unies, tendant à abolir la plupart des commissions et comités permanents du Conseil, pourrait, semble-t-il, se révéler bonne pour les organes subsidiaires du Conseil traitant de problèmes d'intérêt général; toutefois, il serait utile d'examiner cas par cas l'opportunité de maintenir les organes subsidiaires, et la Belgique appuie dès maintenant les vues des experts proposant le maintien des commissions régionales, de la Commission des stupéfiants, de la Commission des sociétés transnationales, de la Commission des droits de l'homme, de la Commission de la condition de la femme ainsi que du Comité de la planification du développement et du CPC.

30. En ce qui concerne le calendrier des réunions et le programme de travail du Conseil, la Belgique se prononce pour un programme organisé sur une base biennale, des séries de brèves sessions portant sur des sujets précis, l'idée d'un Conseil quasi permanent qui se prononcerait sur les conclusions des travaux des organes subsidiaires, sans répétition des débats; l'examen tous les deux ans des budgets-programmes biennaux et des plans à moyen terme de l'ensemble des organismes des Nations Unies; l'examen annuel des activités d'exécution du système, en particulier les activités d'assistance technique, avec pour objectif d'établir les principes directeurs généraux concernant les activités opérationnelles; enfin la tenue d'une session consacrée à la programmation et à la planification.

31. Par ailleurs, la délégation belge est prête à accepter le projet de résolution proposant de clarifier le mandat du CPC.

32. M. QADRUD-DIN (Pakistan), expliquant les éléments qui motivent la position des pays en développement en matière de restructuration, rappelle que c'est sur leur initiative que l'Assemblée générale, à sa vingt-neuvième session, a décidé de créer un Groupe d'experts pour l'étude de la structure des Nations Unies, la restructuration étant nécessaire selon ces pays, parce que les secteurs économique et social des Nations Unies n'ont pas subi de modifications profondes au cours des 30 dernières années et qu'il faut que les mécanismes soient en mesure d'appliquer les programmes adoptés par l'Assemblée générale. A sa septième session extraordinaire, l'Assemblée générale a décidé que la question de la restructuration devait être examinée plus en détail et a créé le Comité spécial

de la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies. Le Groupe des Soixante-Dix-Sept a présenté à ce comité des propositions concrètes qui pourraient servir de fondement à une restructuration du système des Nations Unies. S'agissant du Conseil économique et social, il a formulé, entre autres, une proposition visant à réduire le nombre des organes subsidiaires; en effet, les délégations des pays en développement n'ont pas des effectifs suffisants pour participer aux travaux de tous ces organes. Cette question est liée à la manière dont le Conseil s'acquitte de son mandat. S'il réduit le nombre de ses organes subsidiaires, le Conseil pourra traiter directement de nombreux problèmes et consacrer ses sessions à des sujets précis. Dans le cas contraire, il faudra maintenir le système actuel qui prévoit que les organes subsidiaires examinent en détail les problèmes et que le Conseil adopte une attitude plus générale.

33. S'agissant du Secrétariat de l'ONU, le Groupe des Soixante-Dix-Sept a présenté une proposition tendant à le restructurer pour qu'il fournisse un appui au Conseil; on pourrait, par exemple, créer un service global interdisciplinaire qui aiderait le Conseil dans la formulation de ses politiques.

34. M. Qadrud-Din suggère que les Etats attendent, comme ils en ont tous manifesté l'intention jusqu'à ce jour, l'issue des travaux du Comité spécial, seul forum où doivent être débattues toutes les questions relatives à la restructuration, avant de se prononcer sur cette question et qu'ils ne distraient pas leur attention de la tâche essentielle qui s'y accomplit, faute de quoi la confusion sera encore plus grande. Compte tenu du fait que les travaux relatifs à la restructuration risquent de prendre plus de temps que prévu, il est vraisemblable qu'il faudra reporter à la reprise de la soixante et unième session ou à la soixante-deuxième session toute décision en la matière. Le Pakistan propose donc (Document de travail n° 1) que le Conseil, au stade actuel, décide de reporter l'examen des accords avec les institutions spécialisées, ainsi que l'examen du mandat de ses organes subsidiaires à la reprise de sa soixante et unième session ou à sa soixante-deuxième session et qu'il demande au Secrétariat de lui présenter des projets de règlement intérieur révisé de façon à harmoniser les règlements intérieurs de ses organes subsidiaires avec son nouveau règlement intérieur. Le Conseil devrait aussi décider que ses organes subsidiaires choisiront un nombre limité de questions de fond pour lesquelles des comptes rendus analytiques seront établis.

35. Mlle RICHTER (Argentine) dit que sa délégation appuie sans réserve le projet de décision officieux sur la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies, en particulier l'alinéa b de ce projet. La délégation argentine considère en effet qu'avant de prendre des décisions qui revêtent une si grande importance pour ses travaux futurs, le Conseil doit se donner le temps de réfléchir et avoir la possibilité de tenir pleinement compte des travaux actuellement en cours au sein du Comité spécial.

36. Mlle Richter espère que le projet de décision sera adopté à l'unanimité et elle profite de cette occasion pour réaffirmer le soutien de sa délégation au Comité spécial sur lequel reposent tant d'espairs. L'objectif de la restructuration des secteurs économique et social

est en effet de permettre au système des Nations Unies d'apporter une plus grande contribution au développement, pas seulement dans le domaine économique, mais aussi dans celui de la mise en valeur des ressources humaines, afin que la grande majorité de la population du globe, pour qui le développement n'est encore qu'un mot, voie ses espérances se réaliser et que chaque être humain puisse vivre dans la dignité.

37. M. STOFOROPOULOS (Grèce), présentant au nom de sa délégation et de la délégation pakistanaise le projet de résolution E/L.1725, dit que le projet lui-même a pour objet de rappeler que le Conseil est conscient du fait que les secteurs économique et social sont actuellement examinés par le Comité spécial et que le mandat proposé pour le CPC devra être révisé à la lumière des recommandations du Comité spécial. L'expression "selon que de besoin" figurant au paragraphe 2 du dispositif a été insérée pour tenir compte des vues exprimées lors des consultations et signifie notamment que, en révisant le mandat du Comité, le Conseil devra prendre en considération non seulement l'évolution intervenue dans le cadre de l'opération de restructuration mais aussi le rapport du CPC lui-même.

38. Pour ce qui est du texte du mandat du CPC, il a été essentiellement établi à partir d'extraits repris *in extenso* de résolutions adoptées par l'Assemblée générale et le Conseil économique et social à ce sujet.

39. Avant de conclure, le représentant de la Grèce signale quelques légères modifications à apporter au texte du projet de résolution. Au paragraphe 1 du dispositif, il convient de supprimer le mot "suivant" et d'ajouter à la fin de la phrase l'expression "qui est joint en annexe à la présente résolution". Au paragraphe 2 du dispositif, l'expression "en outre" doit être supprimée. Entre ce dernier paragraphe et le texte relatif au mandat, il convient de rajouter, au milieu de la ligne, le mot "Annexe" et, au-dessous, le titre suivant : "Mandat du Comité du programme et de la coordination". M. Stoforopoulos se demande également s'il ne conviendrait pas de revoir la traduction française de l'expression "*off-budget years*" qui lui semble inexacte.

M. Šmíd (Tchécoslovaquie) prend la présidence.

40. M. DRISS (Tunisie) remercie les délégations grecque et pakistanaise d'avoir présenté un texte sur un problème qui retient depuis longtemps l'attention du Conseil. Ce texte mérite d'être étudié d'une manière approfondie et, aussi grand que soit son mérite, il ne faut pas prendre de décision hâtive à son sujet.

41. M. Driss souhaiterait appeler l'attention des auteurs du projet sur un passage du texte qui demandera à être reformulé de façon à ne pas dépouiller l'Assemblée générale de certaines de ses prérogatives. En effet, il est dit dans le paragraphe concernant la composition du Comité que c'est le Conseil économique et social qui en désigne les membres, lesquels sont ensuite élus par l'Assemblée générale. Or, si le Conseil désigne des membres, ils n'ont plus à être élus par l'Assemblée générale.

42. Il est regrettable que, dans le cadre de la restructuration, on mette l'accent sur les échecs du Conseil et que l'on néglige ses réalisations, qui ont pourtant été nombreuses au cours de ces dernières années. Si le Conseil n'a pas joué un rôle plus important dans le

domaine de l'instauration d'un nouvel ordre économique international et dans celui de l'énergie, c'est parce que les gouvernements des Etats qui le composent n'ont pas fait preuve de la volonté politique nécessaire et qu'ils ont sans doute préféré que le Conseil s'en tienne à son travail routinier. On peut se demander, par exemple, pourquoi les grands responsables de l'économie et des questions sociales ne viennent pas participer aux sessions du Conseil pour y exposer leurs vues. Jusqu'ici, la participation des chefs de secrétariat des institutions spécialisées s'est révélée fructueuse et il faudra s'efforcer à l'avenir de les associer encore plus étroitement aux travaux du Conseil.

43. Tant que les gouvernements ne feront pas preuve de la volonté politique nécessaire pour faire du Conseil économique et social l'organe central du système des Nations Unies, il est vain d'espérer que le système puisse être réorganisé de façon radicale.

44. M. BENHOCINE (Algérie) souligne que, si la délégation algérienne n'a pas pris la parole au cours du débat, ce n'est pas parce qu'elle se désintéresse de la question de la restructuration, mais plutôt parce qu'elle pense qu'à ce stade des délibérations cette question devrait être examinée au sein du Comité spécial créé à cet effet par l'Assemblée générale et où le Groupe des Soixante-Dix-Sept a déjà formulé un certain nombre de propositions, certaines d'entre elles concernant le Conseil économique et social.

M. Aké (Côte d'Ivoire) reprend la présidence.

45. Mme DERRÉ (France) remercie les délégations grecque et pakistanaise d'avoir présenté un projet de résolution (E/L.1725) sur un sujet si important. Elle est d'avis toutefois que ce texte a besoin d'être remanié car il comporte un certain nombre d'ambiguïtés qui demandent à être levées. Il est trop vague par exemple de dire que "le Comité agira en tant que principal organe du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale" sans préciser les domaines qui relèveront de sa compétence ni déterminer les questions pour lesquelles il devra faire rapport au Conseil économique et social et celles dont il devra saisir l'Assemblée générale. Par ailleurs, il est dit dans l'annexe du projet (sous-alinéa i de l'alinéa a du paragraphe 1) que "lors de l'examen du plan à moyen terme, le Comité examinera, compte tenu de ses incidences financières, la totalité du programme de travail établi par le Secrétaire général"; mais qu'entend-on par l'expression "compte tenu de ses incidences financières"? Cela veut-il dire que le Comité va jouer le rôle de la Cinquième Commission?

46. Pour toutes ces raisons, Mme Derré pense qu'il serait plus sage de laisser le CPC continuer de travailler comme il est en train de le faire actuellement en lui demandant toutefois de tenir compte des grandes lignes du mandat contenu dans le projet de résolution et d'attendre une autre session du Conseil pour prendre une décision sur cette question à la lumière de l'expérience acquise.

47. M. QADRUD-DIN (Pakistan) souscrit entièrement aux vues exprimées par la représentante de la France et souligne que les auteurs du projet sont conscients des ambiguïtés dont elle a fait état. C'est pour cette raison qu'il est précisé dans le projet que le mandat sera réexaminé à la lumière des recommandations du Comité spécial de la restructuration.

48. Le mandat proposé ici pour le CPC ne contient aucune disposition nouvelle. Il ne fait que reprendre mot pour mot les dispositions existantes adoptées à ce sujet par le Conseil économique et social. Ce document n'est pas parfait et il demandera à être amélioré au fur et à mesure qu'avanceront les travaux sur la restructuration. Toutefois, il a semblé utile à ce stade de l'établir pour que les délégations puissent disposer d'un document de référence au cours de leurs délibérations, et ses auteurs espèrent que le Conseil l'adoptera.

49. M. HART (Australie) souscrit aux vues exprimées par le Pakistan et appuie le projet de résolution tel qu'il est formulé actuellement. Il est important de ne pas perdre de vue que la restructuration est un processus dynamique et non statique et de ne considérer l'adoption de cette résolution que comme une étape préliminaire de ce processus. Cette résolution permettra de se faire une idée précise du mandat du Comité même si certains éléments demandent encore à être clarifiés, ce qui pourra être fait avec le temps.

50. M. TREVIÑO (Mexique) se félicite qu'un tel projet de résolution ait été présenté à ce stade des débats et est prêt à l'appuyer sans réserve en vue de son adoption immédiate.

51. M. VON RUCKTESCHELL (République fédérale d'Allemagne) remercie le représentant de la Grèce des explications qu'il a données en présentant le projet de résolution et se félicite que des délégations aient pris l'initiative d'établir un tel texte, qui permet de disposer d'une vue d'ensemble des dispositions déjà prises par les organes délibérants à propos du mandat du Comité. Tout en étant disposé à se joindre à son adoption par consensus, le représentant de la République fédérale d'Allemagne se demande toutefois s'il est nécessaire d'adopter ce projet puisqu'il y est précisé que le mandat du Comité sera réexaminé. Est-il vraiment nécessaire de prendre une décision en sachant, dès le départ, que cette décision sera modifiée?

52. Mlle BALOGUN (Nigéria) dit que sa délégation souhaite apporter son appui au projet de résolution et demande à la délégation du Pakistan s'il ne conviendrait pas de modifier dès maintenant le projet de résolution de façon à tenir compte des critiques qui ont été faites à propos de certains de ses passages. Il suffirait d'apporter quelques légères modifications pour que l'adoption du projet de résolution soit facilitée et pour permettre ainsi aux travaux du Conseil de progresser.

53. M. STOFORPOULOS (Grèce) suggère, pour tenir compte des observations du représentant de la Tunisie, de remplacer le mot "désignés" par le mot "proposés" dans le texte français du dernier paragraphe de la page 3.

54. M. QADRUD-DIN (Pakistan) remercie la représentante du Nigéria de sa suggestion. Il souligne toutefois que le projet de résolution ne pourra vraisemblablement pas être adopté par consensus s'il contient des éléments nouveaux ou prêtant à controverse.

55. Mme DERRÉ (France) précise que sa délégation n'est pas opposée au projet de résolution; elle aimerait simplement le polir un peu.

56. Il semble que le Conseil ait oublié que le CPC avait à l'origine un mandat très étendu; il est regrettable que le Conseil ne dispose pas du texte de ce mandat qui contient d'excellents éléments. Peut-être pourrait-on demander au CPC son avis sur la révision de son mandat. D'autre part, il serait peut-être bon de préciser dans le projet à quelle date on envisage de réexaminer le mandat du Comité. De toute façon, il convient de souligner que cet organe travaille déjà fort bien, même s'il ne dispose pas d'un mandat bien défini.

57. M. DRISS (Tunisie) dit que la répartition géographique prévue à la fin de l'annexe lui paraît discutable; d'autre part, il y a un élément nouveau dans le projet de résolution, puisqu'on prévoit que le Comité aura 21 membres. La délégation tunisienne s'abstiendra donc lors du vote.

58. Mlle BALOGUN (Nigéria) estime que la première phrase du paragraphe 2 est beaucoup trop vague, puisqu'elle prévoit que le CPC aidera le Conseil à coordonner les activités entreprises au sein du système des Nations Unies. Or, certaines de ces activités ne relèvent pas de la compétence du Conseil. Il convient donc de préciser et d'ajouter à la fin de la phrase les mots suivants : "dans la mesure où elles ont trait aux travaux du Conseil".

59. Il semble de même que la première phrase figurant sous le titre "Fonctions" à la première page n'est pas très claire.

60. Mlle GARCIA DONOSO (Equateur) appuie le projet de résolution, qui présente une utilité pratique indubitable dans la mesure où il regroupe en un seul document des éléments jusqu'alors éparpillés.

61. M. QADRUD-DIN (Pakistan) dit à l'intention de la représentante de la France qu'il serait difficile de préciser la date à laquelle sera réexaminé le mandat du CPC. On pourrait tout au plus prévoir que le Conseil réexaminera ce mandat dès qu'il sera saisi du rapport du Comité spécial de la restructuration puisqu'il doit tenir compte des recommandations de celui-ci.

62. A l'intention de la représentante du Nigéria, M. Qadrud-Din rappelle que le texte du projet de résolution ne fait que regrouper des textes existant déjà. La délégation pakistanaise pour sa part n'est pas nécessairement parfaitement satisfaite de ce texte et elle reconnaît le bien-fondé de l'amendement du Nigéria, mais elle estime que ce n'est pas le moment d'ajouter des éléments nouveaux au mandat du CPC. Cela pourra être fait au moment où le mandat sera réexaminé.

63. Mlle BALOGUN (Nigéria) ne comprend pas très bien pourquoi son amendement serait irrecevable dans la mesure où il n'apporte rien de nouveau et ne change pas le fond de la question.

64. Le PRÉSIDENT suggère que les auteurs du projet de résolution et les délégations intéressées se consultent sur la mise au point d'un texte définitif.

La séance est levée à 18 h 20.

2005^e séance

Vendredi 14 mai 1976, à 11 h 15.

Président : M. Siméon AKE (Côte d'Ivoire).

E/SR.2005

POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR

Restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies (fin) [E/5453/Rev.1 et Add.1, E/5476 et Add.1 à 3, Add.3/Corr.1 et Add.4 à 13, E/5524 et Add.1 à 4, Add.4/Corr.1 et Add.5, E/5633, E/5753, annexe; E/5792, E/L.1724, E/L.1725, E/NGO/43, E/NGO/45 et Add.1]

1. M. MARSHALL (Royaume-Uni), présentant le projet de décision E/L.1724, déclare qu'un certain nombre de délégations se sont réunies après la séance précédente, afin d'étudier le type de projet de décision que devrait adopter le Conseil sur le point de l'ordre du jour à l'examen. Ces délégations ont pris pour base de discussion le document de travail n° 1 et se sont efforcées d'y apporter le minimum d'adjonctions pour permettre au Conseil de s'acquitter de la tâche qui lui a été confiée par les résolutions 3341 (XXIX) et 3362 (S-VII) de l'Assemblée générale. Elles ont également tenu compte du fait que le Comité spécial de la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies a déjà entamé ses travaux et doit tenir une prochaine session en juin, sur laquelle il fera rapport au Conseil à la reprise de sa soixante et unième session. Le plus simple, en l'occurrence, est

donc que le Conseil examine les termes du rapport qui lui est demandé sur la résolution 3341 (XXIX) de l'Assemblée générale à la reprise de sa soixante et unième session, lorsqu'il étudiera le rapport du Comité spécial. La documentation soumise au Conseil au titre du point 5 de son ordre du jour présente un intérêt pour les travaux du Comité spécial et peut donc lui être utilement et pertinemment transmise. Les alinéas *a* et *b* du projet de décision contiennent d'ailleurs des dispositions à cet effet. Les alinéas *c*, *d* et *e* sont pour l'essentiel identiques aux alinéas *a*, *c* et *d* du document de travail n° 1, sauf quelques modifications mineures. Par exemple, la référence à la soixante-deuxième session du Conseil, à l'alinéa *d* du document de travail n° 1, a été remplacée par les mots "le plus tôt possible en 1977"; l'alinéa *c* du projet de décision fait également mention des délibérations de l'Assemblée générale à sa trente et unième session, dont le Conseil souhaitera certainement s'inspirer. L'alinéa *d* du projet de décision proposé par le Royaume-Uni indique par ailleurs que l'examen du règlement intérieur devra avoir lieu à la session d'organisation pour 1977 et non pas à la soixante-deuxième session, comme le prévoit l'alinéa *c* du document de travail n° 1. L'alinéa *e* du projet de

décision est identique à l'alinéa *d* du document de travail n° 1.

2. Mlle BALOGUN (Nigéria) indique que plusieurs délégations intéressées, y compris la délégation nigériane, ont tenu des consultations officielles sur le projet de résolution E/L.1725 et décidé de demander que les mots "selon que de besoin", figurant au paragraphe 2 du dispositif, soient supprimés et que la phrase introductive du paragraphe 2 de l'annexe au projet de résolution soit modifiée comme suit : "Aider le Conseil économique et social à s'acquitter de ses fonctions de coordination au sein du système des Nations Unies". Par ailleurs, à la page 3 de l'annexe, les mots "ci-après" ainsi que les cinq lignes suivantes décrivant la répartition géographique au sein du CPC devraient être supprimés, car aucune décision d'un organe délibérant ne règle la répartition géographique actuelle.

3. M. DRISS (Tunisie) indique que la délégation tunisienne peut accepter le texte du document E/L.1725 avec les amendements proposés par la représentante du Nigéria.

4. M. NSUBUGA (Ouganda) appuie les amendements nigériens.

5. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) déclare que, si l'on adopte l'amendement de la première phrase du paragraphe 2 de l'annexe proposé par le Nigéria, il serait souhaitable de remplacer, dans la deuxième phrase, les mots "s'acquitter de cette fonction" par les mots "s'acquitter de ces responsabilités", afin d'éviter la répétition des mêmes mots dans les deux phrases.

6. M. QADRUD-DIN (Pakistan) déclare que la délégation pakistanaise n'a aucune difficulté à accepter les amendements nigériens. Si la répartition géographique énoncée à la page 3 de l'annexe n'est pas fondée sur une décision d'un organe délibérant et si tout le monde est d'accord pour considérer qu'il est préférable de ne pas en préciser le détail, la délégation pakistanaise pourrait accepter la suppression proposée par le Nigéria. Cela dit, il serait tout de même souhaitable qu'une décision soit prise à un stade ultérieur pour fixer la répartition géographique précise des sièges au CPC. Les auteurs du projet de résolution acceptent les autres amendements proposés, y compris l'amendement au paragraphe 2 du dispositif, plus essentiel en fait que les autres.

7. M. OLIVERI LOPEZ (Argentine) appuie les observations du représentant du Pakistan. Si, toutefois, la répartition géographique des sièges au CPC ne repose pas sur des dispositions expresses, il pourrait être sage de prendre une décision dès maintenant pour lui donner une base légale solide. Si la délégation nigériane insiste pour que soit supprimé, comme elle l'a proposé, l'énoncé de la répartition géographique qui figure à l'annexe, la délégation argentine se joindra à l'opinion générale du Conseil.

8. M. TREVIÑO (Mexique) donne son accord au projet de résolution ainsi qu'aux amendements proposés et demande que ceux-ci soient adoptés pour apporter une nouvelle contribution au processus de restructuration en cours.

9. M. STOFOROPOULOS (Grèce) accepte les amendements nigériens et propose que le projet de résolution modifié soit adopté par consensus.

10. M. VON RUCKTESCHELL (République fédérale d'Allemagne) déclare que sa délégation pourrait accepter la suppression des mots "selon que de besoin", qui figurent au paragraphe 2 du dispositif, à condition qu'il soit bien entendu que le réexamen du mandat du CPC s'effectue non seulement à la lumière des recommandations du Comité spécial, mais également en tenant compte des travaux et des réalisations du CPC.

11. Comme la question du fondement juridique de la répartition géographique indiquée dans le document E/L.1725 a été soulevée, M. von Ruckteschell aimerait que le secrétaire du Conseil indique également quels sont les textes des organes délibérants sur lesquels reposent les autres dispositions du document.

12. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) indique que le nombre des membres du CPC a été fixé par la résolution 1472 (XLVIII) du Conseil économique et social; que le mode d'élection des membres a été récemment remanié par la résolution 3392 (XXX) de l'Assemblée générale, que le Conseil a entérinée dans sa décision 139 (ORG-76) du 15 janvier 1976; que la répartition géographique des sièges a, en fait, été définie par la résolution 1472 (XLVIII) du Conseil.

13. M. AMIRDJANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que sa délégation n'a aucune objection à faire aux amendements proposés, mais souhaite insister sur la nécessité de maintenir et de garantir le principe de la répartition géographique équitable dans la version finale du projet de résolution.

14. M. BAKER (Etats-Unis d'Amérique) déclare que sa délégation est disposée à adopter le projet de résolution, à condition qu'il soit bien entendu que la décision du Conseil ne porte pas sur la teneur du mandat du CPC, mais sur l'unification des textes qui le définissent actuellement. Puisqu'il existe des dispositions régissant la répartition géographique des sièges au CPC, il est préférable de ne pas revenir sur cette question pour le moment. Le Conseil devrait plutôt prendre une décision lui permettant d'en traiter plus efficacement à une date ultérieure.

15. M. QADRUD-DIN (Pakistan) note que, d'après les renseignements qui viennent d'être fournis par le secrétaire, la répartition géographique des sièges telle qu'elle est énoncée dans le projet de résolution est effectivement fondée sur la décision d'un organe délibérant. Puisque le Conseil s'occupe pour le moment de regrouper les dispositions existantes, M. Qadrud-Din suggère que la représentante du Nigéria reconsidère sa proposition de supprimer les dispositions de l'annexe relatives à cette question.

16. Le PRÉSIDENT fait observer que la proposition nigériane tient compte de l'observation faite par le représentant de la Tunisie à la séance précédente, selon laquelle la composition actuelle du Comité est inéquitable. Une autre solution consisterait à attribuer aux Etats d'Afrique un siège supplémentaire au sein du CPC, ce qui porterait le nombre de ses membres à 22.

17. Mlle BALOGUN (Nigéria) dit que sa délégation n'a pas d'objection fondamentale à l'égard de la suggestion que vient de faire le Président. Il serait cependant préférable que la question de la répartition géographique soit tranchée au sein du CPC lui-même.

C'est pourquoi la délégation nigériane a suggéré de supprimer tous les détails concernant la répartition effective des sièges entre les groupes régionaux. Toutefois, si le Conseil souhaite attribuer aux Etats d'Afrique deux sièges supplémentaires au sein du CPC, la délégation nigériane pourra souscrire à cette mesure, les arrangements en vigueur, en vertu desquels les 46 Etats d'Afrique ne disposent que de cinq sièges, étant de fait inéquitables.

18. M. DRISS (Tunisie) dit que la solution la plus pratique consisterait à laisser de côté les détails concernant la répartition géographique des sièges au CPC, à propos de laquelle sa délégation a des réserves. Le Conseil ne peut espérer trouver une solution à la présente séance et doit donc reporter l'examen du problème. La délégation tunisienne pourrait cependant appuyer la proposition tendant à attribuer un siège supplémentaire aux Etats d'Afrique si un consensus se dégage en ce sens.

19. M. QADRUD-DIN (Pakistan) dit que sa délégation n'a aucune difficulté à accepter la suggestion tendant à ce que le Conseil décide d'accroître le nombre des sièges attribués aux Etats d'Afrique au sein du CPC. Toutefois, comme le Conseil ne fait que regrouper des décisions qui ont déjà été adoptées par consensus, il serait normal que le projet de résolution E/L.1725 soit lui aussi adopté par consensus et que, conformément à la pratique établie, les délégations soient autorisées à formuler les réserves qu'elles auraient à propos de tel ou tel aspect du projet de résolution que le Conseil examinerait ultérieurement à une date appropriée.

20. Le PRÉSIDENT fait observer que, si les dispositions du projet de résolution E/L.1725 soulèvent des réserves de la part d'un groupe d'Etats, il serait sans doute préférable, à condition que le Conseil soit habilité à ce faire, de prendre dès à présent une décision sur la composition du CPC.

21. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) dit que le Conseil peut bien entendu prendre toute décision qu'il juge utile à propos de la composition du CPC, puisque rien n'empêche un organe délibérant en train d'unifier ou de codifier des textes existants de prendre dans le même temps une décision de cet ordre. Au cas où le Conseil agirait dans ce sens, les dispositions du paragraphe 2 du dispositif seraient modifiées en conséquence.

22. Les représentants de l'Argentine, de la Grèce et du Pakistan ont droit à des éclaircissements sur le point de savoir si la répartition actuelle des sièges au CPC se fonde sur un texte d'un organe délibérant. Lorsqu'il a établi, il y a quelque temps, les documents E/5493 et E/5752, le Secrétariat a, par inadvertance, omis de signaler les dispositions pertinentes qui avaient été adoptées il y a longtemps. Mais, depuis, la question de savoir s'il existe un texte a été soulevée au Conseil et, en vérifiant de nouveau les sources, le Secrétariat a retrouvé les dispositions de la résolution qui lui avaient échappé.

23. M. BAKER (Etats-Unis d'Amérique) souligne que sa délégation est disposée à accepter que soient unifiés les textes des organes délibérants dans lesquels est défini le mandat du CPC. Cela n'implique cependant pas qu'elle approuve telle ou telle proposition portant sur les modalités de fonctionnement du CPC.

Le mandat du Comité sera réexaminé à une date ultérieure, peut-être au sein du Comité spécial, et la délégation des Etats-Unis n'est donc pas disposée, pour le moment, à entreprendre l'étude de questions précises, notamment de la répartition géographique des sièges.

24. M. SAUNDERS (Jamaïque) dit que si le Conseil ne fait qu'unifier les textes existants des organes délibérants dans lesquels est défini le mandat du CPC et si la répartition actuelle des sièges au sein de cet organe repose sur des textes en vigueur, la délégation jamaïcaine n'a pas d'objections à faire figurer le détail de cette répartition dans le projet de résolution à l'étude. D'un autre côté, elle ne voit pas pourquoi le Conseil ne pourrait pas décider, séparément, de modifier la répartition des sièges au sein du Comité; elle n'a pas non plus d'objections à ce qu'un siège supplémentaire soit attribué aux Etats d'Afrique.

25. Le PRÉSIDENT demande aux membres du Conseil s'ils accepteraient d'augmenter le nombre de sièges attribués aux Etats d'Afrique au sein du CPC.

26. M. AMIRDIVANI (Iran) pense que, si l'on augmente le nombre des sièges attribués aux Etats d'Afrique, on devrait augmenter également le nombre des sièges attribués aux Etats d'Asie.

27. Le PRÉSIDENT suggère que le projet de résolution soit adopté sous sa forme actuelle et que la question de la répartition géographique équitable soit discutée à une session ultérieure du Conseil.

28. Mlle BALOGUN (Nigéria) propose de modifier comme suit le paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution : "*Décide* de réexaminer ce mandat, y compris la composition, fondée sur une répartition géographique équitable, du Comité du programme et de la coordination, à la lumière des recommandations du Comité spécial de la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies". Le texte relatif au mandat du CPC, figurant dans l'annexe au document E/L.1725, serait ainsi acceptable.

29. M. QADRUD-DIN (Pakistan) dit que l'amendement nigérian est acceptable. Toutefois, il conviendrait de remplacer, dans le nouveau texte proposé pour le paragraphe 2, les mots "y compris la composition, fondée sur une répartition géographique équitable, du Comité du programme et de la coordination" par les mots "y compris la composition".

30. Mlle BALOGUN (Nigéria) dit qu'il est souhaitable, pour plus de clarté, de faire mention de la "répartition géographique équitable".

31. M. MWANGAGUHUNGA (Ouganda) estime lui aussi qu'il est souhaitable d'insérer une référence à la répartition géographique équitable. Le compte rendu analytique montrera que des réserves ont été émises à ce propos.

32. M. STOFORPOULOS (Grèce) déclare qu'en principe il appuie vivement la proposition tendant à réexaminer aussi la composition du CPC.

33. M. BENHOCINE (Algérie) appuie l'amendement que vient de présenter la représentante du Nigéria, car il reflète la préoccupation des Etats d'Afrique en ce qui concerne la question de la représentation.

34. M. HART (Australie) dit qu'il préférerait le texte plus concis présenté par le représentant du Pakistan, mais qu'il est prêt à accepter la version nigériane. Il suggère cependant de remplacer, dans le nouveau texte proposé pour le paragraphe 2, les mots "Comité du programme et de la coordination" par le mot "Comité".

35. M. TREVIÑO (Mexique) suggère que, pour éviter toute perte de temps, le projet de résolution, tel qu'il a été amendé, soit adopté immédiatement.

36. M. WILSON (Libéria) et M. OLIVERI LOPEZ (Argentine) déclarent que leurs délégations acceptent l'amendement nigérian.

37. Le PRÉSIDENT dit que, s'il n'entend pas d'objection, il considérera que le Conseil désire adopter le projet de résolution E/L.1725, tel qu'il a été amendé par la représentante du Nigéria et par le secrétaire du Conseil, sans procéder à un vote.

Le projet de résolution, tel qu'il a été amendé oralement, est adopté [résolution 2008 (LX)].

38. M. QADRUD-DIN (Pakistan) déclare que sa délégation appuiera le projet de décision E/L.1724 à condition que, conformément à l'alinéa b, le Conseil examine le rapport du Comité spécial de la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies avant de se prononcer sur les termes du rapport sur la rationalisation des travaux du Conseil, demandé par l'Assemblée générale dans sa résolution 3341 (XXIX).

39. M. DRISS (Tunisie) et M. STOFORPOULOS (Grèce) estiment que le projet de décision est acceptable.

40. Mlle BALOGUN (Nigéria) déclare que sa délégation n'a aucune objection à formuler en ce qui concerne le projet de décision, mais propose que, à l'alinéa c, les mots "si possible" soient ajoutés avant les mots "en 1977".

41. M. TREVIÑO (Mexique) déclare que l'alinéa c devrait stipuler que l'examen devra être effectué au plus tard à la soixante-deuxième session du Conseil; il est en effet important de fixer une date précise.

42. M. MWANGAGUHUNGA (Ouganda) considère que le projet de décision est acceptable. Se référant à l'alinéa b, il appuie l'opinion du représentant du Pakistan. A propos de l'alinéa c, il pense que l'examen devrait être effectué au plus tard en 1977.

43. M. MARSHALL (Royaume-Uni) déclare que le texte du document E/L.1724 prévoit la souplesse et la rapidité d'action nécessaires. Un examen effectué en 1977 ne doit pas nécessairement être l'examen final et définitif.

44. Mlle BALOGUN (Nigéria), se référant à l'alinéa c, déclare que, si l'inclusion des mots "si possible" n'est pas acceptable, les mots "en 1977" devraient être supprimés.

45. M. DRISS (Tunisie) propose que, à l'alinéa c, les mots "en 1977" soient remplacés par les mots "si possible au début de 1977".

46. M. TREVIÑO (Mexique) estime que l'alinéa c doit préciser que l'examen sera effectué soit en 1977, soit à la soixante-deuxième session du Conseil. Il est important de fixer une date.

47. M. QADRUD-DIN (Pakistan) reconnaît qu'il est essentiel de fixer une date. Il préférerait la soixante-deuxième session du Conseil.

48. M. OLIVERI LOPEZ (Argentine) demande à la représentante du Nigéria de retirer son amendement et propose de conserver tel quel l'alinéa c, puisque tout retard ne ferait qu'entraîner des frais supplémentaires.

49. M. MARSHALL (Royaume-Uni) suggère que le texte existant soit maintenu, mais que l'on tienne compte des observations faites au cours de la séance et au cours des discussions qui se tiendront au sein du Comité spécial de la restructuration.

50. Le PRÉSIDENT propose que le texte existant soit adopté et que les réserves qui ont été formulées soient consignées dans le compte rendu.

51. M. TREVIÑO (Mexique), appuyé par M. MARSHALL (Royaume-Uni), propose qu'à l'alinéa c les mots "de préférence à la soixante-deuxième session du Conseil" soient ajoutés après les mots "en 1977".

52. Mlle BALOGUN (Nigéria) déclare qu'elle peut accepter l'amendement proposé par le représentant du Mexique.

53. M. SCHUPPUS (Togo) appuie le Président, qui a proposé que le texte du projet de décision E/L.1724 soit adopté, étant entendu que les observations qui ont été faites à son sujet apparaissent dans le compte rendu de séance.

Le projet de décision est adopté [décision 153 (LX)].

54. M. TREVIÑO (Mexique) déclare que sa délégation se fait un devoir de coopérer au maximum aux travaux du Conseil, mais trouve étrange la procédure en vertu de laquelle un amendement qui a déjà été accepté par tous les membres du Conseil n'est pas inclus dans le projet de décision, mais simplement consigné dans le compte rendu de la séance.

55. Le PRÉSIDENT déclare que le Conseil a ainsi terminé l'examen de ce point.

POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR

Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation (*fin**) [E/5795, E/5798, E/L.1706]

56. Le PRÉSIDENT déclare que, en l'absence d'objection, il considérera que le Conseil souhaite adopter le projet de décision figurant au paragraphe 2 du rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales (E/5798), relatif à des demandes de statut consultatif et de reclassement.

Le projet de décision est adopté [décision 154 (LX)].

57. Le PRÉSIDENT attire l'attention des membres du Conseil sur la note (E/L.1706) relative aux réunions communes du CAC et du CPC.

58. M. STOFORPOULOS (Grèce) demande si la procédure visant au renforcement de la coopération entre le CAC et le CPC sera examinée lors des réunions communes.

59. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) répond que cette question sera examinée lors des réunions communes.

* Reprise des débats de la 1985^e séance.

60. Le PRÉSIDENT déclare que, en l'absence d'objection, il considérera que le Conseil accepte que les réunions communes du CAC et du CPC se tiennent le 19 octobre 1976 au Siège de l'Organisation des Nations Unies, comme proposé au paragraphe 2 du document E/L.1706.

Il en est ainsi décidé [décision 155 (LX), alinéa b].

61. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) rappelle qu'à sa deuxième session, tenue à Lima en mars 1976, la Commission des sociétés transnationales a recommandé que le Secrétaire général, en consultation avec tous les Etats membres de la Commission, propose les candidatures de 12 à 15 personnes qui devront être approuvées par la Commission à une reprise de sa deuxième session convoquée à cette fin. Le Secrétaire général sera en mesure de soumettre ces candidatures en juin 1976. M. Cordovez suggère donc, sous réserve de l'approbation du Conseil, qu'une réunion de la Commission soit convoquée au cours de la seconde moitié de juin 1976 pour examiner ces candidatures, afin que la Commission puisse présenter au Conseil à sa soixante et unième session un rapport complet sur sa deuxième session.

62. M. DONNELLY (Royaume-Uni) dit qu'à sa connaissance le Gouvernement du Royaume-Uni, qui est membre de la Commission des sociétés transnationales, n'a pas encore été consulté par le Secrétaire général au sujet de ces candidatures. M. Donnelly se demande s'il sera possible de terminer les consultations avant la soixante et unième session du Conseil.

63. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) déclare avoir reçu l'assurance que les consultations seraient terminées le 20 juin 1976.

64. Le PRÉSIDENT déclare que, en l'absence d'objection, il considérera que le Conseil souhaite que la reprise de la deuxième session de la Commission des sociétés transnationales soit convoquée au cours de la seconde moitié de juin 1976 pour examiner les candidatures présentées par le Secrétaire général.

Il en est ainsi décidé [décision 155 (LX), alinéa c].

POINT 15 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen de l'ordre du jour provisoire de la soixante et unième session (E/L.1707, E/L.1709)

65. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) dit qu'il est nécessaire d'apporter certains changements au projet d'ordre du jour provisoire (E/L.1709) pour tenir compte des décisions prises par le Conseil à la présente session.

66. Tout d'abord, il faut ajouter, conformément à la résolution 1987 (LX), un nouveau point 26 intitulé "Assistance au Mozambique". M. Cordovez suggère que, comme on l'a fait précédemment pour des points analogues, cette question soit examinée en séance plénière du Conseil à Genève.

67. Deuxièmement, à propos du point 14 intitulé "Etablissements humains", c'est seulement l'examen des projets de résolution contenus dans le rapport du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification sur les travaux de sa neuvième session (E/5758), et non pas l'examen du rapport dans son ensemble, qui a été renvoyé à la soixante et unième

session. Cela sera indiqué clairement dans la version finale de l'ordre du jour provisoire.

68. Troisièmement, le rapport que doit établir le Secrétaire général conformément à la résolution 1985 (LX) du Conseil relative aux catastrophes naturelles qui ont affecté Madagascar sera examiné au titre du point 23 intitulé "Assistance en cas de catastrophe naturelle ou d'autres situations revêtant le caractère d'une catastrophe". Cela aussi sera indiqué clairement dans la version finale de l'ordre du jour provisoire.

69. M. Cordovez informe le Conseil que les rapports du Conseil du développement industriel et du Conseil des gouverneurs du Fonds spécial des Nations Unies, mentionnés à propos des points 11 et 12 respectivement, ne seront pas achevés à temps pour la soixante et unième session du Conseil car les organes directeurs en question tiendront des reprises de leur session en automne. M. Cordovez rappelle à ce sujet que le Conseil a décidé de ne plus organiser de reprise de session. Toutefois, en 1976, il pourrait y avoir six points à examiner à la reprise de la session.

70. Le PRÉSIDENT dit que, en l'absence d'objection, il considérera que le Conseil désire adopter le projet d'ordre du jour provisoire de la soixante et unième session (E/L.1709), compte tenu des modifications proposées par le secrétaire du Conseil et étant entendu que les points 10 et 12 seront examinés à la reprise de la soixante et unième session.

*Le projet d'ordre du jour provisoire de la soixante et unième session, tel qu'il a été révisé oralement, est adopté*¹ [décision 156 (LX), alinéas a et b].

71. Le PRÉSIDENT dit que, en l'absence d'objection, il considérera que le Conseil approuve la recommandation, qui figure au paragraphe 3 du document concernant les arrangements relatifs à la soixante et unième session (E/L.1707), tendant à ce que la session soit ouverte le mercredi 30 juin 1976 à 10 heures; les arrangements concernant la partie de la session qui se tiendra à Abidjan, tels qu'ils figurent dans la section I du document; et le calendrier des travaux proposé par le Bureau pour la partie de la session qui se tiendra à Genève, tel qu'il figure dans la section II du document et compte tenu des modifications qui y ont déjà été apportées.

Il en est ainsi décidé [décision 156 (LX), alinéa c].

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (*fin**)

72. Le PRÉSIDENT indique au Conseil que, conformément à la résolution 1990 (LX) du Conseil, relative à la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, il tiendra des consultations avec les groupes régionaux concernant la distribution et la composition du comité de 16 membres qui sera chargé, entre autres, de mener à bonne fin les préparatifs de la Conférence mondiale, et informera le Conseil des résultats de ces consultations.

73. L'examen du point 3 est ainsi terminé.

* Reprise des débats de la 2000^e séance.

¹ L'ordre du jour provisoire annoté de la soixante et unième session a été publié ultérieurement sous la cote E/5800.

Clôture de la session

74. Le PRÉSIDENT déclare que les décisions relatives à la fourniture d'une assistance aux pays qui ont été frappés récemment par des catastrophes naturelles sont parmi les plus importantes qui aient été prises par le Conseil à la présente session.

75. En outre, le nombre des délégations qui ont participé aux débats sur l'assistance au Mozambique et ont appuyé le projet de résolution E/L.1716 montre clairement l'importance attachée aux mesures courageuses prises par le Gouvernement de la République populaire du Mozambique pour appliquer les sanctions économiques contre la Rhodésie du Sud. L'accueil réservé par le Conseil au rapport du Secrétaire général et à l'appel du Ministre adjoint des affaires étrangères de la République populaire du Mozambique en vue d'une assistance urgente au Mozambique montre que la communauté internationale est déterminée à tout mettre en œuvre pour faire cesser le régime illégal en Rhodésie du Sud.

76. En ce qui concerne la question de la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies, le Président estime que les membres du Conseil devraient procéder à des consultations avant la prochaine session afin de prendre en temps opportun les décisions qui s'imposent.

77. Prenant la parole en tant que représentant de la Côte d'Ivoire, M. Aké exprime la reconnaissance de son gouvernement pour la décision du Conseil d'accepter son invitation de tenir une partie de la soixante et unième session à Abidjan. Le Président de la République de Côte d'Ivoire a écrit personnellement à tous les chefs d'Etat ou de gouvernement des pays représentés au Conseil pour leur demander de se faire représenter au niveau ministériel à la session. Ce qui importera avant tout, cependant, ce sera évidemment les résultats auxquels on parviendra à cette session.

78. Le Président déclare close la soixantième session du Conseil économique et social.

La séance est levée à 13 h 5.

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم. اعتمد منها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة ، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف .

如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наведите справки об изданиях в местном книжном магазине или напишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y otras distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.